

LE CORPS DE VILLE DE TROYES

(1470-1790)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 22 Mai 1939

PAR

JACQUES PATON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur ;

Suffragants : M. PETOT, Professeur ;

M. GRANDCLAUDE, Professeur.

J.-L. PATON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

27 et 29, Rue Général-Saussier

TROYES

**LE CORPS DE VILLE
DE TROYES**

(1470-1790)

A la Mémoire de mes Grands-Parents

LE CORPS DE VILLE DE TROYES

(1470-1790)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 22 Mai 1939

PAR

JACQUES PATON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur ;

Suffragants : M. PETOT, Professeur ;

M. GRANDCLAUDE, Professeur.

J.-L. PATON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

27 et 29, Rue Général-Saussier

TROYES

*47803

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



LE CORPS DE VILLE DE TROYES

(1470 - 1790)

INTRODUCTION

L'administration municipale est organisée de nos jours de façon uniforme. Les affaires de chaque ville ou commune, quelle que soit son importance, sont régies par un maire et des conseillers municipaux, dont le nombre seul varie en fonction de la population de la cité. Cette uniformité résulte de ce fait que le but du législateur de 1789 a été de ne laisser subsister qu'une seule personne morale, l'Etat, dans l'organisation duquel la commune ne devait être, selon lui, que le dernier échelon. Cette conception est d'ailleurs, pour une grande part, abandonnée aujourd'hui, et le souci des intérêts collectifs des communes a été de nouveau pris en considération : la conséquence en a été une tendance à la décentralisation qui s'est manifestée surtout par les lois de 1882, de 1884 et les décrets-lois de 1926.

En un certain sens, l'évolution fut inverse sous l'Ancien Régime. Le groupe local : ville, village, bourg, paroisse, s'est dégagé dès le Haut Moyen-Age, et, selon les besoins, des organismes temporaires ou permanents se sont formés. Quand, à la fin du Moyen-Age, son autorité se développa en même temps que s'agrandissait son domaine, le roi essaya de régulariser ces organismes, mais « par voie de mesures

« particulières à telle ou telle ville » (1), en tenant compte des traditions propres de chacune d'elles. Il en résulta que, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, le caractère essentiel de l'organisation municipale fut la diversité. C'est seulement au XVIII^e siècle qu'apparut une uniformité d'ailleurs partielle.

*
**

L'objet de cette étude est l'organe qui eut pour fonction d'administrer la ville de Troyes sous la période monarchique. Comment fut composé le Corps de Ville (2) de Troyes ? Comment était-il désigné ? En quel sens s'exerça, à son égard, l'action du pouvoir central ?

Pour résoudre ces divers problèmes, il convient de suivre l'évolution historique. Il faut d'abord, après un bref exposé des origines médiévales de la municipalité, étudier les bases définitives de l'organisation du Corps de Ville de Troyes.

Il faut ensuite examiner comment fut, en fait, appliquée la constitution municipale ; car le texte d'une loi ne suffit pas à l'étude d'une institution : les coutumes, les traditions, l'esprit dans lequel la loi est exécutée interviennent aussi pour une part importante. Nous serons donc amenés, à cet égard, à rechercher quelles classes et dans quelle importance chacune d'elles furent représentées au sein du Corps de Ville, et à considérer les rapports entre l'administration municipale et le pouvoir central, bref à examiner le fonctionnement, aux XVI^e et XVII^e siècles, de la constitution municipale de Troyes.

(1) *Perrot*, Les institutions publiques et privées de l'ancienne France jusqu'en 1789, page 482.

(2) Nous n'entendons pas ici l'expression « Corps de Ville » dans le sens restreint que lui attribuent certains auteurs qui réservent ce terme pour désigner les « Maire et Echevins », c'est-à-dire l'organe exécutif de la ville, et nomment l'organe délibérant « Conseil de Ville ». — Le terme « Corps de Ville » est pris ici dans son sens large pour désigner l'ensemble de l'organisme municipal de Troyes : Maire, Echevins, Conseillers de Ville ou Notables. L'expression « Corps de Ville » est d'ailleurs employée dans cette signification dans de nombreux documents officiels, et notamment dans la plupart des arrêts du Conseil du roi.

La troisième partie sera consacrée au XVIII^e siècle, et particulièrement aux réformes qui ont été réalisées dans la seconde moitié de cette période.

Nous pourrons ainsi, non seulement connaître les détails de l'organisation du Corps de Ville de Troyes et par conséquent la situation respective et les rapports des différentes parties de la population de la cité, mais aussi reconnaître l'application à la ville de Troyes des principes qui, sous l'Ancien Régime, furent à la base de toutes les constitutions municipales, si variées qu'elles fussent.

Première Partie

LA CONSTITUTION DU CORPS DE VILLE DE TROYES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'Administration de la Ville de Troyes avant 1470

SECTION I. — Les Chartes des Comtes de Champagne

I. C'est seulement en Mai 1470, par des lettres patentes de Louis XI, que fut créé d'une façon permanente le Corps de Ville de Troyes. Mais il faut remonter à une époque très antérieure pour trouver les origines de cette organisation échevinale.

A l'époque du Haut Moyen-Age, le régime seigneurial s'étendait aussi bien sur la ville que sur la campagne. Troyes dépendait alors, comme à l'époque carolingienne, du duché de Bourgogne ⁽¹⁾. Au milieu de l'anarchie générale du x^e siècle, Robert de Vermandois, « premier Comte propriétaire de Champagne » ⁽²⁾, s'empara du Comté de Troyes après une longue lutte contre l'évêque Ansegise.

« Ce succès du Comte Robert, dit Boutiot, décida du sort de la ville et du comté de Troyes, qui n'eurent plus à l'avenir de chefs temporels ecclésiastiques... Les évêques ne partagèrent jamais à Troyes l'autorité des Comtes de Troyes ou de Champagne » ⁽³⁾.

(1) Cf. *Auguste Longnon*, La formation de l'Unité française; p. 42, 46 et 164.

(2) *Grosley*, *Mémoires historiques*, t. I, p. 211.

(3) *Boutiot*, *Histoire de Troyes*, t. I, ch. 2, p. 137.

II. Dès le ^x^e siècle et surtout au ^{xii}^e siècle, le grand mouvement de renaissance commerciale et industrielle fut à la base du développement des villes. A Troyes, « ce fut le « temps de la grande prospérité des Foires de Champagne... « où les marchands se réunissaient de toutes les régions de « la France et de l'Europe » (4).

Cette renaissance des villes posa donc la question de l'organisation municipale ; mais à ce problème, « il y eut « autant de solutions que de problèmes locaux, dans autant « de chartes que de villes » (5).

« Ces chartes, écrit A. Luchaire, ne créent pas d'ordinaire « les libertés qu'elles mentionnent ;... elles ne sont que la « reconnaissance officielle d'un état de choses antérieur et « peut-être depuis longtemps établi » (6).

Ainsi pourrait-on peut-être expliquer, à une époque où aucune charte n'est connue de nous (1187), l'existence, signalée par Boutiot, d'un maire et d'officiers municipaux, qui auraient été chargés de veiller à la sauvegarde de privilèges purement coutumiers (7). Mais, « sans remonter « au ^{xii}^e siècle, dont les nuages ne sont pas encore « dissipés » (8), on trouve à Troyes, en 1215, des échevins servant d'assesseurs au prévôt du comte, qui, d'ailleurs avaient disparu en 1222.

III. Par la première charte que nous connaissons, et qui date de Septembre 1230 (9), le comte Thibault IV

(4) A. Luchaire, dans *Lavisse*, Histoire de France, III, I, p. 398. Cf. aussi *Bourquelot*, Etudes sur les foires de Champagne, II, p. 4 et suiv.

(5) *Perrot*, Les institutions de l'ancienne France, p. 265.

(6) Dans *Lavisse*, ouvr. cit., II, II, p. 341.

(7) *Boutiot* (ouvr. cit., t. I, ch. 3, p. 228 et ch. 4, p. 262) estime d'ailleurs que cet organisme résulte d'une charte concédée aux habitants de Troyes par le comte Henri le Libéral et dont nous aurions perdu toute trace. — Cf. aussi *Courtalon*, ouvr. cit., t. 2, p. 389.

(8) *D'Arbois de Jubainville*, Histoire des Ducs et Comtes de Champagne, t. 4, II, p. 729.

(9) *Grosley*, cependant, met en doute l'existence de cette charte : cf. *Mémoires...*, t. I, p. 274. Cette opinion ne semble pas fondée ; car, non seulement, nous possédons des actes où interviennent, en Décembre 1230, Gérard Mélétaire, maire de la commune de Troyes, et, en Décembre 1232, Pierre Gener (?), maire de la commune, les échevins et la commune de Troyes (*Arch. de l'Aube*, E 1093) ; mais encore la charte de 1230 et celle de 1242 sont toutes deux mentionnées dans le « Cartulaire de l'Echevinage de Troyes » (*Arch. de l'Aube*, 3 E Troyes).

« franchit tous ses hommes et toutes ses femmes de Troyes » (10). Il institue un maire et 12 jurés ou échevins choisis chaque année « de par le Comte » ; mais cet Echevinage possède le droit de justice d'une manière très étendue. La charte de 1230, octroyée moyennant le versement au comte d'une rente annuelle de 300 livres, « ne conserve aucun souvenir de lutte entre le comte et ses sujets » (11). Thibault l'accorda spontanément (12) à ses habitants en récompense de leur fidélité (13).

IV. Cette administration ne fonctionna pas longtemps d'une manière normale. La ville, qui devait procéder à d'importants travaux de fortifications, fut endettée dès 1232. La situation ne cessa d'empirer, et, pour y remédier, un traité dut être passé avec la société financière Bernard de Montcuc, cessionnaire de la justice de Troyes, et dont les membres devinrent maires l'un après l'autre. Désormais la commune de Troyes était pratiquement supprimée. Une nouvelle charte, datée du mardi d'après Noël 1242 (14), eut pour but de « mettre l'administration de la cité d'accord

(10) Cette charte n'intéresse donc pas les habitants de Troyes relevant des justices et des seigneuries particulières (évêque, chapitre de Saint-Pierre, abbaye de Notre-Dame-aux-Nonnains, etc...) : cf. *Boutiot*, ouvr. cit. t. I, ch. 4, p. 322.

(11) *Boutiot*, ouvr. cit. t. I, ch. 4, p. 328.

(12) Le comte Thibault le Chancelier (?) accorda spontanément la « commune à la ville de Troyes en 1230 ». *Glasson*, Histoire du droit et des institutions de France, t. 5, p. 34.

(13) En 1230, les barons coalisés avec le duc de Bourgogne sont en guerre contre l'armée commune du roi et du comte de Champagne et sont sous les murs de Troyes à la fin d'Août. « Bourguignons et « Picards avaient fait leur jonction dans la prairie d'Isle-Aumont « et Troyes était en péril ». (*Ch. V. Langlois*, dans *Lavis*, ouvr. cit., III, II, p. 5). — Les préliminaires de paix ayant été signés le 25 Septembre, il apparaît à *d'Arbois de Jubainville* que la charte de Septembre 1230 « fut la récompense de la fidélité des habitants de « la ville » (ouvr. cit., IV, II, p. 728). — Le moine cistercien *Albéric* écrit d'autre part, dans sa chronique, sous la date de 1231 : « Le « Comte de Champagne établit des communes de bourgeois et de « paysans auxquels il se fiait plus qu'à ses chevaliers ». (Cf. *d'Arbois de Jubainville*, ouvr. cit., IV, II, p. 728).

(14) Voir le texte de cette charte dans *Grosley*, *Ephémérides*, t. I, p. 81.

avec le traité de 1241 » (15). Le maire fut supprimé. Les 12 jurés ou échevins subsistèrent, mais, perdant leurs fonctions judiciaires, ils conservèrent seulement le droit de lever la taille.

L'administration établie par cette charte ne paraît pas avoir eu une longue durée. Nous n'en possédons « aucun souvenir écrit... au-delà de 1246 » (16). A partir de cette date, les bourgeois semblent ne plus avoir participé à l'administration de la ville jusqu'en 1270. A cette époque, par sa charte du « dimanche prochain après Pâques » (17), le comte Thibault V confia à deux prudhommes : l'un nommé par lui, l'autre élu par « nos homes et nos fames de Troies », l'administration des fonds consacrés à l'entretien des rues et au service du guet (18).

Il serait donc bien téméraire de parler, pour Troyes, au XIII^e siècle, d'un mouvement communal. Les documents existants ne nous signalent aucun conflit entre les bourgeois de Troyes et leurs comtes (19), qui paraissent s'être mêlé beaucoup plus de leurs vassaux nobles. Augustin Thierry, dans son *Tableau de l'ancienne France municipale*, écrit qu'en Champagne, « sauf la ville de Reims..., sauf les villes « de Sens et de Meaux..., l'organisation urbaine se montre « peu forte et bornée à la garantie de droits purement « civils » (20).

SECTION 2. — L'administration aux XIV^e et XV^e siècles

I. Le 15 Août 1284, Jeanne, comtesse de Champagne depuis 1274, fille unique de Henri III, épousa le futur Philippe le Bel, qui devint roi de France en 1285. Ainsi la Champagne fut-elle incorporée au domaine royal (21).

(15) *Boutiot*, ouvr. cit., t. I, ch. 4, p. 331.

(16) *Boutiot*, ouvr. cit., t. I, ch. 5, p. 383.

(17) Voir le texte de cette charte dans *Grosley, Ephémérides...*, ouvr. cit., t. I, p. 87.

(18) Cf. *d'Arbois de Jubainville*, ouvr. cit., IV, II, p. 732. *Boutiot*, ouvr. cit., t. I, ch. 5, p. 384.

(19) Les communes de Champagne, « sauf Provins, eurent toutes « une existence fort paisible ». (*Glasson*, ouvr. cit., t. 5, p. 34).

(20) *Aug. Thierry*, *Essai sur l'histoire du Tiers-Etat*, p. 241.

(21) Du moins le sera-t-elle à la mort de Jeanne (1304), car, de son vivant, son mari, Philippe le Bel, en habile tacticien, « n'y régla rien

Il ne paraît pas douteux — bien qu'aucun document n'existe à ce sujet — que le roi ait confirmé les privilèges accordés par les comtes de Champagne à leurs sujets troyens. De fait, l'administration de la ville fut toujours confiée, conformément à la charte de 1270, au voyeur du roi et au voyeur de la ville élu chaque année lors de l'assemblée générale de la Saint-Barnabé (11 Juin) (22).

II. Mais au xiv^e siècle l'organisation municipale se développa. Si les voyeurs suffisaient en temps de paix, un Conseil de Ville apparut nécessaire en temps de péril.

« Ce Conseil de Ville, dit Boutiot, ne procédait d'aucun acte émanant de l'autorité royale, mais bien de l'initiative des habitants » (23) ; il fut « chargé de veiller à la plupart des intérêts généraux de la cité et surtout à la conservation des franchises dont les habitants étaient en possession » (24).

Ce Conseil se forma donc dans les périodes de troubles. Ainsi exista-t-il en 1314 (25) ; et en 1317 l'on connaît l'existence d'un Conseil composé de « douze élus du commun » (26) ; c'était l'époque où, après la mort de Philippe le Bel, « le royaume était étrangement troublé ; l'indiscipline était générale » (27). Le Conseil de Ville

« que du consentement de la Reine, sa chère compagne ». (*Grosley, Mémoires*, ouvr. cit., t. 1, p. 253). — Pour les diverses contestations entre la famille de Navarre et les rois de France, closes par le traité du 9 Juin 1404, voir *Grosley, Mémoires*, ouvr. cit., t. 1, p. 249 à 273.

(22) *Boutiot*, ouvr. cit., t. 2, ch. 8, p. 162 et 163. Seule l'assemblée générale de la Saint-Barnabé semble être de droit commun, mais pendant la guerre de cent ans, le 18 Décembre 1358, le dauphin-régent octroya aux habitants de Troyes « licence et congé », en cas de danger, de s'assembler chaque fois qu'il sera nécessaire et qu'il leur plaira.

(23) *Boutiot*, ouvr. cit., t. 2, ch. 11, p. 467.

(24) *Ib.*, t. 1, ch. 6, p. 437.

(25) *Ib.*, t. 2, ch. 8, p. 162.

(26) *Ib.*, t. 1, ch. 6, p. 437.

(27) *Bainville*, Histoire de France, I, p. 85. — Cf. aussi *Paul Viollet*, Histoire des institutions politiques et administratives de la France, II, p. 241 : « Les noblesses de Champagne, de Bourgogne, de Picardie, de Beauvaisis se liguent avec le commun, allié douteux, mais qu'on tient à mettre en nom ». — Et *Boutiot*, ouvr. cit., t. 1, ch. 5, p. 437 : « La noblesse d'un grand nombre de provinces, de la Champagne entre autres, et les bourgeois eux-mêmes se soulevèrent contre le pouvoir royal devenu très faible ».

réapparut à plusieurs reprises au cours de la Guerre de Cent Ans.

« Pendant l'invasion anglaise et les discordes entre
« Français, la vie politique s'était réveillée dans les villes,
« écrit Petit-Dutaillis. Les plus petites elles-mêmes eurent
« à prendre, à tout instant, les décisions les plus graves.
« Au milieu d'une agitation et d'une inquiétude continues, c'étaient des assemblées, des levées d'impôts, des
« voyages de notables, envoyés au roi à travers des pays
« infestés d'ennemis, pour négocier avec un capitaine,
« conférer avec d'autres cités, représenter la ville dans une
« réunion d'Etats. Il fallait, en un pays ruiné, pourvoir
« aux subsistances, répartir entre les citoyens la présente
« charge du guet, sous la perpétuelle menace de l'arrivée
« des Ecorcheurs ou des Anglais... Certaines villes acquirent
« pendant la Guerre de Cent Ans des institutions de gouvernement autonome et des libertés qu'elles n'auraient
« certainement pas possédées autrement » (28).

Il ne semble pas qu'il se soit formé à Troyes d'institution permanente, mais on trouve les traces d'un Conseil de Ville en 1354, en 1358 et pendant les années suivantes jusqu'en 1368 (29). Il s'agissait certes là d'organismes encore bien rudimentaires (30). Il n'est pas douteux, cependant, qu'ils aient été, sinon autorisés expressément, du moins tolérés par le roi et, en tous cas, connus de lui, puisqu'il nous est signalé qu'après les émeutes qui suivirent la mort de Charles V (1381-1382) (31), certaines villes,

(28) Dans *Lavissee*, ouvr. cit., IV, II, p. 275.

(29) Cf. *Boutiot*, t. 2, ch. 8, p. 162 et 163 : Le nombre des conseillers de ville, qui est de 26 en 1358, est réduit à 12 en 1368 ; il semble donc qu'il n'ait existé à cette époque aucune règle précise quant à la composition du Conseil de Ville. — Dans cette période d'anarchie, les habitants sont en effet obligés d'assurer eux-mêmes leur défense : en 1358-1359, « ceux de Troyes aidèrent leur évêque à battre Eustache d'Auberchicourt ». (*Coville*, dans *Lavissee*, ouvr. cité., IV, I, p. 147).

(30) En 1375, cependant, la ville a son receveur à qui les habitants confient le soin de faire les écritures et conserver les titres communs : « Il faut voir dans ce fait la création de l'office de clerc ou greffier de la ville ». (*Boutiot*, ouvr. cit., t. 2, ch. 9, p. 241).

(31) « Dès que les régents voulurent lever des impôts, des émeutes éclatèrent à Paris. Le Conseil, avide de popularité, céda tout de suite. Aussitôt, les villes de province, encouragées, opposèrent la

Troyes entre autres, furent punies par la suppression de leurs droits municipaux ⁽³²⁾. Cette punition infligée par le Roi aux villes insurgées fut vraisemblablement un simple avertissement. A la fin du ^{xiv}^e siècle, en effet, la ville de Troyes possédait toujours son voyeur ; en cas de péril, c'est-à-dire, à cette époque, de plus en plus souvent, fonctionnait un Conseil de Ville ; et celui-ci, s'il y avait lieu de prendre une décision très importante, ne voulait pas en encourir seul la responsabilité et en appelait à une assemblée générale ⁽³³⁾.

Sous la domination anglaise, « le Conseil de Ville semble « disparaître » ⁽³⁴⁾ ; cependant Boutiot signale aussi qu'en 1424, « pour faciliter l'administration de la ville », ...une assemblée générale des Trois Etats élit 30 notables, « aux-
« quels il fut donné pouvoir de représenter la ville, de
« délibérer et de conclure sur toutes les affaires com-
« munes » ⁽³⁵⁾.

III. En 1429, l'armée de Charles VII éprouva une certaine résistance quand elle s'arrêta devant Troyes. Des négociations furent entamées, notamment par l'intermédiaire de l'évêque Jean Légusé ; « la menace d'un grand
« assaut décida tout-à-fait les bourgeois » ⁽³⁶⁾ à se rendre, à s'entendre avec le Roi et à faire approuver la reddition par une assemblée générale des habitants. Par le traité du 9 Juillet, le roi Charles VII maintenait aux Troyens leurs

« même résistance... On sentit que le gouvernement était sans force.
« Il fut bravé un peu partout ». (*Bainville*, ouvr. cit., 1, p. 109). — Voir aussi *Aug. Thierry*, ouvr. cit., p. 52 ; *Boutiot*, ouvr. cit., t. 2, ch. 9, p. 267-269 ; *de Montrol*, Résumé de l'Histoire de Champagne, p. 276.

⁽³²⁾ Cf. *Aug. Thierry*, ouvr. cit., p. 53.

⁽³³⁾ *Boutiot*, ouvr. cit., t. 2, ch. 10, p. 335 : Par exemple, en 1412, lorsqu'il s'agissait de contracter un emprunt pour les travaux des fortifications.

⁽³⁴⁾ *Boutiot*, ouvr. cit., t. 3, ch. 13, p. 39.

⁽³⁵⁾ *Ib.*, t. 2, ch. 11, p. 467.

⁽³⁶⁾ *Petit-Dutaillis*, dans *Lavis*, ouvr. cit., IV, II, p. 57. — Jeanne d'Arc semble avoir bien compris l'efficacité de ce dernier argument : « Sire, aurait-elle dit au roi hésitant, si vous voulez demeurer devant
« votre ville de Troyes, je vous réponds que dans deux jours elle sera
« soumise à votre obéissance, de gré ou de force ». (Paroles citées par *Courtalon*, Topographie historique de la ville de Troyes, I, p. 87).

privilèges et leur assurait qu'ils ne recevraient pas de garnison et qu'ils seraient libres de commercer avec les sujets du duc de Bourgogne ⁽³⁷⁾. Ce traité, publié par le roi sous la forme de deux lettres patentes — l'une prenant acte de la soumission des habitants de Troyes, l'autre leur conférant certains privilèges — constitue la première charte connue de nous que le roi ait accordée aux habitants de Troyes.

C'est vraisemblablement pour veiller à la sauvegarde de ces privilèges qu'un Conseil de Ville fonctionna à Troyes d'une manière permanente de 1429 à 1435 « jusqu'au traité « d'Arras » ⁽³⁸⁾. Il est remarquable que nous en perdions les traces à partir du jour où la paix fut signée entre le roi de France et le duc de Bourgogne, donc au moment où tout péril fut écarté et où les relations commerciales entre les bourgeois troyens et les sujets du duc de Bourgogne ne présentèrent plus aucune difficulté. Ce Conseil de Ville, dont nous possédons le registre des délibérations du 22 Septembre 1429 au 25 Septembre 1433 ⁽³⁹⁾, fut composé de 36 (?) membres ⁽⁴⁰⁾ élus le 1^{er} Octobre de chaque année en assemblée générale. Garde de la ville, conservation des privilèges, consentement aux impôts, telles furent ses principales attributions ⁽⁴¹⁾. Ce Conseil, d'ailleurs, quand des décisions graves devaient être prises, s'en remettait à l'assemblée générale ⁽⁴²⁾.

(37) La résistance préliminaire et les hésitations des bourgeois de Troyes résultaient surtout en effet de la crainte de voir leurs affaires périliter par suite de la rupture des relations avec les pays voisins soumis à l'autorité du duc de Bourgogne. Cf. *Petit-Dutaillis*, dans *Lavisse*, ouvr. cit., IV, II, p. 57. — *Boutiot*, ouvr. cit., t. 2, ch. 11, p. 490 à 503. — *De Montrol*, ouvr. cit., p. 285 à 286.

(38) *Boutiot*, ouvr. cit., t. 3, ch. 13, p. 39.

(39) *Arch. de Troyes*, f. *Boutiot*, A, 1^{er} registre. Ce registre a été publié par *Roserot*, Documents inédits relatifs à la Ville de Troyes, p. 195 à 463.

(40) En réalité leur nombre varie de 35 à 38 ; cf. *Roserot*, Doc. in., ouvr. cit., p. 167, 168.

(41) Voir l'étude de *Roserot* sur le Conseil de Ville de 1429 à 1433, Doc. in., ouvr. cit., p. 165 à 194.

(42) Ainsi en novembre 1431, le Conseil de Ville se retrancha derrière l'avis de l'assemblée générale pour refuser un subside que le roi lui avait demandé, de même d'ailleurs qu'à plusieurs autres villes

IV. Après 1435, l'existence d'un Conseil est signalée en 1445, puis en 1448. En 1458, le Conseil de Ville fut composé de 25 membres : 9 ecclésiastiques et 16 laïques élus chaque année à l'assemblée générale de la Saint-Barnabé ⁽⁴³⁾. A partir de cette date, les séances du Conseil paraissent avoir été régulières — le Conseil se réunit théoriquement tous les quinze jours — ; c'est vraisemblablement cette organisation plus complète que celle des Conseils antérieurs, qui permit à Louis XI, douze ans plus tard, de créer l'Echevinage de Troyes.

champenoises. (*Arch. de Troyes*, f. Boutiot, A, 1^{er} reg., f^{os} 67, 68 et 69. — Publié par *Roserot*, Doc. in., ouvr. cit., p. 311 à 319. — Voir aussi *Roserot*, Episodes de la Guerre de Cent Ans, p. 124 et suiv. ; et *Petit-Dutaillis*, dans *Lavis*, ouvr. cit., IV, II, p. 247).

(43) Il ne faut pas attribuer à l'expression « assemblée générale » son sens littéral. Non seulement tous les habitants n'y sont pas présents ; mais, en 1458, par exemple, l'assemblée générale fut composée d'habitants personnellement convoqués. Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., t. 3, ch. 13, p. 40, 41.

CHAPITRE PREMIER

La Création de l'Echevinage de Troyes

SECTION I. — Les lettres patentes de Louis XI en Mai 1470

§ 1. Origines des lettres patentes de 1470

Avant 1470, les habitants de Troyes, abstraction faite des Conseils de Ville intermittents, chargeaient un procureur-syndic de la défense de leurs intérêts collectifs. C'est Louis XI qui leur donna pour la première fois une organisation municipale permanente. On ne saurait en être surpris. « Les villes trouvaient en lui... un défenseur « toujours prêt... Louis XI ne se lassait pas de prodiguer « aux bourgeois, dans ses lettres et ses causeries familières, les flatteries et les promesses » (1). De nombreuses villes, telles que Bordeaux, Poitiers, Tours, Angers, etc... obtinrent de lui une organisation échevinale. « Louis, roi « absolu, a créé beaucoup de corps élus, de municipalités », écrit M. Pierre Champion (2) : « les échevins, qui sont des « bourgeois élus, sont anoblis. Qui sait si le roi Louis ne « préfère pas cette noblesses à l'autre ? »

Il est vrai qu'il avait de bonnes raisons de se méfier des nobles. Ceux-ci avaient formé contre lui la Ligue du Bien Public, à la tête de laquelle se trouvait le propre frère du roi, Charles, duc de Berry, et Louis XI avait dû entrer en guerre avec l'allié de celui-ci, Charles le Téméraire. A l'entrevue de Péronne où le duc de Bourgogne retenait le roi prisonnier, celui-ci dut promettre de donner à son frère Charles les comtés de Champagne et de Brie. Mais « le roy »

(1) *Petit-Dutaillis*, dans *Lavisse*, ouvr. cit., IV, II, p. 409. — Louis XI est sans cesse en rapports personnels avec ses « chers et bien amez » les habitants de Troyes, qu'il tient au courant des événements.

(2) *Pierre Champion*, Louis XI, II, p. 47.

ayant recouvré la liberté, « pour riens ne déliberoit bailler
« ce qu'il luy avoit promys, car il ne vouloit point son
« frère et le duc si près voisins » (3). « Louis XI accepta
« tout, signa tout, sacrifia les Liégeois et sa fierté pour
« sauver la Champagne » (4). On voit donc l'importance
que le roi attachait à la possession de cette province et on
comprend qu'il ait tenu à entretenir de bons rapports avec
les bourgeois de sa capitale (5).

Les bourgeois de Troyes, de leur côté, s'occupèrent activement d'obtenir du roi la création de leur Echevinage. La ville envoya « à Lyon sur le Rhône, à Orléans et à Tours
« quérir la manière de procéder au fait des échevinages
« èsdites villes » (6). Puis des personnages notables de la ville (7) se rendirent auprès du roi lui-même, à Tours et à Amboise. C'est donc d'une étroite collaboration entre Louis XI et les Troyens que naquit la charte de Mai 1470.

§ 2. *Analyse des lettres patentes de 1470*

I. Les lettres patentes de Louis XI concernant l'administration municipale de la ville de Troyes furent délivrées à Amboise et portent la date du mois de Mai 1470 (8). En même temps qu'il leur octroyait cette charte

(3) *Philippe de Commynes*, Mémoires, I, p. 173.

(4) *Bainville*, ouvr. cit., I, p. 130.

(5) Après que Louis XI eut signé la paix avec son frère Charles, qui accepta la Guyenne en échange de la Champagne, il écrivit aux habitants de Troyes pour leur annoncer la « bonne nouvelle » (14 Septembre 1469). Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 14, p. 90, et *Arch. de Troyes*, Boutiot, B, 25.

(6) *Boutiot*, III, ch. 14, p. 92.

(7) Odard Hennequin, archidiacre de l'Eglise de Troyes ; Jean Lequeu, chanoine ; Guillaume Huyart, licencié ès-lois ; Pierre Angignart, marchand ; Jean du Lutel, clerc et procureur des habitants. Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 14, p. 96. — Peut-être conviendrait-il d'ajouter à ces négociateurs le nom de l'évêque de Troyes, Louis Raguier, président de la Cour des Aides, et en qui Louis XI avait grande confiance (Raguier avait été un des deux ambassadeurs envoyés par le roi aux Liégeois).

(8) Nous ne savons pourquoi le marquis de Pastoret, dans le Recueil des « *Ordonnances des Rois de France* », (ouvr. cit., t. 17, p. 426) date ces lettres patentes du mois de Mai 1471. — L'original, qui se trouve aux *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse, porte bien la date de l'an 1470, « de notre règne le 9^e ». (Louis XI devint roi en 1461).

d'Echevinage, le roi envoyait aux habitants de Troyes deux lettres closes, datées du 18 Mai, l'une pour les remercier spécialement de leurs bons services, l'autre par laquelle il leur demandait, sous forme d'emprunt, de lui avancer la somme de 1.500 écus d'or ⁽⁹⁾.

II. Dans le préambule de ses lettres patentes, Louis XI invoque d'abord la situation de la ville de Troyes : « nostre ville et cité de Troyes, chief et capitale ville de « nostre pays et comté de Champagne, assise au lieu de très « grans trespas ». Il reconnaît ensuite « la bonne loyauté « et vraye obéissance » que les habitants « ont toujours « eue envers nous, nos prédécesseurs et nostre couronne ». Il rappelle enfin les services qu'ils lui ont rendus :

Ils « se sont travaillés et donné grans cure, par cy-devant « plusieurs notables hommes en grand nombre, d'esglise, « bourgeois, marchans et autres de ladicte ville, de l'entre- « tenir, emparer et grandement fortifier, comme l'on peut « clerement veoir et choisir à l'ueil,... tellement que feu « nostre très chier seigneur et père, ...au voyage de son « sacre, ... leur bailla et délaissa la garde d'icelle ville ».

« Pour ces causes et autres raisonnables », le roi « donne « et octroie » aux « clergié, bourgeois et habitans de « nostredicte ville de Troyes ... les droits, auctorité, faculté, « prérogatives, privilèges, prééminences, franchises, libertez « et autres choses qui s'ensuivent ».

III. Les lettres patentes de Mai 1470 contiennent dix-neuf articles. Elles confient l'administration de la ville

(9) Cf. *Boutiot*, III, ch. 14, p. 95, et *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 48^e carton, 4^e liasse. La première de ces lettres se trouve également dans la publication des lettres de Louis XI données par *Vaesen* (*Lettres de Louis XI*, IV, p. 108). — Il ne faut pas donner à cet emprunt une base purement fiscale. L'usage était fort répandu, selon lequel les bourgeois des villes versaient une somme au roi ou au seigneur qui leur octroyait une charte d'Echevinage. « On a l'impression, dit M. *Olivier-Martin*, qu'un arrangement à titre onéreux est plus solide qu'un arrangement à titre gratuit » (*Cours de Doctorat*, Les intérêts collectifs dans l'ancien Droit français, p. 369).

à 12 échevins ⁽¹⁰⁾. Ces 12 échevins peuvent nommer parmi eux « un chief et président », auquel appartiennent la faculté et la prérogative de proposer et mettre en avant les matières, besognes et communes affaires de la ville (art. 4). Ils sont assistés, pour les affaires les plus importantes, de 24 conseillers, qui doivent se rendre à la convocation des échevins, « pour délibérer », toutes les fois qu'ils y sont mandés (art. 2) ⁽¹¹⁾.

Au surplus, l'assemblée générale des « clergié, bourgeois et habitants de Troyes » peut seule permettre une aliénation de biens et revenus communs (art. 8) ; les échevins et conseillers peuvent la réunir, le bailli de Troyes appelé, pour les affaires qui ne leur sembleraient pas « convenables à vuidier et conclure » sans son consentement (art. 17).

Le roi, enfin, pour symboliser la création de l'Echevinage, autorise « lesdits clergié, bourgeois et habitans » à construire un hôtel de ville (art. 15) ^(11 bis).

IV. Comment sont nommés les membres de ce Corps de Ville ? La première fois, pour mettre en train le nouvel Echevinage, c'est l'assemblée générale des « clergié, bourgeois et habitans » qui élit 36 hommes, dont 12 du clergé. Ces 36 élus choisissent comme échevins 12 d'entre eux, dont 4 du clergé ⁽¹²⁾, nommés pour une durée de

(10) Ces 12 échevins « gouverneront la ville et distribueront les deniers communs et d'octroi, tant pour les fortifications, réparations... et choses nécessaires quelconques... que pour les gages, salaires des officiers, ouvriers... et autres choses touchant les affaires de ladite ville » (art. 6). — Ils sont chargés en outre de pourvoir à plusieurs objets de police (incendies, immondices, etc...) (art. 18).

(11) Les conseillers de ville interviennent notamment pour les nominations du receveur et du collecteur (art. 7) et pour « les baux, fermes et marchés des deniers, droits, revenus et autres choses appartenant à la commune » (art. 10).

(11 bis) En fait, le Corps de Ville, au lendemain de l'arrêt de l'Echevinage de 1493, s'installa dans une vieille maison acquise par lui, sur l'emplacement de laquelle l'« hôtel de ville » ne fut construit que de 1624 à 1670, non sans de nombreuses difficultés d'ordre pécuniaire (Morel-Payen, La construction de l'hôtel de ville de Troyes au xvii^e siècle).

(12) Remarquer que la proportion des ecclésiastiques par rapport aux laïcs, tant pour les échevins que pour les conseillers de ville, est à peu près la même que dans le Conseil de Ville de 1458 (Cf. supra, ch. prél. sect. 2, IV, p. 17).

deux ans ; les 24 autres restant conseillers de ville leur vie durant (art. 1 et 2).

Mais ce mode d'élection n'était pas le système définitif établi par les lettres patentes de 1470 ; il semble seulement avoir servi de transition entre l'ancienne méthode et la nouvelle. Selon celle-ci, tous les deux ans, le jour de la Saint-Barnabé, 12 échevins nouveaux sont élus par une assemblée composée des 12 échevins sortants ⁽¹³⁾, des 24 conseillers de ville et de 64 notables. Ces 64 notables sont élus, à raison de 16 dans chaque quartier ⁽¹⁴⁾, par les sixainiers ou maîtres de fer (art. 11). Avant l'élection, les 24 conseillers et les notables sont tenus de jurer « ès mains » desdits eschevins encore estans qu'ils selon Dieu et leurs « consciences esliront... iceulx douze eschevins des meilleurs... » (art. 3). Après l'élection, les nouveaux échevins sont aussi « tenus de jurer ès mains desdicts 24 ou de la » plupart d'iceulx que, selon Dieu et leurs consciences, au « mieulx et le plus honnorablement et proufitablement que » faire le pourront ils gouverneront et administreront les « matières, besongnes et communes affaires » de la ville (art. 14). La même assemblée des 100 est convoquée, à la mort d'un conseiller de ville, pour en élire un à sa place, toujours à vie.

L'assemblée électorale ainsi créée présentait des caractères particuliers. La majorité de ses membres, les 64 notables, étaient élus par les sixainiers. Ceux-ci, appelés aussi maîtres de fer, commandaient aux hommes de fer, de même que les dizainiers commandaient aux hommes de pourpoint, hommes de fer et hommes de pourpoint constituant dans chaque quartier la milice bourgeoise. Or ce qui distinguait les hommes de fer des hommes de pourpoint, ce n'était pas la naissance, c'était la fortune ⁽¹⁵⁾ ; c'étaient les bourgeois riches qui éalisaient les 64 notables. Il convient

(13) Les 12 échevins sortants ne peuvent pas être continués.

(14) La ville est divisée en 4 quartiers : Belfroi, Croncels, Saint-Jacques et Comporté.

(15) Les hommes de fer devaient être munis de cuirasses, de casques, de lances et d'épées ; les hommes de pourpoint, artisans ou ouvriers, étaient le plus souvent armés de bâtons ou de maillets de fer. Cf. A. Babeau, *Le guet et la milice bourgeoise à Troyes*, p. 311-312.

d'ailleurs d'ajouter que les maîtres de fer étaient nommés par l'Echevinage ⁽¹⁶⁾, si bien qu'en définitive c'était le Corps de Ville lui-même qui avait la prépondérance sur son propre recrutement.

On peut voir dans cette forme nouvelle des élections la conséquence de l'influence de premier plan exercée par la bourgeoisie riche, que Louis XI s'efforçait de satisfaire pour contrebalancer l'influence féodale ⁽¹⁷⁾. Il faut surtout remarquer que l'existence d'une milice bourgeoise avait été le premier signe de l'indépendance communale ; il était donc naturel et en outre utile — à une époque troublée où la garde et la défense de la ville étaient de première importance ⁽¹⁸⁾ — d'assurer la prédominance de ceux qui commandaient à la milice bourgeoise.

SECTION 2. — La suppression de l'Echevinage en 1474

I. Les lettres patentes de Mai 1470 furent exécutées trois mois après leur promulgation. Elles sont incorporées dans les lettres de vidimus délivrées le 31 Juillet 1470 sous scel de la Prévôté de Troyes ⁽¹⁹⁾, et qui contiennent aussi le procès-verbal de l'assemblée générale au cours de laquelle fut établi l'Echevinage. Les 36 élus de cette assemblée choisirent parmi eux 12 échevins ⁽²⁰⁾. Mais, les registres de l'Echevinage manquant ⁽²¹⁾, nous ne savons pas si les 12 échevins firent choix parmi eux d'un président ⁽²²⁾. Pour

(16) A. Babeau, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 337.

(17) Cf. aussi *Petit-Dutaillis*, dans *Lavis*, ouvr. cit., IV, III, p. 410 : « Louis XI ne voulait point d'assemblées générales, de grandes com-munités... où la foule se laisse dominer par aucunes gens de mauvais esprit ».

(18) Cf. le préambule des lettres de Louis XI.

(19) *Archives de Troyes*, Delion, lay, 3, 1^{re} liasse.

(20) Il y eut bien 12 gens d'église parmi les 36 élus et 4 échevins appartenant au clergé, comme le prescrivaient les lettres royales.

(21) La lacune s'étend du 26 Septembre 1433 au 3 Juin 1483.

(22) *Courtalon* signale cependant comme maire de Troyes, en 1471, Jean de Marisy (cf. ouvr. cit., II, p. 399). Celui-ci ayant été élu échevin le 31 Juillet 1470 (cf. lettres de vidimus de la même date), il est possible et même probable que c'est lui qui fut choisi par ses collègues comme « chef et président », cette fonction étant le précédent direct de celle de maire créée en 1483.

la même raison, nous n'avons aucun document sur l'application de la nouvelle forme des élections échevinales, qui dut être pratiquée à l'assemblée de la Saint-Barnabé de l'an 1472.

II. Ce qui est certain, c'est que le Corps de Ville institué par les lettres patentes de 1470 ne dura même pas trois années. Le 20 Février 1474 (n. st.) ⁽²³⁾, deux commissaires du roi, dont le prévôt de Paris Robert d'Estouteville, envoyés à Troyes, annoncèrent aux Troyens la dissolution de leur Echevinage. Une lettre de Louis XI, datée du 26 Février, précisa cette décision, en rassurant les Troyens. Le 2 Mars, l'administration de la ville fut remise à une commission présidée par le bailli et composée de plusieurs officiers royaux et de certains habitants désignés par les envoyés du roi.

Sur les causes de cette brusque suppression, nous manquons de détails ⁽²⁴⁾. Mais il ne paraît pas douteux que la cause doit en être cherchée dans les événements de l'époque : la guerre avait recommencé avec le duc de Bourgogne ; des menées contre le roi paraissent avoir eu lieu à Troyes ⁽²⁵⁾ ; la suppression de l'Echevinage semble donc avoir été une « mesure de salut public » ⁽²⁶⁾.

Pendant huit ans, fonctionna la commission spéciale créée à Troyes le 2 Mars 1474, composée en majeure partie d'officiers royaux. Cependant, une fois le péril passé et la

(23) Sauf indications contraires, toutes les dates antérieures à la réforme du calendrier de 1564 seront converties en nouveau style.

(24) Louis XI ne fournit aucune explication dans sa lettre du 26 Février ; il n'en donna pas non plus dans ses lettres patentes de 1482 qui rétablirent l'Echevinage (cf. infra, sec. 3, p. 25).

(25) Voir une lettre envoyée par Louis XI, le 26 Février, à ses deux commissaires (*Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 14, p. 106). — Il est possible que les lettres de Louis XI du 8 Octobre 1470, (*Ord. des rois de France*, ouvr. cit., t. 17, p. 332) qui, interdisant tout commerce avec les sujets du duc de Bourgogne, contredisaient la permission de négocier donnée aux Troyens par lettre du 1^{er} Juillet (cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 14, p. 97, et *Vaesen*, ouvr. cit., IV, p. 125) aient provoqué un vif mécontentement chez les marchands de Troyes.

(26) L'expression est de *Boutiot*, peu suspect de sympathie pour Louis XI (ouvr. cit., III, ch. 14, p. 107).

défaite de Charles le Téméraire assurée, les habitants de Troyes nommèrent 12 d'entre eux pour recevoir les comptes des collecteurs (Novembre 1476) (27).

SECTION 3. — Les lettres patentes de Louis XI en Mars 1482

I. Par lettres patentes données à Plessis-du-Parc en Mars 1482 (28), Louis XI rétablit l'Echevinage de Troyes, qu'il avait fondé douze ans plus tôt.

Dans le préambule, le roi rappelle les lettres patentes octroyées par lui aux « clergié, bourgeois et habitants de « Troyes », et il en reproduit intégralement le contenu. Il fait allusion, sans en préciser les causes, à la suspension de l'Echevinage ordonnée par lui en 1474.

Mais la situation qui dure depuis huit ans ne laisse pas d'être préjudiciable aux intérêts de la ville ; les officiers royaux, qui forment la commission spéciale chargée de l'administration municipale, sont « pour la plupart du « temps occupés à l'exercice de leurs dits offices et autres « affaires qui de par nous leur surviennent de jour en « jour ». Aussi « les besognes, charges et affaires communes « d'icelle nostre ville demeurent en arrière ;... dont pourrait « s'ensuivre inconvenient à nous et à la chose publique de « notre dite ville ».

Louis XI veut mettre fin à cette situation. Il tient à ce que « les dits habitants soient toujours de bien en mieux « plus enclins à eux employer à la garde, sûreté et défenses, « et à régir et gouverner les besognes, charges et affaires « communes de notre dite ville, et qu'ils y puissent donner « plus prompte provision selon l'exigence des cas qui « y pourront subvenir, et chacun d'eux avoir entière « connaissance des besognes, charges et affaires communes « d'icelle... ».

Ayant ainsi incité les habitants à se dévouer à la chose publique, le roi rappelle les « bons, vertueux et recomman- « dables services que les dits habitants ont faits à nos très

(27) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 14, p. 155.

(28) Voir ces lettres aux *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse, sous la date de Mars 1481 (a. st.).

« nobles progéniteurs rois » et aussi durant les dernières guerres qui ont été en notre royaume » (29).

II. C'est pour ces raisons que Louis XI rétablit les privilèges de la ville « et ledit Echevinage par la force « contenue en nos dites lettres de chartres » (les lettres de 1470).

Deux modifications furent cependant apportées par les lettres de 1482. D'une part, les 12 échevins, au lieu d'être élus tous les deux ans, sont renouvelés par moitié chaque année : ainsi, 6 échevins sortant chaque année, les 6 autres demeurent pour « montrer aux nouveaux l'état et le gouvernement de la ville » ; cette réforme assurait une stabilité plus grande dans l'Echevinage. D'autre part, les 12 échevins, les conseillers et autres officiers de la ville sont élus en assemblée générale de la Saint-Barnabé (30). On abandonnait par conséquent en 1482, tant pour la nomination des conseillers de ville que pour celle des échevins, le système de l'élection par les 100 notables inauguré en 1470, pour revenir au procédé traditionnel.

L'acte de 1482 ne se termine pas sans que le roi ait ordonné à ses officiers de laisser exécuter ses lettres : il ne veut pas « que l'effet de ces lettres soit aucunement « retardé ». Louis XI se doutait évidemment que ses « gens » n'accepteraient pas sans résistance d'abandonner le gouvernement d'une ville qu'ils administraient depuis huit ans.

(29) Allusion à la lutte du roi contre Charles le Téméraire, à laquelle les habitants de Troyes ont participé activement (cf. *Boutiot*, III, ch. 14).

(30) Si donc un des conseillers de ville (toujours nommés à vie) meurt, l'élection de son successeur est reportée jusqu'au jour de la Saint-Barnabé.

CHAPITRE DEUXIÈME

La Création de la Mairie de Troyes

SECTION 1. — Les lettres patentes de Louis XI en Février 1483

I. Les lettres de 1482 furent modifiées moins d'un an après leur promulgation. C'est encore Louis XI qui, quelques mois avant sa mort, par ses lettres patentes délivrées au Plessis-du-Parc au mois de Février 1483 ⁽¹⁾, compléta l'organisation du Corps de Ville de Troyes, en superposant un maire aux échevins.

« Les échevins de la ville, dit le roi dans le préambule, « n'ont juridiction sur le fait de police et affaires communes « de la ville... Les inconvenients s'ensuivent..., parce qu'ils « n'ont point de maire en leur dit corps et commune « juridiction pour contraindre les délinquants... de faire ce « que par eux leur serait enjoint..., comme de ce avons été « avertis » ⁽²⁾.

Louis XI ajoute même que « ce fait rend nos dites « lettres de confirmation illusoires et de nul effet ou très « grand intérêt de la chose publique de notre bonne ville « de Troyes ». Aussi est-il nécessaire « d'accroître et « augmenter aux habitants de la ville les facultés et « privilèges ».

II. En conséquence, les lettres patentes de Février 1483 confèrent aux « maires et échevins... la totale juridiction et connaissance en première instance de la police,

(1) Voir ces lettres patentes sous la date du mois de Février 1482 (a. st.) aux *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(2) La création de la Mairie de Troyes a donc été réclamée au roi. Les lettres de 1483, comme celles de 1470, paraissent donc être la conséquence de négociations entre le roi et les bourgeois de Troyes. Telle est d'ailleurs, d'une manière générale, l'origine des privilèges accordés par le roi aux différents corps et communautés.

« conduite et gouvernement de la ville et des habitants en « icelle » (3). Mais ce qui vaut d'être noté ici, c'est la réorganisation du Corps de Ville.

Le nombre des échevins est ramené de 12 à 8, mais un maire est créé à côté de ces 8 échevins. Les conseillers de ville, qui assistaient les échevins pour les affaires importantes, restent au nombre de 24.

Le maire est élu pour deux ans « en assemblée générale « et publique de la Saint-Barnabé ». Il ne peut être continué qu'une fois.

Les 8 échevins sont élus pour deux ans, par moitié chaque année (4). Tous les ans, le mardi ou le mercredi de Pâques, les 4 échevins les plus anciens sont remplacés par 4 nouveaux, lesquels sont élus par un collège composé du maire, des échevins, des conseillers de ville et de 64 notables (5) ; c'est, en somme, à peu de choses près, la même assemblée que celle prévue par la charte de 1470 ; cependant les 64 notables ne sont plus élus par les maîtres de fer, sans d'ailleurs que les lettres patentes précisent leur mode de nomination (6).

Quant aux 24 conseillers de ville, ils restent nommés à vie. A la mort de l'un d'eux, les maire et échevins peuvent attendre le jour des élections municipales pour procéder à son remplacement, ou bien élire de suite son successeur dont les pouvoirs devront alors être confirmés le jour de l'élection annuelle.

(3) Les sentences de l'Echevinage sont susceptibles d'appel porté devant le Bailliage.

(4) Pour passer de l'ancien système au nouveau, les lettres patentes décident que, des 12 échevins en fonction, on en ôtera 8 ; et qu'aux 4 anciens échevins restant seront adjoints 4 nouveaux, élus par les échevins sortants, les 24 conseillers et 64 notables (les élisants prêtant serment entre les mains du plus ancien échevin d'élire « les plus idoines ». — Cette disposition suppose que les lettres de 1482 avaient déjà reçu un commencement d'exécution.

(5) Les élisants, avant l'élection, doivent prêter serment entre les mains du maire d'élire « les plus idoines ».

(6) L'arrêt du Parlement du 20 Juillet 1493, enregistrant les lettres royales de 1483, précisera ce mode de nomination (cf. infra, sec. 2, § 3, p. 36).

III. Les lettres de 1483 accroissaient donc le pouvoir du Corps de Ville de Troyes, tant en lui conférant des attributions de police élargies qu'en plaçant un maire à sa tête. Aussi Louis XI avait-il encore plus de raisons qu'un an auparavant de se méfier de la résistance de ses officiers à l'exécution de ses lettres patentes. C'est pourquoi il ne se contente pas de « donner mandement à ses gens de laisser « les habitants, les maire, échevins, conseillers et autres « officier... jouir et user pleinement et paisiblement des « mairie, échevinage, droits, franchises, libertés et prérogatives, sans en ce leur faire, mettre ou donner, ni souffrir « être fait, mis ou donné ores ni pour le temps avenir « aucun destourbier ou empêchement au contraire, en « quelque forme ou manière que ce soit ». Le roi prévoit aussi le cas où « le bailli de Troyes ou son lieutenant » feraient « difficulté de faire pleinement jouir nos dits « habitants de nos présentes grâce, concession et octroi » et le cas où ils tarderaient de « faire ladite élection desdits « maire et échevins ou conseillers, ou de faire assembler « ceux qui seront à assembler des dits habitants pour ce « faire ». Dans cette hypothèse, le roi « mande et commet « à ses conseillers les maîtres des requêtes ordinaires de « notre hôtel ou conseillers en notre Cour de Parlement, « bailli de Sens et autres nos officiers et justiciers, et « chacun d'eux sur ce requis, qu'ils fassent assembler « devant eux ceux qui seront à assembler de ladite ville et « fassent faire ladite élection de maire et échevins ainsi et « par la manière que dit est dessus » et « qu'ils les « mettent... en possession et saisine de leurs dits états et « offices, et fassent toute la communauté jouir et user de « tout l'effet et contenu de ces dites présentes ».

Louis XI eut enfin le soin de faire enregistrer ses lettres au Grand Conseil du Roi, à Tours, le 20 Février 1483.

SECTION 2. — La mise en application des lettres royales

§ 1. *Les oppositions*

I. Les craintes de Louis XI n'étaient que trop fondées. Malgré les ordres donnés par le roi à ses officiers du Bailliage de Troyes, les contestations qui s'élevèrent au

sujet de l'enregistrement des lettres patentes de 1483 durèrent plus de dix années.

Dès la délivrance des lettres patentes, les membres du Corps de Ville de Troyes les présentèrent à M^e Pierre Hennequin, conseiller en la Chambre du Trésor de Paris pour en obtenir l'entérinement. M^e Hennequin procéda à une enquête qui dura du 27 Mars au 2 Juin 1483, et au cours de laquelle, seuls, les officiers, sergents et fermiers royaux s'opposèrent à l'enregistrement des lettres patentes (7).

Quelles étaient les bases de cette opposition ? Les officiers royaux invoquaient deux arguments de droit et un argument de fait. D'une part, ils prétendaient d'abord que les lettres patentes de 1483, en conférant aux maire et échevins juridiction sur le fait de police, créaient une judicature nouvelle et impliquaient par conséquent l'aliénation d'une partie du domaine royal (8). Ils invoquaient ensuite la nullité des lettres royales qui n'étaient revêtues ni de la signature du roi ni de celle d'un secrétaire des finances (9). D'autre part, ils assuraient que le rétablissement de l'Echevinage avait été seulement réclamé par ceux qui « font grandes marchandises par terre et par mer » et qui ne peuvent donc pas « faire les affaires du roi et de la « chose publique de la ville » (10).

La Chambre du Trésor ne fut pas convaincue par ces arguments, car, par une sentence rendue le 2 Juin 1483 (11)

(7) Voir le procès-verbal de M^e Pierre Hennequin sur l'exécution des lettres patentes concernant l'institution de la Mairie et Echevinage de Troyes aux *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(8) Cette objection s'adressait directement à la Chambre du Trésor, juridiction d'exception résultant du démembrement de la Chambre des Comptes et qui connaissait des contestations portant sur les revenus du domaine royal.

(9) Les lettres patentes, en effet, primitivement, n'étaient pas signées, mais revêtues seulement du grand sceau du royaume (telles sont celles de Février 1483). Ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle que le roi y apposa sa signature, ainsi qu'un de ses secrétaires d'Etat.

(10) *Boutiot*, III, ch. 14, p. 158. — Déjà apparaît l'hostilité entre les gens de justice et les marchands (cf. 2^e partie, ch. 1, sec. 2)

(11) Cf. *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

« entre MM. les Maire et Echevins (12), demandeurs contre le procureur du roi », elle permet aux maire et échevins « d'acheter une maison et autres héritages pour faire un hôtel de ville ». Le procureur du roi se déclara d'ailleurs aussitôt « appelant » de ladite sentence.

Cependant, par l'ordonnance de M^e Pierre Hennequin, les lettres patentes furent publiées le 3 Juin 1483 en la Cour du Bailliage de Troyes. Et, dès le lendemain, elles recevaient un commencement d'exécution. Des 12 échevins, 4 furent gardés par l'assemblée électorale, qui en nomma également 4 nouveaux (13).

II. Mais le litige persistait : l'enregistrement en la Cour du Bailliage avait eu lieu en présence du procureur du roi, « lequel, avant la lecture des dites lettres, dit que de « l'entérinement d'icelles il était opposant » (14). Le procureur du roi s'était en outre porté appelant en la Cour de Parlement de la sentence de la Chambre du Trésor (15).

Cependant Louis XI mourut et fut remplacé par son fils Charles VIII. La ville de Troyes envoya à Paris son procureur et des députés « en grand nombre » (16) pour prêter au nouveau roi serment d'obéissance (Octobre 1483). Ces envoyés ne négligèrent évidemment pas d'entretenir

(12) Ce qui suppose qu'il y avait déjà un maire à cette époque : Jean de Marisy est donné comme ayant été maire de Troyes en 1483.

(13) Cf. le registre de délibérations, 4 Juin 1483 (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 2^e reg., f^o 2, v^o). Le 84 anciens échevins laissés en place furent Nicole de la Place, doyen ; Nicole Coiffart, chanoine ; Nicolas Bastia et Hennequin le jeune, marchands. Les 4 nouveaux furent Odard Hennequin, chanoine ; Jean de Marisy, écuyer ; Jacquinot-Festuot, maître-boucher ; Jean Hennequin, marchand (remarquer la proportion, toujours à peu près identique, entre ecclésiastiques et laïcs). Il n'est pas question, dans ce registre, de convocation de notables.

(14) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(15) Cf. les lettres de Charles VIII adressées à ses gens de compte et de la Cour de Parlement, le 24 Juillet 1484, dans lesquelles le roi fait un historique des oppositions qui ont retardé l'entérinement des lettres patentes de son père (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse).

(16) Cf. les lettres patentes de confirmation de Charles VIII adressées aux habitants de Troyes en Octobre 1483 (*Archives de Troyes*, Delion lay. 3, 1^{re} liasse).

Charles VIII du procès pendant entre la ville de Troyes et les gens du roi au sujet de l'enregistrement des lettres de Louis XI (17).

Charles VIII, dans des lettres patentes délivrées à Amboise ce même mois d'Octobre 1483 (18), indique en effet qu'il a reçu « humble supplication de nos chers et « bien aimés les gens d'église, bourgeois et habitants de « notre dite ville de Troyes », rappelant les lettres patentes que Louis XI leur avait données en Février 1483, mais dont l'exécution « n'a pas été dirigée à nos aimés et féaulx con- « seillers les gens de nos comptes », car elles n'étaient pas signées « de la main de notre dit feu seigneur et père et du « clerc de ses finances ». Les habitants n'ont donc « pu « jouir d'aucuns points contenus ès dites lettres de « chartre ». Or ils invoquent que l'Echevinage a déjà été élu, que « la ville supporte plusieurs grandes charges pour « le fait des guerres et divisions qui ont eu cours en notre « royaume », et ils requièrent « qu'il plaise au roi avoir « agréable et leur confirmer le dit Echevinage, pouvoir, « autorité et prérogatives d'icelui ».

Saisi de ces demandes, le roi considère « la bonne, grande « et loyale amour et affection que lesdits suppliants et « leurs prédécesseurs de toute ancienneté ont continuelle- « ment eue à nos prédécesseurs rois et à la couronne de « France,... et qu'ils sont venus en grand nombre, en tous « états, devers nous, nous faire l'obéissance qu'ils nous « sont tenus de faire ». Il désire « leur subvenir et les « soulager en leurs affaires, les entretenir en leur dit « Echevinage..., afin qu'ils soient toujours plus enclins de « demeurer nos bons et loyaux sujets, et eux employer au « bien, profit et utilité de notre dite ville et cité et de la « chose publique d'icelle ».

Aussi, après avoir « demandé l'avis des seigneurs de

(17) « Ils s'informèrent », écrit *Boutiot* (ouvr. cit., III, ch. 15, p. 167) « si on pourrait rentrer en possession des registres de l'échevinage produits au Parlement dans l'instance relative à l'enregistrement des lettres de Louis XI ». Ils avaient aussi mission d'obtenir du roi leur rapide exécution.

(18) *Archives de Troyes*, Dellion, Jay. 3, 1^{re} liasse.

« notre sang et gens de notre Grand Conseil », il « confirme ledit Echevinage contenant forme de maire et échevins de notre dite ville et cité de Troyes..., ensemble les droits, privilèges, autorité, prérogatives, profits et émoluments contenus en icelle ». Il « donne mandement aux gens de comptes et trésoriers, au bailli de Troyes et à ses lieutenants... de laisser jouir et user lesdits suppliants pleinement et paisiblement..., sans en ce leur faire, mettre ou donner ores ni pour le temps avenir aucun trouble, arrêt ou empêchement au contraire... Car ainsi nous plaît-il d'être fait..., nonobstant que lesdites lettres de chartre ne soient signées de la main de notre dit feu seigneur et père ni du clerc de ses finances et qu'elles ne vous aient pas été présentées pour être vérifiées ».

III. Cet acte royal assurait donc la persistance des privilèges de la ville de Troyes ⁽¹⁹⁾, à qui le nouveau souverain apportait son appui. Mais les lettres patentes de Louis XI ne pouvaient être exécutées avant d'avoir été entérinées ; et cet enregistrement tardait, tant en la Chambre des Comptes qu'en la Cour de Parlement ⁽²⁰⁾.

Aussi Charles VIII, mettant de nouveau son autorité au service des réclamations des bourgeois de Troyes, s'adressait-il directement, par lettres du 24 Juillet 1484 ⁽²¹⁾, à ses « gens de compte et de la Cour de Parlement ».

Après avoir retracé l'histoire des contestations qui ont retardé l'enregistrement des lettres de 1483, Charles VIII y

(19) Juridiquement en effet, les privilèges accordés par lettres patentes aux divers corps et communautés, tels que les villes, ne restaient valables que s'ils étaient renouvelés au début de chaque règne.

(20) En effet, le litige était porté concurremment devant les deux Cours souveraines. Certains actes royaux concernant « le domaine et les finances ordinaires » devaient être « vérifiés à la fois en Cour de Parlement et en Chambre des Comptes » (*Glasson*, *ouvr. cit.*, t. 8, p. 157. — *Jassemyn*, *La Chambre des Comptes*, p. 182-183). — *M. Henri Jassemyn* montre que le rôle des deux Cours souveraines n'était pas le même. « La Chambre des Comptes était chargée non seulement de prendre connaissance des lettres royaux et de les approuver, mais encore d'en assurer l'expédition, c'est-à-dire la réalisation effective. Le Parlement n'avait qu'un droit de contrôle sur une partie du domaine » (*ouvr. cit.*, p. 183).

(21) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

rappelle sa volonté exprimée dans ses lettres de confirmation d'Octobre 1483.

« Les suppliants », écrit-il,... soit « en concluant par « eux », soit en concluant sur « le procès de l'appel inter-
« jeté par le procureur au Bailliage de Troyes »... vont
« vous requérir la publication, vérification et entérine-
« ment » des lettres d'Echevinage. « Mais ils doutent que
« vous fassiez difficulté pour y procéder », car les lettres
de Louis XI, d'une part, sont surannées, et, d'autre part,
n'ont pas été signées par un secrétaire des finances. Or ce
serait « un très grave grief, préjudice et dommage des dits
« suppliants »... « Ceci étant considéré »,... « voulant
« entretenir les suppliants en leurs droits et privilèges »,...
« nous vous mandons, commandons et expressément enjo-
« gnons que vous recevez iceux suppliants à vous requérir
« et demander la publication, vérification et entérinement
« des dites lettres de charte » et... « à eux en aider en
« iceluy procès, tout ainsi que vous eussiez fait, pu faire,
« feriez et pourriez faire si ces lettres de charte étaient à
« vous adressées et qu'elles vous eussent été présentées au
« temps et par avant ledit appel. Et au surplus faites aux
« parties... bon et brief droit ».

IV. La « commission » de Charles VIII aboutit à un premier résultat : en cette même année 1484, la Chambre des Comptes procéda à la vérification des lettres d'Echevinage... Mais bien que la Chambre des Comptes fût une Cour souveraine, le Parlement n'en resta pas moins saisi du différend, et il fallut attendre encore près de neuf années pour qu'il rendit son arrêt (22).

(22) Outre la remarque faite à la note (20), il convient de noter qu'en fait, aux XIV^e et XV^e siècles, le Parlement, « chargé de veiller à la « conservation du fonds du domaine et à son intégrité territoriale » (*Jassemin*, ouvr. cit., p. 182), ne cessa de contester à la Chambre des Comptes sa qualité de juridiction souveraine (cf. *Glasson*, ouvr. cit., t. 6, p. 427). Il le pouvait d'autant plus, qu'en droit, « sur certains points, « la doctrine était hésitante » pour délimiter la compétence respective de chacune des 2 Cours souveraines (*Jassemin*, ouvr. cit., p. 182). Il n'est donc pas surprenant que le Parlement ait tenu à retarder le plus possible l'enregistrement des lettres patentes déjà vérifiées par la Chambre des Comptes.

§ 2. *La situation de fait dans la période d'attente*

Dès le lendemain de la publication des lettres d'Echevinage au Bailliage de Troyes, on commença de procéder à leur exécution, et les 12 échevins furent réduits à 8 (23). Peu après, l'Echevinage fit exécuter son scel et son contrescel en argent, signe, sous l'Ancien Régime, de l'existence d'une personnalité juridique distincte.

Mais, le litige se prolongeant, il fallut ajourner la mise en application des lettres de Louis XI. Le 20 Avril 1484, nouveau jour fixé pour les élections échevinales, il fut sursis à la nomination de nouveaux échevins (24).

L'Echevinage n'en continua pas moins de fonctionner comme Conseil de Ville (25). Le 11 Juin 1487, jour de la Saint-Barnabé, il revint à l'ancien système ; il nomma 64 notables, qui élurent avec lui 12 échevins, dont 4 ecclésiastiques et 8 laïcs (26) ; le même procédé fut employé deux ans plus tard : le 11 Juin 1489, où furent nommés en outre 2 conseillers de ville élus par le même collège (27), et le 11 Juin 1491 (28). Les 12 échevins, en 1489, choisirent parmi eux un président, qui remplit en quelque sorte les fonctions de maire (29).

Pendant cette longue période d'attente, la ville de Troyes ne fut donc pas privée d'une administration municipale. Les oppositions formées par le procureur du roi n'empêchèrent pas une organisation échevinale de fonctionner.

(23) En outre, Jean de Marisy est signalé, en 1483, comme le premier maire de Troyes (cf. *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse, au dos du rapport Hennequin).

(24) Cf. *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 2^e reg., f^o 25.

(25) Nous possédons le registre de délibérations (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 2^e reg.) ; il n'est pas de mois sans délibération. Seule manque la période du 20 Avril 1484 au 20 Juin 1485 (il est d'ailleurs visible que ces procès-verbaux existaient et que les pages du registre ont été déchirées). — Sur l'objet de ces délibérations, voir *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 187-188.

(26) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 2^e reg., f^o 54.

(27) *Ib.*, f^{os} 69 et 70.

(28) *Ib.*, f^o 88.

(29) Ce fut Simon Liboron, licencié ès-lois, en 1489, puis Jean de Marisy, écuyer, en 1491.

§ 3. *L'arrêt du Parlement du 20 Juillet 1493
et son exécution*

Il fallut cependant attendre que le Parlement se prononçât pour que fussent établies des règles précises concernant l'organisation municipale de Troyes.

I. L'arrêt du Parlement du 20 Juillet 1493 confirma, en les précisant, les dispositions des lettres patentes de Février 1483 ⁽³⁰⁾.

Le maire est élu pour deux ans le jour de la Saint-Barthélémy par l'assemblée générale et publique des habitants, et fait le serment des mains du bailli ou de son lieutenant ⁽³¹⁾ que « bien et loyaument il gouvernerait ladite ville et ne « souffrirait aucune chose être faite, durant son temps, qui « fût contre l'honneur et autorité du Roi et profit de ladite « ville ». Le maire peut être continué une fois seulement.

Les échevins sont élus pour deux ans, par moitié chaque année, le Mardi ou le Mercredi de Pâques, par le maire, les échevins et les 24 conseillers de ville, auxquels sont adjoints 64 notables élus par le Corps de Ville, qui en désigne 16 de chacun des quatre quartiers de la ville.

Quant aux 24 conseillers de ville, « déjà élus par la « communauté d'icelle ville, ils demeureront en leur état « de conseillers, sans les muer ni ôter, leur vie durant ». A la mort de l'un d'eux, son successeur sera nommé par le Corps de Ville, c'est-à-dire par les maire, échevins et conseillers vivants.

Les autres officiers de la ville sont élus par l'assemblée générale de la Saint-Barthélémy.

L'arrêt du Parlement stipule aussi que les maire et échevins ne peuvent « obliger ni arrenter la ville », sinon par l'avis de l'assemblée générale des clergé, bourgeois et habitants de la ville, et « a ce appelé ledit bailli ou son dit « lieutenant, avec l'avocat ou procureur du roi »... Enfin il précise les attributions du Corps de Ville.

(30) *Archives de Troyes*, Delion, Ilay, 1^{re} liasse, et *La Mairie et Eschevinage de Troyes, 1679*, ouvr. cit., p. 5-20.

(31) Il en est de même des échevins. — Cette disposition, ajoutée aux lettres royales par l'arrêt du Parlement, témoigne du désir de celui-ci d'affirmer la prééminence des « gens de justice ».

II. Le Jeudi 19 Septembre 1493, M^e Jean Angenoust, conseiller du roi en la Cour de Parlement, vint à Troyes, où il procéda, en la Chambre d'Echevinage, à l'exécution de l'arrêt du 20 Juillet, « nonobstant les protestations faites « par le procureur du roi » (32). Ce même jour, furent élus 64 notables désignés par les membres du Corps de Ville pour participer à l'élection du lendemain.

Le Vendredi 20 Septembre, « à 7 heures du matin », en la Chambre de l'Echevinage, se réunirent, outre les anciens échevins et les conseillers de ville, « la plupart » des 64 notables. Comme dix ans plus tôt, des 12 échevins, 4 seulement furent maintenus et 4 nouveaux furent élus (33).

A « environ 9 heures », lesdits élisants « se transportèrent en l'hôtel des frères mineurs », où se tenait l'assemblée générale. M^e Angenoust y constata l'absence du lieutenant-général au Bailliage, « absent de la ville », et de son lieutenant particulier, « malade en sa maison », qui étaient remplacés par un autre lieutenant du Bailliage. Il fut alors procédé à l'élection du maire. Edmond Le Boucherat, marchand, fut nommé par « lesdits manans et habitants en général » (34). Puis le conseiller du roi en la Cour de Parlement termina sa tâche, en procédant à l'installation de l'Echevinage, « tant audit hôtel des frères « mineurs qu'en ladite Chambre de l'Echevinage ».

(32) Voir le procès-verbal dressé par M^e Jean Angenoust (Archives de Troyes, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse). — Etaient là pour s'opposer à l'exécution de l'arrêt du Parlement : le greffier du Bailliage (au nom des officiers du Bailliage, conseillers et procureur du roi), le greffier et les fermiers de la Prévôté... Les membres de l'Echevinage ayant assigné les opposants en Cour de Parlement, les greffier et fermiers de la Prévôté « se déportèrent de leur opposition », mais le greffier du Bailliage maintint la sienne.

(33) Parmi les 12 anciens échevins, se trouvaient 4 ecclésiastiques et 8 laïcs. Des quatre maintenus, Nicole Coiffart, Noël de Vanlay, Nicolas Berthier, Michelet Hennequin, les deux premiers étaient des chanoines. Les quatre nouveaux étaient : Jacques Noël, de l'Eglise Collégiale Saint-Etienne, Etienne Le Boucherat, Jean Chatouruy et Simon Saulnier. Remarquer le souci (comme en 1483) de maintenir la même proportion entre ecclésiastiques et laïcs, puisque, sur 8 échevins, 3 sont des « gens d'église ».

(34) Il n'y eut donc pas d'élection par bulletin.

Avant de repartir pour Paris, M^e Angenoust dut cependant, le lendemain Samedi 21 Septembre, recevoir le procureur du roi, « qui bailla sa protestation par écrit ».

Il dit que « à ladite exécution n'entend ni veut ou doit « consentir », car les « droits » du roi, son « domaine », son « autorité de justice », et la « prérogative qu'il a et qui « de toute ancienneté lui a appartenu... et lui appartient en « ladite ville, qui est... à lui et ville capitale de ses pays de « Champagne, y sont fort touchés, diminués et intéressés ».

Malgré l'arrêt du Parlement, le conflit entre les « gens du « roi » et l'Echevinage n'était donc pas terminé : il devait se poursuivre aux siècles suivants.

Cependant la « Mairie et Echevinage de Troyes » était créé ; le Corps de Ville était minutieusement organisé : l'arrêt du 20 Juillet 1493 allait constituer la véritable charte à laquelle, dans les discussions ultérieures, on ne manquerait jamais de se référer. En 1497, les lettres d'Echevinage furent affichées aux portes de la ville, « afin que personne « n'ignorât la loi qui régissait la cité ».

CHAPITRE TROISIÈME

Les Réformes de 1535 à 1538

SECTION 1. — Changements survenus de 1535 à 1538

L'arrêt de 1493 constitua la base de l'organisation municipale de la ville de Troyes pendant plus de deux cent cinquante ans ; mais le mode de recrutement définitif du Corps de Ville n'apparut que quarante-cinq années plus tard, à la suite de trois ans de discussions où se succédèrent des réglementations contradictoires et le plus souvent non mises en application. Il est impossible de retrouver les causes précises de toutes ces modifications avec la seule aide de documents officiels ; car ceux-ci ne nous permettent pas de reconstituer les jalousies, les rivalités, personnelles ou professionnelles, qui nous fourniraient vraisemblablement la solution du problème. Ce qui importe d'ailleurs, c'est surtout de connaître le régime durable auquel ont abouti ces réformes éphémères.

§ 1. *L'arrêt des Grands Jours de Troyes du 30 Octobre 1535*

Depuis plus de 40 ans, le Corps de Ville (maire, échevins, conseillers de ville) était recruté selon le procédé prescrit par l'arrêt de l'Echevinage de 1493. Le seul changement apporté à cette organisation avait été le retrait du clergé (1523) (1).

En 1535, eut lieu une session de la Cour des Grands Jours de Troyes (2). Cette juridiction, sur requête des

(1) Cf. *infra*, 2^e partie, I, II, I.

(2) Les « Grands Jours de Trôyes » étaient la juridiction des comtes de Champagne ; l'origine de cette Cour doit être rattachée à l'administration des Foires de Champagne (cf. *Bourquelot*, *ouvr. cit.*, II, p. 258). Après l'annexion de cette province au domaine royal, le roi ne les supprima pas ; mais, d'une part, il en espaça de plus en plus les sessions primitivement annuelles ; d'autre part, cette juridiction fut composée du personnel du Parlement de Paris.

maire (3) et échevins de la ville de Troyes, rendit, « Le « pénultième jour d'Octobre l'an 1535 », un arrêt provisionnel (4) ordonnant que :

Toutes les fois « qu'il sera besoin aux dits suppliants
« de faire faire assemblée générale en ladite ville, soit pour
« l'élection des maire et officiers d'icelle, soit pour les
« affaires du Roy et de ladite ville, les Maîtres, Procureurs
« ou Bâtonniers de chaque état et métier d'icelle ville
« feront assembler, le jour précédent que se fera ladite
« assemblée générale, ceux dudit état et métier et élire
« respectivement trois de chacuns desdits états et métiers,
« pour comparaître pour leurs dits états et métiers ledit
« jour que se fera ladite assemblée générale, afin de, en
« présence desdits suppliants, gens et officiers du Roy et
« conseillers de ladite ville, élire en icelle assemblée en
« leur conscience, traiter et délibérer des affaires qui seront
« mises en avant et seront à traiter et délibérer en ladite
« assemblée générale ».

Le 14 Décembre 1535, cet arrêt fut « lu et enregistré » en la Cour du Bailliage de Troyes.

§ 2. *La réforme préconisée par l'Echevinage et les lettres patentes de François I^{er} (24 Avril 1538)*

I. L'arrêt des Grands Jours de Troyes ne reçut pas exécution. En 1536, c'est encore l'ancienne forme qui fut pratiquée (5). Le 19 Mai 1537, l'assemblée d'Echevinage délibéra que « l'ancienne forme et coutume » de nommer en assemblée générale doit être observée, et que, par contre, l'arrêt des Grands Jours donné à ce sujet ne doit être « ni « gardé ni observé ». La délibération échevinale du 2 Juin 1537 précisa que « l'arrêt et chartre dudit échevinage » (c'est-à-dire l'arrêt de 1493) « doit être gardé et « observé » (6). Ce que le Corps de Ville reprochait surtout

(3) Le maire était Nicolas Coiffart, frère de Noël Coiffart, lieutenant général au bailliage.

(4) Cf. *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(5) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg., f^o 127, 144 v^o, 145.

(6) Il convient de noter qu'en 1536, Michel Drouot, bourgeois, avait succédé comme maire à Nicolas Coiffart, demandeur en requête à la Cour des Grands Jours.

à l'arrêt du 30 Octobre 1535 (qu'il prétendait avoir été « surpris » par le maire Coiffart), c'était que son application aurait pour résultat « d'éloigner les gens de bien, « de savoir et d'expérience du gouvernement de la ville ; « que le nombre des élisants monterait à 226 habitants, qui « pourraient faire des maires, des échevins et des conseillers « de toutes sortes de gens, tels que savetiers, cordonniers, « maçons, etc. ; qu'ils auraient le gouvernement de la « ville, des deniers communs et des fortifications, iraient « tout boire et dépenser et n'auraient pas de quoi le « rendre » (7). Les maire, échevins et conseillers de ville craignaient donc surtout — sentiment bien naturel — de voir leur échapper la prépondérance qu'ils possédaient selon l'ancien mode de recrutement.

Le 6 Septembre 1537, les habitants de la ville de Troyes manifestèrent, de leur côté, leur opposition et présentèrent au roi et à son conseil une requête réclamant le maintien de « la forme anciennement pratiquée pour les assemblées « générales » et la nullité de l'arrêt des Grands Jours. Le Conseil du roi répondit par une ordonnance prescrivant la communication aux officiers municipaux des requêtes, mémoires et arrêts (8).

II. Les officiers municipaux ne se rallièrent pas tout-à-fait aux termes de cette requête. Le 14 Mars 1538, dans une assemblée générale composée des membres du Corps de Ville et de « notables marchands et bourgeois » (9), il fut décidé (10) d'appuyer les réclamations des maire et

(7) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 355.

(8) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} ilasse. — A cette requête des habitants, paraît nettement se rattacher une pièce non datée ni signée concernant la formalité requise pour la nomination des maire et échevins. En effet, c'est l'ancienne forme, telle qu'elle résulte de l'arrêt de 1493, qui y est préconisée. En outre il y est allégué que « M. Coiffart, maire, frère du lieutenant général, est le seul qui a « donné la requête aux Grands Jours ». Peut-être cet arrêt n'est-il qu'une phase de la lutte entre les gens de justice et les marchands.

(9) *Boutiot* ouvr. cit., III, ch. 46, p. 355. — C'était donc une assemblée « générale » fort restreinte.

(10) Cf. délibération du 14 mars 1537 (a. st.), *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

échevins qui demandaient la nullité de l'arrêt des Grands Jours, mais préconisaient un nouveau système pour la tenue des assemblées générales. Selon ce système, l'assemblée générale devait être composée des maire, échevins et conseillers de ville, des maîtres de fer, des dizainiers, de 3 délégués de chacune des gardes de fer ⁽¹¹⁾ et de 1 délégué de chacune des gardes du dizainier ⁽¹²⁾ de chaque quartier de la ville.

Le même jour, les habitants de Troyes présentaient une nouvelle requête « au roi et au Conseil du roi au sujet
« des troubles, monopoles, confusions, partialités et abus
« qui pourraient résulter des assemblées générales » et donnaient leur « acquiescement à la délibération
« ci-attachée » ⁽¹³⁾.

Ce nouveau système s'inspirait de celui de 1470 et rappelait l'importance de la milice dans la vie et l'indépendance communales ; il assurait, dans les assemblées générales, une supériorité écrasante à la bourgeoisie riche, c'est-à-dire aux « notables bourgeois et marchands » ⁽¹⁴⁾, qui dominaient déjà le Corps de Ville de l'époque.

III. Saisi de ces réclamations, le roi François I^{er}, par lettres patentes du 24 Avril 1538 ⁽¹⁵⁾, accorda satisfaction aux requérants, en révoquant l'arrêt des Grands Jours. Il décida, pour mettre fin à « toutes brigues,...
« monopoles et confusions » que « dorénavant, pour faire
« ladite assemblée générale..., les maîtres de fer et dizainiers de chacune garde et dizaine de ladite ville » devraient « le jour précédent de ladite assemblée ... assembler et faire assembler ceux qui seront de chaque garde

(11) Elus la veille de l'assemblée par les hommes de fer de chaque garde.

(12) Elus la veille de l'assemblée par les hommes de pourpoint de chaque dizaine. — Sur la composition de la milice bourgeoise et la distinction entre les hommes de fer et les hommes de pourpoint, cf. *supra*, p. 22 et A. Babeau, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 311 et suiv.

(13) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(14) Sur un total de 400 membres environ, cette assemblée devait être composée de près de 250 maîtres ou hommes de fer.

(15) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

« et dizaine ; lesquelles assemblées, respectivement et
« chacune d'elles en son regard, éliront deux personnes de
« chacune d'icelles gardes et une de chaque dizaine » (16).

§ 3. *L'arrêt du Parlement du 9 Avril 1538*

Les lettres de François I^{er} ne furent pas plus exécutées que ne l'avait été l'arrêt des Grands Jours.

Le problème du mode de recrutement du Corps de Ville avait été, en effet, porté devant le Parlement (17), qui, le 9 Avril 1538, rendit un arrêt, selon lequel les maire, échevins et autres officiers municipaux de la ville de Troyes seraient élus par 6 délégués des « notables bourgeois », 6 délégués des « marchands drapiers », 6 délégués des « marchands merciers » et 2 délégués de « chacun des « autres arts et métiers », ces délégués étant choisis respectivement par leurs corporations.

SECTION 2. — Le système pratiqué à partir de 1538

§ 1. *L'application de l'arrêt du Parlement de 1538*

Cet arrêt se rapprochait beaucoup de celui rendu par les Grands Jours en 1535. C'est lui qui fut appliqué, et non

(16) Remarquer toutefois que la représentation des hommes de fer est réduite, puisqu'ils ne nomment dans chaque garde, que 2 délégués au lieu de 3, chiffre prévu par la délibération de l'Echevinage.

(17) Le Parlement était alors saisi d'un différend « au sujet de la « préséance » entre les maire et échevins de Troyes, et Noël Coiffart, lieutenant général du Bailliage (le frère du maire de 1535, Nicolas Coiffart). Le procureur du roi au Bailliage de Troyes en avait profité pour « assigner les maire et échevins à comparaître au Parlement... « au sujet de la forme de la nomination des maire, échevins et « conseillers de ville ». (Cf. l'original de l'arrêt du Parlement sous la date du 9 Avril 1537 a. st. aux *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse, des copies de cet arrêt sous les dates des 18 Février 1616 et 24 Mai 1658, *Archives de Troyes*, Delion, lay. 31, et une autre copie imprimée dans l'opuscule « *La Mairie et Eschevinage de « Troyes* », 1665 : *Bibliothèque de Troyes*, Cab. loc., 689). — Il convient de noter que les Grands Jours n'exerçaient leurs attributions que « sous l'autorité, la surveillance et l'homologation du Parlement ». (Glasson, ouvr. cit., t. 6, p. 207. Cf. aussi, au sujet de l'infériorité des Grands Jours de Troyes relativement au Parlement, *Bourquelot*, ouvr. cit., II, p. 267-268).

les lettres patentes de François I^{er}, qui lui sont pourtant postérieures (18).

Son exécution donna d'ailleurs lieu à des protestations qui allèrent peu à peu en s'apaisant. Quelques jours après l'arrêt du 9 Avril, le lundi de Pâques 22 Avril 1538, les membres du Corps de Ville voulurent, comme précédemment, procéder à la nomination de notables « appelés » avec eux pour élire 4 échevins ; mais le lieutenant général au Bailliage s'opposa à cette désignation (19), et il est probable que l'élection des échevins fut ajournée : en effet, elle eut lieu lors de l'assemblée de la Saint-Barnabé, en même temps que celle du maire, et selon le nouveau système, c'est-à-dire par les délégués des diverses corporations. L'emploi de ce procédé provoqua plusieurs protestations, parmi lesquelles celle du procureur des habitants et surtout celle des « notables bourgeois », qui invoquèrent l'arrêt de l'Echevinage de 1493 (20).

(18) Pourquoi ? Nous n'en savons rien. Cependant, dans des lettres patentes de 1540, portant mandement à MM. du Parlement d'enregistrer les lettres patentes du 5 Août 1537 (par lesquelles les privilèges des habitants de Troyes avaient été maintenus nonobstant l'édit de Crémieu du 19 Juin 1536), François I^{er} fait allusion à cet arrêt du Parlement : « Pendant que lesdits suppliants étaient à la poursuite « des dits édits,... le 8^e jour d'Avril 1537, le Parlement rendit un « arrêt sur la forme de procéder aux dites élections ». (Il ne peut s'agir que de l'arrêt du 9 et non du 8 Avril). Cette allusion pourrait laisser supposer, vu le rapprochement des dates, que le roi aurait promulgué ses lettres patentes du 24 Avril 1538 sans avoir eu connaissance de l'arrêt du Parlement du 9. — François I^{er} reconnaît d'ailleurs incidemment dans ces mêmes lettres patentes de 1540 que la forme de procéder aux élections ordonnée par le Parlement est « contraire à l'usage » ; mais l'usage, déjà à cette époque, se transformait, et le nouveau système était pratiqué chaque année. En tout cas, une copie de l'arrêt de 1538 figure à la suite d'autres réglementations formant la constitution municipale de Troyes (en particulier de l'arrêt de l'Echevinage de 1493) dans une brochure publiée en 1665 et intitulée « *La Mairie et Eschevinage de Troyes* » qui paraît être une sorte de livre des privilèges de la ville. Cependant dans une brochure similaire publiée 14 ans plus tard, on ne trouve pas le texte de l'arrêt de 1538 (cf. *Bibliothèque de Troyes*, Cab. loc. 689 et Mitantier, E, 7. 210).

(19) Cf. *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg. (Le lieutenant général était toujours Noël Coiffart, frère de Nicolas).

(20) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg., f^{os} 171 à 176. — Selon Boutiot, ce sont les « hommes de l'ancien parti » qui n'acceptèrent pas la nouvelle forme donnée aux assemblées (ouvr. cit., III, ch. 16, p. 357).

En 1539, la nouvelle forme fut appliquée à Pâques pour l'élection de 4 nouveaux échevins. Ainsi en décida l'assemblée échevinale, réunie le vendredi saint 4 Avril, où il fut délibéré que l'on ferait une assemblée générale, « ainsi
« que l'on a fait dernièrement le jour Saint-Barnabé, sans
« toutefois aucunement... déroger aux privilèges et arrêts
« de ladite ville » (21) ; et l'élection fut faite le mardi de Pâques par les délégués des corporations, ce qui donna lieu à une nouvelle protestation du procureur-syndic des habitants, à qui le président de l'assemblée répondit qu'« aucune atteinte n'était portée aux droits et prérogatives des habitants » (22).

Il y eut encore des discussions l'année suivante tant pour l'élection du maire que pour celle des échevins. Toujours les opposants rappelaient l'arrêt de 1493, et toujours le président répondait qu'il n'est « nullement dérogé aux privilèges » (23).

Mais peu à peu le nouvel usage se substitua à l'ancien dans l'esprit de tous, et, à partir de 1541, l'élection par les délégués des corporations se fit sans aucune contestation (24).

§ 2. Conséquences de l'intervention des corps et communautés

I. La date de 1538 est importante, parce qu'elle marque le début de l'application d'un mode d'élection qui persista près de deux siècles et demi, jusqu'à la réforme

(21) Précaution que les différents corps et communautés ne négligent jamais de prendre sous l'Ancien Régime : en effet, leurs privilèges sont en grande partie fondés sur la tradition, à laquelle tout changement risque de porter atteinte : aussi ces privilèges sont-ils toujours évoqués. *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg.

(22) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg., f^o 192 et suiv.

(23) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg., f^o 222 à 228.

(24) Voir, pour l'année 1541, *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 9^e reg., f^o 238 et 243. — Ajoutons que le nombre des délégués des corporations ne fut pas toujours celui fixé par l'arrêt de 1538 ; il varia même souvent, aucune règle ne s'étant jamais fixée à cet égard.

générale de 1764 ⁽²⁵⁾. L'intervention des « portant-voix » des corporations pour la nomination du maire, des échevins et des autres officiers de la ville constitue, selon Boutiot, « une véritable révolution municipale » ⁽²⁶⁾. Par elle, suivant une évolution générale depuis le début du xvi^e siècle, « le pouvoir municipal se dégageait des formes « féodales » ⁽²⁷⁾, auxquelles le Corps de Ville d'alors, en réclamant à nouveau l'intervention des hommes de fer, se montrait attaché ⁽²⁸⁾.

Mais à cette époque, l'ordre était rétabli, l'unité de la France se réalisait peu à peu : la sécurité des villes s'était donc accrue, et la prépondérance des chefs de la milice bourgeoise perdait sa raison d'être. Les récentes découvertes du Nouveau Monde et l'afflux des métaux précieux qui en était résulté avaient favorisé l'activité commerciale et augmenté ainsi la puissance des marchands : il était donc naturel que ceux-ci intervinssent dans le recrutement du Corps de Ville, et tel fut le résultat de la participation aux élections des corporations en tant qu'électeurs primaires.

Cette transformation sociale coïncidait avec le début d'une profonde crise religieuse. Les abus, tant d'ordre matériel que d'ordre moral ⁽²⁹⁾, qui s'étaient introduits dans l'Eglise catholique, avaient provoqué chez les chrétiens une réaction inévitable, légitime dans son principe, mais qui ne tarda pas à s'amplifier et, sous l'influence de doctrines nées en Allemagne ou à Genève, à remettre en question le dogme lui-même. L'esprit nouveau était apparu

(25) Le fait que « le 11 Juin 1538, les communautés commencent « à porter voix aux assemblées générales pour l'élection des maire « et échevins » est signalé par le greffier de l'hôtel de ville dans le « recueil de ce qui est de plus beau, de plus curieux et de plus « remarquable dans les registres des assemblées tenues à l'hôtel de « ville de Troyes » (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 55^e reg., f^o 48).

(26) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 358.

(27) *Imbart de la Tour*, *Les origines de la Réforme*, I, p. 435.

(28) Cf. supra la délibération du 14 Mars 1538.

(29) Sur les mœurs des chanoines de Troyes à cette époque, cf. *Chanoine Prévost*, *Le Diocèse de Troyes*, II, p. 315-317.

dès 1523, où le clergé avait disparu du Corps de Ville ⁽³⁰⁾. En 1534, « François I^{er} avait invité l'évêque de Troyes à « veiller sur son troupeau, afin de le protéger contre « l'hérésie envahissante » ⁽³¹⁾. Nicole Pithou, dans son « Histoire séculière et ecclésiastique de la ville de Troyes », commence l'histoire de la Réforme à l'année 1539 : « tems « auquel les Dogmes de Calvin commencèrent à être « connus à Troyes » ⁽³²⁾. L'apparition, dans la ville, des nouvelles doctrines religieuses coïncidait donc à peu près avec les modifications apportées à sa constitution municipale : au reste, le problème de la réorganisation de celle-ci était posé depuis que, quinze ans plus tôt, le retrait des ecclésiastiques avait mis fin à une tradition plus que séculaire.

(30) Cf. *infra*, 2^e partie, ch. 1, sec. 2, § 1.

(31) Chanoine *Prévost*, *Le Diocèse de Troyes*, ouvr. cit., II, p. 319 : « Il a besoin, disait la lettre royale, d'une surveillance assidue, pour « empêcher que, par l'apparence d'un bien simulé, le simple peuple « ne soit trompé et entraîné hors du chemin de la vraie foi ». — En 1538, année même de la réforme apportée à la constitution municipale de Troyes, *Grosley* (*Mém. Hist.*, ouvr. cit., III, p. 516) signale que « vint à Troyes un hermite qu'on nommoit l'Hermite de Besan- « çon ; son vrai nom étoit Trouillet, et il étoit né à Genève : il « prêchoit et avoit beaucoup d'auditeurs. Le grand mobile de ses « prédications étoit d'invectiver contre les vices du clergé. Comme « ses mœurs étoient irréprochables, sa hardiesse intimidait ceux « contre lesquels il déclamoit. L'évêque Oudart Hennequin fut lui- « même l'objet de sa censure ».

(32) *Grosley*, *Vie de Pierre Pithou*, I, p. 174. — Sur les origines de La Réforme, cf. *Roserot de Melin*, Antonio Caracciolo, Evêque de Troyes, (p. 199 et suiv.), qui retient « dans l'histoire des idées luthé- « riennes à Troyes la date de 1528 » (p. 200). Par contre, le même auteur ne semble pas attribuer « au vent de la Réforme », comme Boutiot, le retrait définitif des ecclésiastiques de l'Echevinage à partir de 1525 ; « on songe plutôt », écrit-il (p. 193), « à des animosités « personnelles, aussi bien qu'au mécontentement manifesté bientôt « par les élus du clergé, au sujet de la gestion des deniers publics ». — Le mouvement de la Réforme, en tout cas, se développa rapidement à Troyes, surtout dans les milieux aisés de la population : gros bourgeois et riches marchands qui eurent une influence prépondérante sur les élections municipales (cf. la sympathie du très « réfor- « miste » Nicole Pithou pour les maires Antoine Huyart, écuyer (1530-1532) ; Guillaume Format (1558-1560 et 1568-1570) ; Pierre de Nevelet (1572-1574) ; Vincent de Nevelet (1584-1586) (*Hist. ecclésiastique...*, ouvr. cit.). Pierre Pithou lui-même est signalé, en 1545, comme faisant partie du Corps de Ville (*Archives de l'Aube*, G 1283).

L'intervention des communautés dans les élections était donc, en définitive, le témoignage d'une profonde évolution, et la date de 1538, qui peut être, pour Troyes, considérée comme la limite entre deux grandes périodes de l'histoire : le Moyen-âge et les temps modernes, est aussi l'une de celles où s'annonce la fin de l'« universalisme chrétien » du monde médiéval. En tout cas, le nouveau système, « qui fut employé à peu près dans toutes les villes importantes à partir du xvi^e siècle » (33), assura la représentation de la majeure partie des habitants (34) et « donna parfois l'avantage aux corps d'arts et métiers sur les corps judiciaires et aristocratiques » (35).

II. Une autre conséquence, d'ordre plus général, mais non moins importante, de l'intervention des « corps, « états et métiers » dans le recrutement du Corps de Ville, mérite d'être signalée. Désormais ce système devait être

(33) A. Babeau, *La ville sous l'Ancien Régime*, p. 56.

(34) On comprend ainsi l'opposition des membres du Corps de Ville à la Réforme. D'une part, en effet, les assemblées générales qui éliminaient le maire et les autres officiers de la ville étaient composées la plupart du temps d'une manière assez restreinte, et, en fait, dominées par les « notables bourgeois et marchands » ; à partir de 1538, elles furent composées des délégués des corporations (cf. pour les assemblées de la Saint-Barnabé, *Archives de Troyes*, Boutiot, AA., 4^e carton, 6^e liasse, par exemple en 1553, 1554, 1556, et, pour les autres assemblées générales, *Archives de Troyes*, Boutiot, 4^e carton, 11^e liasse, par exemple l'assemblée du 8 Octobre 1560, celles de 1585, 1587, etc...). D'autre part, la Réforme enlevait au Corps de Ville le droit d'élire (avec des notables nommés par lui) les échevins et les conseillers de ville (sur ce dernier point, cf. infra, p. 59).

(35) *Maxime Leroy*, *La ville française*, p. 69. — Cette remarque s'applique très exactement à la ville de Troyes (cf. 2^e partie, ch. 1). — Les corporations commerçantes étant les plus nombreuses, beaucoup de marchands, à partir de 1538, entrèrent ainsi dans le Corps de Ville. C'étaient d'ailleurs des marchands riches ou des bourgeois aisés (lesquels étaient la plupart du temps d'anciens marchands ou des descendants de marchands) : la tradition fut toujours conservée, selon laquelle seuls pouvaient appartenir au Corps de Ville des « personnages notables » (cf. infra, p. 63, l'arrêt de 1596 qui confirma cette coutume). Le nouveau mode d'élection ne porta donc aucune atteinte, comme on pourrait le croire, à la prépondérance des gros bourgeois : son seul effet (fort important d'ailleurs) fut d'ouvrir les portes de l'Echevinage à la bourgeoisie commerçante.

également employé pour constituer les assemblées préparatoires des Etats-Généraux dans la ville principale du bailliage. En outre, le cahier de doléances du tiers-état de cette ville, « noyau au cœur duquel s'agrègent les cahiers « du tiers des ressorts secondaires du bailliage » ⁽³⁶⁾, ne fut que la synthèse des cahiers des divers corps et communautés de la ville ⁽³⁷⁾. La réforme de 1538 est donc le point de départ de la représentation des divers groupements professionnels, dont l'ensemble constitue assez exactement ce qu'on peut appeler les « intérêts collectifs » de la ville.

(36) *Olivier-Martin*, Cours de doctorat, ouvr. cit., p. 69.

(37) C'est le système pratiqué pour les Etats-Généraux de 1560 et 1576 (il n'avait pas été employé pour ceux de 1484). Voir *Archives de Troyes*, Boutiot, BB, 15^e cart., 2^e liasse (pour ceux de 1560) et 3^e liasse (pour ceux de 1576 : pour ces derniers, les *Archives de Troyes* contiennent les 53 cahiers des divers corps et communautés de la ville qui ont servi de base au cahier du tiers-état de la ville, puis du bailliage).

Deuxième Partie

LE CORPS DE VILLE DE TROYES AUX XVI^e & XVII^e SIECLES

CHAPITRE PREMIER

Composition du Corps de Ville de Troyes

SECTION 1. — Les officiers municipaux

Le Corps de Ville de Troyes avait été organisé à la fin du xv^e siècle, son mode de recrutement avait été déterminé d'une façon durable dans la première moitié du xvi^e siècle. Comment, ainsi constitué, allait-il fonctionner ?

Le Corps de Ville était « la représentation de la cité, « sa personnalité civile et politique » ⁽¹⁾. Quelque variées que fussent les constitutions municipales, dans toutes les grandes villes, il se composait en général d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. A Troyes, c'étaient, d'une part, les « maire et échevins », d'autre part, les conseillers de ville ; comme partout, il y avait en outre des officiers subalternes chargés d'exécuter les ordres des administrateurs de la cité. Enfin, en cas d'affaires très importantes, la coutume subsista, de convoquer une assemblée générale ; mais le Corps de Ville s'efforça d'en restreindre le plus possible la composition et de n'y plus convoquer les délégués de toutes les corporations, de sorte qu'au xvii^e siècle, les assemblées générales étaient assez fréquentes, où trois corps

(1) A. Babeau, *La ville...*, ouvr. cit., p. 104.

seulement étaient représentés : l'Eglise, le Bailliage et l'Echevinage (2).

§ 1. *Rôles respectifs du maire, des échevins et des conseillers de ville*

I. L'administration de la ville était confiée à un maire et huit échevins qui formaient corps (3), dans lequel le premier n'était, parmi les seconds, que « primus inter pares » (4) ; on ne disait jamais « le maire et les échevins », mais toujours « les maire et échevins ». L'administration de la ville était « collective et non individuelle » (5).

Le maire ne devait donc pas accomplir seul sa mission ; il était obligé d'y associer sans cesse les échevins. Ceux-ci ne l'oubliaient pas : en 1651, le maire semblant vouloir se passer de leur collaboration, ils s'en plaignirent d'abord au lieutenant au gouvernement de Champagne, puis s'adressèrent au roi lui-même, qui, le 8 Septembre, promulgua un règlement fixant les fonctions respectives du maire et des échevins (6). Ce règlement a pour base que le maire ne peut prendre une décision sans en avertir les échevins et en avoir délibéré avec eux ; il s'efforce d'établir l'égalité la plus stricte entre le premier et les seconds (7).

Les maire et échevins dirigeaient toutes les affaires communes : c'est à eux seuls, par exemple, qu'incombait la conduite des procès de la ville (8). Ils avaient le

(2) Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 326 et. pour l'assemblée générale réunie pour reconnaître Henri IV, *Nicolas Dare*, Mémoires, p. 92.

(3) Ce qui explique l'emploi assez fréquent de l'expression « Corps de Ville » dans un sens restrictif pour désigner l'organe exécutif de l'administration échevinale.

(4) *Chénon*, Histoire générale du Droit français public et privé, II, p. 475.

(5) *Maxime Leroy*, ouvr. cit., p. 65

(6) Cf. *La Mairie...*, 1679, ouvr. cit., p. 96.

(7) Par exemple, il décide que le trésor de la ville sera fermé à trois serrures dont les clés seront différentes : le maire en aura une ; le plus ancien échevin, une seconde ; et le greffier, la troisième.

(8) Cf. Arrêt du 16 Juillet 1620 (*La Mairie...*, 1679, ouvr. cit., art. 14, p. 55).

manièrement des deniers communs, et étaient, en contrepartie, personnellement responsables des dettes de la ville. Ils étaient en outre de véritables magistrats, qui, à ce titre, prononçaient des arrêts comme les tribunaux du roi ⁽⁹⁾ ; comme les juges royaux, ils revêtaient une robe pourpre et bleue dans les audiences qu'ils tenaient et le costume d'apparat dans les cérémonies publiques ; ils étaient souvent anoblis par le roi.

II. Les 24 conseillers de ville constituaient, avec les maire et échevins, l'organe délibérant de l'administration échevinale. Leur rôle était d'assister les maire et échevins ; en fait, ils participaient très activement aux affaires municipales, et les délibérations de ce qu'on nommait encore, se souvenant des anciens temps, le Conseil de Ville (composé du maire, des échevins et des conseillers) étaient fréquentes ⁽¹⁰⁾.

Mais les conseillers de ville n'avaient « aucune direction « des affaires de la ville, manièrement ou disposition des « deniers communs » ; c'étaient des « conseillers auprès de « l'Echevinage de Troyes, dont tout le ministère ne consistait qu'à donner leur avis » : tels étaient les termes employés par l'arrêt du Conseil d'Etat du roi du 9 Mai 1663, qui faisait défenses au fermier des aides d'octroi ainsi qu'à « tous autres porteurs de quittances, fermiers et adjudicataires qui auront des taxes, recouvrements et demandes « à faire contre la Communauté de Ville de Troyes, de « s'adresser à l'avenir aux conseillers dudit Echevinage « pour le paiement des sommes dûes par ladite Communauté » ⁽¹¹⁾.

(9) Cf. supra, les lettres patentes de Louis XI en Février 1483.

(10) Il n'y a pas moins de 52 registres de délibérations de 1483 à 1764 (*Archives de Troyes*, Boutiot, A).

(11) Cet arrêt, (dont le texte se trouve dans « *La Mairie...* » 1679, ouvr. cit., p. 83) confirme la teneur des arrêts du Conseil du Roi du 28 Juin 1639 et du Parlement du 16 Août 1653. Il s'agissait, dans l'arrêt de 1663, de Hiérémie Michelin, marchand épicier, conseiller de ville, dont les meubles avaient été saisis et vendus à la requête du fermier général des revenus de la 1^{re} moitié des octrois et deniers communs, créancier d'une somme de 4.000 livres qui lui étaient dûes par la ville. — Le Conseil du roi estime notamment que les conseillers

§ 2. *Election des maire et échevins*

I. Depuis 1538, maire et échevins étaient élus pour deux ans par des délégués nommés par chacun des états et métiers. A cet effet, des billets de convocation, dont copie devait être envoyée au bailli ⁽¹²⁾, étaient adressés à chacune des corporations ⁽¹³⁾.

La règle de la convocation des corporations était strictement obligatoire : en 1562, les métiers s'étant plaint de n'avoir pas été appelés à élire leurs délégués, l'élection des quatre échevins fut remise à huitaine pour qu'ils pussent procéder à cette désignation ⁽¹⁴⁾. En contrepartie, les corporations convoquées devaient envoyer des délégués à l'assemblée électorale, et cette obligation était assortie de sanctions : aux élections échevinales de 1592, la corporation des papetiers, s'étant abstenue de le faire, fut

de ville, « qui donnent leur temps, leurs peines et travaux pour le « service de Sa Majesté et du Public » ne doivent pas être « de pire « condition, plus maltraitez et plus exposez à la Persécution que le « reste des Habitans de ladite ville, puisqu'ils n'ont aucune *participation à l'Oeconomie et Maniement des Deniers d'icelle* ». — Le fermier général ayant fait saisir Michelin comme faisant partie des « Gens du Conseil », le Conseil du roi fait observer que « ces mots... « ne s'entendent que contre les Villes qui n'ont point de Maire ny « d'Eschevins, comme celles de Rheims et Chaalons voisines de « Troyes, qui sont gouvernées par certain nombre de Gens du Conseil... qui tous ensemble disposent et manient les Affaires et Deniers « desdites Villes, Ce qui est bien différent de la fonction des Supplians « qui donnent seulement leurs avis quand ils sont appelez par les « Maire et Eschevins de Troyes ».

(12) Arrêt du 16 Juillet 1620, art. 9 (Cf. *La Mairie... 1679*, ouvr. cit., p. 53).

(13) Voici, à titre d'exemple, la formule des billets de convocation envoyés à chacune des corporations en vue des élections échevinales de 1632 (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} carton, 6^e liasse) :

« Soit signifié aux... de la ville de Troyes, qu'ils aient à eux assembler et élire... de leur Collège, lesquels assisteront mardi prochain « 13^e jour du présent mois, à 7 heures du matin, en la Chambre de « l'Echevinage, à l'assemblée générale dudit jour, pour procéder à « l'élection des 4 Notables habitants de ladite ville, originaires « d'icelle, pour entrer ès charges d'Echevins, ès places des quatre « anciens qui ont fait leur temps.

« Fait en la Chambre dudit Echevinage le 10^e jour d'Avril 1632 ».

(14) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 18, p. 505.

condamnée à 3 écus d'amende et rayée du rôle des métiers, où elle fut d'ailleurs bientôt rétablie ⁽¹⁵⁾.

Cependant le nombre des délégués désignés par chaque corporation n'était pas toujours le même : il variait presque chaque année, vraisemblablement selon l'importance ou la puissance actuelle de chacune d'elles. Courtalon ⁽¹⁶⁾ indique l'ordre des assemblées générales des états et métiers pour l'élection d'un maire, ordre dans lequel les députés des uns et des autres donnaient leurs voix et suffrages :

6 avocats, pour les nobles et bourgeois.	2 couvreurs.
Des avocats en Cour d'église.	2 menuisiers.
2 médecins.	2 tondeurs.
2 procureurs.	2 serrurriers.
2 notaires royaux.	2 maçons.
2 sergents royaux.	2 torcheurs.
2 marchands merciers, grossiers et feronniers.	2 armuriers - fourbisseurs et coutelliers.
6 drapiers et chaussetiers.	2 selliers et éperonniers.
6 teinturiers de draps.	2 contrepontiers.
2 apothicaires.	2 tailleurs d'habits.
2 chirurgiens.	2 bougranniers.
2 orfèvres.	2 pourpointiers.
2 tanneurs.	2 cordonniers et basaniers.
4 corroyeurs.	4 savetiers.
2 bouchers et écorcheurs.	2 tonneliers.
6 foulons, laineurs et tisserands de draps.	2 vinaigriers.
4 fondeurs et chaudronniers.	2 huiliers.
2 parcheminiers et mégissiers.	2 royers ou charrons.
2 imprimeurs et libraires.	2 maréchaux.
2 peintres et enlumineurs.	2 taillandiers.
2 verriers et imagiers.	2 aloisniers.
2 brodeurs et chasubliers.	2 épingliers.
2 boulangers et pâtissiers.	2 collerons.
2 chapeliers.	2 tourneurs.
4 tisserands de toile.	2 cordiers.
4 pelletiers.	2 lanterniers.
2 charpentiers.	2 passementiers.
	2 cuisiniers (depuis 1594).

(15) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 22, p. 206.

(16) *Courtalon*, ouvr. cit., II, p. 393-394. — Les communautés attachaient une grande importance à l'ordre dans lequel leurs délégués respectifs donnaient leurs votes, et il y avait des discussions souvent fort vives à ce sujet, par exemple, dit Courtalon, entre les avocats en Cour d'église et les médecins.

Mais il ne s'agissait pas là d'un ordre intangible. Voici, à titre de comparaison, la composition de l'assemblée convoquée le 23 Avril 1658 pour élire 4 échevins ⁽¹⁷⁾ : on y retrouve à peu près les mêmes corporations, mais le nombre des délégués de beaucoup d'entre elles était différent, ainsi que l'ordre dans lequel ils votaient :

6 nobles et bourgeois.	2 charpentiers.
2 avocats en Cour laye.	2 couvreurs.
2 notaires royaux.	2 menuisiers.
2 sergents royaux.	2 tondeurs.
2 médecins.	2 serrurriers.
2 avocats en Cour d'église.	2 maçons.
2 procureurs en Cour d'église.	2 torcheurs.
6 marchands merciers, grossiers, ferronniers.	2 armuriers - fourbisseurs et coutelliers.
6 drapiers et chaussetiers.	2 selliers et éperonniers.
2 teinturiers de drap.	2 contrepointiers et tapissiers.
2 apothicaires.	2 tailleurs d'habits.
2 chirurgiens.	2 bougranniers.
2 orfèvres.	2 pourpointiers.
4 tanneurs.	4 cordonniers et basaniers.
2 corroyeurs.	2 savetiers.
4 foulons, laineurs et tisserands de drap.	2 vinaigriers.
2 fondeurs et chaudronniers.	2 huilliers.
2 parcheminiers et mégissiers.	2 maréchaux.
2 peintres et enlumineurs.	2 royers.
2 imprimeurs et libraires.	2 taillandiers.
2 brodeurs et chasubliers.	2 aloisniers.
2 boulangers.	2 épingliers.
2 pâtissiers.	1 colleron.
2 potiers d'étain.	2 tourneurs.
2 égoutliers.	2 cordiers.
2 bonnetiers.	2 lanterniers.
2 chapeliers.	2 passementiers.
4 tisserands de toiles, futai- niers et ouvragiers.	1 cuisinier.

On pourrait multiplier les exemples : rares seraient les assemblées composées d'une manière exactement semblable ⁽¹⁸⁾.

(17) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(18) Les maire et échevins auraient désiré une plus grande régularité. Dans une requête adressée au Parlement de Paris le 16 Juillet 1628, ils expliquaient que, lors de l'arrêt de 1538, « il y avait peu de « mestiers qui eussent voix et suffrages aux élections des maire et « échevins de la ville de Troyes ; qu'il s'est depuis établi nombre de

II. Ces assemblées — qu'il s'agisse de celles de la Saint-Barnabé ou de celles du mardi de Pâques — étaient ainsi formées d'un nombre de membres variable, mais situé entre 120 et 150 : à l'assemblée de la Saint-Barnabé, en 1598, à l'élection du maire, on comptait 146 votants ; aux élections échevinales de 1696, il y avait environ 120 électeurs. Outre les délégués des corporations, les membres du Corps de Ville assistaient à ces réunions et participaient au vote. Quant aux officiers royaux, ils s'efforcèrent sans cesse de prendre part aux élections, mais l'arrêt du Conseil au roi rendu à Caen le 16 Juillet 1620, rejetant leur 8^e demande, se contenta de permettre aux lieutenants et conseillers du Bailliage d'y assister « comme députés des Nobles et Bourgeois, si bon leur semble », en précisant que « ladite assemblée se fera ainsi qu'il est accoustumé, sans aucune innovation » (19) : par conséquent les officiers royaux ne pouvaient pas participer aux votes ; il n'est pas douteux cependant que, par leur présence, ils exercèrent une certaine influence, qu'il n'était, du reste, pas inutile, d'opposer à celle, toute puissante, des membres du Corps de Ville en fonction.

« mestiers auxquels a été donné voix et suffrages aux dites élections ; « que... quelques mestiers qui n'avaient lors dudit arrêt que deux voix « en ont à présent les uns quatre, les autres six », ce qui leur donne « ... un plus grand nombre de suffrages que les notables habitants... » « que les nobles et bourgeois, et marchands merciers et grossiers ». Aussi demandaient-ils au Parlement « d'ordonner » que fussent appelés aux élections les anciens échevins, les « capitaines en chief » des compagnies, et de décider que dorénavant les communautés des nobles et bourgeois, des marchands merciers grossiers, et des marchands drappiers et chaussetiers auraient chacune 10 voix ; celles des avocats et des marchands épiciers, chacune 6 voix ; et les autres métiers, chacun 2 voix (*Archives de l'Aube*, C 1844). Les maire et échevins étaient visiblement effrayés de l'élargissement du droit de suffrage à des corporations plus humbles, et voulaient sauvegarder la prépondérance de la bourgeoisie riche, à laquelle ils appartenaient, dans les élections municipales. Les procès-verbaux des élections de maires et d'échevins (de même que la liste ci-dessus) montrent que cette requête n'a pas été couronnée de succès (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 4^e cart., 6^e liasse et 1^{er} cart., 6^e liasse).

(19) Cf. *La Mairie... 1679*, ouvr. cit., p. 53. — L'arrêt du Parlement du 9 Avril 1538 stipulait en effet que le « bailli peut assister » aux assemblées électorales, sans participer aux votes.

Primitivement, l'assemblée de la Saint-Barnabé et celle de Pâques ne présentaient pas une égale importance : dans la seconde, créée par Louis XI en 1483, on se borna toujours à élire des échevins ; la première, au contraire, dont la tradition remontait très haut dans le passé, était originairement consacrée, non seulement à l'élection des officiers municipaux, mais aussi à la discussion publique des affaires communes de la ville ⁽²⁰⁾. Aussi revêtait-elle une certaine solennité : à l'ouverture de la séance, l'avocat de la ville prononçait un discours pour exposer le but de la réunion et traiter des questions à l'ordre du jour ; puis l'assemblée, avant d'en délibérer, élisait un président. Peu à peu, l'importance de l'assemblée diminua : d'une part, le maire en fonctions prit l'habitude de la présider, assisté d'officiers royaux ⁽²¹⁾ ; d'autre part, son rôle tendit à devenir purement électoral : les délégués des corporations ne furent réunis chaque année que pour élire les officiers municipaux.

III. Ces élections, naturellement, donnaient lieu à des rivalités, à des jalousies, et, par suite, à ce qu'on avait coutume d'appeler des « brigues, monopoles et confusions ». C'est pour les éviter et pour pacifier les esprits ⁽²²⁾ que le Corps de Ville décida, le 15 juillet 1560, que les élections du maire, des échevins et des conseillers de ville se feraient à l'avenir par billets, et non plus à haute voix. Cette délibération fut homologuée par arrêt du Parlement du 19 Septembre 1560 rendu sur requête des maire et échevins présentée le 17 Septembre ⁽²³⁾. Cette règle fut, semble-t-il, appliquée le plus souvent ⁽²⁴⁾, bien que le mode de votation ne fût pas fixe ⁽²⁵⁾.

(20) Ainsi encore en 1599, l'assemblée de la Saint-Barnabé est appelée à donner avis sur la levée de 100.000 écus pour l'acquit des dettes les plus pressées et celles auxquelles les maire et échevins sont condamnés en leurs noms privés (*Archives de Troyes*, Boutiot, 4^e cart., 6^e liasse).

(21) On voit apparaître ce nouvel usage dans la seconde moitié du xvi^e siècle : Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 584, le compte-rendu de la Saint-Barnabé 1564.

(22) C'était l'époque où apparaissaient les troubles religieux (Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, Cf. 18, p. 461).

(23) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

Les brigues, d'ailleurs, avaient existé de tout temps. Avant l'intervention des communautés, à une époque où des notables étaient appelés par le Corps de Ville pour élire avec lui les échevins, l'assemblée échevinale avait délibéré, le 29 Mars 1535, que l'élection des 64 prudhommes pour la nomination des nouveaux échevins ne se ferait dorénavant que la veille de l'élection des échevins ⁽²⁶⁾ : on voulait probablement éviter la « pression » des candidats échevins sur les 64 notables élus.

Mais à la fin du xvi^e siècle ⁽²⁷⁾, l'usage s'établit à nouveau, selon lequel les maire, échevins et conseillers de ville se réunissaient le vendredi saint pour préparer l'assemblée du mardi de Pâques et « mettre à l'oubliance haine, discorde « et inimitié ».

Au surplus, l'arrêt du Parlement de 1596 défendait de briguer ou faire briguer les charges municipales sous peine d'amende, punition corporelle, privation de voix et exclusion du Corps de l'Echevinage ⁽²⁸⁾. Mais il fut loin d'y mettre fin, et, au xvii^e siècle, le roi intervint lui-même dans la nomination du maire, qui donnait presque toujours lieu à de multiples intrigues ⁽²⁹⁾.

§ 3. *Election des conseillers de ville*

I. Les 24 conseillers de ville, qui étaient nommés à

vie, constituaient l'élément stable du Corps de Ville. Selon l'arrêt de l'Echevinage de 1493, ils étaient désignés, au fur et à mesure des vacances, par les membres du Corps de Ville eux-mêmes, c'est-à-dire par le maire, les échevins et les conseillers survivants. L'arrêt du Parlement de 1538, qui confiait la nomination « du maire, des échevins et

(24) Les *Archives de Troyes* contiennent les procès-verbaux d'un grand nombre d'élections, tant du maire (Boutiot, AA, 4^e cart., 6^e liasse) que des échevins et des conseillers de ville (Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse), où les votes des « élisants » sont cochés en face des noms des candidats.

(25) Ainsi en 1656, il est décidé que le vote aura lieu de vive voix.

(26) *Archives de Troyes*, A, 9^e reg., f^o 116 v^o.

(27) Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., IV. ch. 23, p. 299.

(28) *Courtalon*, ouvr. cit., II, p. 392.

(29) Cf. *infra*, ch. 2, sect. 2, § 2.

« autres officiers de ville » à une assemblée générale formée des délégués des diverses corporations, était naturellement applicable à l'élection des conseillers de ville, qui furent, de fait, tout d'abord désignés selon le même procédé que le maire et les échevins ⁽³⁰⁾.

Cependant les gros bourgeois, qui étaient les maîtres de l'Echevinage, se souciaient peu de voir appliquer ce nouveau mode de scrutin, auquel ils préféraient l'ancien usage qui remettait l'élection des conseillers de ville aux seuls membres du Corps de Ville. Invoquèrent-ils, pour rétablir l'ancien système, l'autorité de l'arrêt de l'Echevinage de 1493, charte municipale essentielle de la ville de Troyes ? Essayèrent-ils d'interpréter restrictivement l'arrêt du 9 Avril 1538 ? ⁽³¹⁾ Nous n'en savons rien : ce qui est certain, c'est que, dès la seconde moitié du xvi^e siècle, les conseillers de ville furent régulièrement élus par le Corps de Ville seul ⁽³²⁾.

Mais cet usage, qui consolidait la puissance de l'Echevinage, n'était pas du goût des officiers royaux. Le 4 Juin

(30) On ne convoquait pas une assemblée générale spéciale à la mort d'un conseiller de ville ; on attendait l'assemblée générale la plus proche : celle de Pâques ou celle de la Saint-Barnabé. Ainsi l'assemblée de Pâques 1541, après avoir nommé 4 échevins, procéda à l'élection de 2 conseillers de ville (*Archives de Troyes*, Boutiot A, 9^e reg., f^o 241). De même, le 11 Juin 1542 l'assemblée générale, après avoir élu le maire, nomma un conseiller de ville (*Ib.*, f^o 270).

(31) Il était en effet possible de remarquer, non sans quelque subtilité, que l'arrêt du 9 Avril 1538 ne visait pas nommément les conseillers de ville : il réformait l'élection du maire, des échevins et des « autres officiers de la ville » ; on pouvait à la rigueur prétendre que cette dernière expression s'appliquait seulement aux officiers subalternes de la ville, surtout si l'on faisait en même temps état de l'arrêt de l'Echevinage du 20 Juillet 1493, selon lequel les conseillers de ville étaient élus par le seul Corps de Ville, c'est-à-dire d'une manière différente du maire et des échevins.

(32) Ainsi le caractère oligarchique du Corps de Ville de Troyes était renforcé. La bourgeoisie riche, aristocratique ou commerçante, qui y dominait, voyait garantie la durée de sa puissance, puisque les 24 conseillers de ville (qui formaient la majorité du Corps de Ville, et parmi lesquels, en outre, était toujours choisi le maire) étaient désignés par un mode de scrutin voisin de la cooptation, — *M. Olivier-Martin* remarque que le fait s'est produit dans beaucoup de villes où « la faction dominante... modifia la constitution primitive afin de « se perpétuer au pouvoir » (*Cours de doctorat*, ouvr. cit., p. 376).

1576, le Bailliage de Troyes rendit une sentence « contre « les maire et échevins pour les gens de justice », annulant les nominations de conseillers de ville faites le vendredi saint par les maire, échevins et autres officiers de la ville, parce que toutes nominations et élections se doivent faire en assemblée générale de tous les habitants.

Les maire et échevins, qui obtinrent du roi Henri III, le 8 Août 1576, des lettres d'appel contre cette sentence, les signifièrent le 18 Août, en y joignant la copie du procès-verbal fait par M^e Angenoust en exécution de l'arrêt de 1493. Par lettres patentes délivrées le 4 Septembre 1576, Henri III confirma ledit arrêt en toutes ses dispositions concernant la nomination des conseillers de ville, et il ordonna que leur élection fût faite en Chambre de l'Echevinage de Troyes, toutes les fois qu'aucuns d'eux iront de vie à trépas, par billets des maire et échevins et autres conseillers de ville vivants, « comme il est accoustumé et « sans qu'il fût besoin d'appeler le reste du peuple ».

Le 14 Novembre, sur requête présentée par les maire et échevins, le Parlement enregistra ces lettres patentes ; le 16 Avril 1577, les avocat et procureur du roi au Bailliage de Troyes donnaient leur consentement à la forme de nomination qu'elles prescrivaient. Cependant le lendemain, 17 Avril, fut rendue au Bailliage de Troyes une sentence par laquelle il était sursis à l'enregistrement des lettres royales et de l'arrêt du Parlement ⁽³³⁾.

Les différends entre les officiers du Bailliage et les officiers municipaux étaient, selon l'usage, interminables, parce que ni l'une ni l'autre parties ne voulaient jamais céder ⁽³⁴⁾. Mais les conseillers de ville n'en continuèrent pas moins à être nommés selon la coutume confirmée par les lettres patentes de Henri III ⁽³⁵⁾.

(33) Cf. les documents cités. aux *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{er} liasse.

(34) Cf. infra, sect. 3.

(35) A cette règle, on peut citer une seule exception : le 17 Juin 1588, il fut procédé en l'assemblée générale de tous les états à l'élection nouvelle des 24 conseillers de ville parmi lesquels 8 seulement furent maintenus (Cf. les *Mémoires de Nicolas Dare*, ouvr. cit., p. 78). — En réalité il s'agissait d'épurer le Corps de Ville et d'en éliminer,

II. En 1620, les officiers du Bailliage profitèrent de ce que le Conseil du roi était saisi d'un conflit de préséance entre les maire et échevins et eux pour présenter au roi une requête en règlement, dont le 2^e article tendait à ce que les conseillers de ville ne fussent plus élus « par les maire, « échevins et conseillers de ville seuls, mais en une assemblée générale ».

En réponse à cette demande, le Conseil du roi, par son arrêt rendu à Caen le 16 Juillet 1620, établit un nouveau mode de nomination des conseillers de ville ⁽³⁶⁾. Désormais, à la mort d'un conseiller de ville, son successeur serait nommé par le maire, les échevins et les conseillers de ville, « appelés avec eux » 16 notables, à savoir 8 anciens échevins élus le jour même par l'ensemble des anciens échevins; et 8 « notables bourgeois » élus par les maire, échevins et conseillers de ville.

Ce mode d'élection était loin de donner satisfaction aux réclamations des officiers du roi, car il laissait subsister le monopole des membres du Corps de Ville ; les électeurs, plus nombreux, restaient toujours des membres, des anciens membres ou des élus du Corps de Ville. Le procédé fut cependant pratiqué sans contestations durant près d'un siècle et demi ⁽³⁷⁾.

§ 4. *Eligibilité des maire, échevins et conseillers de ville : l'aristocratie municipale*

Il est difficile de donner des indications précises sur les conditions d'éligibilité des membres du Corps de Ville. Les règles en vigueur, coutumières ou légales, n'ont pas toujours été observées. L'Echevinage était dominé par la bourgeoisie riche, mais trois fractions parmi elles briguaient la suprématie : les gens de justice, les « notables bourgeois » et les « notables marchands » ⁽³⁸⁾ ; et la fraction

à cette époque de troubles civils et religieux, les conseillers « suspects de religion ». On se trouvait donc dans une période exceptionnelle.

(36) Art. 2, Cf. *La Mairie...* 6179, p. 49.

(37) Cf. *Archives de Troyes*, Boutiot, 1^{er} cart., 6^e liasse.

(38) Voir par exemple la lutte entre gens de robe longue et de « robe courtée », infra, sec. 2, § 2.

la plus puissante n'hésitait pas à enfreindre ou à modifier la constitution municipale coutumière pour se perpétuer au pouvoir.

Quelques règles peuvent cependant être signalées. L'assemblée générale de la Saint-Barnabé, réunie aussitôt après la longue période de troubles religieux qui avaient eu d'importantes répercussions sur l'organisation du Corps de Ville de Troyes ⁽³⁹⁾, prit en 1594 plusieurs décisions qui furent homologuées par arrêt du Parlement du 3 Mai 1596 ⁽⁴⁰⁾.

Il fut d'abord décidé qu'à l'avenir personne ne serait admis aux charges de maire, échevin ou conseiller de ville, s'il n'était né à Troyes ⁽⁴¹⁾.

On exigea ensuite que les membres du Corps de Ville fussent des « personnages notables ». D'ailleurs, quant au maire, il était d'usage de le choisir parmi les échevins ou conseillers de ville ⁽⁴²⁾. De même, les artisans ou gens de basse condition ne pouvaient faire partie de l'Echevinage ⁽⁴³⁾.

(39) Cf. *infra*, ch. 2, sec. 1, § 2.

(40) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart., et une copie de cet arrêt *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse. — Voir aussi *Courtalon*, *ouvr. cit.*, II, p. 392.

(41) Il s'agissait d'éliminer des personnages tels que Nicolas de Hault, qui, non natif de Troyes, avait été cependant maire de 1588 à 1592 et qui, « engagé, ainsi que toute sa famille, dans le service des « princes de Guise », avait été un des chefs les plus ardents de la Ligue, qu'il avait servi avec passion durant les quatre années passées à la tête du Corps de Ville ; en 1594, il avait été un des seuls à s'opposer à la reconnaissance du roi Henri IV par la ville, et il fut exilé pendant plusieurs années à la suite de la réduction de Troyes à l'obéissance du roi (Cf. *de la Perrière*, Nicolas de Hault, Maire de Troyes).

(42) L'arrêt du Conseil du roi de Caen (16 Juillet 1620) confirma cet usage en rejetant la 1^{re} demande des officiers royaux qui réclamaient qu'il fût « loisible d'élire pour maire indifféremment toute personne » (Cf. *La Mairie... 1679*, *ouvr. cit.*, p. 41).

(43) Cf. les arrêts du Conseil du roi du 9 Mai 1658 et du Conseil d'en haut du 22 Mai 1658 (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse) : aux élections échevinales de 1658, sur opposition du procureur-syndic des habitants, le maire ne proclama pas l'élection d'Elie Michelin, tanneur. L'affaire fut portée devant les Conseils du roi et d'en haut qui confirmèrent la décision du maire en annulant l'élection de Michelin. — Néanmoins, quelques années plus tard, Elie Michelin fit partie de l'Echevinage (*Boutiot*, *ouvr. cit.*, IV, p. 426). Ces règles n'étaient donc pas très rigoureuses.

Enfin il fut interdit aux « élisans » d'élire le même jour le père et le fils, deux frères, l'oncle et le neveu, à peine d'être privés à jamais de leur droit d'élection ⁽⁴⁴⁾. Sur ce point, d'ailleurs, l'interdiction semble n'avoir eu aucun effet.

« Dans chaque ville, écrit Marion ⁽⁴⁵⁾, certaines familles « puissantes... se trouvaient entièrement maîtresses du « pavé municipal où tout leur était permis ». Le Corps de Ville de Troyes n'échappait pas à la règle et était composé de membres dont certains étaient parents entre eux. Déjà, en 1584, Nicolas Dare signalait dans ses Mémoires ⁽⁴⁶⁾, sous la date du 23 Avril : « Je fus esleu eschevin avec M. le « président de Villeprouver, Monsieur Derrey nommé Edme « le Gras et le *cousin* Joseph Gombault ».

La situation ne changea pas après 1596. En 1614, les sieurs Bazin père et fils furent élus, l'un maire, l'autre échevin. En 1644, Vincent d'Aultruy fut nommé maire, et son fils Nicolas d'Aultruy, échevin. On ne peut mieux juger d'ailleurs de cette « mainmise sur l'administration des « villes par une manière d'aristocratie locale, parfois très « étroite » ⁽⁴⁷⁾ qu'en reproduisant ce tableau du Corps de Ville de Troyes envoyé au roi en 1666 par l'intendant de Machault, chargé par Louis XIV de dresser procès-verbal « du nombre des conseillers, de leurs qualités et affinités » ⁽⁴⁸⁾ :

...« Le sieur Vigneron, maire, a pour beau-frère le sieur « Michelin, pour cousin germain Nicolas Denise et Nicolas « Doret ; ... ledit Nicolas Denise est cousin germain de

(44) Le 3^e article de la requête en règlement adressée au roi en 1620 par les officiers royaux porte sur le même objet (ce qui laisse supposer que la délibération de 1594 ne fut pas appliquée). L'arrêt du Conseil du roi du 16 Juillet 1620 se borna à limiter la parenté entre les conseillers de ville, interdisant que le père et le fils ou les deux frères fussent ensemble conseillers (Cf. supra *La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 50). L'arrêt de 1620 fut confirmé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 22 Mars 1679 (Cf. *La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 146).

(45) *Marion*, Dictionnaire des Institutions de la France aux xvii^e et xviii^e siècles, p. 388.

(46) Mémoires de *Nicolas Dare*, ouvr. cit., p. 41.

(47) *Funck-Brentano*, *L'Ancien Régime*, p. 467.

(48) *Archives de Troyes, Delene*, lay. 3, 1^{re} liasse.

Cf. aussi infra ch. 2, sec. 2.

« Pierre Denise, ancien maire ; ledit Doret a en outre dans
« le Conseil Henri Camusat qui est son gendre, lequel est
« neveu de Claude Camusat.

« Ledit Michelin, beau-frère de Vigneron, maire, a aussi
« pour beau-frère G. Gouault, dont le neveu Nicolas Gouault
« est pareillement conseiller de ville.

« Pierre Paillot a pour gendre le nommé Galien, qui est
« en outre cousin germain du nommé Darré, neveu du
« même Paillot ; lequel Darré est de plus beau-frère du
« nommé Laurent, qui est proche parent du nommé de
« Marisy.

« Les nommés Péricard, Hué, de la Hupproie et Gom-
« bault sont tous quatre beaux-frères entre eux et parents
« dudit maire.

« Et ledit Péricard, l'un d'eux, est cousin germain d'un
« autre Péricard, avocat.

« Au moyen de toutes lesquelles parentés et alliances
« très proches il ne reste plus que fort peu de conseillers
« de ville qui ne soient dans cette liaison ».

Le Corps de Ville prenait donc l'aspect d'une sorte de conseil de famille, et il ne semble pas inexact d'appliquer à Troyes cette remarque faite par Alexis de Tocqueville pour l'ensemble des villes de France au XVIII^e siècle (49) :

« Le gouvernement municipal des villes avait dégénéré
« partout en une petite oligarchie. Quelques familles y con-
« duisaient toutes les affaires dans des vues particulières,
« loin de l'œil du public et sans être responsables envers
« lui ».

§ 5. *Les autres officiers municipaux*

I. Le Corps de Ville était complété par des auxiliaires qui étaient les agents des maire et échevins, mais dont certains étaient pratiquement indépendants d'eux et possédaient une grande autorité.

Tous ces officiers municipaux étaient élus par l'assem-

(49) De Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 68.

blée générale de la Saint-Barnabé ⁽⁵⁰⁾. Il est probable que les maire, échevins et conseillers de ville s'efforcèrent d'enfreindre cette règle ; car, sur la demande des officiers du Bailliage, l'arrêt du Conseil du roi de 1620 précisa que « advenant vacation de l'un desdits Officiers de l'Esche-
« vinage, son successeur, suivant l'institution, sera nommé
« en l'assemblée Consulaire, comme on a accoûtumé, et ce
« par commission seulement, et jusques au jour de
« l'assemblée générale du jour Saint-Barnabé, où le
« Commis sera confirmé, ou un autre esleu en son
« lieu ». ⁽⁵¹⁾.

C'étaient donc les délégués des états et métiers qui avaient seuls le pouvoir de désigner d'une manière définitive les officiers subalternes du Corps de Ville.

II. L'un des plus importants de ces officiers était le procureur-syndic. Il avait existé avant même l'apparition du Corps de Ville : chargé de soutenir les intérêts des habitants, il était le « véritable et le seul représentant de « la population » ⁽⁵²⁾ ; il était associé à toutes les affaires municipales.

Si à Troyes le procureur avait cependant moins d'autorité que dans d'autres villes, c'est parce qu'un autre officier jouait un rôle à la fois plus solennel et moins consistant : l'avocat de la ville, à chaque assemblée générale, notamment, prenait le premier la parole pour exposer aux habitants ce que nous appellerions l'ordre du jour de la réunion : son influence, de ce fait, était loin d'être négligeable.

Le greffier, par contre, était « l'organe essentiel de la « municipalité » ; chargé de la garde des Archives et de la rédaction des délibérations du Corps de Ville, il connaissait mieux que personne les « affaires communes » ; « à côté « de magistrats électifs et souvent renouvelés, il était la « tradition vivante » ⁽⁵³⁾ ; l'office du greffier fut rempli à

(50) Arrêt de l'Echevinage de Troyes (1493) (Cf. *La Mairie...* 1679, p. 14).

(51) Arrêt du Conseil du Roi du 16 Juillet 1620, art. 4 (cf. *La Mairie...* 1679, p. 51).

(52) A. Babeau, *La ville...*, ouvr. cit., p. 160.

(53) A. Babeau, *La ville...*, ouvr. cit., p. 162.

Troyes, pendant plus d'un siècle, par la même famille ⁽⁵⁴⁾ ; aussi à chaque instant les maire et échevins étaient-ils obligés d'avoir recours à lui.

Parmi les autres officiers municipaux, il convient de citer le receveur, qui, chargé de percevoir les deniers communs, assistait de ce fait aux assemblées échevinales ; le contrôleur ; le voyer ⁽⁵⁵⁾ ; le maître des œuvres et édifices ; le trompette, qui annonçait les publications officielles et qui, vêtu dans les cérémonies d'une robe violette et bleue galonnée d'or, marchait devant les membres du Corps de Ville dans les processions ; les sergents de ville, enfin, exécuteurs des ordres de l'autorité échevinale en matière de police.

Au surplus, le nombre des officiers municipaux n'était pas limité ; mais l'arrêt de l'Echevinage de 1493 avait prudemment décidé que seule l'assemblée de la Saint-Barnabé avait pouvoir de les nommer « sans gages ou à « tels gages que par la Communauté et en assemblée « commune faite ledit jour Saint-Barnabé sera avisé » ⁽⁵⁶⁾.

SECTION 2. — Prédominance des marchands dans le Corps de Ville

On a vu qu'à partir de 1620, les assemblées générales réunies toutes les fois qu'il s'agissait d'engager les finances de la ville n'étaient le plus souvent composées que des représentants de trois corps principaux : le clergé, la justice et le Corps de Ville. Dans ce dernier, en effet, les

(54) cf. *Archives de Troyes*, Boutiot A, le 55^e reg. qui contient le recueil, établi par le greffier de l'hôtel de ville, de tout ce qui est de plus... remarquable dans les registres des assemblées du Corps de Ville de Troyes : ce recueil, est-il indiqué, a été commencé par Jean Blanchart, puis continué par son fils Jean, son petit-fils Louis, son arrière-petit-fils Jean-Baptiste et le neveu de ce dernier, Jean-Baptiste Olivier.

(55) La fonction du voyeur, désigné ensuite sous le nom de voyer, avait été la première charge municipale permanente (cf. supra, ch. prél.) ; elle subsista « à côté de la mairie et de l'échevinage installés « en 1495 », mais l'office de voyeur, à partir du xvi^e siècle, fut peu à peu incorporé à l'Echevinage ; « Richelieu... fit du voyeur de la ville « un agent subordonné aux maire et échevins » (*Boutiot*, ouvr. cit., I, ch. 5, p. 386).

(56) Arrêt de 1493 (cf. p. v. de M^e Angenoust dans *La Mairie...*, 1679, ouvr. cit., p. 14).

« notables marchands » et les « notables bourgeois » (ceux-ci étant fréquemment d'anciens marchands ou des descendants de marchands) réussirent très vite à acquérir la prépondérance aux dépens des ecclésiastiques et des « gens de justice ».

§ 1. *Elimination du Clergé*

I. Longtemps le clergé avait occupé une place de premier plan dans le Conseil de Ville ⁽⁵⁷⁾. Au cours des périodes de troubles, les prêtres, en armes, participaient, comme les autres citoyens, à la défense de la cité. C'était autour de l'évêque que les « notables » habitants se réunissaient le plus souvent pour délibérer des mesures nécessaires à la sûreté de la ville.

Les diverses chartes royales, par lesquelles fut établi le Corps de Ville de Troyes, étaient de même adressées aux « clergé, bourgeois et habitants », et elles prenaient soin de préciser le nombre d'ecclésiastiques devant faire partie du Corps de Ville (le tiers environ). La coutume s'était finalement bien établie à partir de 1493, selon laquelle, sur 8 échevins, 3 devaient appartenir au clergé : pour appliquer cette règle, 2 ecclésiastiques étaient élus échevins les années paires, et 1 les années impaires ⁽⁵⁸⁾. De plus, en 1498, le roi avait autorisé l'évêque de Troyes à assister aux délibérations du Corps de Ville « toutes les fois qu'il y « serait discuté des affaires touchant l'intérêt du roi » ⁽⁵⁹⁾.

II. Cependant la situation changea au début du xvi^e siècle. Les prêtres inscrits sur le rôle du guet se plaignaient de l'obligation qui pesait sur eux de se rendre à la convocation des maîtres de fer. Des lettres patentes de

(57) Ainsi, le 3 Novembre 1367, le clergé de Troyes nommait 6 députés pour sa représentation au Conseil de Ville : 3 pris dans le clergé séculier et 3 pris dans le clergé régulier (les abbés de Saint-Loup et de Saint-Martin et le prieur de Notre-Dame-aux-Nonnains) (*Archives de l'Aube*, G, 1.273).

(58) Cf. par exemple le 5^e registre des délibérations (*Archives de Troyes*, Boutiot, A) pour les années 1517 à 1522 (f^o 36 v^o, 68 v^o, 109 v^o, 149, 188 v^o, 290 v^o).

(59) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 204.

François I^{er} du 24 Septembre 1521, confirmant celles de 1517 à l'enregistrement desquelles le Corps de Ville s'était opposé, déchargèrent perpétuellement le clergé du diocèse de Troyes de faire « guet et porte sinon en cas d'éminent « péril de guerre », l' « éminent péril » existant lorsque l'ennemi se trouvait à 15 lieues de la ville ⁽⁶⁰⁾.

Le Corps de Ville admit ces lettres patentes avec mauvaise humeur ; et il semble que ce fut avec l'espoir de mettre fin à toute contestation sur ce point et pour éviter définitivement d'être soumis aux charges qui pesaient sur eux, que, en Juillet 1523, les sept ecclésiastiques faisant partie du Corps de Ville s'en retirèrent, « sous l'influence « d'ordres supérieurs, de concert entre les chanoines des « divers chapitres et sous peine d'excommunication dont « l'évêque menaçait les infracteurs » ⁽⁶¹⁾. Aussi, le 28 Juillet 1523, en la Chambre d'Echevinage de Troyes, il fut délibéré que « comme les gens d'église échevins n'en- « tendent plus remplir lesdites charges, il sera procédé à « l'élection et nomination d'autres échevins laïcs en leurs « places, et qu'ils ne seront plus appelés aux assem- « blées » ⁽⁶²⁾. De fait, le 24 Août suivant, les échevins et conseillers de ville démissionnaires étaient remplacés par 7 nouveaux membres laïques.

(60) A. Babeau, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 319. — Le 30 Octobre 1517, le chapitre de Saint-Pierre avait convenu, d'accord avec le chapitre de Saint-Etienne, de demander que les prêtres fussent dispensés de monter la garde aux portes de la ville, « comme les échevins « l'exigent ».

(61) Cf. Boutiot, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 307, et ch. 17, p. 377. — Ce sont les chanoines de Saint-Urbain qui semblent avoir été à l'origine de cette décision, puisque, dès le 8 Juin, le Chapitre de Saint-Urbain prenait la résolution « de ne plus prendre de charges « d'Echevin ou de Conseiller de ville et de ne plus se mêler des « affaires de l'Hôtel de Ville » (Grosley, *Mémoires...*, ouvr. cit., II, p. 125).

(62) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse. Cette délibération avait été précédée d'une sentence de l'Echevinage rendue le 14 Juillet « contre les Vénérables Ecclésiastiques Eschevins », tendant « à ce « qu'ils aient à se trouver en la Chambre de l'Echevinage, lesquels « ont dit que cela leur était défendu et qu'ils ne feraient ; et pour « ce (les échevins laïcs) ont assigné jour à lundi d'avouer ce que « dessus ». Il y eut encore un jugement du bailli de Troyes du 20 Juillet.

D'ailleurs, les positions des deux parties ne paraissent pas avoir été prises sans arrière-pensée, d'un côté comme de l'autre. D'une part, le clergé, en se retirant du Corps de Ville, voulait beaucoup moins renoncer à toute participation aux affaires de la cité que se soustraire aux obligations du guet. D'autre part, les bourgeois du Corps de Ville voyaient sans regret les gens d'église s'éloigner de l'administration échevinale, mais ils tenaient obstinément à ce qu'ils continuassent de participer à la défense de la ville. La preuve en est que, malgré le retrait des ecclésiastiques du Corps de Ville, les maire et échevins exigèrent toujours du clergé qu'il prît part à la garde de la ville ⁽⁶³⁾, et les maîtres de fer n'hésitèrent pas à prononcer des amendes contre les défaillants, et même, le cas échéant, à faire saisir leurs biens ⁽⁶⁴⁾. Cependant, le Corps de Ville, ayant décidé, le 2 Juin 1524, après le grand incendie de la ville, de créer un « Conseil étroit » qui devait siéger en permanence et être composé de 6 laïques et 3 ecclésiastiques, ces derniers, persévérant dans leur attitude, refusèrent d'en faire partie ⁽⁶⁵⁾.

III. S'étant retiré du Corps de Ville en 1523, le clergé ne réussit pas à y rentrer, sauf pendant les périodes de troubles religieux. L'Echevinage, qui en 1523 avait insisté pour que les gens d'église continuassent leur collaboration aux affaires de la cité, manifesta par la suite une

(63) Une sentence de l'Echevinage du 4 Septembre 1525 décida que le clergé ferait de nouveau le guet, « considéré l'absence du roy, « l'entreprinse des luthériens et le danger du feu » (en 1524, une partie de la ville avait été détruite par un terrible incendie dont certains imputaient la cause aux luthériens). Le clergé se soumit d'abord, puis, quand il jugea que le péril était diminué, il résista (Cf. A. Babeau, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 320, et *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 332-333).

(64) Il fallut, pour mettre fin à ces incidents, dont le clergé rendait responsables « deux ou trois obstinez qui sont des principaulx de la « ville, que ne ayment l'église ni les povres ministres d'icelle », qu'un arrêt du Parlement de 1528 défendit de saisir les meubles des gens d'église, même « en cas d'éminent péril » (cf. A. Babeau, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 320-321).

(65) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 348.

opposition constante aux tentatives de retour des ecclésiastiques.

Dès 1535, pourtant, les chanoines de Saint-Pierre se plaignirent au roi de l'emploi donné aux deniers communs et à ceux d'octroi et réclamèrent une participation à l'administration des finances de la ville ⁽⁶⁶⁾. En 1540, le même chapitre, ayant à sa tête l'évêque Odard Hennequin, fit semblable requête en demandant au roi l'autorisation d'assister à la reddition des comptes. Les maire et échevins, assignés au Conseil du roi, s'opposèrent aux réclamations des chanoines qu'ils qualifiaient d' « inciviles et déraisonnables ». Mais l'affaire s'assoupit peu à peu et le Conseil du roi paraît n'avoir rendu aucun arrêt à ce sujet ⁽⁶⁷⁾.

Le clergé, cependant, participa temporairement à l'administration de la ville à la fin du xvi^e siècle, pendant la période troublée des guerres de religion. A cette époque, le Corps de Ville maintint néanmoins sa position, tant sur le problème de sa composition que sur celui de la défense de la cité. Sur ce dernier point, il exigeait toujours que, comme les autres citoyens, les gens d'église fissent le guet : ceux-ci n'acceptaient de s'y rendre qu'en cas d'éminent péril ⁽⁶⁸⁾. De même, jamais ne fut admise la prétention, à

⁽⁶⁶⁾ *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 359.

⁽⁶⁷⁾ *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 17, p. 377-378, et *Chanoine Prévost*, *Le diocèse de Troyes*, ouvr. cit., II, p. 313-314.

⁽⁶⁸⁾ Par exemple, le chapitre de Saint-Pierre refusa de se rendre, armé, au-devant du duc de Guise, alors gouverneur de Champagne (délibération du 12 Septembre 1571, *Archives de l'Aube*, G, 1286). En 1575, Troyes étant menacée par « aucuns rebelles ennemys du repos public », les 3 chapitres, après avoir d'abord refusé de participer à la garde, offrirent 20 pionniers pour travailler pendant une semaine aux remparts de la ville (23 Septembre, *Archives de l'Aube*, G, 1287). Le 12 Mai 1576, sommés de se trouver au corps de garde établi sur la place de l'Eglise, les chanoines décidèrent « d'y aller assister et « faire leur devoir comme les autres citoyens de ville » (*Archives de l'Aube*, G, 1288). Il en fut de même en Septembre-Octobre 1578 (*Archives de l'Aube*, G 1288) et de Mai à Août 1584 (le 21 Août, les chanoines nommaient deux députés pour aller trouver le duc de Guise et lui demander à être déchargés de la garde des portes « parce qu'il « n'y a plus nécessité qu'ils s'en occupent ») (*Archives de l'Aube*, G, 1289). Le 19 Février 1589, le chapitre de Saint-Pierre se contenta de décider qu'il contribuerait pour 50 écus « à la solde des fantassins

nouveau émise par le chapitre de Saint-Pierre le 3 Septembre 1578, qu'il y eût en permanence dans le Corps de Ville un échevin choisi parmi les membres du clergé ⁽⁶⁹⁾. En fait, pourtant il y eut pendant une vingtaine d'années une collaboration étroite des ecclésiastiques à l'administration municipale. C'est ainsi qu'en 1579 et en 1581, le clergé désigna, à plusieurs reprises, des députés à l'assemblée de ville. Le 5 Avril 1584, il nomma des délégués « qui « assisteront à toutes les assemblées de ville qui se tiennent « dront pendant les troubles » ⁽⁷⁰⁾. C'était, en quelque sorte, une représentation permanente des gens d'église, qui fut confirmée très nettement le 8 Juin 1588, où le chapitre de Saint-Pierre, considérant qu' « il n'estoit jour qu'il n'y « eust quelque assemblée de ville où estoient appelés « Messieurs du Clergé », élut à nouveau des députés pour l'y représenter ⁽⁷¹⁾.

IV. La participation du clergé à l'administration de la ville ne résultait que de circonstances exceptionnelles. Quand, avec Henri IV, l'ordre fut rétabli, les gens d'église durent se retirer du Corps de Ville. Ils n'y étaient appelés que pour les questions qui, sous l'Ancien Régime, relevaient de la compétence de l'Eglise : assistance et instruction,

« et des cavaliers levés pour l'Echevinage » (*Archives de l'Aube*, G, 1290). Au surplus, pour assurer une plus grande impartialité, des lettres patentes du 20 Mars 1577, délivrées sur l'initiative du duc de Guise, avaient décidé que le cas d'éminent péril (seule hypothèse dans laquelle le clergé était obligé de se rendre au guet) serait déclaré, non plus par l'Echevinage, mais par le commandant militaire (*A. Babeau*, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 321-322).

(69) *Archives de l'Aube*, G, 1294. — Cependant le clergé réussit parfois à faire élire pour échevin un des siens : ainsi en 1589 et en 1594

(70) *Archives de l'Aube*, G, 1289.

(71) *Archives de l'Aube*, G, 1290. — Ajoutons que le clergé nomma des députés spéciaux pour le représenter à l'assemblée de ville du 20 Juin 1588, dont le but était de « s'associer et unyr avec la ville « de Paris et autres villes du royaume et passer procuration pour cest « effet, pour la manutention de la religion catholique, apostolique et « romaine, pour l'estat et la conservation du Roy, et pour le soulagement du peuple ». Il s'agissait en l'occurrence de l'adhésion officielle de la ville à la Ligue.

notamment (72). Ils furent également représentés dans les assemblées générales, dont le rôle était d'engager les finances de la ville, et qui, au XVII^e siècle, ne furent souvent composées que de trois corps : celui du Clergé, celui de la Justice et celui de l'Echevinage.

Cependant, éloigné du Corps de Ville, le clergé critiquait sévèrement son administration. En 1609, ses reproches furent particulièrement vifs. Il accusait les officiers municipaux de dilapider les deniers publics, de faire des dépenses superflues, des voyages inutiles, des frais de procès trop considérables... Il réclamait en conséquence, ainsi qu'en 1535 et en 1540, le droit pour lui d'examiner les comptes du Corps de Ville (73). L'affaire, à cette époque, n'eut d'ailleurs aucune suite.

Mais les ecclésiastiques ne renoncèrent pas à leurs tentatives : et par lettres patentes de 1629, Louis XIII prescrivit qu'il y aurait au « Conseil de Ville » 3 ecclésiastiques, « sans faire pour ce diminution ny à présent ny à l'advenir » du nombre des autres conseillers laïques » (74). Il ne

(72) Ainsi, le 24 Avril 1619, le chapitre de Saint-Pierre nomma des députés pour se trouver à une assemblée de ville où l'on délibérerait sur le projet de construire hors de Troyes une maison pour les pestiférés (*Archives de l'Aube*, G, 1295). Le 31 Mai 1623, il nomma des députés à une assemblée de ville « pour adviser à quoy sera employé le laiz fait par M. de Bierne pour la fondation d'un colège en ceste ville » (*Archives de l'Aube*, G, 1296).

(73) Cf. *Boutiot*, *ouvr. cit.*, IV, ch. 23, p. 298. Le maire repoussa avec énergie les « calomnies » du clergé ; et, chose curieuse, le lieutenant général au Bailliage, qui présidait l'assemblée, donna tort aux gens du clergé qui, dit-il, « contredisent et improuvent et souvent calomnient les gens de bien qui dignement, fidèlement s'emploient aux charges publiques » ; il qualifia l'économie de l'Echevinage de « remarquable » et « invita le clergé à se comporter une autre fois en telles assemblées, d'autre façon sans blâmer ni calomnier per-sonne ». Il est curieux de constater l'accord soudain des membres du Bailliage et de l'Echevinage (toujours en lutte habituellement) lorsque le clergé réclamait une participation aux affaires de la ville. Il est en effet à présumer que les attaques du clergé, évidemment exagérées, devaient cependant comporter une part de vérité, comme le roi et ses intendants devaient plus tard le reconnaître, en limitant par des règlements généraux les dépenses des Corps de Ville (notamment en ce qui concerne les frais de voyages et de procès).

(74) *Archives de l'Aube*, G, 908. — Louis XIII rappelle la tradition de la ville de Troyes et de « plusieurs autres villes de nostre royaume »,

semble pas que ces lettres aient reçu exécution et que des ecclésiastiques aient assisté, même temporairement, aux délibérations du Corps de Ville.

Néanmoins le clergé maintint ses revendications. En 1641 et à partir de 1646, il se serait « agité près des assemblées « primaires des métiers pour obtenir la faveur des portans-voix aux élections des échevins » (75). En tout cas, il est certain que, sous l'impulsion de l'évêque François Mallier et du chanoine Nicolas Denise, il précisa ses prétentions, et, en vue de les faire aboutir, poursuivit les maire et échevins : il réclamait notamment 2 places d'échevins et 8 sièges de conseillers de ville qui auraient été choisis parmi les ecclésiastiques anciens échevins. Ayant obtenu une commission favorable le 26 Avril 1649, l'évêque et le clergé purent porter leurs demandes devant le Parlement (76). Dans un mémoire appuyant leurs revendications, il rappellent :

« Que l'institution de l'Eschevinage dudit Troyes a esté faite sur la Requeste du Clergé ; ... que les premiers échevins qui ont esté élus étaient chanoines et gens

selon laquelle les ecclésiastiques ont 3 représentants ayant voix et suffrages au Conseil de Ville. Constatant que « quant à présent » ils n'en ont plus trois, soit que « la bonne volonté desdits ecclésiastiques » se soit « refroidie », soit que « les laïques ne les aient plus voulu recevoir » (le roi évite ainsi de prendre parti dans le débat), il exprime son désir de rétablir l'ordre traditionnel, « attendu que les ecclésiastiques ont pareil intérêt au bien public et à ce qui est de nostre service que les laïques, et sont... plus portez à la douceur, paix et tranquillité » du royaume. Aussi ordonne-t-il que « sitost les présentes publiées et signifiées tant à l'évêque et clergé dudit Troyes qu'aux maire, eschevins, conseillers, corps et communautés de ville, l'Evesque... ayt à (désigner)... l'un desdits trois conseillers de ville, par tel acte qu'il (jugera) bon, et le clergé à eslire les deux autres ; et les Maire, Eschevins, Conseillers, Corps et communautés de ville aient à recevoir de sur-croy en la maison de ville lesdits trois ecclésiastiques ».

(75) Selon *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 426.

(76) Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 427. — Le clergé demandait aussi une réforme du mode des élections : à l'élection « par les per-sonnes mécaniques et de basse condition composant les soixante ou quatre-vingt métiers », il préférait la nomination du maire et des échevins par les maire, échevins, conseillers et les 64 notables, « comme étant plus capables que des gens tirez de la lye du peuple, qui se laissent souvent corrompre par brigues ou par argent ».

« d'église, ce qui a esté continué de temps en temps ⁽⁷⁷⁾
 « jusqu'à l'année 1594, que la ville de Troyes fut réduite
 « à l'obéissance du Roy Henry IV, d'heureuse mémoire,
 « auquel temps le premier échevin était Chanoine ou
 « Doyen de l'une des principales Eglises de ladite Ville » ;
 mais que depuis cette époque « on avoit discontinué d'eslire
 « les ecclésiastiques » ; or, « à présent », il y en a
 « Plusieurs... de la ville qui pourraient utilement servir
 « le Roy et le public » et qui sont « exclus de la charge
 « d'échevins et de conseillers de ville », puisque l'on n'exé-
 cute point « les privilèges qui leur sont attribués par leur
 « naissance et par les lois de l'Eschevinage de ladite
 « ville ».

Ils rappellent ensuite que les ecclésiastiques sont « une
 « des principales partie des habitants » ⁽⁷⁸⁾, et dénoncent
 les « dettes », « impositions », « octrois » établis par
 l'Echevinage, « que l'on ne voit point avoir esté employés
 « au bien et utilité de ladite ville ».

Aussi requièrent-ils que « les maire et échevins soient
 « condamnés à rendre compte » de leur gestion. En outre,
 pour montrer que leurs prétentions sont justifiées, ils
 réclament « le compulsoire... des registres de l'Eschevi-
 « nage » ⁽⁷⁹⁾. Enfin ils protestent contre les imprimés
 « distribués et donnés » par les soins des maire et échevins.
 et « contenant que lesdits esvêque et gens du clergé vou-

Boutiot prétend que si les requêtes du clergé avaient été admises,
 « elles auraient profondément troublé les us et coutumes ». Il oublie
 que le mode d'élection qui avait les préférences des gens d'église
 avait été en vigueur avant 1538, et que le clergé ne réclamait même
 pas une représentation aussi importante que celle dont il jouissait
 à la fin du XV^e siècle, où le Corps de Ville était composé de 3 échevins
 et 8 conseillers ecclésiastiques.

(77) « De temps en temps » en effet, puisque, à partir de 1523, on
 ne trouve des ecclésiastiques échevins que sous la Ligue, et guère
 plus de deux ou trois fois.

(78) Le texte primitif qui portait « la principale partie des habi-
 « tants » a été raturé.

(79) En effet, en Février 1654, le Bailliage ordonna l'ouverture du
 Trésor de la ville (à laquelle, au début, l'Echevinage s'était opposé)
 pour compulser les registres de délibération. De ce compulsoire, il
 résulta notamment que les ecclésiastiques avaient été échevins avant
 1523, puis à la fin du XVI^e siècle, en 1589 et en 1594.

« loient oster les privilèges du peuple de la dite ville » ; ils demandent que « ladite inscription » soit déclarée « injurieuse et scandaleuse » et ils décident de poursuivre « ceux qui ont composé et fait imprimer ladite inscription » (80).

V. Finalement le Parlement de Paris, par son arrêt du 8 Avril 1659 (81), débouta les ecclésiastiques de la ville de Troyes de leur demande « pour avoir voulu rentrer dans « les charges d'Echevins et de Conseillers de ville », mais il ordonna que les maire et échevins fussent « tenus « d'appeler en assemblée générale de la ville lesdits ecclésiastiques et leur donner rang et place honorables » (82). Cet arrêt mettait fin à une longue controverse et confirmait l'exclusion de l'Echevinage, des gens d'Eglise, qui, depuis 1523, n'avaient pas réussi à y rentrer. Jusqu'en 1764, ils devaient rester en dehors du Corps de Ville.

§ 2. *Limitation du nombre des « gens de loi » admis dans le Corps de Ville*

I. Le clergé ayant été éloigné du Corps de Ville, les marchands s'efforcèrent d'en éliminer les procureurs, avocats, notaires, juges royaux..., que l'on désignait sous le nom de « gens de robe longue ». S'ils n'y parvinrent pas complètement, ils réussirent du moins à limiter strictement leur représentation dans l'Echevinage.

En obtenant, par la réforme électorale de 1538, la suppression partielle du système de la cooptation, les gens de justice avaient pensé que les marchands et bourgeois perdraient une partie de la prééminence qu'ils avaient déjà acquise dans le Corps de Ville. Mais cet espoir fut déçu,

(80) Voir le texte de ce mémoire aux *Archives de l'Aube*, G, 909.

(81) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(82) Il s'agit des assemblées générales composées des trois corps principaux : Clergé, Justice, Echevinage, où le clergé, dans une requête au Conseil d'Etat, de 1643, avait réclamé le premier rang, s'attaquant violemment aux prétentions des « présidiaux » (*Archives de l'Aube*, G, 908), et non des assemblées chargées d'élire les maire et échevins, toujours composées des délégués des métiers, et où les gens du clergé continuèrent à n'être pas représentés.

car les corporations de marchands étaient plus nombreuses que les autres communautés, et les divisions et rivalités professionnelles qui existaient entre les divers métiers ne profitèrent pas souvent aux personnes de robe longue.

C'est ainsi qu'aux élections échevinales de Pâques 1568, aucun avocat ne fut élu échevin ⁽⁸³⁾. Le collège des avocats obtint alors du roi Charles IX une déclaration du 1^{er} Mai 1568, par laquelle il « est permis aux Gens de Robe longue » de tenir et exercer toutes les charges et offices politiques « de ladite ville de Troyes » ⁽⁸⁴⁾. Ce texte était peu utile, car il n'assurait pas aux avocats une représentation constante dans le Corps de Ville. Mais des lettres patentes datées du 1^{er} Juin 1568 vinrent suppléer à cette lacune, en disposant que parmi les 4 échevins élus chaque année un avocat trouverait toujours place. Les maire et échevins firent aussitôt opposition à ces lettres royales, et le 18 Juin 1568, le Conseil Privé du roi rendit un arrêt qui ordonne « par provision que les officiers de justice et gens de » « pratique ou autres de robe longue ne pourront pour » « quelque cause que ce soit être élus maire de Troyes, mais » « seulement permet qu'ils puissent être élus pour échevins » « ou conseillers de ville ; à la charge, et non autrement, » « que par même élection n'en sera élu que le tiers au » « plus pour échevins ; et la moitié pour conseillers de » « ville ; et sont et seront déclarées nulles toutes élections » « qui seront faites au contraire ; et sera procédé aux » « élections des dits maire, échevins et conseillers de ville » « de Troyes, en la forme et manière ci-devant obser- » « vée » ⁽⁸⁵⁾.

Le nombre maximum des gens de robe longue pouvant faire partie du Corps de Ville était donc fixé à 1 échevin et 12 conseillers de ville ⁽⁸⁶⁾. Un arrêt du Conseil Privé

(83) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 620.

(84) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(85) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(86) Encore fallait-il qu'ils réussissent à être nommés. Il n'en était pas toujours ainsi : en 1570 comme deux ans plus tôt, malgré la protestation de l'avocat du roi, aucune personne de robe longue ne fut désignée parmi les 4 échevins (*Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 620).

du 15 Septembre 1577 vint cependant réformer sur un point l'arrêt de 1568, en permettant aux officiers, gens de justice et de robe longue ayant rempli les charges d'échevins et de conseillers de ville d'être élus aux fonctions de maire ⁽⁸⁷⁾.

II. La lutte entre gens de robe longue et marchands n'était pas terminée : elle allait rebondir au XVII^e siècle, et se manifester notamment par un procès entre les corps de marchands et la communauté des procureurs, qui ne dura pas moins de vingt ans.

L'origine de la contestation était toujours du même ordre. Deux personnes de robe longue ayant été nommées échevins en même temps en 1643, les marchands firent opposition à l'élection ; à ce différend qui fut porté au Conseil du roi, se greffa un conflit entre le procureur échevin et les marchands échevins au sujet de la préséance. Le litige allait se prolonger, car, chaque fois que les marchands obtenaient du Conseil du roi un arrêt favorable, les procureurs s'adressaient au Parlement qui leur donnait naturellement satisfaction.

Les procureurs poursuivirent d'abord « si vivement qu'ils « firent condamner les marchands sur l'un et l'autre chef « par forclusion et obtinrent suivant leurs conclusions » ⁽⁸⁸⁾. Le Conseil Privé du roi, par son arrêt du 11 Septembre 1648, cassa l'arrêt du Parlement du 22 Juillet 1645 et, « faisant droit sur ladite instance et interprétant « l'arrêt de règlement donné en iceluy du 18 Juin 1568 ; « a ordonné et ordonne qu'à chaque élection des échevins, « il n'y aura qu'un Officier, à peine de nullité de ladite « élection ; et en cas que ce soit un Procureur, les Marchands le précéderont en toutes assemblées » ⁽⁸⁹⁾.

(87) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 620.

(88) Termes employés dans une pièce intitulée : « *Abrégé de l'affaire des marchands de Troyes contre les procureurs de ladite ville* » et visiblement rédigée par les marchands (*Bibliothèque de Troyes*, fonds Carteron, 479-25, VII).

(89) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

Mais les Procureurs obtinrent du Parlement un arrêt du 20 Mars 1649 leur donnant satisfaction sur la préséance ; à quoi répondirent les arrêts du Conseil Privé du roi, saisi par le syndic des marchands, des 4 Mai et 3 Septembre 1649, ce dernier cassant l'arrêt du Parlement du 20 Mars, déchargeant le « suppliant » de l'assignation à lui donnée dans ledit arrêt, et ordonnant l'exécution de l'arrêt contradictoire rendu au Conseil le 11 Septembre 1648, et « que, ce faisant, les Marchands précéderont les « Procureurs en toutes assemblées ». Malgré cette décision, les marchands furent condamnés à nouveau par deux arrêts, l'un rendu par défaut le 8 Octobre 1649 par la Chambre des vacations, au sujet de la préséance, l'autre rendu le 13 Février 1650 par le Parlement, ordonnant l'exécution de celui du 8 Octobre 1649, interdisant aux marchands « de faire poursuite ailleurs qu'audit Parlement », et déchargeant les procureurs des assignations à eux données au Conseil. Aussi bien, les procureurs s'empressèrent-ils, dès le 24 Mars 1650, de faire saisir les marchands ; ceux-ci s'adressèrent aussitôt au Conseil du roi, dont ils obtinrent, le 9 Avril 1650, un arrêt qui les déchargea des assignations et des condamnations pesant sur eux, qui ordonna la main levée de la saisie de leurs marchandises, en contraignant les procureurs de les leur restituer, et qui, au surplus, défendit au Parlement de prendre connaissance du différend.

Après cet arrêt, le conflit semble s'être apaisé quelque peu, mais il rebondit en 1656, année où deux échevins de robe longue furent élus. Le Conseil du roi fut saisi par le syndic des marchands d'une requête tendant « à ce « qu'il plût à Sa Majesté casser et annuler l'élection » des 2 officiers de Justice : Claude Denise, lieutenant en la Prévôté de Troyes, et Guillaume, lieutenant criminel en l'Election de ladite ville ; et à recevoir, « à l'exclusion de « l'un desdits officiers », le candidat marchand ayant obtenu le plus de voix. Cette requête fut examinée par le Conseil, qui, le 27 Mars 1657, rendit un arrêt par lequel le roi, « faisant droit sur le tout conformément aux arrêts

« du Conseil des 18 Juin 1568, 16 Juillet 1620 et 11
 « Septembre 1648, a cassé, révoqué et annulé l'élection
 « faite des échevins de la ville de Troyes, le 18 Avril
 « dernier, en ce que par icelle on a élu 2 officiers de
 « justice. Ordonne néanmoins que ledit Denise continuera
 « la charge d'Echevin pour le temps qui reste à expirer,
 « conjointement avec ledit Guillaume, et sans tirer à
 « conséquence. Fait Sa Majesté très expresses inhibitions
 « et deffences au Maire de ladite ville de Troyes, de pro-
 « clamer à l'avenir deux officiers ou autres personnes de
 « robe longue pour Echevins en une même nomination, et
 « au lieutenant-général et autres officiers du Bailliage de
 « ladite ville de les recevoir au serment ».

Le roi essayait ainsi d'apaiser le conflit, mais les procureurs, ayant obtenu le 19 Avril 1660, un arrêt du Parlement leur permettant d'assigner devant lui les marchands au sujet de la préséance, ceux-ci s'empressèrent de répliquer en saisissant à nouveau le Conseil Privé du roi, qui, par un arrêt du 28 Mai 1661, ordonna encore une fois « l'exécution de l'arrêt du Conseil du 11 Septembre 1648 et « ceux y rendus en conséquence », et décida en outre, « pour la contravention commise par la communauté des procureurs à l'exécution desdits arrêts du conseil », que ceux-ci ne pourraient être « à l'avenir ... Echevins de la « ville ». Cet arrêt fut signifié aux procureurs le 8 Mai 1661, mais c'est seulement un nouvel arrêt du Conseil Privé du roi, rendu le 15 Octobre 1663 ⁽⁹⁰⁾, qui donna définitivement satisfaction aux marchands : D'une part, en effet, il confirma l'arrêt de 1661, en ordonnant « qu'en procédant

(90) Pour tous les arrêts cités, de 1648 à 1661, cf. *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse. Pour l'arrêt de 1663, cf. *Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 481-8, IV. — Remarquer que la poursuite de l'arrêt est faite au nom de la corporation des marchands par les syndics des corps des marchands merciers grossiers, jouailliers, feronniers, espiciers, drappiers, chaussetiers et apothicaires. Au contraire, on trouve dans la procédure des actes exercés devant le lieutenant général au Bailliage par les communautés des tisserands, futainiers, teinturiers, bougraniers, chapeliers, potiers d'estain, espingliers, esguilletiers, drappiers de ladite ville de Troyes, « contenant leurs déclarations qu'ils ne prétendoient contester la préséance « aux procureurs et consentoient à l'exécution des arrêts du Parlement de Paris, tant aux assemblées générales que particulières ».

« chacune année à l'eslection des Echevins de ladite ville
 « de Troyes, un marchand et un procureur se trouvant
 « nommez pour faire ladite charge ladite année, leur
 « préséance sera réglée selon l'ancienneté de leur aage,
 « si ce n'est que le marchand ait esté juge ou consul ». D'autre part, il confirmait l'arrêt de 1657 au sujet de la limitation du nombre des personnes de robe longue dans le Corps de Ville, en précisant : « sans qu'en conséquence
 « du présent arrest, des 4 échevins qui seront en exercice
 « il puisse y avoir plus d'un officier de justice, advocat
 « ou procureur, conformément audit arrest dudit jour
 « 11 Septembre 1648, lequel pour ce regard sortira son
 « plein et entier effet ».

II. Les marchands avaient ainsi une prépondérance très nette dans le Corps de Ville : d'une part, les membres du clergé en avaient disparu depuis 1523 ; d'autre part, les gens de robe longue n'y figuraient qu'en une infime minorité, si toutefois ils réussissaient à y être représentés. L'arrêt de 1663 fut en effet strictement appliqué. Chaque année, à Pâques, furent élus pour échevins, d'un côté, un homme de robe longue, le plus souvent conseiller du roi au Bailliage de Troyes, parfois appartenant à la Prévôté de Troyes, rarement avocat ⁽⁹¹⁾ ; de l'autre, trois bourgeois

Par conséquent, ces dernières corporations étaient en désaccord avec celle des marchands. La lutte entre ces communautés d'artisans et les corporations de « marchands », qui composées de riches commerçants, n'allaient pas tarder, à la fin du XVIII^e siècle, à se réunir, devait se poursuivre. C'est ainsi que le corps des drapiers-chaussetiers, qui joua un rôle important dans la réunion des corps de marchands, fut souvent en conflit avec la communauté des « drappiers-drapans », formée d'artisans souvent nommés « fabriquans de draps ». (Les gardes de la corporation des drapiers-chaussetiers avaient le droit de visite chez les drapiers-drapans pour s'assurer que les draps avaient la qualité requise par les réglemens, et ils abusèrent souvent de ce droit, en procédant à des saisies illégales, dont, en 1701, par exemple, la mainlevée fut ordonnée (cf. *Archives de l'Aube*, E, 1120 et 1121). — Ce sont ces communautés d'artisans qui, en 1765, feront cause commune avec les corps aristocratiques pour éliminer les marchands du Corps de Ville (cf. infra).

(91) En 20 ans, de 1680 à 1699, 2 avocats seulement furent élus échevins, l'un en 1685, l'autre en 1687 (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse).

ou marchands ⁽⁹²⁾. Il ne paraît donc pas exagéré de dire que ces derniers étaient tout puissants dans le Corps de Ville, où leur autorité fut encore renforcée, quand, en 1680, la réunion des diverses corporations de marchands mit fin, entre elles, à des rivalités fréquentes ⁽⁹³⁾.

SECTION 3. — Les conflits entre Echevinage et Bailliage

§ 1. *Les « entreprises » des conseillers du roi au Bailliage de Troyes*

I. Si les marchands avaient réussi à dominer dans le Corps de Ville aux dépens des gens de justice, leur autorité pouvait cependant être tenue en échec par l'action des officiers royaux, qui, usant de leur titre d'agents du souverain, prétendaient jouer un rôle dans l'administration municipale ⁽⁹⁴⁾. Parmi eux, ceux avec qui le Corps de Ville se trouvait en contact le plus fréquent étaient naturellement les officiers du roi au Bailliage de Troyes, juges royaux de droit commun, qui précédaient les autres corps judiciaires, et dont la compétence avait été élargie par l'édit de 1551 portant création des sièges présidiaux. Ces juges, dont un grand nombre appartenaient d'ailleurs à des familles de marchands, étaient en outre, avant l'apparition des intendants, les seuls représentants du roi dans la ville, et, à ce titre, devaient exercer en son nom une surveillance sur les municipalités. Ils ne s'en privèrent pas et tentèrent de s'introduire dans l'administration du Corps de Ville.

(92) En fait, c'étaient presque toujours des marchands. De 1680 à 1692, 38 marchands et 1 bourgeois furent choisis pour échevins (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse).

(93) A. Babeau, *La ville...* ouvr. cit., p. 28, n. 5.

(94) Tous les officiers royaux s'efforçaient de porter atteinte aux privilèges de la ville et d'intervenir dans les affaires communes : qu'il s'agit par exemple des fermiers des aides (cf. arrêts du Conseil d'Etat du 28 Juin 1639 sur l'irresponsabilité des conseillers de ville et du 4 Octobre 1670 sur l'exemption de tous droits sur les vendanges des habitants de la ville de Troyes et des faubourgs., dans « *La Mairie...* », 1679, ouvr. cit., p. 83 et 165) ou des trésoriers de France de la généralité de Châlons (qui prétendirent ainsi intervenir dans la construction de l'hôtel de ville : cf. Morel-Payen, ouvr. cit., p. 10).

II. Leur dessein à cet égard était de participer aux délibérations de l'Eschevinage et de s'ériger en tuteurs des maire et échevins. Nous trouvons leurs revendications sur ce point dans une requête en règlement qu'ils présentèrent au Conseil du roi, et sur laquelle il fut statué par l'arrêt de Caen du 16 Juillet 1620 ⁽⁹⁵⁾.

L'usage était déjà établi à cette époque de réunir, pour obliger la ville, une assemblée générale des habitants composée seulement de représentants des trois principaux corps : Clergé, Bailliage et Eschevinage (art. 23) ⁽⁹⁶⁾. Les lieutenant-général et lieutenant particulier, et les conseillers

(95) Cf. *La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 43 et suiv.

(96) Dans une requête présentée au roi et sur laquelle le Conseil d'Etat donna permission d'assigner, par arrêt du 10 Septembre 1643, les Evêques, syndic et députés du clergé de la ville de Troyes, et le doyen chanoine de l'Eglise Cathédrale de ladite ville dénoncent l'attitude des officiers du Présidial. Ceux-ci se « seraient introduits aux « assemblées dudit hostel de ville et depuis peu y seraient en corps ; « leurs prétentions ayant été repoussées », continue la requête du clergé, « lesdits officiers ont supposé qu'il y avoit trois corps en « ladite ville de Troies, sçavoir celluy du Clergé, de la Justice et de « l'Eschevinage, bien que le corps dudit Eschevinage seul qui consiste « en 1 maire, 8 eschevins et 24 conseillers de ville, comprenne en « soi tous les autres corps » ; et, bien que les officiers du Présidial ne représentent « qu'une partie des officiers de la justice qui s'exerce « dans ladite ville, où il y a fort grand nombre d'autres, comme sont « les officiers de ladite Prévosté, Election..., Eaux et forêts, Trait- « teurs... et autres juridictions, ils s'attribuent le droit de faire... « seuls le Corps de la Justice, et en cette qualité... viennent en corps « auxdites assemblées ». Aussi, le corps dudit Présidial ne formant pas « un corps séparé d'avec iceluy des Nobles et Bourgeois », et lesdits présidiaux n'ayant « droit d'assister aux assemblées pu- « bliques, sinon en qualité de députés de la bourgeoisie », le clergé « demande-t-il au Conseil d'ordonner que deffences seront faictes « auxdicts Présidiaux, conformément aux arrêts contradictoires rendus « entre eulx et lesdits Maire et Eschevins, de se trouver en corps de « Présidial aux assemblées qui se pourraient faire cy après en « l'hostel de ladicte ville, sous quelque prétexte ou occasion que « ce soit » (*Archives de l'Aube*, G, 908). — En 1645, un arrêt du Conseil est venu interdire à nouveau aux gens du Présidial d'assister en corps aux assemblées du Corps de Ville en leur permettant seulement d'y assister par députés, comme les autres corporations (*Archives de l'Aube*, C, 1844). — En outre, les officiers royaux prétendaient à la présidence des assemblées de Pâques et de la Saint-Barnabé, où on procédait à l'élection du maire et des échevins (cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 23, p. 323, et ch. 24, p. 419 et 430).

au Présidial obtinrent aussi d'assister aux assemblées échevinales réunies en vue de la lecture de lettres et mandements du roi (art. 12) et à celles où étaient rendus les comptes des maire et échevins (art. 17) (97).

Les officiers royaux désiraient en même temps restreindre les pouvoirs des maire et échevins, en subordonnant la validité des délibérations de ceux-ci à leur propre autorisation, par exemple en matière de procès, d'adjudications et réparations d'ouvrages et de corvée (98).

III. L'une des « entreprises » où les officiers du Bailliage se montrèrent le plus obstinés concerne la garde de la ville. Le droit de se défendre elle-même était « un des privilèges que les habitants s'attachèrent le plus à retenir » (99), et l'Echevinage s'efforça sans cesse de sauvegarder son autorité sur la milice bourgeoise qui avait été à l'origine de l'organisation municipale octroyée par le roi à la ville de Troyes. A plusieurs reprises, le bailli et ses lieutenants tentèrent de s'arroger la juridiction de la milice, mais le Corps de Ville résista toujours avec la plus grande énergie, et le roi, arbitre suprême, à chaque fois, lui donna gain de cause.

Déjà, en 1513, signale Boutiot, « les officiers du roi » réclamaient sans succès contre le fait que la milice était

(97) Les prétentions des officiers du Bailliage allaient beaucoup plus loin, mais le roi en rejeta plusieurs : par exemple le 6^e article de leur requête qui demandait que les officiers municipaux prêtassent serment entre les mains du lieutenant général au Bailliage. (« Sa Majesté ordonne que lesdits officiers feront le serment entre les mains du Maire en la forme ancienne et accoutumée ») (cf. *La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 52).

(98) L'arrêt de 1620 conserve aux maire et échevins leur pleine liberté d'action pour conduire « les procès et autres affaires ordinaires de la ville » (art. 14), et pour « les adjudications des ouvrages » (art. 21). Au contraire, l'arrêt décide que les maire et échevins ne pourront « user de corvées sur les habitants de la Ban-Lieuë, sinon « par causes urgentes, ledit Bailly de Troyes, ou son lieutenant, et « Gens tenans le Siège présidial apelez » (art. 22). — Les officiers du roi réclamaient aussi la publication de tous les mandements du roi (art. 13). Le Conseil ordonna que ces mandements seront publiés soit « de par le Roy et lesdits Maire et Eschevins », soit « de par le Roy » et le Bailly de Troyes ou son Lieutenant, suivant l'adresse qui sera ordonnée par Sa Majesté ».

(99) A. Babeau, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 309.

entre les mains du maire » (100). De même, en 1585, le bailli ayant prétendu que lui seul avait le droit de donner le mot du guet, le maire, soutenu par le Corps de Ville, fut maintenu par le roi dans sa prérogative traditionnelle (101). En 1635, les officiers du Présidial profitèrent d'un incident (un coup d'arquebuse tiré dans une rue) pour porter atteinte aux privilèges du Corps de Ville : celui-ci s'adressa au Conseil Privé du roi qui, par son arrêt du 17 Octobre 1635, décida que « les maire et échevins pourraient souverainement et sans appel juger sur le fait des armes et les choses qui concernent le guet et la garde de la ville jusqu'à trois livres » (102). Enfin, le 19 Septembre 1668 (103), par arrêt du Conseil d'Etat, le roi, « voulant... faire cesser les contestations entre lesdits Officiers du Présidial et Eschevins de ladite Ville de Troyes, au sujet de la Garde, dont son service, et le public pourroient recevoir préjudice, s'il n'y estoit pourveu ; ... conformément aux arrêts d'iceluy rendus en pareil cas en faveur des Villes de Provins, Amboise et Soissons,... a maintenu et gardé, maintient et garde les Maire et Eschevins de ladite Ville de Troyes, en leur Pouvoir et Fonction de faire faire la Garde de ladite Ville par les Bourgeois et Habitans d'icelle, ainsi qu'ils ont accoutumé, et qu'il s'observe dans la plupart des autres Villes de ce Royaume ; Et à cet effet, deffend au Lieutenant général du Bailliage et Siège Présidial de Troyes, et autres Officiers d'iceluy, de s'immitter à l'avenir en ladite Garde, en aucune manière que ce soit » ; en même temps, dans une lettre adressée à l'intendant de Caumartin, le roi lui « Mande et ordonne... de tenir la main à l'entière et ponctuelle exécution d'iceluy, et de le faire lire, publier et afficher partout où besoin sera » (104).

(100) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 273.

(101) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 21, p. 142.

(102) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 333.

(103) *La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 104 et suiv.

(104) Il est vrai qu'à partir de 1688, le Corps de Ville dut subir l'ingérence d'un gouverneur nommé par le roi ; cependant « il conserva toujours son autorité propre sur la milice », même au temps où la politique royale fut guidée par des considérations purement fiscales (*A. Babeau*, *Le guet...*, ouvr. cit., p. 309).

Ce n'est là qu'un exemple de l'action des officiers de justice, qui, n'ayant pu mettre la main sur l'Echevinage, s'efforcèrent de réduire le plus possible son autorité ⁽¹⁰⁵⁾. D'où la fréquence de différends violents et prolongés entre le Bailliage et l'Echevinage.

§ 2. *Les conflits au sujet de la préséance*

I. Parmi ces différends, il convient de faire une place particulière à ceux qui s'élevèrent au sujet de la préséance. De nos jours, on considère le plus souvent ces questions de rang comme dénuées de toute importance, mais l'état d'esprit des hommes de l'Ancien Régime était tout différent du nôtre : les disputes de préséance au sein des assemblées étaient fréquentes et intéressaient autant que l'affaire de fond qu'il s'agissait de régler ⁽¹⁰⁶⁾.

Les querelles de préséance entre le Bailliage et l'Echevinage de Troyes ⁽¹⁰⁷⁾ se multiplièrent à partir de la création, en 1551, des Sièges présidiaux ⁽¹⁰⁸⁾. Si en effet les rangs du bailli et du lieutenant général au Bailliage n'étaient pas contestés dans les cérémonies publiques, il n'en était pas de même de celui des conseillers « au « Bailliage et Siège Présidial ». Les différends portèrent principalement sur deux points : l'ordre de marche dans les cérémonies publiques ⁽¹⁰⁹⁾ et les places respectives des officiers royaux et des maire et échevins dans la cathédrale.

(105) Par exemple, en matière de juridiction des manufactures : là encore le roi dut intervenir, sur requête des maire et échevins, contre ses propres officiers. Cf. l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 Juillet 1670 (*La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 68).

(106) *Olivier-Martin*, Cours de doctorat, ouvr. cit., p. 34-35.

(107) Cf. sur ce sujet l'étude de *Boutiot*, Querelles entre le Bailliage et l'Echevinage de Troyes à l'occasion de la préséance, p. 47 à 78, résumée dans son « Histoire de Troyes », ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 433 à 446.

(108) Il y eut des conflits à ce sujet de tout temps : ainsi l'arrêt du Parlement du 9 Avril 1538, qui réforma incidemment l'Echevinage, avait pour objet principal une querelle de préséance.

(109) En réalité, les lettres patentes de Henri II, de Mai 1559, avaient décidé, d'une manière générale, qu'« en tous actes et assemblées publiques... les Juges, Conseillers, Magistrats et Officiers des « Sièges présidiaux marcheraient les premiers et après eux, les Maires, « Gouverneurs et Eschevins des Villes et Provinces, sans qu'ils se

Ce dernier problème reçut sa solution dès 1586 : un arrêt du Parlement du 26 Avril régla un incident qui s'était produit au cours d'un *Te Deum* chanté à l'occasion de la signature de l'édit de Nemours, en accordant aux officiers du Bailliage quatre hautes chaires à droite du chœur de la cathédrale, et en autorisant le maire et le premier échevin à occuper les deux hautes chaires les plus rapprochées de l'autel situées à gauche.

L'ordre ainsi fixé fut appliqué paisiblement pendant un certain nombre d'années, notamment aux services funèbres célébrés à la mort du roi Henri IV. Mais un différend éclata de nouveau en 1618, lors du service funèbre que le Corps de Ville de Troyes fit célébrer à la cathédrale en l'honneur de la duchesse de Nevers, femme du gouverneur de Champagne. Le lieutenant général et les conseillers au Bailliage virent dans cette initiative « une entreprise contre leurs « droits et leurs prérogatives », et, des contestations s'étant élevées entre eux et les maire et échevins à ce sujet, ces derniers, avec la complicité des chanoines du chapitre de Saint-Pierre ⁽¹¹⁰⁾, firent « artificieusement avancer l'horloge de la cathédrale de près d'une heure » : aussi le service était-il commencé à l'arrivée des officiers royaux, à qui, au surplus, n'avaient été réservées que deux hautes chaires à droite du chœur au lieu de quatre, et qui, en conséquence, se retirèrent, en se contentant cette fois de verbaliser.

II. Le procès-verbal fut joint au dossier de l'instance alors en cours devant le Parlement de Paris. Le roi, « pour le bien cômun des Parties, et autres bonnes consi-

« cotoient, ne puissent cotoyer les uns les autres, ne se aucunement « meslez ». Cet arrêt ne semble pas avoir été exécuté à Troyes ; au reste, l'arrêt du Conseil du roi rendu à Caen le 16 Juillet 1620 conféra un privilège spécial aux maire et échevins de Troyes en leur permettant de marcher de front avec les officiers royaux.

(110) L'évêque et le chapitre de Saint-Pierre supportaient mal les droits des officiers royaux dans la cathédrale où ils prétendaient régir de leur propre autorité l'ordre des cérémonies. C'est pourquoi, bien qu'en désaccord avec le Corps de Ville, ils n'hésitaient pas, sur ce point, à se réconcilier avec lui, aux dépens des officiers du Bailliage.

« dérations » évoqua l'affaire en son Conseil qui, par son arrêt rendu à Caen le 16 Juillet 1620, établit des règles qui, pouvait-on espérer, éviteraient de nouveaux conflits ⁽¹¹¹⁾.

Confirmant l'arrêt du Parlement de 1586 au sujet des places à la cathédrale, l'arrêt de Caen ordonne en outre « qu'aux Processions Générales et autres cérémonies « publiques, où les Officiers du Présidial, et les Maire, « Eschevins, et Conseil de la Ville marcheront en corps, les « Officiers dudit Bailliage et Siège Présidial marcheront à « la main droite, et les Maire, Eschevins et Corps de Ville « la gauche, ainsi qu'ils ont accoustumé ».

L'arrêt décide d'autre part qu' « aux Obsèques de l'un « des Maire, Eschevins, ou autres du Corps de ladite Ville, « où lesdits Maire, Eschevins et Conseil de ladite Ville « seront mandez pour assister en corps, ils marcheront tous « ensemble en corps immédiatement après le mortuaire, « chacun d'eux en leur ordre : et après eux immédiatement « les deüils, qui seront conduits par les Officiers du « Bailliage et Siège Présidial, ou autres personnes quali- « fiées, qui y assisteront, et lesquels marcheront selon leurs « rangs et qualitez. Quand ausdites Obsèques, ils seront « entrez en l'Eglise, lesdits Officiers du Bailliage et Siège « Présidial, ou autres personnes notables qui auront con- « duit les deüils, prendront leurs places aux hautes Chaires « à main droite, et occuperont audit costé toutes les hautes « Chaires, autant qu'il y aura de places. Et à main gauche « sera ledit Corps de Ville, qui occupera toutes les hautes « Chaires, aussi autant qu'il y aura de places. Néanmoins, « advenant qu'audit costé droit il n'y eust places suffi- « santes aux hautes Chaires pour le Président, et Lieute- « nant Général, Criminel, et Particulier, ils pourront « prendre place aux hautes Chaires de la main gauche, « au-dessus desdits Maire, Eschevins, et Conseil ».

III. L'arrêt de Caen, malgré ce luxe de minutieuses précisions, ne réussit pas cependant à faire cesser les querelles de préséance entre les officiers royaux et les membres

(111) Cf. *La Mairie...* 1679, ouvr. cit., p. 43 et suiv.

du Corps de Ville. Au contraire, en 1643, lors du service funèbre célébré à la cathédrale en l'honneur de Louis XIII, les sergents des officiers du Présidial, ayant pris possession des entrées du chœur, prétendirent empêcher les maire et échevins de venir prendre leurs places, et l'un d'entre eux fut « tellement battu par un capitaine de la milice bourgeoise qu'il faillit perdre la vie ».

Fort de ces expériences répétées, le chapitre de Saint-Pierre, deux ans plus tard, décida, lors du jubilé de 1645, d'interdire l'entrée du chœur de la cathédrale, tant aux officiers du Bailliage qu'à ceux de l'Echevinage. On put voir alors les deux corps rivaux se réconcilier un instant pour forcer les portes du chœur avant de se quereller de nouveau, une fois qu'ils y furent entrés. Vains furent d'ailleurs les efforts des uns et des autres, puisque, si les conseillers au Bailliage réussirent, non sans « scènes de tumulte » entre eux et les chanoines, à obtenir les places désirées, l'évêque, aussitôt, sur l'avis du chapitre, résolut « de ne point célébrer la messe et d'aller l'entendre ailleurs » (112).

IV. Les dispositions de l'arrêt de Caen concernant la marche dans les cérémonies publiques donnèrent lieu, elles aussi, à de nombreux différends. C'est ainsi qu'en 1645, lors du service funèbre en l'honneur de Louis XIII, les officiers du Bailliage prétendirent ouvrir la marche en sortant de l'hôtel de ville, avant de prendre, conformément à l'arrêt de Caen, la droite du cortège : Les maire et échevins rejetèrent cette proposition et les deux corps se rendirent séparément à la cathédrale (113). En 1658, à la procession de l'Assomption, le maire Marceau s'étant fait accompagné de

(112) Ce conflit fut porté par le lieutenant général au Bailliage d'une part, par l'évêque et le doyen de Saint-Pierre d'autre part, devant le Parlement, qui envoya à Troyes un de ses conseillers, Clément Le Musnier, pour régler le différend.

(113) Un différend du même ordre se reproduisit en 1665, lors des fêtes célébrées à l'occasion de la canonisation de Saint-François de Sales. Le Bailliage et l'Echevinage marchant sur le même plan devaient se croiser à l'entrée ou à la sortie de la maison, trop petite pour qu'ils pussent passer de front. L'accord ne put se faire et aucun des deux corps n'assista à la cérémonie.

2 sergents porteurs de hallebardes, le lieutenant général au Bailliage contraignit ceux-ci à reprendre leur rang traditionnel.

L'année suivante, les Oratoriens ayant organisé au Tripot du Grand-Bracq, rue du Bois, la représentation d'une tragédie jouée par leurs élèves, les officiers du roi empêchèrent le spectacle d'avoir lieu parce qu'un « marche-pied » avait été construit pour les membres du Corps de Ville, alors qu'aucune place aussi honorable ne leur avait été réservée. Les maire et échevins ayant voulu résister à l'interdiction prescrite par le Bailliage, il y eut ce jour-là des incidents assez violents : dès le lendemain, le Bailliage décréta de prise de corps trois des échevins, qui durent porter d'urgence l'appel au Parlement, lequel les déchargea naturellement de toutes poursuites.

V. De même, les officiers royaux prétendaient que la publication des traités de paix était de la compétence exclusive du greffier du Bailliage. Le maire ne contestait pas ce droit, mais en 1668, il aurait voulu que la paix d'Aix-la-Chapelle fût connue à Troyes, non seulement par la voix du greffier du Bailliage, mais aussi par celle du greffier de l'Echevinage. Celui-ci commença donc de faire une seconde lecture des textes qui venaient d'être proclamés par le greffier du Bailliage, mais il en fut empêché par le lieutenant général ; et il ne réussit pas mieux devant l'hôtel de ville que du haut du grand escalier du Palais Royal ⁽¹¹⁴⁾.

(114) La publication des traités de paix avait lieu en plusieurs endroits de la ville : d'abord sur la place du Palais-Royal, puis devant l'hôtel de ville, etc., et le Bailliage, l'Echevinage et les autres principaux corps de la ville avaient coutume de se rendre en ces divers lieux en cortège. Ce jour-là, après le premier incident, le cortège s'était dirigé vers l'hôtel de ville. Mais bientôt, à l'entrée de la rue Moyenne qui était le chemin traditionnel, le Corps de Ville quitta son rang, devança les officiers de justice, croisa le cortège et se rendit à l'hôtel de ville par la Grande Rue, espérant y arriver plus tôt et publier lui-même la paix. Sa manœuvre ne réussit pas, car le cortège officiel arriva en même temps que lui, et le greffier de l'Echevinage ne put prendre la parole. Dépité, le Corps de Ville rentra à l'hôtel de ville, cessant de participer au cortège, tandis que

§ 3. *Conclusion sur l'attitude des gens de justice*

I. Ces quelques exemples nous renseignent utilement sur l'attitude des gens de justice, au même titre que les efforts qu'ils déployaient pour s'ingérer dans l'administration municipale. Les membres des corps judiciaires : officiers royaux, avocats et procureurs du roi... étaient des gens de loi : ils avaient étudié les conceptions des légistes contemporains, inspirées du droit romain, qui enseignaient que « le roi est empereur en son royaume ». Aussi voulaient-ils donner aux droits du roi une extension d'autant plus grande qu'elle coïncidait avec un accroissement de leur autorité dans leur circonscription.

« L'esprit des corps judiciaires et administratifs, écrit « Augustin Thierry ⁽¹¹⁵⁾, n'admettait qu'un droit, celui de « l'Etat, qu'une liberté, celle du prince, qu'un intérêt, celui « de l'ordre sous une tutelle absolue, et leur logique ne « faisait pas aux privilèges de la roture plus de grâce qu'à « ceux de la noblesse ».

Leur attitude, dérivant de théories très rigides, ne pouvait être qu'inflexible, quelque infime que fût le problème soulevé. C'est ainsi qu'en 1611, le premier échevin ayant voulu donner à l'assemblée générale des délégués des corporations réunie pour procéder aux élections échevinales des explications de la gestion des affaires de la ville, le procureur du roi l'interrompit aussitôt et lui remontra « que « de tels griefs ne doivent pas être exposés devant le « peuple ; que les députés des métiers ne pouvoient en être « les réformateurs, mais seulement les juges établis par le « roi : étant sous une monarchie et état royal qui leur en « attribuoit toute connaissance et juridiction » ⁽¹¹⁶⁾.

Les gens de justice, juges ou « gens » du roi, revendiquaient de ce fait l'autorité suprême et le premier rang, et

le Bailliage continua la publication de la paix aux autres endroits accoutumés. — Seize ans plus tard, le Corps de Ville prit d'ailleurs sa revanche de cet échec : il est en effet signalé qu'en 1684 le Bailliage verbalisa contre l'Echevinage qui avait publié la trêve de Ratisbonne hors la présence des officiers de justice et « contre les ordres du roi »,

(115) *Aug. Thierry*, ouvr. cit., p. 49.

(116) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 299.

ils n'admettaient pas que leurs corps dussent, en une circonstance quelconque, s'incliner devant d'autres groupements, qu'il s'agit du clergé ou du Corps de Ville.

II. C'est à cet égard qu'il convient d'apprécier les querelles de préséance entre le Bailliage et l'Echevinage, en faisant abstraction de l'état d'esprit de l'époque actuelle : Boutiot remarque justement que ces différends ne sont pas « des actes ridicules, mesquins, indignes de gens sérieux ». Mais comment peut-il y voir « la lutte de la monarchie « contre les anciennes institutions municipales » ? En réalité, les gens de justice étaient, si l'on peut dire, beaucoup plus royalistes que le roi : celui-ci s'efforçait toujours de trouver un compromis entre les deux parties ; souvent même c'était lui qui prenait la défense du Corps de Ville contre les entreprises de ses propres agents ⁽¹¹⁷⁾.

Au surplus, s'il était naturel que la bourgeoisie commerçante, partie active de la population, eût une large part dans le gouvernement de la cité, il est erroné de présenter systématiquement les différends entre le Bailliage et l'Echevinage comme une lutte entre le despotisme et la liberté. Il fut loin d'en être toujours ainsi ⁽¹¹⁸⁾. Les diffé-

(117) Le roi évoquait souvent à son Conseil les procès entre Echevinage et Bailliage en instance devant le Parlement qui avait évidemment tendance à donner gain de cause aux gens de justice. Cf. par exemple l'arrêt du Conseil du 16 Juillet 1620 ; les arrêts du Conseil du roi sur la garde de la ville et la juridiction des manufactures. « Si nos rois se montrèrent jaloux de réprimer des libertés offensives « ou menaçantes, ils ne mirent pas moins d'ardeur à protéger, à « défendre de justes droits, même contre les entreprises de leurs « propres officiers ». (*Leber*, Histoire critique du pouvoir municipal, p. 439).

(118) Le phénomène contraire pouvait même être parfois constaté, Ainsi, dans leur requête en règlement présentée au Conseil du roi, en 1620, les officiers royaux (qui certes espéraient de cette manière affaiblir le Corps de Ville) réclamaient par exemple l'élection des conseillers de ville par l'assemblée générale, la compétence exclusive de cette assemblée générale pour obliger la ville et autoriser les levées d'octrois. — De même, M. Ricomard (La Lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle, p. 286 à 293) montre qu'au XVIII^e siècle, la politique du lieutenant général de police (dont la charge créée en 1699 avait été peu après acquise par les officiers du

rends entre les gens de justice et les membres du Corps de Ville apparaissent plutôt sous l'aspect d'une lutte entre deux oligarchies : celle des gens de robe longue et celle des marchands. On peut appliquer à cet égard à la ville de Troyes cette remarque faite par Roupnel ⁽¹¹⁹⁾ dans son « Histoire de Dijon » :

« Aucune cité actuelle ne pourrait nous offrir le spectacle approché de cette juxtaposition de deux sociétés différentes qui s'opposent plus qu'elles ne se complètent et qui cependant ont vécu l'une de l'autre ».

Bailliage) fut plus « libérale » pour les « gens du commun » que celle des maires et échevins. L'auteur remarque d'ailleurs que « ce caractère libéral... se trouva accentué par l'attitude des maires et échevins, représentants de la bourgeoisie commerçante dont l'hostilité contre MM. de robe porta ces derniers à se mettre du côté des « gens du commun et du bas-peuple » (p. 532). Cette indulgence quelque peu démagogique allait même parfois jusqu'à la faiblesse, dont se plaignirent à plusieurs reprises les agents du pouvoir central (*Ib.*, p. 293).

(119) Cité par *M. Leroy*, *ouvr. cit.*, p. 53.

CHAPITRE DEUXIÈME

Rapports entre le Roi et le Corps de Ville de Troyes

SECTION 1. — Nature des rapports entre le Roi et le Corps de Ville de Troyes

§ 1. *Le principe de l'intervention*

I. Dans notre ancienne France, « les intérêts collectifs locaux n'avaient pas un droit propre à s'organiser » (1) ; ils étaient subordonnés à l'intérêt général représenté par le roi, dont la permission, expresse ou tacite, était nécessaire à la création du groupe municipal. A Troyes, ce furent les lettres patentes de Louis XI qui, en 1470, créèrent une organisation échevinale permanente.

Créées par le roi, les municipalités pouvaient être supprimées par lui, si leur fonctionnement donnait des résultats incompatibles avec la sauvegarde de l'intérêt public. Le roi n'admettait pas, par exemple, que ses « bonnes villes », auxquelles il avait octroyé des institutions propres, se servissent de celles-ci pour s'insurger contre son autorité : c'est ainsi qu'en 1589, à une époque où de nombreuses villes de France, inféodées à la Ligue, se fédéraient, sous la direction de Paris, contre l'autorité royale, il révoqua tous les privilèges de plusieurs d'entre elles, parmi lesquelles celle de Troyes (2).

D'autre part, l'usage subsista longtemps, selon lequel, au commencement de chaque règne, le nouveau roi confirmait

(1) *Olivier-Martin*, Cours de doctorat, ouvr. cit., p. 372. — Le principe est énoncé par *Beaumanoir* : « de nouvel nus ne puet fere vile » de commune ou roiaume de France sans l'assentement du roi » (Coutumes de Beauvaisis, art. 1517, II, p. 266).

(2) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 22, p. 178.

les privilèges des villes (comme d'ailleurs ceux des autres communautés) (3). Les Archives municipales de Troyes (4) contiennent une série de lettres patentes confirmant, au début de chaque règne, les privilèges, municipaux et autres, de la ville : lettres patentes de Charles VIII (11 Octobre 1483) ; de Louis XII (Juillet 1498) ; de François I^{er} (Février 1515) ; de Henri II (Août 1547) ; de François II (Octobre 1559) ; de Charles IX (Août 1563) ; de Henri III (Octobre 1575). De même, une déclaration de Henri IV (Août 1594) suivit de peu la réduction à l'obéissance du roi de la ville de Troyes, et confirma ses privilèges qui avaient été révoqués cinq ans plus tôt (5).

II. Ces interventions royales pour créer, supprimer ou confirmer les prérogatives municipales de la ville prouvent que celle-ci n'a jamais été autonome. Si au début la surveillance du roi a été plus ou moins relâchée, c'est parce qu'à cette époque le souverain, encore peu puissant, devait d'abord songer à se défendre contre les seigneurs qui le menaçaient, et était représenté dans la ville par des agents, de l'action desquels il ne tarda pas à se méfier. Mais le principe de l'intervention royale a toujours été celui de la Monarchie française (6) : « dans aucune circonstance, et « alors même que le principe semblait repoussé par le fait,

(3) S'il fut, en effet, admis de bonne heure que les ordonnances du roi défunt restaient valables sans confirmation du roi nouveau, longtemps on considéra les privilèges accordés par le souverain dans des lettres patentes, comme des actes qui lui étaient personnels et qui n'étaient donc valables que jusqu'à sa mort. De la notion encore récente de la continuité de l'Etat, les conséquences juridiques se déduisaient peu à peu et souvent non sans peine (cf. *Olivier-Martin*, Précis d'Histoire du Droit français, p. 235-237).

(4) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 7^e liasse.

(5) A partir de Henri IV, nous ne possédons plus de lettres patentes confirmatives. *Béchar*d signale qu'elles sont en moins grand nombre (Droit municipal dans les temps modernes, p. 261). La conception de la continuité de l'Etat ayant fait son chemin, on considèrerait vraisemblablement, dès cette période, que les actes royaux, quels qu'ils fussent, restaient valables sous les règnes postérieurs.

(6) Déjà Saint Louis avait réglé les questions de l'élection des maires et de la comptabilité communale (cf. *Chérue*l, Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France, I, p. 189).

« le droit de souveraineté du monarque n'a jamais pu en
 « recevoir aucune atteinte, parce qu'en France il n'a jamais
 « existé de privilèges ni de droits politiques quelconques
 « qui ne fussent originellement une délégation, une tolé-
 « rance ou un bienfait du trône » (7).

Par conséquent, si la ville constituait en quelque sorte une petite « république », ses intérêts particuliers devaient s'effacer, le cas échéant, devant l'intérêt général ; elle était subordonnée au roi, « représentant du commun profit du « royaume », à qui elle devait obéissance et fidélité. C'est pourquoi, quand le roi venait rendre visite à sa bonne ville de Troyes, le maire, en tête du Corps de Ville, se rendait aux portes de la cité et remettait les clés de la ville au souverain, qui s'empressait d'ailleurs de les lui restituer (8) : c'était au monarque personnellement que la ville était soumise, et les officiers municipaux n'acceptaient de remettre les clés de la ville qu'entre les mains du roi ou de la reine (9), et non à d'autres personnages : en 1501, Louis XII ayant recommandé aux Troyens de faire bon accueil à Marguerite d'Autriche (10), le Corps de Ville lui offrit un cadeau, mais ne lui remit pas les clés de la ville, estimant qu'« au souverain seul appartenait cet honneur ». En 1562, le duc de Nevers, nommé gouverneur de Champagne, ayant exigé la remise des clés à son entrée dans la cité, le Corps de Ville se soumit, mais décida de faire observer au duc, non sans malice, que « les clés sont pré-
 « sentées au roi et aux princes qui de suite les remettent
 « au maire, en raison de la confiance qu'ils ont dans les
 « habitants » (11).

(7) *Leber*, ouvr. cit., p. 3 et 4.

(8) Cf. par exemple pour les visites de Charles IX (1564) et de Louis XIII (1630), *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 574 et IV, ch. 23, p. 351. — En 1486, lors de la venue de Charles VIII, comme il n'y avait ni maire ni président de l'Echevinage (c'était la période d'attente pendant laquelle les lettres patentes de Louis XI étaient frappées d'opposition), ce fut l'évêque qui, à la tête du Corps de Ville, présenta les clés au roi (*Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 178).

(9) Cf. les deux visites d'Anne d'Autriche en 1630 et 1631 (*Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 351).

(10) Duchesse de Savoie, fille de Maximilien d'Autriche et petite-fille de Charles-le-Téméraire (*Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 233).

(11) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 18, p. 519.

De même, le Corps de Ville avait coutume d'envoyer des représentants à Reims, au sacre du nouveau roi, pour lui prêter serment de fidélité : ainsi en 1610, Troyes est représentée au sacre de Louis XIII par son maire, Antoine Pithou, deux échevins et deux conseillers de ville (12).

§ 2. *La pratique du gouvernement à grand conseil*

I. Le principe de l'intervention royale a pour corollaire et, en un certain sens, pour contrepartie une pratique traditionnelle de la Monarchie française : le principe du gouvernement à grand conseil. Le roi, avant de prendre une décision, avait coutume de s'éclairer sur les conditions de son action, afin de concilier les intérêts souvent contradictoires des différents groupes dont l'ensemble composait la nation. A ce titre, les villes, organismes vivants ayant des traditions propres, étaient considérées par le roi comme ses « conseillers naturels » (13).

Aussi le souverain entretenait-il des rapports personnels très étroits avec ses bonnes villes, qu'il tenait au courant des événements intéressant la nation : la correspondance entre Louis XI et les bourgeois de Troyes fut particulièrement fréquente. A partir de la création de l'Echevinage, ce fut naturellement par l'intermédiaire des maire et échevins que le roi s'adressa aux habitants de Troyes. Louis XII, par exemple, leur annonça, le 4 Avril 1502, le traité qu'il venait de signer avec le roi d'Espagne concernant le partage du

(12) En 1656 cependant, la ville de Troyes, pour s'épargner de faire face à d'aussi grosses dépenses, s'abstint de se rendre au sacre de Louis XIV. Soixante-six ans plus tard, pour le sacre de Louis XV, MM. de Ville reçurent une lettre du secrétaire d'Etat d'Armenonville leur disant qu'« ayant été averti par le lieutenant général du Baliage de Troyes que la ville n'étant pas en état de fournir aux grandes dépenses qu'il lui faudroit faire pour assister au sacre... il les dispensoit d'y aller ». Mortifié de cette prévenance, le Corps de Ville décida que le maire, 2 sergents de ville et un conseiller de ville se rendraient à Reims à leurs dépens. Au sacre de Louis XVI, en 1775, la ville fut représentée par son maire, trois échevins et le procureur-syndic (cf. *Morel-Payen*, *Les délégués de la municipalité troyenne au sacre de Louis XVI*, p. 261 et suiv.).

(13) Cf. *Olivier-Martin*, *Cours de Doctorat*, ouvr. cit., p. 387.

royaume de Naples ⁽¹⁴⁾. Les lettres missives du roi eurent souvent pour objet des événements intéressant personnellement la famille royale. Ainsi François I^{er}, par une lettre adressée de Saint-Germain-en-Laye le 22 Janvier 1521, annonçait aux maire et échevins de Troyes que la reine avait accouché d'un « beau fils » ⁽¹⁵⁾. Pendant la minorité de Louis XIII, le prince de Condé, en révolte contre l'autorité royale, avait recherché l'appui des Troyens en envoyant un député au Corps de Ville : mais celui-ci se déclara fidèle au nouveau roi, et le maire, Jean Bazin, informa celui-ci des faits qui se passaient à Troyes (17 Octobre 1615) : le 27 Octobre, de Bordeaux, Louis XIII « le remercie vivement » de ses bons avis et lui donne des nouvelles de la jeune « reine » ⁽¹⁶⁾. De même, au moment de la Fronde, le roi s'empressa d'informer la ville de Troyes de la situation, en lui demandant de repousser les ordres des princes et du Parlement ⁽¹⁷⁾. Le Corps de Ville était très flatté de ces relations directes, et quand en 1672, certaines lettres du roi lui furent adressées, pour des raisons de commodité, par l'intermédiaire du lieutenant général au gouvernement de la province, les maire et échevins protestèrent, « faisant » observer que telle n'est pas la coutume » ⁽¹⁸⁾.

II. Le roi profitait souvent de cette correspondance pour demander de l'argent à ses bonnes villes. Parfois, quand les besoins du Trésor étaient pressants et lorsque son autorité fut devenue assez forte, il les imposait d'office. Mais le plus souvent, il réclamait l'aide de la ville sous forme d'emprunt ou de « don gratuit », et la demande royale aboutissait généralement, après discussion, à une transaction. Ainsi, en 1499, Louis XII, pressé par les besoins que nécessitait la campagne d'Italie, voulut emprunter 3.000 livres à la ville de Troyes : le montant de cet emprunt

(14) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 13, p. 281.

(15) *Archives de Troyes*, *Boutiot*, AA, 48^e cart., 9^e liasse.

(16) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 311₂. — Le roi réitéra ses remerciements aux Troyens le 12 Novembre.

(17) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 395.

(18) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 429.

fut, après négociations, réduit à 2.000 livres. En 1518, c'est l'évêque qui, prié par le Corps de Ville d'intervenir en sa faveur auprès du roi, obtint la réduction du « don » demandé, de 4.000 à 1.500 livres. En 1558, le Corps de Ville s'adressa à Diane de Poitiers, favorite du roi Henri II, de passage à Troyes, et lui « recommanda les habitants à « l'égard des surtaux de l'impôt des 50.000 hommes de « pied qui pesait sur eux ». Lors du mariage de Louis XIV, Troyes fut taxée, à titre de don gratuit, pour la somme de 30.000 livres : le Corps de Ville en offrit 12.000 ; on transigea finalement à 20.000 livres (19).

Parfois le roi invitait les habitants à lui servir de caution : c'est ainsi que le 21 Avril 1568, les maire et échevins de Troyes, dûment autorisés par l'assemblée générale des habitants, se portèrent garants des engagements financiers que le roi, les membres de la famille royale et du Conseil d'Etat avaient contractés, en signant la paix de Longjumeau, envers le comte Jean Casimir (l'un des chefs protestants) et les sieurs Israël, Mintrel et Georges Obretz (20).

III. La ville était ainsi associée aux événements qui intéressaient l'Etat. En outre, sur certains d'entre eux, le roi prenait l'avis de ses représentants. En 1506, trois députés de Troyes : le procureur du roi, le maire Jean le Tartrier et le procureur des habitants se rendirent à Tours où les délégués des plus grandes villes du royaume se réunirent et prièrent « très humblement » le roi Louis XII « de traiter le mariage de Madame Claude de France, sa « fille, avec Monsieur le duc de Valois, seigneur d'Angou-

(19) Cf. sur ces emprunts, dans *Lavis*, ouvr. cit. *Lemonnier*, V, I, 38. — *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 280, ch. 16, p. 296 ; IV, ch. 24, p. 465.

(20) Il s'agissait de la somme de 1.026.421 livres, 10 sols, qui devait être payée en deux fois. Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 648, et surtout la copie des textes officiels dans *Grosley*, *Mémoires...*, ouvr. cit., II, p. 628. La paix de Longjumeau était une trêve qui mit fin temporairement aux guerres de religion.

« lème » (21). En 1575, le sieur d'Aubeterre, échevin, représenta Troyes à l'assemblée des députés des villes du royaume réunie à Paris pour donner son avis sur la convocation éventuelle des Etats-Généraux. Aux sessions d'Etats-Généraux précisément, c'étaient les députés de la ville qui jouaient le principal rôle dans la représentation du tiers-état : de 1484 à 1614, les députés du Bailliage de Troyes pour le tiers-état furent toujours des Troyens ; en temps normal, il semble qu'il ait été d'usage de désigner le lieutenant-général au Bailliage et le maire de Troyes (22).

Mais c'était la plupart du temps sur des questions économiques, pour lesquelles les bourgeois des villes étaient plus compétents, que portaient les demandes d'avis du roi. A Troyes, le problème monétaire se posait sans cesse, parce que les monnaies étrangères ou celles des provinces nouvellement annexées au domaine royal circulaient en grand nombre : d'où l'hostilité des habitants au « décri » des monnaies et au mouvement d'unification que s'efforçait de réaliser peu à peu l'autorité royale. Aussi le roi, avant de procéder à de telles réformes, toujours mal accueillies, prenait-il soin de connaître l'opinion actuelle de la ville. Tantôt, comme en 1517, l'assemblée générale des habitants de Troyes désignait 3 délégués chargés de représenter la cité auprès de François I^{er} (23). Tantôt le roi, comme en

(21) Le futur François I^{er}. Il n'est pas douteux que le roi lui-même avait suggéré à ses « bonnes villes » de lui donner ce conseil qui lui permettrait de réaliser, sans paraître en prendre l'initiative, un mariage susceptible de rattacher au domaine royal la Bretagne dont Claude était l'héritière. (*Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 239-240.

(22) Cf. pour l'assemblée de 1575, *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 20, p. 63. — Pour les Etats-Généraux, cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 169 (E. G. de 1484) ; ch. 18, p. 464-483 (E. G. de 1560) ; IV, ch. 20, p. 77-88 (E. G. de 1576) ; ch. 21, p. 163 (E. G. de 1588) ; ch. 22, p. 219-220 (E. G. de 1593) ; ch. 23, p. 304-308 (E. G. de 1614). — Cf. aussi la liste des députés à ces Etats-Généraux dans *Aug. Thierry*, ouvr. cit., appendice 2, p. 371-399. — En 1560, 1576 et 1614, les députés du Bailliage de Troyes furent le lieutenant général au Bailliage et le maire de Troyes.

(23) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 291-292. — L'assemblée générale de la ville avait désigné des avocats. Le chancelier de France lui fit savoir qu'il voulait que fussent envoyés à l'assemblée « non des avocats, mais des marchands » plus compétents sur la question. Une nouvelle assemblée changea alors les délégués.

1564, envoya à Troyes des commissaires, en l'occurrence deux généraux de la Cour des Monnaies, « pour s'informer « auprès du Corps de Ville sur l'état de la circulation « monétaire » (24).

La pratique du gouvernement à grand conseil tempérerait donc le principe de l'intervention ; subordonnée au roi, la ville était consultée sur les questions qui étaient de sa compétence, et il était ainsi tenu compte de ses intérêts.

§ 3. *La politique du Corps de Ville de Troyes*

I. L'ensemble des prérogatives que possédait la ville était garanti par ses privilèges, dont l'organisation municipale ne constituait qu'un élément, mais un élément important : le Corps de Ville de Troyes s'efforça en effet, à la fois d'obtenir des droits nouveaux et de défendre activement ses anciennes prérogatives (25).

Son premier rôle était facilité dans les cas où le souverain venait à Troyes : il était bien rare en effet que le roi ne profitât pas de sa visite dans une ville pour accorder de nouvelles faveurs à ses habitants. C'est ainsi que Troyes obtint, en 1486, lors de la venue de Charles VIII, l'exemption et affranchissement de toutes les tailles et impôts qui pourraient être levés à l'avenir. Souvent aussi le roi créa de nouvelles foires en faveur des Troyens (26).

Mais en dehors de ces circonstances exceptionnelles, le Corps de Ville de Troyes s'efforça systématiquement de racheter, au profit de la ville, tous les droits anciens qui

(24) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 587.

(25) Le Corps de Ville de Troyes attachait une telle importance au maintien des privilèges de la cité qu'un de ses soucis principaux était de conserver les chartes qui en constituaient la base. — Dès l'année de l'acquisition d'une maison servant d'hôtel de ville, en 1495, c'est-à-dire deux ans après sa constitution définitive, l'Echevinage fit construire un chartrier ou trésor « en pierres dures et en craie » pour le protéger contre les incendies. Trois ans plus tard, dans la crainte de la guerre, les chartes et titres de la ville furent mis dans un coffre portatif (cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 209 et 219).

(26) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 180. — Charles VIII créa deux nouvelles foires ; Louis XII, en 1510, et François I^{er}, en 1521, une nouvelle foire (*Ib.*, ch. 15, p. 255, et ch. 16, p. 303).

appartenaient, soit à des seigneurs, soit à l'évêque, soit à des communautés ecclésiastiques ou autres, et qui pesaient sur les habitants ou sur leur commerce ⁽²⁷⁾ ; de même le Corps de Ville demanda au roi et obtint de lui, en 1510, de prendre à ferme les impositions levées « sur la ville et « sur les pays situés à 4 lieues à la ronde » ⁽²⁸⁾.

II. Le Corps de Ville de Troyes ne fut pas moins ardent à défendre les privilèges et les usages locaux qu'à obtenir des franchises nouvelles. Il s'appliqua notamment à sauvegarder son droit de garde de la ville et les prérogatives de la milice bourgeoise ⁽²⁹⁾ ; il s'éleva à plusieurs reprises contre la présence ou même le passage des gens de guerre sur son territoire ⁽³⁰⁾ ; il défendit, lors de la rédaction de la coutume de Troyes, les privilèges de la noblesse utérine de Champagne ⁽³¹⁾ ; il « prêta toujours « l'appui le plus utile » à la juridiction consulaire ⁽³²⁾.

Pour défendre les privilèges de la ville, l'Echevinage avait divers moyens en son pouvoir. Il avait d'abord la faculté d'adresser au roi des requêtes ou des remontrances. Ainsi, en 1520, comme il était question de tenir à Sens une session de la Cour des Grands Jours, le Corps de Ville fit représenter au roi, en lui envoyant trois députés, « la grosse « injure et le grand dommage » que l'on ferait ainsi à la

(27) Citons, par exemple, le rachat du poids du roi à l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif de Sens (1491) ; le rachat de droits de passage au chapitre de Saint-Pierre et aux chapelains de Saint-Hoïde et de Sainte-Hélène (1508) ; le rachat de divers droits de péage au Bailliage de Chaumont, aux fermiers de Vitry-en-Perthois et du Vermandois (1524-1526) ; le rachat des droits de jurée (1549). Cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 192, 252 ; ch. 16, p. 337 ; ch. 17, p. 408.

(28) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 265. — La demande avait été faite sans succès une première fois en 1506 (*Ib.*, p. 242).

(29) *A. Babeau*, *Le guet...*, ouvr. cit.

(30) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 20, p. 26 ; ch. 21, p. 114 ; ch. 23, p. 366-367.

(31) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 255.

(32) *Pietresson de Saint-Aubin*, *La juridiction consulaire de Troyes*, p. 57.

ville de Troyes ⁽³³⁾. Les remontrances contre les édits sur le décri des monnaies étaient très fréquentes ⁽³⁴⁾.

Pour protester contre un acte royal qui portait atteinte à leurs privilèges, les villes, comme tous les groupements, pouvaient employer un autre moyen : l'opposition à l'édit ou aux lettres patentes du roi, portée devant toute juridiction. Le Corps de Ville de Troyes ne manqua pas d'avoir recours à ce procédé. A la fin du xv^e siècle, il s'opposa à l'enregistrement en Parlement de lettres royales autorisant les individus incarcérés pour dettes de foires, à faire cession de leurs biens et en conséquence à sortir de prison : cette décision, contraire aux usages, ne fut pas enregistrée par le Parlement, qui, par arrêt du 22 Mars 1500, donna gain de cause au Corps de Ville ⁽³⁵⁾. En 1548, c'est auprès du roi lui-même que les maire et échevins s'opposèrent à un édit créant quatre offices de conseillers au Bailliage de Troyes ; ils obtinrent un édit de suppression, que le Parlement enregistra « comme étant donné au grand et évident » profit de la *ré publicq* de cette ville » ⁽³⁶⁾. De même, en 1676, le roi ayant établi des postes de chevaux dans toutes les villes du royaume, le Corps de Ville, craignant que cette création éloignât de la contrée les denrées de consommation, joignit son opposition à celle de l'Université, et désigna un conseiller de ville, l'ancien maire Tetel, pour suivre à Paris l'instance au Conseil d'Etat du roi ⁽³⁷⁾.

Le Corps de Ville de Troyes était donc fort attaché au maintien de ses privilèges. D'une façon plus générale, il désirait voir maintenir tous les usages et se montrait d'instinct hostile à toutes les innovations. Ainsi s'explique, au xvii^e siècle, son attitude plus que réservée à l'égard des projets économiques de Colbert ⁽³⁸⁾ : qu'il s'agit de la participation des négociants de Troyes à la Compagnie des

(33) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 16, p. 297.

(34) En 1568, 1570, 1572, 1577. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 598 ; IV, ch. 20, p. 6-7 ; p. 18 ; ch. 21, p. 108.

(35) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 220.

(36) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 17, p. 409.

(37) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 25, p. 517.

(38) *Carré*, Histoire populaire de Troyes et du département de l'Aube, p. 347 ; *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 25, p. 503-507.

Indes Orientales ou des travaux de navigation de la Seine. La même hostilité à toute nouveauté avait empêché, cent ans plus tôt, l'application de l'édit royal prescrivant la réforme des poids et mesures, à l'exécution duquel les maire et échevins avaient refusé de tenir la main ⁽³⁹⁾.

« L'esprit de la bourgeoisie proprement-dite, des corporations urbaines, écrit Augustin Thierry ⁽⁴⁰⁾, était libéral, mais étroit et immobile, attaché aux franchises locales, aux droits héréditaires, à l'existence indépendante et privilégiée des municipes et des communes ».

De cet état d'esprit conservateur, la Royauté dut tenir compte, et son rôle était de s'efforcer de concilier le respect des traditions avec la nécessité des changements.

III. Il est cependant une réforme que le Corps de Ville de Troyes ne cessa de réclamer : la liberté du commerce ⁽⁴¹⁾. Cette attitude, qui s'explique par la situation de la cité et le souvenir des anciennes foires tombées en désuétude, avait surtout pour base la prépondérance de la bourgeoisie commerçante dans l'Echevinage.

La prédominance des marchands dans l'administration municipale se manifesta aussi par une attitude d'hostilité non dissimulée à l'égard du clergé, qui apparut dès le début du xvi^e siècle, lorsqu'on se rendit compte que beaucoup d'abus s'étaient introduits dans l'Eglise catholique, et que renforcèrent et vivifièrent sans cesse les conceptions modernes répandues par le mouvement de la Réforme protestante. Ces idées nouvelles trouvaient au surplus, dans cette bourgeoisie riche, aristocratique ou commerçante, qui enviait la fortune alors considérable du clergé, un milieu tout préparé à leur expansion. La politique du Corps de Ville subit l'influence de cet état d'esprit, que nous qualifierions aujourd'hui d'anticlérical. L'Echevinage de Troyes s'efforça sans cesse d'imposer les biens ecclésiastiques : aux Etats

(39) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 17, p. 440.

(40) *Aug. Thierry*, ouvr. cit., p. 49.

(41) Par exemple, en 1508, à l'assemblée des notables de 1553, aux Etats-Généraux de 1560 (cf. *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 15, p. 252 ; ch. 17, p. 439 ; ch. 18, p. 487).

Généraux de 1560, ses députés firent remarquer que le seul moyen de remédier aux difficultés financières était de toucher aux bénéfices religieux (42). La lutte se poursuivit au xvii^e siècle, et le roi dut intervenir à plusieurs reprises pour imposer à ce sujet des solutions transactionnelles (43). L'Echevinage, durant tout le xvii^e siècle, fit preuve de la même hostilité à l'encontre de l'établissement des Jésuites à Troyes, que Henri IV, le premier, avait recommandé, et qui se heurta à une telle opposition que le projet fut finalement abandonné (44).

IV. Ardents à défendre les privilèges de la cité et à en acquérir de nouveaux, soucieux d'obtenir pour eux de multiples avantages, les bourgeois riches qui dominèrent l'Echevinage, désireux avant toute chose d'éviter des troubles qui eussent été préjudiciables au commerce de la

(42) *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 18, p. 484-489. — Le Corps de Ville reçut du roi des prébendes précédemment affectées à des chapitres. — L'état d'esprit hostile du Corps de Ville s'était déjà manifesté lors de l'élimination du clergé de l'Echevinage et de l'affaire du guet (cf. *supra*, p. 68 et suiv.).

(43) Par exemple, le Corps de Ville aurait voulu que les ecclésiastiques participassent au don gratuit consenti par lui à l'occasion du mariage de Louis XIV. L'arrêt du Conseil d'Etat du 30 Juin exempta sur ce point le clergé (*Archives de l'Aube*, G, 909).

(44) Une lettre de Henri IV du 18 Mai 1604 ordonna aux maire et échevins, manans et habitans de Troyes de recevoir le collège des Jésuites. Dans une nouvelle lettre adressée le 18 Décembre 1607 au lieutenant général du Bailliage de Troyes, le roi dit que « le retardement qui a été apporté à l'exécution des lettres patentes ne nous peut être que désagréable. Vous ne ferez doncq faulte de poursuivre incontinent ledit établissement et de faire connaître aux Maire et Echevins que notre volonté est qu'on y travaille sans aucun retardement (*Lettres missives de Henri IV conservées dans les Archives municipales de Troyes*, publiées par *Boutiot*, p. 353 et 355). — Ces lettres n'eurent pas plus d'efficacité que n'en auront plus tard les recommandations de Louis XIII et de Louis XIV. — Il faut ajouter que la résistance du Corps de Ville fut encouragée par l'attitude indécise du chapitre de Saint-Pierre qui ne sembla guère favorable à l'établissement des Jésuites ; il alla même jusqu'à décider le 10 Décembre 1637, malgré l'opposition de l'évêque, de participer à une assemblée de ville, en déclarant « que l'établissement desdits Jésuites n'est pas nécessaire et partant qu'il est à propos de l'empescher par très humbles remonstrances qui seront faites à Sa Majesté » (*Archives de l'Aube*, G 1293, 1296, 1298).

ville, eurent le mérite de persévérer dans une attitude mesurée et prudente. On chercherait en vain à Troyes ces mouvements de révolte que les municipalités ont parfois suscités ou secondés dans d'autres villes du royaume.

La seule période pendant laquelle la ville de Troyes, six années durant, de 1588 à 1594, resta rebelle à l'autorité royale, fut celle des guerres religieuses de la fin du xvi^e siècle. Encore, avant d'entrer dans la voie de la rebellion, le Corps de Ville avait-il longtemps hésité, et sa prudence était d'autant plus méritoire qu'à cette époque le gouverneur de Champagne était le duc de Guise.

Il était inévitable que la ville de Troyes fût agitée par la crise religieuse du xvi^e siècle. Les protestants, de bonne heure, y avaient formé un parti important et ardent. Ils y étaient si nombreux qu'en 1557, ils possédèrent en ville leur quartier, qui, situé dans la rue Urbain-IV actuelle, prit bientôt le nom de « Petite Genève » (45). Un an plus tard, « les ministres Macart et Le Maçon allèrent y prêcher, et « Gérard de Corlieu fut délégué par le consistoire de « Genève pour y administrer l'Eglise » (46). Grosley signale en outre qu'en 1562 « la liberté des prêches, l'exemple de « l'évêque, l'amour de la nouveauté y avoient tellement « multiplié les Calvinistes qu'on compta près de dix mille « personnes à la Cène qu'ils célébrèrent publiquement aux « fêtes de la Pentecôte » (47).

Ce fort parti réformé eut longtemps une influence dans l'Echevinage, mais sa puissance même ne pouvait qu'engendrer une réaction parmi la population, en grande majorité catholique : à partir de 1562, donc, ce sont des catholiques « zélés » qui furent à la tête du Corps de Ville ; mais ils n'en firent pas moins preuve de prudence : s'ils s'opposèrent à l'exécution de divers édits de pacification, ils acceptèrent finalement, sur l'ordre du roi, la réintégration des six conseillers de ville qu'ils avaient chassés de

(45) Chanoine *Prévost*, Le diocèse de Troyes, ouvr. cit., II, p. 338.

(46) Dans *Lavisse*, ouvr. cit., *Lemonnier*, V, II, p. 222.

(47) *Grosley*, *Pithou*, ouvr. cit., I, p. 53. L'évêque auquel il est fait allusion est Caracciolo, nouvellement converti au protestantisme (cf. *Roserot de Melin*, ouvr. cit.).

leur collègue en 1562. Quelques années plus tard, ils prirent l'initiative de réunir une assemblée de catholiques et de protestants afin de déterminer les modalités d'exécution de l'édit de pacification de Saint-Germain (1571).

Le Corps de Ville s'efforça longtemps encore d'éviter les troubles : en 1576, l'armée huguenote se trouvant peu loin de la ville, il n'hésita pas à déléguer deux de ses membres auprès de son chef, le prince de Condé, pour « le supplier « de maintenir la ville sous sa protection » ; il invita en même temps le clergé à « discontinuer ses prédications », qui échauffaient les esprits. Un an plus tard, il refusa de participer à la « Sainte Ligue » qui venait de se constituer : le Corps de Ville plaçait avant tout « l'obéissance au roi », à qui il restait constamment fidèle, malgré les démarches incessantes, puis les succès militaires du duc de Guise. Il ne commença à hésiter que quand, en Mai 1588, le duc de Guise devint maître de Paris et que se posa de ce fait le problème des relations commerciales avec la capitale : cependant l'assemblée générale des habitants décida de rester fidèle au roi (48).

Un mois plus tard, le 10 Juin, le duc de Guise réussissait à s'introduire à Troyes ; le lendemain, jour de la Saint-Barnabé, Nicolas de Hault, « serviteur dévoué de sa « maison », était élu maire (49) ; le même jour, le Corps de Ville était épuré, les députés des communautés procédant, contrairement à l'usage, non seulement à l'élection de 5 échevins, mais à celle des 24 conseillers de ville, dont huit seulement furent réélus. Le 19 Juin, Troyes décidait d'adhérer à la Ligue. Désormais, et pendant six ans, il n'y

(48) Le peuple, que *Boutiot*, cette fois, appelle dédaigneusement « la lie du peuple » était, de sentiments, favorable à la Ligue. Les partisans de la modération étaient les « chefs de justice » et les riches marchands. Cf. sur la Ligue à Troyes, « Les luttes religieuses « en Champagne au XVI^e siècle », du Chanoine *Prévost* ; *Boutiot*, ouvr. cit., III et IV, ch. 18 à 21 ; les *Mémoires de Nicolas Dare*, ouvr. cit. ; cf. aussi, sur l'attitude de Jean d'Aubeterre, maire de 1586 à 1588, qui « essaya de se tenir en équilibre entre les Guisards et les royalistes « et évita de se compromettre expressément avec le parti lorrain », de *la Perrière*, *Les D'Aubeterre*, p. 175. Cf. aussi dans *Lavis*, ouvr. cit., *Mariejol*, VI, I, p. 275.

(49) Sur Nicolas de Hault, cf. de *la Perrière*, ouvr. cit., p. 13 et suiv.

eut « ville en France plus séditieuse et plaine de vengeance « contre le Roy que ceste-cy » ⁽⁵⁰⁾. En 1589, le roi révoqua tous ses privilèges.

Aussi la ville de Troyes fut-elle une des dernières du royaume à reconnaître l'autorité de Henri IV. Il est vrai que, si dans ses cahiers rédigés pour les Etats-Généraux de 1593 elle « excluait formellement Henri de Navarre, « même converti, et les Bourbons catholiques » ⁽⁵¹⁾, les membres de l'Echevinage se lassaient du déplorable gouvernement de la Ligue, préjudiciable aux intérêts du commerce : dès 1592, ils se plaignaient « de la confusion des affaires depuis quatre ans » ; le 11 Juin de cette même année, à l'ardent de Hault, avait succédé un maire plus modéré, Jean d'Aultruy. Certains échevins et conseillers de ville, Jean Paillot notamment, négociaient avec les agents du roi ; le tiers parti, éliminé des affaires, restait cependant puissant à Troyes : deux Troyens, Pithou et Passerat, avaient collaboré à la célèbre « Satyre Ménippée », qui, selon le président Hénault, « ne fut pas moins utile à « Henri IV que la bataille d'Ivry ». Ce fut finalement la reddition de Paris qui, comme l'adhésion de la capitale à la Ligue avait ébranlé la fidélité du Corps de Ville de Troyes au roi, précipita les négociations menées par Paillot et le duc de Luxembourg. Paris s'était rendu le 26 Mars 1594 ; le 5 Avril l'assemblée générale des habitants de Troyes nommait 2 députés pour assurer Sa Majesté « de la « fidélité et obéissance qu'ils lui ont vouée et promis de « jurer et tenir » ⁽⁵²⁾. Au mois d'Août suivant, Henri IV, par une déclaration, rendait aux habitants de Troyes tous leurs privilèges.

Si courte que fût cette période de troubles, où le Corps de Ville fut plus puissant que jamais, elle fut néfaste à la

(50) Mémoires de *Jacques Carorguy*, greffier de Bar-sur-Seine, p. 173.

(51) Dans *Lavissee*, ouvr. cit., *Mariejol*, VI, I, p. 369.

(52) Cf. le procès-verbal de cette assemblée générale dans *Grosley*, Mémoires..., I, p. 350 et suiv. — Cf. aussi, Mémoires de *Nicolas Dare*, ouvr. cit., p. 92-95 ; et *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 22. — Sur le rôle de Pierre Pithou auprès du roi Henri IV, cf. *Grosley*, Pithou, ouvr. cit., I, p. 325.

ville de Troyes, dont les dettes, à la fin du xvi^e siècle, dépassaient 240.000 livres ⁽⁵³⁾, pesant fardeau qui ne put être allégé que par un sévère contrôle du pouvoir central.

SECTION 2. — Les interventions du Roi

§ 1. *Le roi, arbitre des conflits entre les divers groupes de l'Etat*

I. Le roi avait donc la haute surveillance sur les villes du royaume : il était des cas où son intervention n'était pas seulement facultative, mais obligatoire. Représentant de l'intérêt général, le souverain, à la fois législateur et « source de toute justice », avait pour première fonction d'arbitrer les intérêts opposés des groupements collectifs qui lui soumettaient fréquemment, soit leurs litiges, soit des requêtes contradictoires.

C'était le roi qui, en définitive, était amené à trancher les conflits nombreux qui éclataient entre le Bailliage et l'Echevinage, entre celui-ci et le clergé, entre marchands et procureurs, par exemple. A cet égard son influence sur l'organisation même du Corps de Ville de Troyes ne fut pas négligeable au xvi^e siècle et surtout au xvii^e siècle. L'arrêt du Conseil du roi rendu à Caen le 16 Juillet 1620 ⁽⁵⁴⁾, à l'occasion d'un conflit de préséance entre les officiers du Bailliage et ceux de l'Echevinage que le roi évoqua à son Conseil, forma, avec les arrêts du Parlement du 20 Juillet 1493 et du 9 Avril 1538, la base de la constitution municipale de Troyes.

Ces interventions royales, se substituant à la compétence de droit commun du Parlement, furent loin d'être défavorables au Corps de Ville de Troyes : si le roi n'avait pas usé de son droit d'évocation, MM. du Parlement auraient vraisemblablement donné aux gens de justice la première place au sein de l'Echevinage, qui serait ainsi devenu un corps subordonné au Bailliage ⁽⁵⁵⁾.

⁽⁵³⁾ *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 22, p. 255.

⁽⁵⁴⁾ Cf. son texte dans *La Mairie... 1679*, ouvr. cit., p. 43.

⁽⁵⁵⁾ Cf. par exemple le litige, qui dura 20 ans, entre les procureurs, qui obtenaient toujours gain de cause au Parlement, et les marchands, dont le Conseil du roi satisfaisait toutes les requêtes (*supra*, p. 78-82).

II. Le roi avait une seconde fonction, celle d'imposer son autorité quand des intérêts particuliers puissants portaient atteinte à l'intérêt général. C'est en vertu de ce principe que, surtout au xvii^e siècle où grandit la puissance de son autorité, il s'efforça de régulariser la vie municipale, notamment en surveillant le recrutement des Corps de Ville.

§ 2. *Les interventions du roi dans le recrutement du Corps de Ville*

I. Le roi avait pour principe de respecter les constitutions extrêmement variées des villes ; cette abstention était naturelle, surtout quand il s'agissait de constitutions qui, telle celle en vigueur à Troyes depuis 1533, tendaient à organiser la représentation des différents éléments de la population urbaine. Mais la qualité d'un système électoral est une garantie insuffisante, car il risque d'être dévié par les intrigues auxquelles toute élection donne lieu. Aussi le roi est-il intervenu pour maintenir, au sein du Corps de Ville de Troyes, dans la mesure du possible, un certain équilibre des classes.

Il s'est fait, dans une cité commerçante dont les foires avaient eu jadis une si grande renommée, l'auxiliaire des marchands pour éviter la mainmise des gens de loi sur l'Echevinage ⁽⁵⁶⁾. Mais une oligarchie de bourgeois et de négociants s'est servie de cette aide précieuse pour y acquérir la prépondérance. Louis XIV s'émut de cette situation, et un arrêt du Conseil d'Etat du roi du 15 Octobre 1665, qui chargeait l'intendant de dresser procès-verbal « du
« nombre des conseillers, de leur qualité et affinité, des
« désordres qui en sont arrivés.. », fait état de ces préoccupations royales :

Le roi a été informé, dispose l'arrêt, « que les conseillers
« ayant la faculté d'élire ceux qui doivent succéder aux
« conseillers décédés, la plupart en avaient abusé depuis
« quelques années et principalement durant les derniers

(56) Cf. supra, ch. 1, sec. 2.

« troubles, pour se rendre plus considérables ;... qu'ils
 « n'élisent que leurs proches... afin de remplir les dites
 « charges,... de sorte que l'on peut dire présentement que
 « ce n'est presque qu'une même famille qui les exerce,
 « puisqu'il y a tel d'entre eux qui a douze ou quinze
 « parents dans l'hôtel de ville, qui n'est presque par ce
 « moyen composé que de beaux-pères, de gendres, d'oncles,
 « de neveux et de cousins germains ;... qu'il se trouve
 « quatre beaux-frères pourvus ensemble desdites charges,
 « ce qui fait qu'aux occasions les plus importantes toutes
 « ces personnes liées de parenté et d'alliance agissent
 « d'intelligence et de concert pour faire passer leurs déli-
 « bérations... ; l'expérience a fait connaître qu'il a pu
 « arriver des inconvénients très préjudiciables au service
 « de Sa Majesté et à la tranquillité publique » (57).

Les renseignements que donne cet arrêt étaient exacts, et, sur l'avis de l'intendant de Machault (58), un arrêt du Conseil d'Etat du 15 Avril 1666 aggrava les dispositions de l'arrêt de 1620, en interdisant l'accès simultané au Corps de Ville de Troyes de deux parents ou alliés, non seulement aux degrés de père ou fils et de frères, mais encore à ceux de beau-père et gendre, beaux-frères, oncle et neveu, cousins germains. Malheureusement il était plus difficile d'obtenir l'exécution de tels arrêts que de les rendre (59).

II. C'est également pour éviter les « brigues, confusions et monopoles » que le roi a souvent choisi, au XVII^e siècle, le maire de Troyes entre 3 candidats désignés par l'assemblée générale des députés des corporations. A la vérité, cette intervention ne constituait pas juridiquement

(57) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(58) Cf. supra le tableau du Corps de Ville dressé par l'intendant de Machault, p. 64-65.

(59) *Archives de Troyes*, lay. 3, 1^{re} liasse. — Cet arrêt ne semble pas avoir été appliqué ; en 1679, l'avocat du roi fit opposition à la nomination de Pierre Paillot comme conseiller de ville, parce qu'il avait un cousin germain faisant partie du Corps de Ville ; Paillot fonda sa requête au roi sur le fait que « l'arrêt de 1666... n'avoit jamais esté « exécuté ». Le Conseil d'Etat, par arrêt du 22 Mars 1679, ordonna que l'arrêt du 16 Juillet 1620 fût seul appliqué.

une nouveauté. Par une ordonnance de 1256, applicable à toutes les communes du royaume, Saint-Louis avait ordonné que celles-ci présentassent « une liste de 4 candidats entre lesquels choisirait le roi » ⁽⁶⁰⁾. Cette décision ne put naturellement pas être appliquée longtemps, à une époque où le pouvoir royal était encore très faible. Toutefois la règle de la participation du roi, concurremment avec les habitants, à la désignation du maire dans les villes qui en ont un, est formulée par le jurisconsulte Loyseau, qui, dans son « *Traité des Ordres et des Offices* », explique qu'en France, après l'élection des échevins « il n'est pas besoin d'aucune confirmation, fors pour le regard du maire en aucune des principales villes de France seulement, où il est requis qu'il soit confirmé par le roi » ⁽⁶¹⁾.

III. En fait, les premières interventions du roi eurent lieu lors des troubles civils et religieux de la seconde moitié du xvi^e siècle. En 1564, pour la première fois, semble-t-il, le roi intervint dans l'élection du maire de Troyes, en imposant la « continuation » de Claude Pinette, bien que Robert Angenoust eût obtenu plus de voix ⁽⁶²⁾. Ce fut d'ailleurs là un fait isolé qui ne se renouvela qu'en

⁽⁶⁰⁾ *Chéruel*, ouvr. cit., I, p. 89.

⁽⁶¹⁾ Livre V, ch. 7, cité par *Bécharde*, ouvr. cit., p. 423-424.

⁽⁶²⁾ *Boutiot*, ouvr. cit., III, ch. 19, p. 584-585. — Peut-être faut-il aussi rattacher cette intervention soudaine du roi à l'édit de Crémieu du 12 Juillet 1564, « qui réservait au roi le droit de choisir les « maire et échevins sur une liste de candidats élus » (dans *Lavissee, Mariéjol*, VI, I, p. 86). — Mais il ne paraît pas douteux que la cause principale de cette intervention doit être cherchée dans les troubles religieux de l'époque. Déjà, à Pâques 1562, d'Esclavolles, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, était venu faire recommencer les élections échevinales, où les corporations n'avaient pas été régulièrement convoquées et qui avaient été favorables aux « réformés » : cf. les deux témoignages, naturellement contradictoires, de *Pithou* (*Histoire ecclésiastique...*, ouvr. cit., p. 306-311) et du chanoine de Saint-Etienne de Turgis (dans une lettre à l'évêque de Bauffremont, publiée par *Det*, *Chanoines et Huguenots à Troyes* en 1562, p. 198). — Le 11 Juin 1562, les réformés s'étaient ralliés, pour écarter le maire sortant Denis de Clérey, à la candidature de Claude Pinette, mais celui-ci avait déçu les espoirs qu'ils avaient mis en lui (*Pithou*, *Histoire ecclésiastique...*, ouvr. cit., p. 335-336), ce qui explique leur vive hostilité à son égard à la Saint-Barnabé 1564.

1586, époque à laquelle royalistes et guisards attachaient une égale importance à la sympathie de la ville de Troyes ; cette année-là, le roi demanda donc aux députés des corporations de lui désigner quatre candidats, parmi lesquels il choisit le maire ⁽⁶³⁾.

IV. C'est à partir de Henri IV, à la suite des luttes civiles qui avaient laissé subsister dans les esprits un désordre durable, que la Monarchie intervint plus souvent dans la nomination du maire. Le roi Henri IV, le 1^{er} Juin 1600, écrivit à ses « chers et bien amez les Maire, Esche-
« vins, manans et habitans de nostre ville de Troyes » une lettre missive où il leur exposait le but de sa politique d'intervention ⁽⁶⁴⁾.

« Dès long temps nous sommes advertys que le désordre
« qui est de présent au maniement des affaires communes
« de nostre ville de Troyes et dont en ces dernières années
« nous a esté faict plaincte en nostre conseil procède du
« peu de soing de ceulx qui ont esté admis depuis quelques
« années aux charges de Maire et autres publicques d'icelle
« ville, négligeant le bien du peuple en la manutention des
« affaires communes de ladite ville, s'arrestant seulement
« à leurs intérêtz privez pour la commodité desquels
« néanmoins ils ne délaissent de s'introduire èsdites
« charges par voyes illicites et élections, practiques et
« brigues manifestes de la populace donnant communé-
« ment sa voix à ceux desquelz elle s'attend de profiter
« d'une bonne chère ou autre utilité. A quoy désormais

(63) Lettre de Henri III du 5 Juin 1586 (*Archives de Troyes*, lay 3, 1^{re} liasse) ; cf. *Mémoires de Nicolas Dare*, ouvr. cit., p. 48-49). — Jean d'Aubeterre, qui « essaya de se tenir en équilibre entre les guisards et les royalistes » (*de la Perrière*, ouvr. cit., p. 175) fut préféré par le roi au fougueux ligueur Nicolas de Hault et au maire sortant de Nevelet, qui, suspect de tolérance à la majorité, catholique militante, de la population, n'avait recueilli que 57 voix, alors que de Hault en obtenait 110. — Nicolas Dare signale d'ailleurs qu'aux élections échevinales de Pâques 1587, « pour obvier aux brigues du peuple », le roi demanda de même que fussent élus 16 personnes parmi lesquelles il choisit 4 échevins (*Ib.*, p. 64-65). On était donc dans une période essentiellement anormale.

(64) 25^e lettre missive de Henri IV, ouvr. cit., p. 343.

« nous sommes bien résoluz de coper cours et nous
 « réserver ainsi qu'en la plus-part des autres bonnes villes
 « de nostre royaume la cognoissance et establisement de
 « ceux qui auront esté choisis pour estre admis èsdictes
 « charges. Pour cest effect et plusieurs autres importantes
 « considérations à ce nous mouvans, nous mandons,
 « ordonnons et enjoignons très expressément qu'avant que
 « passer plus avant à la déclaration et nomination du
 « maire qui doit estre renouvelé au jour de Saint-Barnabé
 « prochain, vous nous envoyez les noms des troys conseil-
 « lers qui auront eu le plus de voix pour estre faitz maire.
 « Affin que selon qu'il s'est observé du vivant du feu
 « Roy..., des troys nous en choissions l'un et luy donnions
 « la charge de maire selon que nous l'en jugerons et
 « cognoistrons plus digne et capable... »

Trois candidats ayant été désignés, le roi choisit parmi eux Jean d'Aultruy, qu'il nomma maire « pour le témoi-
 « gnage qui nous a été rendu de son affection à nostre
 « service et l'opinion que nous avons qu'il exercera ladite
 « charge au contentement de tous les gens de bien », en
 assurant les Troyens « qu'en ceste forme d'eslection nous
 « n'avons entendu préjudicier ni nuire à vos anciens
 « privilèges auxquels nous entendons à l'avenir vous
 « conserver et vous avoir tous en telle recommandation
 « que vous aurez toute occasion de continuer en vostre
 « fidélité » (65).

Henri IV, tout en prenant des précautions de forme, intervint souvent dans les élections de la Saint-Barnabé, et fut peut-être à cet égard le roi le plus « absolu ». Il s'était donné pour tâche la reconciliation des Français, et il estimait qu'une forte autorité était nécessaire pour l'obtenir. Aussi avait-il en horreur les désordres et les intrigues qui se produisaient dans les assemblées, dont, au surplus, il se méfiait par principe (66).

(65) 26^e lettre de Henri IV, ouvr. cit., p. 344. — Cf. aussi la lettre du roi à Jean d'Aultruy, dans les *Mémoires de Nicolas Dare*, ouvr. cit., p. 103-104.

(66) Cf. *Olivier-Martin*, *Précis...*, ouvr. cit., p. 198, et, dans *Lavisse*, *Mariéjol*, ouvr. cit., VI, II, p. 34-35.

S'il laissa pleine liberté aux habitants en 1604, le 4 Février 1607, à la mort du maire Jacques Le Bé, il s'empressa, « jugeans qu'il est très nécessaire que ceste
« place soit remplye de personnes qui s'en saiche acquitter
« au bien de nostre service et contentement des habitans
« d'icelle », de désigner son successeur en la personne de Jean d'Aultruy, « cy-devant Maire de nostre dicte Ville,
« pour le temps qui reste à expirer jusques l'élection prochaine à ce conviez par les témoignages qu'il a renduz
« de son affection à nostre service et repos de ses concitoyens pendant le temps qu'il l'a exercée, nous promet-
« tans qu'il continuera de bien en mieulx » (67).

D'Aultruy mourut peu après et selon l'usage, le Corps de Ville désigna son successeur, dont les pouvoirs expirèrent le 11 Juin 1608. Mais l'assemblée qui eut lieu ce jour-là donna lieu à des « brigues », et Henri IV le reprocha vivement aux habitants :

« Ce n'a pas été sans subject que l'on nous avait adverty
« des brigues practiquées mal à propos en la recherche
« des Charges de Maire et aultres de la communauté de
« nostre ville de Troyes. Nous avons reconnu par le procès-verbal de votre dernière assemblée les partialités qui se
« sont manifestées parmi vous sur ce sujet, desquelles
« nous vous commandons et très expressément enjoignons
« de vous départir cy-après, ains de procéder sincèrement
« et d'une bonne affection et intelligence au choix de ceux
« qui plus fidèlement et soigneusement peuvent avoir la
« direction de telles charges, sur tant que vous devez avoir
« en recommandation votre propre bien et repos et
« craindre que nous n'y pourvoyions par autre voye que
« celles que nos prédécesseurs vous ont permises ».

Après cet avertissement, d'ailleurs, le roi nommait pour

(67) 38^e lettre de Henri IV, ouvr. cit., p. 353. — Les habitants s'empressèrent d'ailleurs de procéder eux aussi à la nomination de d'Aultruy, « afin que M. le Maire soit nommé par le Roi et ses habitants ».

maire Simon le Boucherat, « l'un de ceux que nous avons
« su avoir été par vous nommés pour être maire » (68).

V. Henri IV avait nettement témoigné de son intention de participer activement à la nomination du maire. Ses successeurs eurent pour règle de n'intervenir que quand les intrigues étaient telles que le « repos » public en devenait menacé.

Les députés des corporations, à partir de 1610, nommèrent en effet le maire de Troyes, sans présenter de candidat au souverain, pendant près de vingt ans. Il est vrai qu'on se trouvait alors dans une période de minorité, qui affaiblit pour un certain temps l'autorité royale. Cependant la « liberté » électorale n'était souvent qu'une apparence car elle était fréquemment anéantie par des « brigues, monopoles et confusions ». C'est ainsi qu'en 1626, « diverses personnes » se plaignirent au lieutenant criminel au Bailliage (qui dut prendre le 5 Juin une ordonnance en vue de l'élection du 11) « qu'il se faisoit
« de grandes et extraordinaires brigues, pour parvenir à
« la mairie de ladite Ville par conventicules, assemblées
« illicites, inductions, promesses, bouvettes, argent,
« menaces, intimidations et autres moyens défendus par
« les Ordonnances et Arrêts : en sorte qu'on en seroit venu
« jusques là que de semer et afficher en plusieurs et divers
« endroits, mesme ce jourd'huy, des libelles diffamatoires
« tant Imprimez qu'escrits à la main, contenant injures
« atroces, non seulement contre quelques particuliers, mais
« encore contre l'honneur et réputation d'aucunes bonnes
« familles de ladite Ville » (69).

La Saint-Barnabé fut encore plus agitée deux années plus tard. Joachim Bazin, conseiller au Bailliage et Siège Présidial de Troyes, fut nommé maire le 11 Juin, mais les

(68) 41^e *lettre de Henri IV*, ouvr. cit., p. 357. — Lors de l'assemblée de la Saint-Barnabé, l'un des corps de métiers avait donné un mandat impératif à ses délégués, ce qui était contraire à la coutume de la liberté des élections. — Simon Le Boucherat avait obtenu 72 voix contre 21 à Antoine Pithou.

(69) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart.

Députés du Corps de Ville demandèrent à la Reine Mère, remplaçant Louis XIII, alors absent de Paris, d'annuler l'élection de Bazin, due, selon eux, « à des pratiques et « monopoles suscitées par M^e Joachim Bazin... par assem- « blées du menu peuple à heure indéue, pour parvenir à « l'Eslection de sa personne en la charge de Maire ». Il est vrai que Bazin, de son côté, prétendait avoir été élu « par « la plus grande partie des communautés », et dénonçait « les violences, brigues et monopolles du président lieute- « nant général et autres officiers du Présidial, maire et « eschevins de ladite ville, émotions populaires par eux « provoquées, à dessein de faire eslire et nommer pour « Maire le nommé Marguenat » (70).

Le Conseil du roi, par arrêt du 23 Juin 1628, renvoya les parties devant le Parlement, en ordonnant à l'ancien maire Riglet de poursuivre ses fonctions qui, par arrêt du Parlement du 22 Août 1628, furent prolongées jusqu'au jour de Saint-Barnabé prochain, « auquel jour sera pro- « cédé à la nomination du nouveau maire autre que les « sieurs Bazin et Marguenat, pour cette fois et sans tirer « à conséquence ni qu'ils en soient exclus pour « l'avenir » (71).

En 1629, le roi, qui connaissait ces intrigues pour en avoir été saisi un an auparavant, se décida à intervenir, et, par des lettres de Mai 1629, il ordonna qu'on lui envoyât le procès-verbal de l'assemblée de la Saint-Barnabé et que fussent désignés trois candidats pour la fonction de maire. Le 11 Juin, trois sujets : Antoine Alin, Odard Perricard et Nicolas Lejeune, furent choisis, sans que des troubles se fussent produits, semble-t-il.

(70) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart. — L'élection du 11 Juin avait d'ailleurs eu lieu à haute voix (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 32^e reg.). — Les brigues dont on se plaignait le plus souvent semblaient consister dans le fait que les députés de certaines communautés recevaient de celles-ci un mandat impératif (dont l'élection à haute voix assurait précisément le contrôle), ce qui permettait aux divers candidats d'agir, par des procédés qu'il est facile d'imaginer, sur les diverses corporations de la ville.

(71) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

Le roi, par sa lettre du 10 Juillet, s'en félicite :

« Ce nous a été beaucoup de contentement, dit-il, que
« ladite élection se soit passée sans aucune brigue ni mono-
« poles et que les voix soient tombées sur de bons sujets »,
puis il désigne le maire. Après avoir rendu hommage à
« Antoine Alin, notre premier conseiller en notre Bailliage
« de Troyes », qui est « digne de beaucoup de considéra-
« tion tant pour sa grande probité et grande suffisance que
« pour l'affection qu'il porte au bien de notre service et au
« repos de notre dite ville », et à « Odard Perricard », qui
est « pareillement bien recommandable », il déclare :

« Néanmoins... il n'y a rien à redire en la personne de
« Nicolas Lejeune, et voyant qu'il s'est rencontré en cette
« élection beaucoup plus grand nombre de voix pour lui
« que pour les deux autres, désirant témoigner l'égard que
« nous voulons avoir à vos privilèges, nous approuvons et
« confirmons l'élection que vous avez faite dudit Lejeune
« pour être établi en la charge de Maire... » (72).

Attitude qu'il n'est pas sans intérêt de souligner : le roi ne tenait pas à s'immiscer dans les affaires municipales : il voulait seulement éviter les troubles ; quand tout se passait sans incident, il se contentait de désigner le candidat le plus favorisé.

Mais les brigues recommencèrent en 1631, où Joachim Bazin, à nouveau proclamé élu, fut invité à se justifier par l'arrêt du Conseil du 5 Juillet 1631, qui décidait que « ce-
« pendant le sieur Lejeune continuerait les fonctions de
« maire ». Dix mois plus tard, Lejeune ayant demandé à être déchargé de sa fonction, le roi écrivit à ses « chers et
« bien amez » de Troyes.

Il leur explique, dans sa lettre du 2 Juin 1632, qu'il eût
« bien désiré, en continuant à vous témoigner l'égard que
« nous voulons avoir à vos privilèges lorsque vous demeu-
« rerez dans les termes de votre devoir, d'approuver ce
« que vous aviez fait en cela pour M^e Joachim Bazin, ci-
« devant l'un de nos conseillers au Siège Présidial de notre
« dite ville, voyant que le plus grand nombre de voix a été

(72) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

« pour lui ». Mais « ledit Bazin n'ayant tenu compte de
« satisfaire » à l'arrêt du 5 Juillet dernier, le roi, qui a
d'ailleurs pris soin auparavant d'informer de sa volonté
« ceux qui nous sont venus trouver en notre Ville de Calais
« depuis peu », a « jugé à propos, pour confirmer d'autant
« plus l'assurance que nous vous avons toujours donnée
« d'approuver l'ordre de vos élections quand vous en saurez
« bien user, de vous faire entendre, par cette dépêche, que
« Nous avons confirmé, confirmons et approuvons celle qui
« paraît par ledit procès-verbal, que vous avez faite de la
« personne de M^e Odard Perricard, qui se trouve avoir
« plus de voix après ledit Bazin. Et voulons qu'il soit établi
« en ladite charge de maire, et l'exerce durant les deux
« années prochaines, ainsi qu'il est accoutumé... » (73).

Ici l'intervention du roi, pour courtoise qu'elle fût, était nette : il supprimait cette fois l'élection de la Saint-Barnabé pour éviter que se renouvellassent les troubles de l'année passée. L'assemblée eut quand même lieu, au milieu de la plus grande agitation : Bazin réussit encore à se faire élire, mais son élection fut annulée et Perricard maintenu en fonctions (74).

Perricard, qui, selon Boutiot, « appuyait la cause des
« Jésuites », n'était cependant pas impopulaire, puisque, après avoir été maire de 1632 à 1636, il fut, en 1640, celui des trois candidats présentés au roi, qui obtint le plus de suffrages. Aussi, malgré l'opposition des échevins, Louis XIII, par une lettre du 23 Juin confirma-t-il son élection :

« Nous serons toujours plus disposés, écrit-il, à vous
« conserver et maintenir en vos privilèges, reconnaissant
« par là que vous en (voulez) bien user, dont, pour vous
« en donner dès à présent un témoignage nous avons
« d'autant plus volontiers choisi M. Odard Perricard pour
« être votre maire pendant ces deux années prochaines
« qu'entre ceux que vous nous avez (présentés), il se trouve
« avoir le plus grand nombre de vos voix et suffrages, et

(73) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(74) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 329.

« aussi que sa conduite, lorsqu'il faisait la même charge,
« nous donne d'autant plus de sujet de nous en promettre
« toute satisfaction... » (75).

Le roi continua encore, pendant quelque temps, à réclamer, par des lettres spéciales adressées aux habitants de Troyes au début du mois de Juin, une liste de 3 candidats entre lesquels il choisissait le maire : tel fut le cas en 1644 et en 1650 (76).

En 1652, le roi ne demanda pas de participer à l'élection du maire, et les troubles recommencèrent. L'élection de Perricard, frappée d'opposition par les échevins et les « nobles et bourgeois » (77) fut annulée par un arrêt du Conseil du roi du 16 Juin qui ordonna de procéder à une nouvelle assemblée de ville où seraient nommées « trois

(75) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse. — Perricard avait obtenu 97 voix, les autres suffrages étant répartis entre 18 candidats, parmi lesquels le fameux Bazin (*Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 331).

(76) En 1644, 3 candidats sont encore présentés au roi qui choisit Vincent d'Aultruy. En 1646, Joachim Bazin, celui dont jadis l'élection avait été annulée à plusieurs reprises pour brigues, est nommé à nouveau, et, cette fois, le roi n'y fait aucune opposition. Deux ans plus tard, même, le prince de Conti, gouverneur de Champagne, ayant prié les habitants de continuer le sieur Bazin, et ceux-ci « ayant fait « difficulté de déférer » à cette prière, le roi, « par l'avis de la Reine « Régente, notre très honorée Dame et Mère », ordonna par lettre du 24 Juin « que ledit sieur Bazin soit continué en ladite fonction de « maire. N'entendons néanmoins que la chose soit faite par autre « forme que celle qui est conforme à vos privilèges et à l'usage « accoutumé dans vos assemblées que nous vous permettons de faire « à l'ordinaire, et sans contraincte » (*Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 331, n. 2). — L'attitude royale en cette année est difficile à apprécier, car il s'agit d'une période de minorité où apparaissent les troubles annonciateurs de la Fronde, dont Conti allait être précisément l'un des chefs. — En 1650, une lettre du roi du 1^{er} Juin demanda trois candidats : le souverain « aians sceu que le temps est « proche que vous avez accoutumé de vous assembler pour l'eslection « d'un maire de la ville ». (*Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 23, p. 331, n. 2). — Le 23 Juin, le roi « choisit et nomma le sieur Perricard qui a eu « le plus de voix, jugeant qu'il s'acquittera dignement de cette « charge,... voulant au surplus ne préjudicier en rien à vos privilèges qui vous seront toujours conservés à l'avenir » (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse).

(77) « La nomination ayant été faite contrairement au règlement « de l'an 1493 qui ordonne qu'après le temps de deux ans expiré, le « Maire ne pourra être continué plus d'une fois ».

« personnes pour Maire, dont Sa Majesté fera le choix de
 « celui qu'elle jugera le plus capable sur le rapport qui
 « lui sera fait... des procès-verbaux de ladite assemblée, et
 « sans tirer à conséquence pour ne pas préjudicier aux
 « privilèges des habitants de ladite Ville qu'elle lui conserve
 « en leur entier » (78).

La « campagne électorale » fut probablement très agitée, puisqu'une ordonnance du lieutenant criminel au Bailliage du 21 Juin fit « deffences... à toutes personnes de quelque
 « qualité et condition qu'ils soient, de briguer la nomination de ladite charge de Maire ; aller ny venir par les
 « rues, de jour ou de nuict à cet effect... Et à toutes personnes de se trouver à ladite assemblée qu'ils n'aient
 « droict d'eslire, et ne soit député de son Collège ou
 « Communauté, ou par nostre ordre et permission » (79).

L'élection eut lieu le 24 Juin, et, par lettre du 1^{er} Juillet adressée à « MM. les Eschevins de la Ville de Troyes », « le
 « Roy..., ayant vu que des trois nommés, savoir Denise, Perricard et Michelin, ledit sieur Denise, Maître particulier des Eaux et Forêts, avait eu le plus de voix :
 « Sadite Majesté, voulant conserver à ceux de ladite ville
 « leurs libertés et privilèges, l'a choisi pour Maire » (80).

VI. Après 1652, la situation semble être redevenue normale. Pendant près de vingt ans, aucun incident ne se produisit ; le maire, élu pour deux ans, étant continué une seule fois, régulièrement, sans que le roi eût besoin d'inter-

(78) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse.

(79) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart.

(80) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 1^{re} liasse. — Où Boutiot a-t-il vu que l'élection donna 92 voix à Petitpied, 89 à Denise, et 74 à Perricard et à Michelin ; ce qui l'oblige à expliquer que Petitpied, pour une raison que d'ailleurs il ne précise pas, « ne put être maire conformément à l'arrêt du Conseil » ? (*Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 423). — Pourtant, si l'on se reporte au registre de la délibération de l'assemblée du 24 Juin (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 40^e reg.), on peut constater que les voix se répartirent ainsi : Denise 95 ; Perricard 89 ; Petitpied 74 ; Michelin 74 ; ce dernier fut ensuite, dans une assemblée du seul Corps de Ville réuni en chambre d'Echevinage, choisi de préférence à Petitpied, comme 3^e candidat à présenter au roi.

venir. Ainsi se succédèrent comme maires : Pierre Denise (1652-1656) ; Pierre Marceau, Grenetier au Grenier à sel de Troyes (1656-1660) ; Denise (1660-1664) ; Nicolas Vigneron, avocat du roi en l'Élection de Troyes (1664-1668) ; Nicolas Vauthier, Bourgeois (1668-1672) ⁽⁸¹⁾. Louis XIV laissa donc, en général, les habitants de Troyes désigner leur maire, sans participer à la nomination. Rares furent ses interventions. On peut signaler toutefois qu'en 1672, trois candidats lui furent présentés, parmi lesquels il choisit, malgré l'opposition des marchands, Denis Tetel, avocat du roi au Bailliage ⁽⁸²⁾. Deux ans plus tard, il est vrai, un incident eut lieu à l'assemblée de la Saint-Barnabé, présidée selon l'usage par le maire sortant. Les deux candidats, sur le nom desquels les électeurs portèrent leurs voix, étaient Tetel lui-même, à l'élection de qui les marchands s'opposaient de nouveau, et Nicolas Vauthier, qui était écarté par le lieutenant général au Bailliage parce que son fils était déjà échevin. Tetel obtint finalement le plus de voix et se proclama élu : les oppositions furent portées au roi qui, après avoir examiné le procès-verbal rédigé par l'intendant de Miromesnil, retint l'opposition des « juges consuls et marchands » contre le sieur Tetel « à cause de sa qualité de notre avocat audit Présidial », et,

(81) Alors que la plupart des échevins sont des marchands, les maires sont le plus souvent des bourgeois ou même appartiennent à des corps aristocratiques ou judiciaires. (Cf. la liste des maires dans *La Mairie... 1679*, ouvr. cit., p. 151 et suiv.). — Serait-ce là l'effet d'une intervention discrète du roi par l'intermédiaire de l'intendant ? A cette question, on ne saurait répondre par l'affirmative, car nous n'avons aucune trace écrite d'une telle ingérence. Ce qu'on peut regretter dans les rares interventions de Louis XIV, c'est le langage employé par le roi, moins familier, plus « administratif » que celui de ses prédécesseurs (cf. par exemple la lettre aux habitants au sujet de la nomination de Vauthier comme maire (cf. *La Mairie... 1679*, ouvr. cit., p. 123).

(82) Cf. l'ordonnance de l'intendant de Caumartin, du 9 Juin 1672, prescrivant à l'assemblée générale de la Saint-Barnabé de « nommer « en toute liberté et présenter au Roy trois personnes du nombre des « vingt-quatre conseillers de ville qui soient capables de remplir la « charge de Maire afin que Sa Majesté en puisse choisir un des « trois » (*Archives de Troyes*, BB, Suppl.). — Cf. aussi *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 430.

rejetant celle de son procureur au Présidial contre le sieur Vauthier, désigna celui-ci comme maire ⁽⁸³⁾. Ce fut là le dernier incident avant 1692. Jusqu'à cette date, le roi se contenta de se faire communiquer par son intendant le procès-verbal de l'assemblée de la Saint-Barnabé : il n'est plus question de lui présenter trois candidats ⁽⁸⁴⁾.

Il n'y eut donc pas à Troyes, au XVII^e siècle, un effort continu et systématique de la Royauté pour acquérir le monopole de la nomination du maire. Il semble même qu'à cet égard Louis XIV ait été plus « libéral » que Henri IV ⁽⁸⁵⁾. Cette situation dura jusqu'à 1692, date à partir de laquelle des considérations d'ordre différent sont venues modifier profondément la politique royale.

(83) Cf. les lettres de cachet du roi à son lieutenant général au Bailliage de Troyes et à ses « très chers et bien amez » les habitants de Troyes, du 23 Juillet 1674 (*La Mairie... 1679*, ouvr. cit., p. 121-124). — Il convient de rappeler, au sujet de l'opposition du lieutenant général au Bailliage à la nomination de Vauthier, que celui-ci avait déjà été maire lorsque, en 1668, avaient éclaté entre l'Echevinage et le Bailliage les incidents que l'on sait (cf. supra, p. 90) à l'occasion de la publication de la paix d'Aix-la-Chapelle.

(84) Les délégués des corporations désignaient librement le maire, sans soumettre « 3 sujets » au roi. Ainsi en 1688 François Rollin fut élu sans concurrent par 116 voix. En 1692, Perriard fut élu par 143 voix contre 5 à Blampignon (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 4^e cart., 6^e liasse).

(85) Il est juste d'ajouter que Henri IV fut roi à une époque encore troublée, alors qu'au Siècle de Louis XIV, régna l'ordre le plus complet.

Troisième Partie

LES RÉFORMES DU XVIII^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

Le Corps de Ville de Troyes de 1692 à 1765

SECTION 1. — Les créations et rachats successifs des offices municipaux

§ 1. *Base fiscale de la politique royale*

Au xvii^e siècle, le roi s'était efforcé, tout en respectant les privilèges des villes, de régulariser la vie municipale et d'en corriger les abus. Au xviii^e siècle, l'attitude royale fut souvent subordonnée à une politique d'expédients. Pour subvenir aux besoins d'argent qui le pressaient, le roi, à plusieurs reprises, a érigé en offices vénaux les charges de maires, échevins et autres officiers municipaux. Ces mesures successives fournissaient des fonds au Trésor : ou bien, en effet, des bourgeois riches se rendaient acquéreurs des nouveaux offices, ou bien c'étaient les villes elles-mêmes qui les rachetaient et à qui le roi, moyennant finances, rendait volontiers le droit d'élire leurs administrateurs. Le résultat, dans les deux cas, n'était pas conforme à la politique pratiquée par la Royauté avant 1692, car dans l'une ou l'autre éventualité, c'était une oligarchie fortunée qui s'emparait ainsi, directement ou indirectement, du pouvoir municipal.

La base fiscale de ces opérations, fréquentes, désordonnées et contraires au principe d'une bonne administration, ne fait aucun doute. Le roi avait bien invoqué, dans le premier de ces édits, en 1692, l'utilité de créer des maires perpétuels, tant pour mettre fin aux « intrigues et cabales » auxquelles donnaient lieu les élections municipales que pour assurer une plus grande stabilité dans l'administration des villes (1). Ce n'étaient là que des prétextes, qu'il était peut-être habile de mettre en avant, mais que le roi lui-même ne prenait pas au sérieux (2). Les historiens, au surplus, quelle que soit leur opinion sur la politique royale vis-à-vis des libertés municipales, insistent tous sur le caractère fiscal et non politique de l'édit de 1692 et de ceux qui l'ont suivi (3).

(1) *Albert Babeau* (La ville..., ouvr. cit., p. 184 et 193) remarque aussi qu'« en enlevant aux magistrats royaux la présidence des « assemblées municipales l'édit de 1692 avait considérablement « réduit la suprématie que les bailliages et les autres juridictions « s'arrogeaient sur les corps municipaux » et les « écartait de la « gestion des revenus et charges des villes ».

(2) Dans le préambule de l'édit de Septembre 1714, qui portait suppression des offices de maires et d'échevins créés par les édits de 1692 et 1704, le roi reconnaît le caractère fiscal de ceux-ci : « Les « conjonctures et la longue durée des guerres que nous avons soutenues nous ayant mis dans la nécessité de recourir aux moyens qui « pouvoient nous procurer des secours extraordinaires pour les « dépenses auxquelles nous nous sommes trouvés engagés, nous avons, « pour ménager le zèle et la force de nos sujets, préféré à tout « expédient celui de créer différents offices dont la vente devait nous « donner ces secours et dont les fonctions pouvoient être d'ailleurs « utiles et nécessaires » (*Isambert*, Recueil général des anciennes lois françaises, tome 20, n° 2261, p. 637). — Cf. de même l'édit d'Août 1722 créant à nouveau les offices municipaux : le roi, cette fois, ne dissimule pas la véritable cause de cet édit : « La nécessité de « pourvoir au paiement exact des arrérages et au remboursement des « capitaux des dettes de l'Etat nous a obligé à chercher les moyens « les plus convenables pour y parvenir ; et il ne nous a point paru « d'expédient plus sûr et moins onéreux à nos peuples que le rétablissement des différents offices supprimés depuis notre avènement » (*Isambert*, ouvr. cit., tome 21, n° 270, p. 209).

(3) « Un coup d'état fiscal plutôt que politique..., un expédient « financier » (*Aug. Thierry*, ouvr. cit., p. 227-230). — « pur expédient « de finances » (*de Tocqueville*, ouvr. cit., p. 64). — « Mesures de circons-
« constances auxquelles le besoin d'argent avait plus de part que
« la politique » (*Leber*, ouvr. cit., p. 475). — « Un bon moyen de
« remplir le Trésor » (*Lavis*, ouvr. cit., VIII, I, p. 157). — « un

§ 2. *Les rachats des offices municipaux*

Cette politique d'expédients ne produisit que confusion dans l'organisation municipale.

I. Dans chaque ville du royaume, un édit de 1690 avait déjà créé un office de procureur du roi et un office de greffier ⁽⁴⁾ ; l'édit d'Août 1692, qui érigea en office héréditaire la charge de maire ⁽⁵⁾, n'apporta d'abord guère de changements à Troyes, puisque le maire Nicolas Perricard, qui avait été destitué le 2 Janvier 1693 en exécution de l'édit, reprit ses fonctions le 20 Février suivant, ayant acheté le nouvel office pour 50.000 livres ⁽⁶⁾. Cependant Perricard étant mort peu après, la charge fut acquise pour 33.000 livres, des héritiers Perricard, par Nicolas Lyon, procureur en la Prévôté de Troyes, qui, installé le 31 Mars 1695, resta maire perpétuel jusqu'à sa mort, en 1709 ⁽⁷⁾.

La longue durée des guerres dans lesquelles la France était engagée à la fin du règne de Louis XIV donnait lieu à des besoins d'argent de plus en plus pressants : un édit de Mai 1702 créa partout des offices de lieutenants de maire,

« but fiscal » (*Funck-Brentano*, ouvr. cit., p. 462). — « Un plan « fiscal » (*Esmein*, Cours élémentaire d'histoire du Droit français, p. 594). — En 1692, Louis XIV avait besoin d'argent... Il trouva le « système commode et l'exploita... Cette fluctuation suivait les « besoins du Trésor, car c'était toujours un expédient fiscal » (*Chénon*, ouvr. cit., II, p. 479-481). — « Un des procédés habituels de la « finance » (*Marion*, ouvr. cit., p. 388). — « L'introduction de la « vénalité et de l'hérédité des offices municipaux au moment de la « plus grande gêne du Trésor royal » (*Perrot*, ouvr. cit., p. 484). — « La véritable cause de leur création était dans les embarras financiers causés par les guerres ou la mauvaise administration » (*A. Babeau*, La ville..., ouvr. cit., p. 76). — On peut donc dire que « l'opération, simple expédient financier, se ramenait à un emprunt « forcé sur les villes » (*Olivier-Martin*, Précis..., ouvr. cit., p. 336).

(4) *Isambert*, ouvr. cit., tome 20, n° 1373, p. 106.

(5) *Isambert*, ouvr. cit., tome 20, n° 1464, p. 158.

(6) *Duhalle*, Mémoires historiques et chronologiques des Antiquités de la Ville de Troyes, I, p. 433. — *Boutiot* (ouvr. cit., IV, ch. 26, p. 601) indique 30.000 livres. — *La Mairie...*, 1679, brochure anonyme (p. 187), 40.000 livres.

(7) *Duhalle*, ouvr. cit., I, p. 433.

qui furent d'ailleurs supprimés à Troyes dès l'année suivante, par arrêt du Conseil d'Etat du 27 Novembre 1703, moyennant le paiement par la ville de la somme de 12.000 livres ⁽⁸⁾.

Mais l'édit de Janvier 1704 porta une atteinte plus grave à l'organisation municipale existante. Il créa en effet notamment 4 offices d'échevins et abrogea les 4 autres charges d'échevins ainsi que celles de conseillers de ville : aussitôt le maire perpétuel, les échevins de Troyes et le procureur du roi se réunirent en assemblée consulaire et offrirent, le 6 Février, 20.000 livres au roi pour le rachat de ces offices. L'arrêt du Conseil d'Etat du 21 Juin 1704 accepta le rachat, en majorant toutefois la somme offerte, décidant que les offices seraient supprimés moyennant le versement de la somme de 36.000 livres payable en trois annuités ; il stipulait en outre, conformément d'ailleurs aux propositions de l'assemblée consulaire du 6 Février, que le nombre des échevins de Troyes serait à l'avenir réduit à 4, et celui des conseillers de ville, progressivement à 12 ⁽⁹⁾.

Seule donc la charge de maire continuait à n'être plus élective. Mais les membres du Corps de Ville de Troyes, malgré la multiplication des édits fiscaux ⁽¹⁰⁾, guettaient le

(8) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse.

(9) Aucune destitution de conseiller de ville ne fut ordonnée ; l'arrêt stipulait seulement que « vacation arrivant par mort, il ne « serait procédé à aucune nomination jusqu'à ce que le nombre de « 24 eût été réduit à 12 ». — Quant aux échevins, l'arrêt décidait « qu'à la première élection, qui sera faite à Pâques 1705 et à « l'avenir, il ne serait élu que 2 échevins (toujours nommés pour 2 ans) chaque année » (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse). — Le paiement pour le rachat des offices ordonné par l'arrêt, qui devait se terminer selon lui le 1^{er} Octobre 1706, n'était pas intégralement effectué à cette date. Néanmoins les charges municipales restèrent électives : Un arrêt du Conseil d'Etat du 26 Février 1707 ordonna seulement le paiement des 9 000 livres, restant de la créance, dont la quittance fut délivrée le 29 Avril. (*Archives de Troyes*, Ib.).

(10) « Un édit de Décembre 1706 créa des maires alternatifs et « triennaux » (*Chénon*, ouvr. cit., II, p. 480). A Troyes, c'est François Régnier qui fut nommé maire alternatif en 1707 ; Pierre Bourbon fut choisi comme second maire alternatif, tandis que Claude de Mauroy fut pourvu de l'office de lieutenant du premier maire alternatif (*Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 26, p. 602). — D'autre part, il convient de signaler qu'un édit de Mars 1709 étendit aux offices d'échevins le système de l'alternance triennale (*Chénon*, ouvr. cit., II, p. 480).

moment où il leur serait possible de la racheter. L'occasion se présenta à la mort de Nicolas Lyon (1709). Le 28 Janvier 1711, le Corps de Ville de Troyes passa un traité avec la Veuve Lyon, à qui il rachetait la charge de maire moyennant la somme de 31.000 livres (11). Ce traité, bien que rejeté par l'assemblée générale du 21 avril 1711 (12), fut homologué par arrêt du Conseil d'Etat du 19 Mai 1711 (13),

A Troyes, cet édit n'eut aucun effet : des négociations s'engagèrent avec le Corps de Ville, et l'arrêt du Conseil d'Etat du 14 Avril 1711 accepta les offres faites par la ville de Troyes de payer la somme de 9.000 livres « pour la finance de la réunion au Corps de Ville des « 2 offices d'échevins alternatifs et triennaux ». Le Conseil d'Etat avait d'ailleurs permis, par un arrêt du 10 Mars 1711, le paiement de ces 9.000 livres par le produit du doublement du droit de rouage et péage, dont la jouissance était accordée à la ville pour sept années (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse).

(11) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse.

(12) Cette assemblée était composée des députés des corps et communautés, y compris les chapitres de Saint-Pierre, Saint-Etienne et Saint-Urbain et tous les corps judiciaires (on sait qu'ordinairement ces derniers, sauf les conseillers au Bailliage, ne comparaissaient que par l'intermédiaire des délégués des « nobles et bourgeois »). — Chose curieuse, la communauté des marchands (de nombreuses corporations de marchands s'étaient réunies en 1680, puis 1687) avait décidé, la veille, « à la pluralité des voix », de se déclarer hostile à la réunion de l'office de maire au Corps de Ville (*Archives de l'Aube*, C 1845). Ne s'agirait-il pas d'une réaction des petits marchands, peut-être incités par les officiers du Bailliage, contre les riches négociants, ceux de la « première classe », qui avaient la prépondérance dans le Corps de Ville ? Si la question peut être posée, c'est que nous savons que « les assemblées générales (de la communauté des marchands) étoient si nombreuses que les Gros Négociants et Ceux « qui par leur expérience étoient le plus en état de bien conduire la « Communauté n'y étoient point écoutés : les moindres d'entre eux « y dominoient et se rendoient toujours les maîtres des délibérations, par rapport au nombre qui étoit infiniment supérieur » (Requête présentée par les Grand Garde, Gardes et Notables de la Communauté des Marchands, 1752, cf. *Archives de l'Aube*, C 1934). De fait, après l'arrêt du 5 Juillet 1680, sur l'élection des Grand Garde et Gardes de la communauté des marchands, « les marchands « de la première classe étaient... arrivés à leurs fins, et, conséquence « inévitable, ils abusèrent parfois de cette situation privilégiée » (*Morin*, Participation des artisans aux affaires publiques avant la Révolution, p. 8).

(13) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse. Le Conseil d'Etat ordonnait que la somme de 31.000 livres fût prise sur le doublement des droits de rouage. — A la suite de la décision imprévue de l'assemblée générale du 21 Avril, les « Echevins et officiers du Corps « de Ville » s'étaient empressés de présenter une requête « au Roy

puis approuvé par l'assemblée générale du 26 Novembre 1711 ⁽¹⁴⁾. Si l'on néglige la réduction du nombre des échevins et des conseillers de ville — réforme de détail —, l'organisation municipale de Troyes redevenait à cette date ce qu'elle avait été vingt ans plus tôt.

II. Mais, bien que l'édit de Juin 1716 eût « supprimé » mé partout tous les offices municipaux sans exception », et « rendu à toutes les villes... la liberté qu'elles avoient » d'élire et nommer des maire et échevins » ⁽¹⁵⁾, « une » grande expérience fiscale avait été faite » ⁽¹⁶⁾, et le roi y eut encore recours six ans plus tard. En 1722, la débâcle encore récente du système de Law avait porté « atteinte au » « crédit » et provoqué « la perte de la confiance publique »,

« en son Conseil » où ils exposaient que la vente « d'abord fixée à » « 49.000 livres est ramenée à 31.000 livres, à condition que cette » « vente et la réunion de ces offices à la ville seroient confirmés par » « arrêt du Conseil.... Les supplians ont rendu compte de cette négociation dans une assemblée,... convoquée dans la confiance qu'elle » « y seroit approuvée comme très avantageuse à la ville, tant par » « rapport à la réunion qu'à la modicité du prix de 31.000 livres » « payables en six années, au lieu de 49.500 livres de finance réelle » « et actuelle... Cependant dans cette assemblée qui fut tenue par le » « lieutenant criminel du Bailliage où il présida et recueillit les » « voyes au préjudice de l'exclusion que luy donnent les Edits, déclarations, arrests et réglemens, se trouvant appuyez par les officiers » « de la milice bourgeoise qui sont actuellement en procès avec la » « ville et qui s'y trouvèrent en plus grand nombre qu'ils n'avoient » « été convoqués, on s'opposa à la réunion de ces offices..., ce qui » « n'arriva que parce que ceux qui se trouvèrent à cette assemblée » « n'ont point droit d'assister à celles qui se font pour l'élection des » « Maires, ce qui les rendoit indifférents pour cette Réunion, dans » « laquelle les nobles, bourgeois et communautez qui sont les seuls » « intéressés n'y furent point mandez » (*Archives de l'Aube*, C 1845). Si les termes de cette requête semblent présenter une part de vérité (notamment en ce qui concerne la représentation élargie des corps judiciaires et des officiers de la milice bourgeoise), sa dernière affirmation est inexacte : toutes les communautés étaient représentées à l'assemblée générale du 21 Avril (cf. le procès-verbal de cette assemblée aux *Archives de l'Aube*, C 1845).

(14) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse. Seuls les députés du chapitre de Saint-Urbain et le procureur du roi se seraient déclarés hostiles au rachat. Curieuse volte-face, si l'on compare cette décision à celle prise sept mois plus tôt.

(15) *Isambert*, ouvr. cit., t. 21, n^o 173, p. 117.

(16) *Aug. Thierry*, ouvr. cit., p. 230.

bref « un ébranlement social » (17) : le roi, par l'édit d'Août 1722 « créa et rétablit » en bloc tous les offices municipaux (18), dont, à Troyes la valeur totale fut fixée à 675.000 livres (19). Aussitôt la ville s'efforça de les racheter : un arrêt du Conseil d'Etat du 26 Juillet 1723 permit aux maire et échevins d'emprunter dans ce but la somme de 100.000 livres (20) ; le rachat fut réalisé par des lettres patentes de Louis XV du 20 Février 1724, qui vendaient les offices municipaux à Edme Bidault (21). L'interruption

(17) *Bainville*, ouvr. cit., I, p. 273.

(18) *Isambert*, ouvr. cit., t. 21, n° 270, p. 269. — Cette fois, le roi ne cachait pas dans le préambule, le but purement fiscal de l'édit.

(19) *Boutiot*, ouvr. cit., IV, ch. 26, p. 603. — Cette valeur paraît considérable : elle était évidemment très exagérée, si l'on songe qu'elle était calculée de telle sorte que les gages annuels des offices ne représentaient que 2 % du capital. Ainsi les gages des deux offices de maires (ancien et alternatif), étaient fixés, pour chacun, à 2.160 livres, ce qui représentait un capital de 108.000 livres. La finance des offices de maire, dit une requête adressée par les maire et échevins demandant une réduction pour leur rachat, a été fixée « en triplant les sommes auxquelles ont été fixées les anciennes « finances de ces offices » (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse). Visiblement, le roi exagérait ses demandes parce qu'il se doutait qu'il lui faudrait transiger. De fait, l'ensemble des offices fut racheté par la ville pour 349.000 livres ; la finance de chacun des deux offices de maire, en particulier, fut réduite de 108.000 livres à 50 000 livres (*Archives de Troyes*, Ib.).

(20) *Archives de Troyes*, Delion lay. 3, 2^e liasse. — L'emprunt fut décidé dans une assemblée consulaire, et non générale, du 30 Août 1723. Son succès en ville fut d'ailleurs tout relatif, et les maire et échevins écrivirent même au roi pour se plaindre à lui que personne, « par méfiance », ne veut de l'emprunt qu'ils ont émis en vue de permettre le paiement de 349.000 livres (*Archives de l'Aube*, C 1845).

(21) « Les villes qui rachetaient les charges de maire (ou d'échevins et autres officiers municipaux) étaient obligées de les faire « enregistrer au nom d'un titulaire que, dans le langage de la « jurisprudence, on appelait l'homme vivant et mourant. C'était lui « qui payait les droits fiscaux, et, s'il venait à mourir, il fallait lui « donner un remplaçant pour payer de nouveau » (*A. Babeau*, *La ville...*, ouvr. cit., p. 81). En l'occurrence, Edme Bidault était l'homme vivant et mourant, et l'arrêt de 1724 prenait soin de préciser que pendant la vie dudit Bidault les élections et nominations des officiers municipaux continueraient d'être faites « comme avant la création « et rétablissement des offices ». — Le rachat des offices municipaux avait au surplus donné lieu à un incident entre le Corps de Ville et les Officiers du Bailliage, par suite des attributions conférées par

apportée au système électif fut donc courte : Duhalle signale que le maire élu, Toussaint Goualt, continua même ses fonctions durant cette brève période ⁽²²⁾.

III. Les offices municipaux, qui avaient été supprimés dans toutes les villes du royaume en Juillet 1724, furent rétablis par l'édit de Novembre 1733 pour faire face aux dépenses que nécessitait la guerre de Succession de Pologne ⁽²³⁾. Cette fois, les maire et échevins de Troyes, peut-être lassés par le recours abusif du roi à l'expédient, montrèrent moins d'empressement à payer le prix de ces offices : « comme on étoit en retard pour lever les dits offices, le roi, pour les y obliger, établit et nomma par commission », en Mars 1735, Gaston-Jean-Baptiste Motet, son procureur au Bailliage, comme maire, et 2 échevins ⁽²⁴⁾. La pression fut efficace, puisque, deux mois après, un arrêt du Conseil d'Etat du 17 Mai décida que « pour la somme de 208.000 livres, la ville continuerait de procéder de la manière accoutumée à l'élection de ses officiers, à condition de nommer un sujet pour être pourvu de tous les dits offices » ⁽²⁵⁾. L'« homme vivant et mourant » fut

l'édit de 1722 aux officiers municipaux qui portaient atteinte aux prérogatives des officiers du Bailliage. D'où opposition de ceux-ci à l'arrêt du 26 Juillet 1723. L'accord se fit le 6 Septembre : les officiers municipaux se déportèrent des prérogatives à eux attribuées par l'édit de 1722, et les officiers du Bailliage se déportèrent en conséquence de leur opposition au rachat des offices. Ces « concordats » furent homologués par arrêt du Conseil d'Etat du 25 Janvier 1724, qui précisait que les « fonctions, privilèges, rangs... » des officiers municipaux continueraient d'être réglés suivant les anciens arrêts, « notamment celui rendu au Conseil à Caen le 16 Juillet 1620 » (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse).

(22) Duhalle, ouvr. cit., I, p. 434.

(23) Duhalle (ouvr. cit., I, p. 435) explique : « Le Roi, à l'occasion de la guerre qu'il soutenoit contre la Czarine, l'Empereur et l'Electeur de Saxe, lequel prétendoit à la couronne de Pologne, au préjudice du roi Stanislas, père de la reine de France, qui y avoit été appelé par les Etats, créa de nouvelles charges municipales pour l'hôtel de ville de Troyes ».

(24) Duhalle, ouvr. cit., I, p. 435.

(25) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse. — Le prix du rachat est de 208.000 livres et non 288.000 livres, comme l'écrit Boutiot (ouvr. cit., IV, ch. 26, p. 604).

Edme Sibille, qui obtint, le 4 Février 1738, une lettre en forme de provision ; mais il mourut le 15 Avril 1753, alors que le paiement, qui se faisait par annuités, n'était pas encore intégralement effectué : la ville dut donc nommer un autre « homme vivant et mourant » en la personne de Jean-Baptiste Blanchard, et payer en supplément, « pour le droit de huitième denier » la somme de 6.355 livres. Moyennant quoi, l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 Août 1755 « maintint et confirma » la ville dans « la possession et « jouissance » des dits offices (26).

SECTION 2. — « Stabilité réelle »

de l'organisation municipale de Troyes au XVIII^e siècle

§ 1. Maintien du système électif

« Au milieu de tous ces changements apparents, beau-
« coup d'ailleurs de stabilité réelle » : cette remarque faite par Marion (27) s'applique fort bien à la ville de Troyes.

Il y eut certes, de 1692 à 1710, un maire perpétuel, mais à partir du rachat de cette charge, le maire fut sans cesse élu conformément aux règlements et aux usages (28). Ainsi se succédèrent Pierre Paillot, écuyer (1712-1716), Antoine Blampignon, bourgeois (1716-1719), Toussaint Gouault,

(26) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse. — *Archives de l'Aube*, C 1845. — La ville dut encore payer peu après la somme de 8.666 livres pour être dispensée de l'obligation de donner un « homme « vivant et mourant », imposée à toutes les villes du royaume par arrêts du Conseil des 24 Décembre 1759 et 17 Mai 1760. — Après la réforme de 1764-1765, les offices furent encore rétablis en 1771 : la ville, cette fois encore, les racheta (cf. infra, ch. 2).

(27) *Marion*, ouvr. cit., p. 389.

(28) Comme à la fin du XVII^e siècle, on prit l'habitude de continuer le maire, mais de le continuer une fois seulement. Pratiquement donc, le maire était élu pour 4 ans. Mais la formalité de la continuation subsista toujours. *Boutiot* a tort quand il dit : « depuis « l'élection en 1712 de M. Paillot, elles n'eurent plus la régularité « d'autrefois. Au lieu de 2 ans, la mairie de M. Paillot en dura 4 » (ouvr. cit., IV, ch. 36, p. 604). *Courtalon* précise en effet que Pierre Paillot fut continué maire pour 2 ans à la Saint-Barnabé 1714 (ouvr. cit., II, p. 406) : cf. le procès-verbal de l'élection du 11 Juin 1714 aux *Archives de Troyes*, BB (suppl.). — Juridiquement cependant, cette

bourgeois (1719-1724) ⁽²⁹⁾, Pierre Rolin, bourgeois (1724-1728), Jean Paillot, écuyer, subdélégué à l'Intendance de Champagne (1728-1732), Louis de Mauroy, écuyer (1732-1739) ⁽³⁰⁾, Antoine Camusat, bourgeois (1739-1743), Nicolas Rémond, écuyer (1743-1747), Eustache Gouault, bourgeois (1747-1751), Jean Berthelin, bourgeois (1751-1755), Claude Galien, conseiller du roi (1755-1759), Nicolas Camusat, colonel de la milice bourgeoise (1759-1765) ⁽³¹⁾.

continuation paraissait interdite depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 Mai 1711 qui décidait que le maire ne pourrait être continué que si les comptes des deux années de sa mairie étaient rendus (or il est évident que ces comptes ne pouvaient être rendus dès le jour de la Saint-Barnabé). Le lieutenant général au bailliage prétendit faire appliquer cette règle strictement, et, notamment en 1718, il prit, le 3 Juin, une ordonnance prescrivant « que la nomination des maire « et échevins se ferait dans les assemblées générales en présence des « officiers du roi..., avec défenses de continuer celui qui remplit la « charge de maire après les deux années de son exercice, ny d'élire « de nouveau ceux qui ont été cy-devant Maires, qu'ils n'ayent rendu « compte de leur administration » (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse). La conséquence de cette décision fut qu'il n'y eut pas d'élection de maire cette année-là et que Antoine Blampignon, maire depuis 1716, resta en fonctions jusqu'à la Saint-Barnabé 1719.

(29) Malgré l'édit de 1722 rétablissant les offices, Toussaint Gouault resta maire jusqu'au rachat de ces offices par la ville. C'est pourquoi il fut en fonctions 5 ans au lieu de 4.

(30) Cette dérogation à la coutume résulte du rétablissement des offices municipaux par l'édit de 1733. De Mauroy avait d'abord, comme Gouault en 1722, été maintenu dans sa fonction. Mais, en Mars 1735, le roi, pour exercer une pression sur la ville, nomma comme maire son procureur Motet, qui ne resta d'ailleurs en fonctions que trois mois : Louis de Mauroy redevint maire le 11 Juin 1735. Il fut encore continué le 11 Juin 1737, malgré l'opposition des officiers du Bailliage, qui prétendaient que le fait de nommer un maire pour la troisième fois consécutive était contraire à l'usage. Ce que reconnaissaient les maire et échevins, qui répliquaient que l'usage n'était pas en cause, puisque la durée de la fonction de de Mauroy avait été interrompue par l'éphémère mairie de Motet (*Archives de l'Aube*, C 1844).

(31) Camusat fut en effet continué selon la coutume en 1761. Mais, contrairement à la constitution municipale, il n'y eut pas d'élections en 1763. Un mémoire adressé au secrétaire d'Etat Bertin le 9 Juillet 1765, demandant l'exécution immédiate des récents édits royaux, s'en plaignit avec indignation : « Lors de l'élection à faire en « 1763, le lieutenant d'une des Compagnies de la Ville avait verbal- « ment demandé aux Maire et Echevins place et séance pour sa « Compagnie à la prochaine élection ; sur quoi, dans la huitaine de « cette demande, les Officiers Municipaux obtinrent du Conseil des

Les échevins se sont succédé avec une régularité non moins grande. L'édit de 1704 les ayant réduit de 8 à 4, deux furent élus chaque année à l'assemblée de Pâques. Les seules années où l'élection n'eut pas lieu furent 1704, 1710, 1723, 1734, époques de peu postérieures à la création ou au rétablissement des offices municipaux : cette lacune était réparée l'année suivante, par l'élection de 4 échevins au lieu de 2. Après 1704, la prépondérance des « notables marchands et bourgeois » fut également maintenue dans la même proportion, un échevin sur quatre seulement appartenant aux gens de robe longue (32).

Le mode de recrutement du Corps de Ville subsista, lui aussi, sans modification : les députés des corporations continuèrent à participer à l'élection des maire et échevins (33); les conseillers de ville furent de leur côté, toujours élus conformément à l'arrêt du 16 Juillet 1620 (34).

§ 2. *La puissance accrue des riches marchands et les demandes de réformes*

I. Si les créations successives d'offices vénaux affectèrent peu la constitution municipale de Troyes, elles eurent cependant pour conséquence de consolider le pouvoir exclusif de la bourgeoisie commerçante sur le Corps de Ville.

« Dépêches un Arrêt qui ordonnoit que leur Requête seroit communiquée aux parties, toutes choses demeurant en état. Cet énoncé ordonnoit assez clairement qu'il fût procédé à l'ordinaire à l'élection ; mais les Maire et Echevins aimèrent mieux s'en servir pour se conserver au timon de l'administration ; ils ne convoquèrent point d'assemblée pour l'Election, et depuis 1759 jusqu'à ce jour ils règnent » (*Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 498).

(32) Les *Archives de Troyes* contiennent les procès-verbaux des élections d'échevins pour chaque année de 1692 à 1764 (Boutiot, AA 1^{er} cart., 6^e liasse). — Signalons aussi que, parfois (rarement d'ailleurs) à l'assemblée de la Saint-Barnabé le maire sortant annonçait que le maire à élire devait « être de robe longue » (ainsi lors de l'élection comme maire du conseiller du roi Galien, en 1755 : *Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg.).

(33) Cf. *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse ; *Archives de l'Aube*, C 1844.

(34) Il n'y a pas eu d'élections de conseillers de ville de 1701 à 1713 par suite de l'application de l'édit de 1704 qui réduisait progressivement leur nombre de 24 à 12.

Dès 1680, les diverses corporations de marchands s'étaient réunies en une seule communauté ⁽³⁵⁾. Au XVIII^e siècle, le roi, agissant en sorte que le Corps de Ville rachetât les offices créés par lui, dut ménager les riches négociants qui étaient à sa tête, et dont il renforça ainsi indirectement la puissance. Certes cette situation, qui eût produit au XVI^e siècle des conséquences désastreuses, avait moins d'inconvénients depuis que l'intendant exerçait son contrôle sur l'administration municipale ⁽³⁶⁾.

Quoi qu'il en soit, les marchands « de la première classe » accrurent leur prépondérance au sein de l'Echevinage. C'est ainsi qu'avant les élections du maire et des

(35) *Archives de l'Aube*, C 1934. — En fait, « la communauté unie des marchands merciers et drapiers de la ville de Troyes » ne fut véritablement constituée que vers 1694-1695, par la réunion de deux groupes, déjà existants, de marchands, celui des marchands merciers, grossiers, joailliers, quincailliers, lingiers, toiliers..., et celui des marchands drapiers, chaussetiers (*Archives de l'Aube*, E 1114). Au XVIII^e siècle, les marchands épiciers firent également partie de la communauté unie des marchands (*Archives de l'Aube*, C 1934). Aussi à cette époque, « le corps des marchands réunis » était divisé en 6 parties : marchands drapiers ; marchands orfèvres, marchands merciers ; marchands épiciers, apothicaires et droguiers ; marchands bonnetiers ; marchands pelletiers et fourreurs (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse). Il convient de remarquer que cette distinction correspond à la composition des « Six Corps des marchands de Paris », qui groupaient, comme à Troyes, l'aristocratie commerçante (cf. *Olivier-Martin*, L'organisation corporative de la France d'ancien régime, p. 120-122). Cette division ne semble d'ailleurs pas très stricte. Ainsi l'arrêt du Parlement du 12 Août 1765 (cf. *infra*, ch. 3) fait allusion à une requête à lui adressée par la communauté des marchands merciers, drapiers, joailliers, bijoutiers, épiciers et bonnetiers.

(36) Un arrêt du Conseil d'Etat pris le 6 Avril 1680 sur le rapport de Colbert avait assaini la situation financière de la ville de Troyes, en fixant ses dettes à 139.559 livres, dont le paiement devait être fait sans intérêt en 9 années et 9 paiements égaux (cf. le texte de cet arrêt, *Bibliothèque de Troyes*, cab. loc., 3622). — Le même arrêt fixait les dépenses annuelles de la ville, limitant les gages des officiers municipaux à 11.393 livres. — C'est à cette même époque que Colbert entreprit son œuvre de codification qui comprend notamment les deux édits de 1683, dont l'un posa le principe de la correspondance entre les recettes régulières et les dépenses ordinaires, et l'autre subordonna à l'autorisation du roi le droit pour les villes de lui envoyer des députations et d'intenter des procès (cf. *Olivier-Martin*, Cours de doctorat, *ouvr. cit.*, p. 379-381). Le peuple était ainsi, dans une certaine mesure, protégé contre les abus de l'aristocratie municipale.

échevins, les membres du Corps de Ville prirent l'habitude de se mettre d'accord sur le ou les noms du ou des candidats à proposer à l'assemblée générale des délégués des corporations (37).

II. Les gens de justice ne manquèrent pas de dénoncer cette domination, et, au XVIII^e siècle, ils demandèrent à plusieurs reprises au roi d'élaborer une nouvelle constitution municipale. L'action était naturellement menée par les officiers du Bailliage : l'acquisition qu'ils avaient faite dès le début du XVIII^e siècle de la lieutenance générale de police créée en 1699 leur permettait d'ailleurs d'exercer indirectement une certaine surveillance sur le Corps de Ville (38).

Dès 1713, MM. du Bailliage se plaignirent du procédé par lequel étaient nommés les conseillers de ville. Bientôt ils demandèrent l'annulation de l'élection, faite le 26 Novembre 1717, des sieurs Le Grin, Dufour et Taffignon, invoquant notamment que la formalité de la convocation préalable de tous les anciens échevins n'avait pas été accomplie et que les membres du Corps de Ville n'avaient « fait appeler que « ceux qui estoient leurs parents, leurs amis et quelques

(37) Ces assemblées « clandestines » ont été souvent dénoncées par les gens de justice. Par exemple, quand le lieutenant général au Bailliage, le 11 Juin 1737, s'opposa à la continuation « pour la 3^e « fois », du sieur Louis de Mauroy comme maire, il basa aussi son opposition sur le fait que le 7 Juin, il avait été tenu « un Comité du « Corps de Ville dans lequel on s'estoit fixé par avance sur le choix « d'un maire, et que ce choix estoit tombé sur le sieur de Mauroy : « que ces assemblées privées estoient irrégulières et ne tendoient qu'à « détruire les Loix municipales en attribuant au Corps de Ville seul « un droit d'élection qui appartenoit à tous les Corps et Communautés ». Les maire et échevins répondirent, il est vrai, que cette assemblée du 7 Juin avait eu pour but d'envoyer les billets d'invitation à tous les corps de métiers, conformément à l'arrêt du 16 Juillet 1620 (*Archives de l'Aube*, C 1844). Mais cette réponse est une preuve supplémentaire de la régularité de telles assemblées préparatoires, où il n'est pas douteux que MM. de Ville discutaient de l'élection prochaine.

(38) Le lieutenant général de police assistait aux délibérations du Corps de Ville ; ses attributions mêmes supposaient une collaboration étroite entre l'Echevinage et lui, collaboration qui donna souvent lieu à des conflits parfois violents (cf. *Ricommard*, ouvr. cit., et surtout p. 277-287).

« marchands, qu'on a mesme exclu tous les anciens Eche-
« vins de Robbe et Nobles et Bourgeois » (39). L'arrêt du
Conseil d'Etat du 27 Mars 1719 n'en confirma pas moins
l'élection (40).

III. Il ne s'agissait là, au surplus, que d'un incident
qui se reproduisait fréquemment. Ce qu'il convient de noter
à son sujet, c'est que les corps de justice, auxquels s'associa
le corps des nobles et bourgeois — fait nouveau qui té-
moigne du degré de prépondérance qu'avaient réussi à
acquérir les marchands — profitèrent de cette instance
pour présenter au roi, le 23 Août 1718, un placet réclamant
une réforme municipale.

Dans ce placet, les suppliants « remontrent très humble-
« ment » au roi « que depuis 30 ou 40 années la Commu-
« nauté particulière des Marchands de la Ville de Troyes,
« ou plutôt ceux qui en composent la première classe, non
« contents de tenir sous leur joug cette Communauté parti-
« culière, se sont proposé d'y assujettir toute la Ville.

« Pour y parvenir..., ils n'ont point trouvé de voie plus
« courte et plus assurée que celle qui pouvoit les conduire
« à s'emparer de l'administration des affaires publiques ;
« et dans cette vue, s'étant rendus maîtres des élections,
« il se sont fait successivement appeler aux charges muni-
« cipales.

« Il est vrai que pour laisser au Public un reste apparent
« de sa liberté ils y ont admis avec eux quelques-uns des
« Supplians ; mais en si petit nombre, que, l'autorité Muni-

(39) *Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse. — En réalité, l'élection avait été régulière, comme devait le reconnaître l'arrêt du Conseil d'Etat. 8 notables et 8 anciens échevins avaient été appelés pour, avec MM. de Ville, élire les conseillers de ville (cf. le procès-verbal de l'assemblée du 26 novembre 1717, *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse). — Il faut cependant remarquer que depuis 1713, on ne trouve sur les procès-verbaux que les noms de 8 notables et de 8 anciens échevins, alors que, avant 1701, y figuraient les noms de tous les anciens échevins qui désignaient parmi eux les 8 électeurs. Cette modification de forme ne semble-t-elle pas indiquer que tous les 16 notables étaient, en fait sinon en droit, choisis par les membres du Corps de Ville ?

(40) Déjà en 1713, l'élection de 2 conseillers de ville Pierre Gaulard et Jean Matagrín avait été frappée d'opposition par MM. du Bailliage (*Archives de Troyes*, Delion, lay. 3, 2^e liasse).

« cipale leur demeurant toujours entière, on peut dire
« qu'ils ne l'ont fait que pour couvrir leur usurpation par
« des voies plus spécieuses.

« De cette usurpation,... s'en sont suivis tous les désor-
« dres que l'on en pouvoit craindre... ».

Aussi viennent-ils « supplier très humblement » le roi
« d'arrêter le cours de ces désordres, en fixant par un
« Règlement général la proportion qui doit être gardée dans
« l'exercice des Charges municipales de la Ville de Troyes
« entre tous les habitans capables d'y être admis.

« La justice de cette proportion dépend de son égalité et
« cette égalité ne se peut trouver que lorsque ces charges
« municipales seront distribuées pour les trois quarts aux
« supplians et l'autre quart aux marchands... ».

S'efforçant de justifier leurs prétentions, les Supplians
déclarent qu'il « est certain » qu'ils sont « trois fois en
« plus grand nombre que les Marchands », et ils le « prou-
« vent » en énumérant les « différens états » de la ville de
Troyes :

Ils en éliminent d'abord le clergé et les artisans : « Le
« Clergé entroit autrefois dans les Charges Municipales ;
« mais par de sages considérations il a cru devoir y renon-
« cer. Les Artisans en ont été perpétuellement exclus par
« l'incapacité que ce nom emporte avec soi ». Restent donc
« les Gentilshommes, les Officiers de Justice, les Gens de
« Robbe, Bourgeois et Marchands ».

« Les Marchands », dit le placet, « sont divisés en cinq
« classes ; ceux des trois dernières n'ont point eu de part
« aux élections, c'est-à-dire, pour éviter l'équivoque, n'ont
« point rempli les Charges Municipales ; on peut même
« pousser cette exclusion jusqu'à ceux de la seconde, qui
« n'y ont été appelés qu'autant qu'ils se sont trouvés
« parens ou en état de servir à l'ambition de ceux qui com-
« posent la première.

« Reste donc la première Classe composée de 20 ou 30
« marchands, tous parens ou alliés, presque également
« avides de l'autorité ; ce qui a rempli souvent l'Hôtel de
« Ville de familles entières ; voilà où peut se réduire le
« nombre des marchands ».

Les Suppliants invoquent encore l'« usage observé dans
« toutes les villes voisines, comme Châlons, Chaumont,
« Langres, Provins, dont les Hôtels de Ville sont plus rem-
« plis de Gentilshommes, Officiers, Bourgeois que de
« Marchands. Il en est de même à Lyon, Bordeaux, Rouen,
« Orléans, Toulouse, Villes beaucoup plus marchandes que
« Troyes... » (41).

IV. Ce placet n'eut aucun résultat, du moins immédiat ; l'arrêt de 1719 le passa même sous silence. Aussi des conflits se reproduisirent-ils.

Le 10 Juin 1728, une assemblée consulaire décida, sur la proposition du maire Rolin, par 9 voix contre 6, de différer l'assemblée de la Saint-Barnabé qui, le lendemain, devait élire un maire, « jusqu'à ce qu'on ait informé le Conseil de
« la brigue de quelques-uns de MM. les Officiers de
« Bailliage et de Police », qui avaient, dit la délibération,
« sollicité les jurés et gardes des différentes Communautés
« de cette Ville pour les engager à nommer pour Nouveau
« Maire... celui qu'ils leur indiqueroient » (42).

(41) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart. — Au XVIII^e siècle, les marchands de Troyes étaient en effet divisés en 5 classes selon leur fortune, classification dont l'intérêt était vraisemblablement d'ordre fiscal (cf. le Rosle de la Communauté des Marchands, *Archives de l'Aube*, E 1211). Si l'on consulte ce rôle, on constate en effet que la plupart des noms des marchands connus pour avoir participé à l'administration municipale figurent dans la première classe et subsidiairement dans la seconde. Citons ceux dont il a été précédemment question : Pierre Rolin, Louis de Mauroy, Antoine Camusat, Eustache Gouault, qui tous ont été maires de Troyes ; Nicolas Dufour, Jean Gouault, qui ont accompli la fonction de premier échevin ; Gabriel Taffignon, Jean Matagrín, sont des marchands de la première classe. Dans la 2^e classe, on trouve Jean Berthelin qui fut maire.

(42) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 49^e reg., f^o 93-94. — Les officiers du Bailliage et de police avaient en effet convoqué les gardes d'un certain nombre de communautés d'artisans ; ils leur recommandaient de « ne point engager leurs suffrages » (ce qui était très légitime et laisse supposer que la pression ne venait pas seulement des gens de robe longue, mais aussi des échevins) ; mais ils en profitaient pour leur promettre de leur rendre des services et les inviter plus ou moins discrètement à venir prendre leur avis avant l'élection du 11 Juin. Les esprits devaient d'ailleurs être échauffés, car la même pression avait été exercée aux élections échevinales de Pâques (cf. les déclarations des gardes des différentes communautés dans *Morin*, Un cas de pression électorale à Troyes en 1728).

Cette fois, le roi se décida à intervenir, et il envoya à Troyes un commissaire en la personne de Claude Fagnier, trésorier général de France. Celui-ci fit procéder à l'élection le 10 Septembre (43).

Fagnier profita de son séjour à Troyes pour concilier les prétentions contradictoires des membres du Corps de Ville et du Bailliage : les négociations aboutirent à un arrangement signé le 25 Septembre 1728, par lequel MM. de Ville et du Bailliage se déclaraient d'accord pour réclamer au roi une nouvelle constitution municipale ; selon ce projet, le Corps de Ville devait être composé d'un maire, choisi parmi les conseillers de ville, une fois sur trois parmi les personnes de robe longue, et les deux autres fois parmi les nobles, bourgeois et marchands ; de 6 échevins, dont 2 de robe longue et 4 nobles, marchands et bourgeois ; et de 15 conseillers de ville, dont 5 de robe longue et 10 nobles, marchands et bourgeois « tirés » du collège des anciens échevins (44).

V. Malgré l' « unanimité » qui, dit l'arrangement, s'était réalisée sur ce projet, celui-ci ne vit jamais le jour. La constitution traditionnelle fut gardée, et les marchands conservèrent dans le Corps de Ville une suprématie (45),

(43) Jean Paillot, subdélégué de l'intendant, fut élu à l'unanimité moins 4 voix qui se portèrent sur le nom du marchand Dufour. L'élection avait eu lieu à haute voix. Tous les délégués des corporations, y compris les 15 députés de la communauté des marchands, nommèrent Paillot. Les 4 voix obtenues par Dufour sont celles de membres du Corps de Ville, en particulier du premier échevin Gouault qui prétendit en vain que « les officiers de justice doivent être exclus « de la place de maire ». Il ne paraît pas douteux que le commissaire du roi ait exercé une certaine pression sur les députés des communautés. En plus de cette pression, il faut aussi faire état, comme le remarque M. Morin (Un cas de pression électorale, ouvr. cit.), de « la « jalousie des communautés de la ville qui voyaient avec peine celle « des marchands, ou plutôt de la première classe de ceux-ci, composée d'une trentaine d'individus, accaparer toutes les charges municipales ».

(44) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 49^e reg., f^o 99 v^o et suiv.

(45) Le roi, cependant, s'efforçait d'éviter que la fonction de maire fût occupée par un « homme de parti ». Ainsi, en 1732, le ministre Chauvelin écrivit à l'intendant de Champagne la lettre suivante : « Monsieur, le sieur Dufour, marchand à Troyes, paroist avoir des

qui devint de plus en plus grande ⁽⁴⁶⁾. Le gouvernement de cette aristocratie de fortune était souvent autoritaire et parfois même tyrannique ⁽⁴⁷⁾.

Cette prépondérance, au fur et à mesure qu'elle augmentait, devenait de plus en plus intolérable ; et il est remarquable que les députés des corps et communautés, constatant vraisemblablement le rôle passif qu'on leur faisait jouer, devenaient de moins en moins assidus aux assemblées

« vues pour la place de maire dont l'élection doit se faire le 11 Juin prochain. On est informé que c'est un homme de party. Il ne conviendrait point dans cette place. Vous aurés agréable de vous assurer par luy mesme s'il y pense, et suivant l'exigence, vous aurés agréable ou de l'en détourner sur la considération de son âge avancé et de ses infirmités, ou de lui donner l'exclusion s'il persiste. Vous me ferés part de ce qui se passera à cet égard ». (*Archives de l'Aube*, C 1844, cité par A. Babeau, *La ville...*, ouvr. cit., p. 72). Babeau ajoute : « Le sieur Dufour n'essaya pas de résister ; s'excusa avec esprit en disant que, depuis quarante ans qu'il était conseiller de ville, il connaissait mieux que personne la peine et les désagréments de la fonction de maire ».

(46) A titre d'exemple, on peut citer le rôle joué au XVIII^e siècle dans le Corps de Ville de Troyes par les Gouault, famille de « marchands bourgeois » (cf. de la Perrière, *Les Gouault*, p. 115 à 240, et surtout p. 183 et suiv., concernant la branche de Toussaint Gouault, maire de Troyes, et dont le fils Eustache, fut lui aussi maire).

(47) Grosley, avocat, il est vrai, dresse dans son « Farrago » un portrait peu flatteur du marchand drapier Jean Berthelin, maire de Troyes de 1751 à 1755 : « Fils d'un père qui avait fait deux banqueroutes, ayant commencé sa maison avec huit mille francs, et son savoir-faire, il a laissé cinq à six cent mille francs ». Devenu maire, « il conserva le gouvernement de l'hôpital et porta dans celui de la ville l'esprit de despotisme avec lequel il menait les affaires des pauvres, faisant arbitrairement les comptes et les dépenses, après s'être rendu maître des bureaux par lesquels tout cela avait à passer... Souple et rampant devant les grands et auprès de tous ceux qui pouvaient le servir ou lui nuire, il traitait avec la plus grande dureté le peuple et tous les petits qui avaient à faire avec lui » (*Morel-Payen*, Grosley et les Troyens de son temps d'après son *Farrago*, p. 22-24). — Il apparaît d'autre part, toujours selon Grosley, que, quand les maires n'étaient pas des marchands bourgeois, ceux-ci, qui dominaient le Corps de Ville, s'arrangeaient en sorte que la place fût occupée par des personnages médiocres qui laissaient le pouvoir réel aux échevins : ainsi Nicolas Rémond, « homme nul et paresseux » qui aimait mieux laisser faire que de mettre la main à la besogne » et « le bon M. Gallien » (*Ib.*, p. 22).

électorales, où l'unanimité était la règle ⁽⁴⁸⁾. La représentation de tous n'était donc plus, en fait, assurée. Une réforme devenait chaque jour plus nécessaire. Les gens de justice la réclamaient depuis longtemps.

Le 8 Juin 1759, c'étaient les corps des officiers de la monnaie et de l'élection de Troyes, qui signifiaient aux maire et échevins leur volonté d'être représentés chacun par quatre députés à l'assemblée prochaine de la Saint-Barnabé, et qui exprimaient leur désir de voir mettre fin aux abus et établir un nouveau règlement municipal, dans des termes plus mesurés, et, semble-t-il, d'une manière plus exacte que les corps aristocratiques quarante ans plus tôt ⁽⁴⁹⁾ :

Ces officiers critiquent tout d'abord les vices du mode d'élection des maire et échevins : « Les différents abus qui
« se rencontrent si souvent dans tout ce qui concerne
« l'administration des affaires de cette Ville par les Maire
« et Echevins et les Conseillers de l'Hôtel commun de ladite
« Ville, ne proviennent que des défauts de précautions et
« de forme dans le choix des membres destinés à composer
« le corps, et dans les élections de ses membres : défauts
« qui lui sont occasionnés parce que la plus saine partie
« des Citoyens n'est pas convoquée en nombre suffisant
« pour coopérer à ce choix et à ces élections, rectifier et
« balancer autant qu'il seroit important de le faire pour
« le bien public, les avis et suffrages donnés dans les
« diverses affaires de ce district, par des personnes qui,
« par état ou leur jeunesse et par un manque d'expérience,
« sont hors d'état de pouvoir rien faire à l'avantage du
« public... »

Puis ils dénoncent les conséquences de l'inaltérabilité des conseillers de ville : « On peut encore trouver la cause
« des inconvénients et des abus de l'administration des

(48) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 6^e liasse et BB, Suppl. — *Archives de l'Aube*, C 1844. — Ainsi on compte 120 électeurs aux élections échevinales de 1686 ; 100 aux élections échevinales de 1706 ; 60 en 1753 ; 85 en 1760 ; 66 en 1762.

(49) *Archives de Troyes*, AA, 5^e cart.

« affaires de la ville, si on considère combien il est préjudiciable aux Citoyens que les Conseillers de ville ne soient pas amovibles ; parce qu'étant nommés à ces places pour leur vie, si le choix en a été mal fait, le mal en dure encore plus longtemps, en ce que le remède en est trop éloigné ; et parce qu'ils n'ont pas lieu de craindre d'être déplacés. En effet, à peine sont-ils nommés qu'ils donnent une libre carrière à leur autorité, et ne songent plus qu'à rendre leurs places héréditaires dans leurs familles ; d'où il arrive que, le Père ayant été Conseiller de Ville, il faut que le fils ou le plus proche parent leur succèdent incontinent après sa mort ou très peu de temps après ; dans ces vues, ces Conseillers, indispensablement obligés, pour parvenir à leurs fins, de se ménager les Maire et Echevins, en deviennent les esclaves, les laissent les maîtres de trancher et de disposer de tout, sans contradiction, et essentiellement, des Elections..., et de chagriner à leur gré qui bon leur semble, lorsqu'on a refusé son suffrage à celui pour lequel ils l'ont demandé ».

Aussi, « pour extirper la principale cause de tant d'abus », les officiers de la monnaie et de l'élection estiment que, « comme rien n'intéresse plus tous les citoyens dans toutes les affaires du corps commun que le bon choix dans les élections et les bons conseils dans les autres assemblées de la ville, toutes les Compagnies des Juridictions (sans exception d'aucune) doivent y être appelées pour concourir avec les autres Corps et Communautés qui y sont invités et mandés ».

Certes l'intérêt personnel de ses auteurs était le mobile principal de la réclamation des officiers de l'élection et de la monnaie, qui avaient cependant le mérite de dénoncer des abus évidents. La suprématie d'une trentaine de riches marchands dans le Corps de Ville de Troyes ne pouvait se perpétuer sans inconvénients ; le principe de l'équilibre des classes était trop nettement violé pour qu'une telle situation pût se prolonger longtemps encore.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les nouvelles Constitutions municipales de Troyes dans la seconde moitié du XVIII^e siècle

SECTION 1. — Application à la Ville de Troyes des édits de 1764 et 1765

§ 1. *Le « code des municipalités »*

I. Des considérations fiscales avaient amené le roi, au XVIII^e siècle, à pratiquer une politique d'expédients : celle-ci avait accru le caractère ploutocratique des oligarchies municipales, et ces conséquences avaient encore été aggravées par le bouleversement des fortunes qu'avait provoqué l'effondrement du système Law. Louis XV et ses ministres restaient cependant fidèles à la politique traditionnelle de la Monarchie, qui consistait à régulariser la vie municipale, et dont les principes se retrouvèrent dans les édits de 1764 et 1765.

L'édit d'Août 1764 ⁽¹⁾, qui, applicable aux « villes et « bourgs » de plus de 4.500 habitants, supprimait dans toutes les villes où ils n'avaient pas été rachetés les offices municipaux créés en 1733, se contentait de fixer « les principes généraux qui doivent diriger leur administration, « afin que nos sujets puissent recueillir plus tôt les fruits « que nous attendons des mesures que nous ne cesserons « de prendre pour le rétablissement du bon ordre partout « où il aurait pu souffrir quelque interruption ». Réglementant les dépenses, les recettes et les comptes des villes sous le contrôle de l'intendant, cet édit confiait l'élection des officiers municipaux à une assemblée de notables, sur

(1) *Isambert, ouvr. cit., t. 22, p. 405.*

la composition de laquelle, d'ailleurs, le roi déclarait « n'en-
« tendre jusqu'à présent rien innover... jusqu'à ce que
« nous ayons fait connaître nos intentions à ce sujet, par
« les lettres particulières que nous ferons expédier pour
« chacune des dites villes et bourgs » (2). L'article 10 de
l'édit imposait en outre aux officiers municipaux de re-
mettre à l'intendant, « dans un mois à compter de l'enre-
« gistrement » de cet édit, « un mémoire sur la forme dans
« laquelle les dites assemblées ont été tenues jusqu'à ce
« jour et tous ceux qui y ont été appelés » (3).

II. Neuf mois plus tard, le roi, par un nouvel édit promulgué en Mai 1765 (4), « crut qu'il était nécessaire de
« fixer invariablement le nombre des officiers municipaux
« en proportion de l'importance de chaque ville et bourg,
« de donner des règles pour les élections... », et, par une réglementation minutieuse, il s'efforça de mettre en pratique les trois principes du « code municipal » rappelés dans le préambule : « liberté d'élire les officiers municipaux », « nécessité de les changer », « faire délibérer les notables dans les cas qui intéressent la commune ».

Selon cet édit, toutes les villes du royaume de plus de 4.500 habitants, sauf Paris et Lyon (5), sont administrées par un Corps de Ville composé de 1 maire, 4 échevins, 6 conseillers de ville, 1 syndic-receveur et 1 secrétaire-greffier. Le maire, le syndic-receveur et le secrétaire-

(2) Art. 8 : La réforme de 1764 ne visait donc pas à établir l'uniformité complète, mais seulement à poser certains principes généraux dont les applications devaient différer selon les usages et traditions des différentes villes du royaume.

(3) Les officiers municipaux envoyèrent ce mémoire. Nous ne le possédons pas, mais un mémoire ultérieur y fait allusion et rappelle au secrétaire d'Etat chargé d'administrer la province de Champagne, Bertin, « le mémoire que les maire et échevins de cette ville ont précédemment fait en exécution de l'article 10 de l'édit du mois « d'août dernier qui a été adressé à Monseigneur, par M. l'Intendant « de Champagne » (*Archives de l'Aube*, E 1132).

(4) *Isambert*, ouvr. cit., t. 22, p. 434.

(5) En fait, la plupart des grandes villes obtinrent du roi un règlement spécial conforme à leurs traditions propres (cf. Bordeaux, Blois, par exemple, *Olivier-Martin*, Cours de doctorat, ouvr. cit., p. 384-385).

greffier sont désignés pour trois ans (le premier ne pouvant être continué). Les échevins sont nommés pour deux ans et renouvelés par moitié chaque année. Les conseillers de ville sont élus pour six ans et renouvelés par sixième chaque année. Le maire doit être choisi parmi les échevins ou anciens échevins, les échevins parmi les conseillers de ville ou anciens conseillers de ville, les conseillers de ville parmi les notables ou anciens notables.

L'élection des officiers municipaux est confiée à l'assemblée des notables, suite de l'ancienne assemblée générale des habitants ⁽⁶⁾, composée de 25 personnes : le maire, les 4 échevins, les 6 conseillers de ville et 14 notables choisis parmi les divers corps et communautés de la ville ⁽⁷⁾. Toutefois le maire est désigné par le roi sur une liste de 3 sujets élus par l'assemblée des notables.

Les 14 notables sont élus pour 4 ans et peuvent être continués. L'article 32 de l'édit précise de quelle manière ils se répartissent : 1 est choisi dans le Chapitre principal du lieu, 1 dans l'ordre ecclésiastique, 1 parmi les personnes nobles et les officiers militaires, 1 dans le Bailliage ou Sénéchaussée, 1 dans le Bureau des Finances, 1 parmi les officiers des autres juridictions, 2 parmi les commensaux de la maison du roi, les avocats, médecins et bourgeois vivant noblement, 1 dans la communauté des notaires et procureurs, 3 parmi les négociants en gros, marchands ayant boutique ouverte, les chirurgiens et autres exerçant les arts libéraux, 2 parmi les artisans. Ces notables sont élus par les députés des corporations : chacune de celles-ci en nommant un dans une assemblée présidée, soit par

(6) L'assemblée des notables était seulement compétente, selon les édits de 1764-1765, pour autoriser le Corps de Ville à accomplir des actes importants tels qu'emprunts, nouveaux octrois, procès... (Au contraire, les notables joueront un rôle beaucoup plus actif selon le règlement du 18 Décembre 1773 applicable à la ville de Troyes).

(7) L'assemblée des notables est présidée, « pour que le bon ordre » et la police puissent être maintenus » par « le 1^{er} officier de nos » « sièges dans les diverses villes et bourgs » : les procureurs du roi y assistent « pour requérir ce qui pourra être de leur ministère ». Mais les officiers royaux n'ont pas voix délibérative aux assemblées (art. 30).

l'évêque (pour les ecclésiastiques), soit par le bailli d'épée (pour les nobles), soit par le lieutenant général au Bailliage (pour les corps aristocratiques), soit par le lieutenant général de police (pour les corps d'arts et métiers).

L'édit de 1765 était donc une application de la politique traditionnelle de la Monarchie, qui s'efforçait d'assurer au sein des municipalités un certain équilibre des classes ; « il assignait une part déterminée au clergé, aux nobles, aux officiers de justice et de finances, aux avocats, aux communautés de marchands et d'arts et métiers » (8)

§ 2. *L'arrêt du Parlement du 12 Août 1765*

I. Il n'est pas surprenant que le Corps de ville de Troyes, que nous savons dominé par les marchands, ait fort mal accueilli la nouvelle constitution imposée par l'édit de 1765 qui le contraignait à partager son pouvoir avec les autres classes de la ville. Aussi bien adressa-t-il de suite au secrétaire d'Etat Bertin un mémoire (9), où, posant le principe que « tout changement dans les choses d'administration est mauvais », il proclamait la nécessité de conserver « l'esprit des anciens règlements ». Les trois principales objections qu'il invoquait contre l'édit de 1765 étaient : d'abord l'appel des ecclésiastiques et des artisans aux charges municipales, ensuite l'uniformité du nombre de notables pour toutes les villes du royaume (10), enfin l'amovibilité des charges municipales (11). Aussi les maire et échevins concluaient-ils leur mémoire en affirmant que

(8) A. Babeau, *La ville...*, ouvr. cit., p. 154.

(9) *Archives de l'Aube*, E 1132.

(10) « La ville de Troyes est presque toute commerçante : ...il étoit juste que les commerçants concourussent plus que les autres états à l'administration ».

(11) A Troyes actuellement, « des conseillers de ville sont à vie, et cet établissement a toujours procuré à cette ville les plus grands avantages ; ...l'on ne nomme que les plus capables, les plus aisés, et des familles les plus honnêtes... Cette continuité fait mouvoir en eux la même affection pour les intérêts de la ville que pour les leurs propres, ... elle entretient dans le Corps de Ville le même esprit, les mêmes vues, une uniformité constante de maximes et de principes, elle établit une espèce de tradition non interrompue des

« l'ancienne forme d'administration de l'Hôtel de Ville de
« Troyes est préférable pour le Bien de cette ville à celle
« qui est prescrite par le nouvel édit », et en « suppliant
« Monseigneur d'obtenir de la bonté du Roy que Sa Majesté
« veuille bien dispenser la ville de Troyes de l'exécution de
« l'édit du mois de May dernier et ordonner que l'adminis-
« tration de ladite ville sera continuée dans la même forme
« qui avoit lieu avant cet édit ; et dans le cas où Monsei-
« gneur jugeroit nécessaire qu'on luy adressât de plus
« amples mémoires ou des copies des titres constitutifs de
« l'administration présente, en ce cas faire accorder à cette
« ville telle surséance à l'exécution de cet édit que Monsei-
« gneur jugera convenable ».

Le roi n'avait voulu, par l'édit de Mai 1765, que « mettre
« un peu d'ordre dans le pittoresque chaos » ⁽¹²⁾ de la vie
municipale ; il était prêt à examiner le cas particulier à
chaque ville. Aussi permit-il aux officiers municipaux de
Troyes « de suspendre jusqu'au 1^{er} Janvier prochain
« l'Election de nouveaux officiers municipaux et de suivre
« jusqu'à ce tems la forme d'administration accoutumée ».
Bertin, les en avertissant par une lettre du 27 Juin ⁽¹³⁾,
ajoutait : « Vous aurés agréable de m'envoyer sans délai
« vos Représentations afin que sur le compte que j'en
« rendrai à Sa Majesté, Elle juge ce qui sera avantageux à
« votre Ville ».

En réponse à cette lettre, le Corps de Ville de Troyes
s'empessa d'adresser une requête au roi, à qui il sou-
mettait un projet de règlement spécial à la ville de

« Règles, des Usages de tout ce qui s'est passé et de toutes les
« connoissances nécessaires pour tous les différents objets d'admi-
« nistration, qui perpétue le bon gouvernement, tous avantages que
« l'on ne peut espérer d'officiers momentanés qui ignorent ce qui
« s'est passé avant leur exercice, toujours empressés de terminer leur
« carrière et d'en abrégier les soins et les travaux, et qui, pour cette
« raison, n'ont ni le même zèle, ni la même assiduité et ne peuvent
« acquérir la même expérience ». On comprend facilement ce long
plaidoyer, cette ardeur des membres du Corps de Ville à défendre
une règle qui leur permettait de conserver le pouvoir.

(12) *Funck-Bretano*, ouvr. cit., p. 472.

(13) *Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 497.

Troyes ⁽¹⁴⁾ : dans ses suggestions, il s'efforçait, tout en admettant une certaine participation des autres corps, de conserver aux marchands la prépondérance qu'ils possédaient, tant quant à la composition du Corps de Ville, qu'en ce qui concernait son recrutement. D'une part, en effet, les ecclésiastiques et les artisans devaient rester à l'écart des fonctions municipales ⁽¹⁵⁾. Le maire devait continuer à être choisi une fois parmi les officiers de justice et les deux autres fois parmi les « nobles, militaires, commensaux, « bourgeois vivant noblement et négocians » ; des 4 échevins, 2 devaient être commerçants ; le nombre des conseillers de ville devait être porté de 6 à 9, dont 6 bourgeois (parmi lesquels 3 négociants au moins) ; un notable supplémentaire devait être choisi parmi les chirurgiens et autres exerçant les arts libéraux pour permettre aux marchands de désigner seuls les tenants des 3 sièges que, selon l'édit de 1765, ils partageaient avec les corps d'arts libéraux ; craignant aussi de voir leur pouvoir limité par le rôle des notables, les officiers municipaux demandaient que ceux-ci ne pussent pas être continués après

(14) *Archives de l'Aube*, E 1132.

(15) Art. 13 : « Les ecclésiastiques et les artisans ne pourront passer « le degré de notables et ne pourront être élus aux places de Maire, « Echevins et Conseillers de Ville ». Les officiers municipaux prenaient soin de justifier cette double élimination par des arguments qui sont d'ailleurs loin d'être décisifs : « Les Ecclésiastiques ne « paroissent pas devoir avoir part aux affaires civiles et ordinaires « des villes ; ces fonctions sont toutes étrangères à celles de leur « ministère auxquelles ils doivent être entièrement occupés. Leurs prétentions de privilèges font souvent naître des contestations entre « eux et les officiers chargés de l'administration des affaires publiques, et il seroit à craindre que cette diversité d'intérêts ne fit « naître de la mésintelligence et des divisions dans le corps municipal. « Ils ne participent à l'administration des villes que dans celles dont « les Evêques, les Chapitres, Corps Ecclésiastiques sont seigneurs. Par « un arrêt du 8 Avril 1659, les Ecclésiastiques ont été déboutés de « leurs prétentions à être élus aux places du Corps de Ville... ». — « A l'égard des artisans, tout le monde sçait combien ils sont ordinairement peu propres à la conduite des affaires, incapables de les « discuter par eux-mêmes ; leur suffrage sert toujours à ceux qui « les subjuguèrent par leur autorité ou qui avoient l'adresse de se « les attacher. D'ailleurs les places du Corps de Ville ne doivent être « remplies que par des personnes notables et les artisans ne peuvent « prétendre à ces qualités ».

leurs quatre années d'exercice ⁽¹⁶⁾. D'autre part, ils réclamaient que « chaque Corps et Compagnie qui ont droit « d'avoir des notables les nommassent eux-mêmes ainsi que « le Corps des Négocians et Marchands », désirant ainsi éliminer l'influence des communautés d'artisans ⁽¹⁷⁾.

II. Peut-être en six mois le roi aurait-il pu trouver, entre les prétentions déjà diminuées du Corps de Ville en exercice et l'édit de 1765 un compromis accepté par tous.

Mais les corps aristocratiques et judiciaires, que les Commerçants avaient réussi à éliminer du Corps de Ville, étaient bien décidés à exploiter la situation nouvelle pour les en chasser à leur tour. Il leur fut facile d'obtenir l'appui de tous ceux qui supportaient mal la puissance de la corporation des marchands, et notamment celui d'un certain nombre de communautés d'artisans, méprisées et souvent durement traitées par l'oligarchie alors au pouvoir.

Aussi, nombreux furent les corps qui adressèrent au Parlement une requête aux fins d'obtenir la mise à exécution immédiate de l'édit de Mai 1765 ⁽¹⁸⁾ : les suppliants

(16) « Avant l'édit de 1765, observent-ils, les conseillers de ville... « étoient à vie dans la ville de Troyes... Si le Conseil y a reconnu « quelques inconvénients puisqu'il a fixé un terme à l'exercice de ces « officiers sans qu'ils puissent être continués, il n'y auroit pas moins « d'inconvénients à continuer lesdits notables ».

(17) Art. 16 de la requête : Suivant l'art. 36 de l'édit de 1765, observent-ils, la nomination des notables « est entièrement entre les « mains des députés des communautés d'artisans qui excèdent de « beaucoup en nombre tous les autres Corps et Compagnies réunis « ensemble ». — Les faits prouveront d'ailleurs que ces craintes n'étaient pas dénuées de fondement. Il est toutefois permis de s'étonner que les membres du Corps de Ville, qui se disent si attachés aux anciennes formes, s'élèvent contre l'intervention de toutes les communautés, dont, avant 1765, les députés intervenaient directement dans les élections du maire et des échevins. Cette attitude tendrait à prouver qu'avant 1765, le rôle des députés des communautés, important en droit, consistait en fait, depuis longtemps, à enregistrer les propositions plus ou moins impératives faites par le Corps de Ville en exercice.

(18) *Archives de l'Aube*, E 1132 : Présentaient la requête : les chanoines du Chapitre de Saint-Pierre, de Saint-Etienne et de Saint-Urbain ; les prieurs et chanoines réguliers des abbayes de Saint-Loup et Saint-Martin-ès-Aires ; les ministre prieur et chanoines réguliers de l'ordre de la Trinité de la rédemption des Captifs ; les commandeur

y rappelaient que « depuis près de trois années ils n'ont
« cessé de réclamer au pied du trône contre les entreprises
« en tous genres des maire et échevins de cette ville,
« particulièrement pour se perpétuer dans des places que
« deux ou trois familles marchandes regardent comme
« héréditaires entre elles » ; et ils demandaient que les
élections eussent lieu « un des jours du mois de Juillet ».

et chanoines réguliers de Saint-Antoine ; des officiers de la maîtrise des Eaux et Forêts et de la Monnaie ; le président au Grenier à sel ; les officiers des traites foraines ; les nobles ; les officiers employés au service de Sa Majesté ou retirés du service ; les avocats et procureurs ; les bourgeois vivant noblement ; les médecins, apothicaires et chirurgiens ; les communautés de bouchers, vinaigriers, tonneliers, charpentiers, orfèvres, charrons, chapeliers, chandeliers, tourneurs ; les « manans et habitans des Tauxelles, Chaillouette et des faux fossés ». — A eux, se joignirent bientôt : les députés des officiers de l'Election, les députés des communautés des notaires, des arquebusiers, des bonnetiers, des boulangers, des couvreurs, des cuisiniers, des drapiers, des maçons, des potiers d'étain, des savetiers, des serruriers, des torcheurs, des taillandiers, des tisserands, des tapissiers, en somme toutes les communautés d'artisans, à peu d'exceptions près (*Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 501). — Remarquer que les officiers du Bailliage ne participèrent pas à cette instance. De cette abstention, nous possédons un témoignage, sinon une explication : Le grand bailli d'épée, Pierre de Puget, convoqua, dès le mois de Juillet, les officiers du Bailliage pour que leur assemblée désignât un député à l'assemblée qui devait nommer les notables, à un moment, donc, où l'édit de 1765 n'était pas encore exécutoire à Troyes. Plusieurs officiers du Présidial, Louis Labrun, 1^{er} président, Nicolas Huez, lieutenant particulier, Comparot de Bercey, Claude Huez, conseillers, Héroult de la Clôture, 1^{er} avocat du roi, firent signifier au bailli, en date du 20 Juillet, « qu'ils ne voyent qu'avec surprise que... le Bailli, qui depuis 1739 « qu'il est installé en son Office, n'a assisté à aucune assemblée de « la Compagnie des Officiers desdits Bailliage et Siège Présidial de « Troyes (allusion malicieuse à la décadence des fonctions judiciaires des baillis) ...vienne aujourd'hui les commencer par une entreprise « qu'il fait sur les droits des Officiers de Robe longue d'icelle », le droit de convoquer les assemblées ordinaires des officiers de robe longue « étant attribué aux officiers de robe longue », et qu'au surplus « Sa Majesté a ordonné la suspension de l'édit pendant six « mois ». Le bailli fut mécontent de cette résistance, et, d'accord avec le lieutenant général au Bailliage Cazin de la Vasserie dans son action en vue de l'exécution immédiate de l'édit de 1765, il signifia à Labrun et autres, sur un ton peu courtois, qu'il « ne leur rendra aucun compte « des raisons qu'il a eû de ne pas user du droit que sa charge lui « donne de convoquer les assemblées du Bailliage ; qu'il serait à « souhaiter pour l'honneur des susnommés qu'ils n'eussent pas de « leur côté rendu publiques les motifs qui les empêchent aujourd'hui

Les maire et échevins eurent beau adresser à tous les signataires de cette requête copie de la lettre de surséance de Bertin ⁽¹⁹⁾ ; ils eurent beau être soutenus par certaines communautés : d'abord celle des marchands, naturellement, qui se porta devant le Parlement comme partie intervenante, en faveur des officiers municipaux, d'autres corps aussi, tels que ceux des consuls, des officiers de la milice bourgeoise, des tanneurs, des teinturiers de drap, des teinturiers en soye, laine, fil et coton, qui firent connaître aux officiers municipaux par des déclarations écrites, leur opinion favorable au sursis ⁽²⁰⁾. Rien n'y fit. Par son arrêt du 12 Août 1765 ⁽²¹⁾ le Parlement ordonna que « dans trois
« jours à compter de la signification du présent arrêt...,
« les Maire et Echevins de la Ville de Troyes seront tenus,
« conformément aux articles 36 et 38 de l'Edit du mois
« de Mai 1765, de convoquer, pour l'un des dits premiers
« jours qui suivront la signification du présent arrêt, une
« assemblée en l'hôtel commun de ladite ville, en la forme
« prescrite par l'article 38 du dit édit » et que « le lende-
« main de l'élection des Notables ou autre jour prochain, il
« sera procédé en l'Hôtel commun de ladite ville, pardevant

« de se trouver à l'assemblée convoquée par... le Bailli pour nommer
« un député en exécution de l'édit du mois dernier ; qu'on ignoroit
« leur peu de respect pour les Edits enregistrés au Parlement, leur
« déférence aveugle pour les ordres émanés du Corps de Ville et l'envie
« qu'ils ont de conserver les places qu'ils y occupent ; et que le bailli
« est d'autant plus étonné de la signification indécente desdits
« Officiers que le droit de convoquer les assemblées du Bailliage ne
« peut jamais les concerner ; ce droit, à défaut de M. le Bailly, appar-
« tiendrait à M. le lieutenant général, lequel, pour prévenir toutes
« difficultés, a pareillement convoqué la Compagnie ce jourd'hui trois
« heures après midi pour la nomination d'un Député... » (*Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 500). Ces documents semblent indiquer qu'à cette époque, les rapports étaient déjà moins tendus entre les officiers du Bailliage et les marchands du Corps de Ville.

(19) Significations faites le 19 Juillet (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart.).

(20) *Archives de l'Aube*, E 1132.

(21) *Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 501. — Les parlementaires ne durent pas être mécontents de rendre ainsi inefficace la lettre de surséance accordée par le secrétaire d'Etat Bertin, qu'ils venaient déjà de réussir à écarter de la fonction de contrôleur général des finances (cf. dans *Lavis*, ouvr. cit., VIII, II, p. 366).

« le lieutenant général du Bailliage de Troyes ou autre
 « officier desdits sièges, par lesdits Notables, conjointe-
 « ment avec les officiers municipaux actuellement en place,
 « à l'élection des Maire et Echevins, et conseillers de ville,
 « en la même forme prescrite par les mêmes édits : à l'effet
 « de quoi lesdits Maire et Echevins seront tenus de convo-
 « quer une assemblée des Notables dans ledit délai... ».

§ 3. *Elimination des « Commerçans » du Corps de Ville*

I. Ceux qui avaient obtenu du Parlement l'exécution immédiate de l'édit de 1765 étaient bien résolus à exploiter leur succès et à substituer à la domination des marchands dans le Corps de Ville leur propre autorité, non moins exclusive. Tel fut le résultat des élections de 1765, qu'aucun Commerçant ne fut nommé maire ou échevin (22).

La Communauté des marchands de la ville de Troyes saisit le Parlement, prétendant faire annuler ces élections qui n'avaient été, dit le « Précis » par elle rédigé en vue

(22) Le maire fut Pierre François de Mesgrigny, 1^{er} des sujets nommés par l'assemblée des notables, les deux autres étant Pistollet, lieutenant de l'Election, et l'écrivain Grosley, avocat. Les échevins appartenaient tous au corps judiciaires : Dereins, lieutenant criminel au Bailliage ; Vaulthier, Maître particulier des Eaux et Forêts ; Rapault, Directeur de la Monnaie ; Lefebvre, avocat. Parmi les 6 conseillers de ville, un seul négociant, Gouault. Parmi les 3 notables des « négociants en gros, marchands ayant boutique ouverte, chirurgiens et autres exerçant les arts libéraux, étaient, d'une part 2 marchands merciers, d'autre part un libraire, Bouillerot, à qui la Communauté des marchands contesta le droit d'exercer la fonction de notable parce qu'il était libraire-relieur et non libraire-imprimeur (*Archives de l'Aube*, E 1136). Ce conflit entre la corporation des imprimeurs-libraires et celle des marchands n'était pas particulière à Troyes. « Les imprimeurs-libraires de Paris luttèrent aussi contre « l'exclusivisme des marchands » (*Morin*, Participation des artisans aux affaires publiques..., ouvr. cit., p. 7, n. 2). — Comme il n'y avait pas à Troyes de Bureau des Finances, le siège de notable qui lui revenait fut attribué, selon l'édit de 1765, aux « commençaux, avocats, « médecins et bourgeois vivant noblement », bien que le député des officiers de la Milice Bourgeoise eût invoqué à l'assemblée deux lettres du contrôleur général des finances de l'Averdy, des 19 et 23 Juin, attribuant à ce corps le siège en question (*Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg., f^o 41 et suiv.).

de l'instance (23) « que l'effet de la volonté absolue du « lieutenant général et de la suggestion et manœuvre de « ses Emissaires ». La pression aurait d'abord été exercée sur chacune des communautés chargée de nommer un député (24). Ces députés, au nombre de 68, élurent ensuite, avec les membres du Corps de Ville sortant d'exercice, les 14 notables (21 Août) : là encore, selon la Communauté des marchands, la corruption électorale aurait été flagrante (25). Le lendemain, 22 Août, se tint l'assemblée des notables, qui procéda à la nomination des maire et échevins (26). Le 23, nouvelle assemblée des notables pour désigner les 6 conseillers de ville (27). Il faut croire cependant que le Grand Garde de la Communauté des marchands ne put prouver un fait précis de corruption, puisqu'il fut

(23) *Archives de l'Aube*, E 1132.

(24) On aurait présenté aux communautés d'artisans, « conduites « chez le lieutenant général de police » un procès-verbal « tout « dressé, dans lequel le nom même du député étoit rempli ». En fait, étoit-il bien utile d'exercer une forte pression sur les communautés d'artisans, nettement hostiles à la prédominance des marchands dans le Corps de Ville ? A l'égard des autres corporations, on aurait employé à la fois les « promesses » et les « menaces ».

(25) « La veille du scrutin, des billets imprimés invitèrent tous « les députés à venir conférer le jour même dans la salle du Palais « à 6 heures du matin... La conférence consista dans un ample déjeuner : le Bailli d'Epée, le lieutenant criminel et d'autres officiers... « ne dédaignèrent pas de boire avec les Députés des derniers artisans; « et lorsque le vin et cet excès de familiarité les eût disposés à faire « tout ce qu'on voudroit, on y joignit encore une exhortation vive « contre les Officiers Municipaux... ; après quoi, au moment où il « falloit monter à l'Hôtel de Ville, M. Jacquin (Procureur du roi au Bailliage) leur remit à chacun différens bulletins... étiquetés de « manière que les Députés n'eussent qu'à les remettre dans le « scrutin..., même numérotés afin que si quelqu'un manquoit de « parole, on pût s'en apercevoir ».

(26) La veille au soir, le lieutenant général aurait assemblé chez lui les notables et leur aurait recommandé « de ne laisser personne de « la vieille graine ».

(27) Il fut encore procédé, le 29 Août, à l'élection de 5 Notables pour remplacer ceux qui avaient été nommés membres du Corps de Ville. Là encore, selon les marchands, il y aurait eu pression : assemblée préalable tenue chez le lieutenant général, déjeuner offert par Jacquin aux députés le jour de l'élection, distribution de billets pour le scrutin.

débouté de sa demande et que le Parlement confirma les élections (28).

Les années suivantes, les Commerçants continuèrent d'être écartés du Corps de Ville. En 1767, les 2 échevins élus furent 2 officiers royaux : les 4 conseillers de ville, 2 ecclésiastiques, 1 conseiller au Bailliage et 1 notaire. En 1768, les 2 nouveaux échevins furent 1 conseiller et le procureur du roi au Bailliage ; les 2 conseillers de ville élus furent 1 bourgeois, ancien receveur des tailles, et 1 notaire. En 1769, enfin, un négociant, Gouault, fut élu échevin en même temps qu'un notaire, tandis qu'un bourgeois, Maillet, et Demontmeau-Legrin, marchand mercier, étaient nommés conseillers de ville. Mais le Corps de Ville n'en restait pas moins aux mains des corps aristocratiques et judiciaires (29).

II. Ainsi était-on passé d'un extrême à l'autre. Avant 1765, les Commerçants étaient les maîtres absolus du Corps municipal. Depuis 1765, ils en étaient systématiquement éliminés. L'édit de 1765, qui, dans son esprit, avait pour but de rétablir l'équilibre des classes dans les municipalités, s'était, à Troyes, révélé défectueux dans son application. La déclaration du 15 Juin 1766, en décidant que chaque communauté d'artisans ne pourrait nommer un député que si elle était composée de 18 délibérants au moins, faute de quoi, elle devrait s'assembler avec une ou d'autres communautés « de la profession la plus analogue » à la sienne pour ne nommer ensemble qu'un seul député, ne

(28) Il est à présumer que les manœuvres consistèrent surtout à s'entendre sur les noms des candidats, mais il n'est pas douteux que la grande majorité des communautés étaient prêtes à écarter du Corps de Ville les gros marchands.

(29) Cf. *Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg. — L'un des notables négociants, Louis Rabiât, marchand mercier, s'était même retiré de la Communauté des marchands, « dans laquelle », avait-il averti les Grand Garde et Gardes, « il n'entendait plus être compris ». La Communauté des marchands lui fit signifier de se retirer de l'assemblée des Notables, mais Rabiât, prétendant continuer le « négoce en gros », resta notable. La Communauté des marchands n'était donc plus représentée, en fait, dans l'assemblée des Notables (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart.).

remédiait que partiellement à ce système ⁽³⁰⁾ : à Troyes, en tous cas, la Communauté des marchands n'en continua pas moins d'être tenue à l'écart des affaires municipales.

Pourtant, dès que les élections de 1765 avaient été validées, les Commerçants avaient adressé au roi un mémoire ⁽³¹⁾ où, rappelant que le roi « a annoncé que son intention étoit de donner des lettres patentes relatives à la situation et aux circonstances particulières de chaque ville, comme il y a d'ailleurs peu de villes dans le Royaume qui ayent autant de droit que celle de Troyes de prétendre à cette grâce », ils « Suppliaient Sa Majesté de leur accorder les articles du Règlement qu'ils vont proposer », règlement « nécessaire et même indispensable », car « la ville de Troyes est absolument commerçante », et un corps « aussi nombreux et aussi nécessaire à la ville de Troyes » que le leur « ne pouvoit manquer... de participer aux charges municipales », dont « depuis 1482 les Commerçants ont toujours rempli la majeure partie ».

Le projet de règlement du Corps du Commerce s'efforçait visiblement de respecter l'esprit de l'édit de 1765 : il n'en différait que pour assurer une représentation permanente et d'ailleurs limitée des négociants dans le Corps de Ville ⁽³²⁾.

Quelques années plus tard, satisfaction ne lui ayant pas été donnée, la Communauté des marchands écrivit au secrétaire d'état, en lui remettant copie du mémoire de 1766. « Ce n'est point l'envie de dominer qui nous conduit »,

(30) En exécution de la déclaration de 1766, certaines communautés d'artisans durent se réunir : ainsi les orfèvres, pelletiers et horlogers ; les chaudronniers, potiers d'étain et lanterniers ; les couvreurs et fondeurs ; les tondeurs et chapeliers ; les serruriers, armuriers, fourbisseurs et éperonniers ; les selliers et vitriers ; les contrepoin-tiers, tapissiers, cordiers et épingliers ; les taillandiers et couteliers ; les collerons, bourrelliers et charrons (cf. le procès-verbal de l'assemblée du 18 Avril 1767, *Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg.).

(31) *Archives de l'Aube*, E 1132.

(32) D'une part, en effet, le projet distinguait 3 classes : les corps aristocratiques, les corps judiciaires et les Commerçants, qui devaient avoir chacune part égale dans le Corps de Ville : la place de maire une fois sur trois, 2 places d'échevins et 3 places de conseillers de

assurait-elle ; et si ce mémoire « ne pouvoit s'admettre en « entier », les marchands demandaient cependant au ministre de faire ordonner « que le Règlement qui vient « d'être rendu pour la ville de Rheims soit commun (*sic*) « pour la ville de Troyes ; en conséquence que le nombre « des Notables dans cette ville sera fixé à 16 ; qu'il y en « aura 6 de nommés pour la Classe des Commerçants et « de Ceux qui exercent les Arts Libéraux et Chirurgiens, « avec cette différence néanmoins que lesdits Commerçants « auront cinq places et ceux qui exercent les Arts Libéraux « et les Chirurgiens, une seule... » (33).

III. Les réclamations des marchands étaient fondées, tout au moins pour une part. Le nouveau Corps de Ville ne s'était pas contenté de les éloigner de l'administration municipale ; il avait pris à leur égard une attitude nettement hostile (34). Cependant ses membres n'étaient pas unanimes à persévérer dans cette voie. De plus, le maire de Troyes depuis 1765, Pierre François de Mesgrigny, vicomte de Troyes, baron de Villebertin, seigneur de

ville. D'autre part, le nombre des notables devait passer de 14 à 20 (dont 6 commerçants) ; et l'influence des artisans devait être limitée par le fait que les notables seraient élus par 40 députés des corporations les plus importantes, les communautés d'artisans étant représentées en bloc dans cette assemblée par 9 députés nommés par elles au second degré. — En résumé, les prétentions des marchands s'étaient beaucoup modérées ; avant 1765, ils occupaient au moins les 2/3 des places du Corps de Ville ; en Février 1766, ils se bornaient à y réclamer 1/3 des places.

(33) Les marchands insistaient (non sans raison, d'ailleurs) sur la nécessité de réserver à leur seule communauté un nombre fixe de sièges de notables : Si l'on ne « déterminoit pas un nombre fixe et « immuable pour les Commerçants, vu le système que l'on a pris « de les éloigner de l'Hôtel de Ville, jamais ils n'auront la majeure « partie des places de Notables qui seroient attachées à leur Classe », faisaient-ils observer (*Archives de l'Aube*, E 1132). — L'édit rendu pour la ville de Reims est du 2 Avril 1770.

(34) Les maire et échevins avaient engagé, sans autorisation de l'intendant, et perdu un procès contre la Communauté des Marchands. L'intendant, en conséquence, n'aurait « pas voulu allouer les frais « et les dépens dans les comptes » et aurait ordonné « qu'ils fussent « payée par les Maire et Echevins alors en exercice » (cf. le Mémoire pour le Sr Coquart contre le Sr de Mesgrigny, 1769, *Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 508).

Bouilly, Fontvannes, Saint-Pouange... était devenu en 1767 grand bailli d'épée, après la mort de Pierre de Puget : ses rapports avec les officiers du Bailliage ne furent pas meilleurs que ceux de son prédécesseur ⁽³⁵⁾.

Cette réaction se manifesta pour la première fois à Pâques 1769, où Gouault, négociant, fut élu échevin, et Demontmeau-Legrin, marchand-mercier, conseiller de ville. Peut-être est-ce une des raisons pour lesquelles le maire et ses amis s'efforcèrent de retarder le plus possible l'assemblée des députés des corporations qui devait désigner 2 notables pour remplacer précisément Demontmeau, de l'ordre des marchands, et Maillet, de l'ordre des commensaux, élus conseillers de ville à Pâques. Le maire ayant brusquement ajourné l'élection d'abord fixée au 27 Avril, la Communauté des Marchands obtint un arrêt du Parlement prescrivant aux maire et échevins de convoquer l'assemblée « dans les trois jours de la signification dudit « arrêt ». Interprétant avec subtilité les termes de cet arrêt, le comte de Villebertin, dès le lendemain 16 Mai, convoqua bien l'assemblée, mais seulement pour le 9 Juin.

Les marchands passèrent outre à cet ordre : ils y réussirent grâce à l'aide de plusieurs officiers du Bailliage : le 1^{er} échevin Coquart, conseiller au Bailliage, accepta, malgré l'interdiction du maire, « de distribuer les billets ». Quant au lieutenant général de police, qui était alors le lieutenant particulier au Bailliage, Nicolas Huez, il autorisa l'assemblée par une ordonnance rendue sur requête de la Communauté des marchands ; le lieutenant général au Bailliage ayant alors, sur requête du maire, interdit la réunion « sans consulter les autres officiers du Bailliage », Huez passa outre, et, le 24 Mai, jour prévu pour l'assemblée convoquée par la Communauté des marchands, l'hôtel de

(35) A vrai dire, il semble bien que, comme l'affirme Coquart dans son mémoire, le comte de Villebertin était surtout incité par le lieutenant général au Bailliage, Cazin de la Vasserrie.

ville ayant été fermé, l'élection des 2 notables eut lieu en l'hôtel du lieutenant de police ⁽³⁶⁾.

Le Comte de Villebertin, agissant toujours en étroit accord avec le lieutenant général, fit opposition à cette nomination et décida de ne pas réunir l'assemblée du 11 Juin qui devait désigner son successeur ⁽³⁷⁾. Mais la Communauté des marchands saisit, sur simple requête, le Parlement qui, par son arrêt du 30 Mai, lui permit de faire assigner le Comte de Villebertin (à qui d'ores et déjà il interdisait de tenir l'assemblée du 9 Juin), commit Nicolas Huez, lieutenant particulier au Bailliage « pour assister et « présider aux assemblées des Notables de l'Hôtel de Ville « aux lieu et place de M. le lieutenant général », et ordonna que les 2 notables élus le 24 Mai, Gouault-Jeanson et Fromageot, eussent à ces assemblées « séance et voix délibérée » ⁽³⁸⁾.

L'assemblée des notables eut lieu en effet, selon l'usage, le 11 Juin, jour de la Saint-Barnabé, sous la présidence de Nicolas Huez : 10 membres seulement sur 25 y assis-

⁽³⁶⁾ *Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg., et les mémoires pour le Sr de Mesgrigny et le Sr Coquart (*Bibliothèque de Troyes*, f. Carteron, 507 et 508). — A l'assemblée du 24 Mai, 31 députés furent présents. Parmi les absents, on remarque tous les députés ecclésiastiques, ceux de la plupart des corps aristocratiques : nobles et officiers militaires, bourgeois vivant noblement, officiers de l'Arquebuse, corps d'arts libéraux. Certaines communautés d'artisans (telles que les boulangers, les tisserands, les cordonniers-basaniers, les savetiers, les taillandiers et couteliers) s'abstinrent aussi de venir à l'assemblée ; mais la plupart s'y rendirent : le fait que l'assemblée avait lieu sous la présidence du lieutenant général de police dut vraisemblablement pousser les communautés d'artisans à s'y rendre (cf. le procès-verbal de l'assemblée du 24 Mai aux *Archives de l'Aube*, E 1132).

⁽³⁷⁾ « Ce prétexte frivole », dit le Sr Coquart dans son mémoire, « n'étoit imaginé par le Sr de Villebertin que pour se perpétuer « dans la place de maire ». Cette accusation semble être pour le moins partiellement fondée, puisque le mémoire rédigé pour le Sr de Mesgrigny signale lui-même que, par lettre du 31 Mars, les « Echevins, Conseillers de ville et Notables » avaient supplié le ministre de « continuer le comte de Villebertin comme maire », bien que cette continuation fût contraire à l'édit de 1765.

⁽³⁸⁾ Mémoire pour le Sr Coquart (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 5^e cart.).

taient ⁽³⁹⁾ ; 3 candidats furent quand même désignés pour être présentés au roi pour la fonction de maire : Dereins, lieutenant criminel au Bailliage ; Gouault, négociant ; et Vaulthier, maître particulier des Eaux et Forêts ⁽⁴⁰⁾.

Le Comte de Villebertin contesta la validité de cette élection et obtint, dès le 12 Juin, du lieutenant général au Bailliage, une ordonnance l'autorisant à continuer ses fonctions de maire et interdisant à Coquart, 1^{er} échevin, de les remplir. L'affaire fut portée au Parlement, qui, par arrêt du 30 Août 1769, « ordonna que les articles 12 et 20 de « l'Edit du mois de Mai 1765 seront exécutés selon leur « forme et teneur ; en conséquence, que Coquart,... en sa « qualité de premier Echevin de la Ville de Troyes, remplira les fonctions de Maire de ladite Ville, jusqu'à ce « qu'un nouveau Maire ait fait enregistrer son Brevet de « Nomination et prêté serment en la manière accoutumée... » ⁽⁴¹⁾. En exécution de cet arrêt, Nicolas Dereins, premier des trois candidats désignés le 11 Juin, fut bientôt choisi par le roi comme Maire.

Aussi, à partir de 1769, ce furent les officiers du Bailliage qui dominèrent le Corps de Ville de Troyes, où les commerçants retrouvèrent cependant une place secondaire, mais honorable : les rapports entre marchands et gens de robe longue s'étaient, après quatre années de troubles, grandement améliorés.

SECTION 2. — Le Règlement du 18 Décembre 1773

§ 1. *Création et rachat des offices municipaux (1771-1772)*

De cette collaboration, un témoignage nous est fourni par les délibérations du Corps de Ville en 1772 au sujet du rachat des offices municipaux.

(39) Les participants à cette réunion, que le mémoire du Sr de Mesgrigny qualifie dédaigneusement d' « attroupement » étaient 2 échevins : Coquart, 1^{er} Echevin, conseiller au Bailliage ; et Gouault, négociant ; 4 conseillers de ville et 4 notables (*Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg.).

(40) Il y avait donc cette fois accord entre plusieurs officiers du Bailliage et la Communauté des marchands.

(41) *Archives de l'Aube*, E 1132.

En effet, en Novembre 1771, les offices municipaux avaient été rétablis une nouvelle fois dans tout le royaume, toujours sous la pression des nécessités financières ⁽⁴²⁾. Les officiers municipaux de Troyes s'empressèrent de faire imprimer des « Observations » en faveur du rachat de ces offices : ils expliquaient notamment au public que « les offices se donnant au premier venu, sans considérer la capacité ni les sentiments, les nouveaux pourvus se trouveraient peut-être sans talents, sans considération, sans crédit ; la Ville n'obtiendrait plus de grâces ; on formerait contre elle les entreprises les plus préjudiciables sans essuyer de résistance ; tous ses Droits, toutes ses prérogatives seraient ou négligés ou perdus » ; et ils concluaient : « On pare à tous ces maux par le rachat des offices » ⁽⁴³⁾.

Le Corps de Ville convoqua le 11 Mars 1772 une assemblée générale des députés des corporations, où il fut délibéré et arrêté, à la pluralité des suffrages, « que si Sa Majesté a la bonté d'accorder à la ville la continuation de la perception du doublement de Rouage pour 50 ans et de confirmer la ville dans le privilège qu'elle a d'être exempte du droit de gros, en ce cas, le Rachat desdits offices municipaux devient avantageux à la ville, et, au même cas, les officiers municipaux, pour parvenir tant au Rachat desdits offices qu'à la confirmation du privilège que la ville a d'être exempte du droit de gros, sont autorisés à emprunter, pourvu que la somme demandée

(42) Les villes comprirent que l'abbé Terray, contrôleur général des finances, « en voulait plus à leurs bourses qu'à leurs privilèges » (*Leber*, ouvr. cit., p. 534). — Il est vrai que le roi invoquait la mauvaise application de l'édit de 1765 (cf. *Isambert*, ouvr. cit., t. 22, p. 539). Encore que le prétexte fût justifié pour certaines villes telles que Troyes, le but véritable de l'édit était d'ordre fiscal. D'ailleurs, le Corps de Ville de Troyes continua de tenir des délibérations régulières après l'édit de Novembre 1771 (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 53^e reg.).

(43) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 6^e cart., 1^{re} liasse. — Selon *Boutiot* (ouvr. cit., IV, ch. 26, p. 605), les officiers municipaux furent « émus » par le fait qu'un boucher offrit de la mairie 220.000 livres.

« n'excède pas celle de 120.000 livres » (44). Le rachat fut autorisé par des lettres patentes du 27 Mai 1772, qui permettaient au Corps de Ville d'emprunter « jusqu'à concurrence de la finance desdits offices ».

Le Parlement, cependant, par arrêt du 20 Juillet 1772, ordonna, avant d'entériner ces lettres patentes, que fût demandé l'avis de l'assemblée générale des députés des corporations : celle-ci, réunie de nouveau le 19 Mai 1773, autorisa les maire et échevins à « poursuivre l'enregistrement des dites lettres patentes » (45).

§ 2. Origines du Règlement du 18 Décembre 1773

La délibération de l'assemblée générale du 11 Mars 1772, qui avait décidé le rachat des offices, portait également « que, dans le cas où Sa Majesté ne rendroit pas un Edit « général..., on proposeroit un plan à M. le Contrôleur « Général, lequel seroit dressé par le nombre de Commis- « saires qu'il seroit jugé nécessaire, lesquels seroient « choisis et nommés dans une assemblée générale desdits « Corps, Compagnies et Communautés de cette Ville ».

En fait, c'est le maire lui-même qui, en collaboration avec les échevins, élaborait un projet de règlement qui fut communiqué au Corps de Ville le 3 Septembre 1772, et

(44) La délibération ajoutait que M. le contrôleur général serait supplié de modérer cette somme (*Archives de Troyes*, Boutiot, A, 53^e reg., f^o 7 v^o). — Les précautions prises dans la rédaction de la décision adoptée par l'assemblée générale semblent indiquer qu'une certaine résistance se manifesta contre la proposition de rachat faite par le Corps de Ville. En tous cas, la délibération nous informe que le député de l'ordre ecclésiastique s'opposa au rachat ; que celui du chapitre de Saint-Pierre fit des réserves, et que Babeau, député des officiers du Bailliage, n'y consentit « qu'à la condition expresse que « les lanternes et le guet n'y soient pas compris » ; il était donc en désaccord avec les officiers du Bailliage faisant partie du Corps de Ville, en particulier avec le lieutenant criminel Dereins, maire de Troyes.

(45) *Archives de Troyes*, Boutiot, 53^e reg., f^o 16 v^o. — Le prix du rachat des offices aurait été de 151.666 livres (selon *Boutiot*, IV, ch. 26, p. 605). Pour y faire face, la ville dut recourir à des emprunts dont les traces subsistèrent jusqu'en 1787, et dont le total se monta à 132.000 livres (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 6^e cart., 1^{re} liasse).

adressé à l'intendant. Ce projet est visiblement le résultat d'un compromis intervenu entre les gens de robe longue et les commerçants. Voici quelles étaient ses principales dispositions ⁽⁴⁶⁾ :

Le Corps de Ville serait composé de 1 maire, 4 échevins, 12 conseillers de ville, 1 procureur-syndic, 1 receveur, 1 secrétaire-greffier ⁽⁴⁷⁾. Le maire, choisi parmi les conseillers de ville, serait nommé pour trois ans à l'assemblée de la Saint-Barnabé, ainsi que le procureur-syndic, le receveur et le secrétaire-greffier. Les échevins seraient nommés pour deux ans, à Pâques; les conseillers de ville, choisis parmi les anciens échevins, seraient inamovibles. L'élection de ces officiers municipaux serait confiée à une assemblée des notables, composée des membres du Corps de Ville, auxquels seraient adjoints 24 députés des divers corps et communautés de la ville ⁽⁴⁸⁾. Ces 24 députés, qui resteraient en fonctions pendant 6 ans, ne seraient plus nommés par une assemblée générale des délégués de toutes les corporations, mais par leur corps respectif, réuni sous la présidence de son chef ⁽⁴⁹⁾.

Ce projet de règlement, sur lequel le maire consulta l'assemblée générale du 19 Mai 1773, fut soumis à l'inten-

46) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 6^e cart., 1^{re} liasse.

(47) Les membres du Corps de Ville insistaient sur les inconvénients de la réunion en une seule des deux fonctions de procureur syndic et de receveur.

(48) Selon ce projet, ces 24 députés auraient été ainsi répartis : 1 dans le Chapitre de la Cathédrale, 1 dans l'ordre ecclésiastique, 1 dans la Noblesse, 1 parmi des officiers militaires, 2 dans le Bailliage, 1 dans les autres juridictions, 1 parmi les commensaux, 1 parmi les bourgeois vivant noblement, 2 parmi les avocats et médecins, 1 parmi les notaires, 1 parmi les procureurs, 6 parmi les commerçants, 1 dans la Compagnie de l'Arquebuse, 1 parmi les officiers de la Milice Bourgeoise, 1 dans les Arts Libéraux, 2 parmi les artisans. — Remarquer que les commerçants, selon ce projet, ont les 6 sièges qu'ils n'avaient cessé de réclamer.

(49) Pour l'ordre ecclésiastique, l'évêque; pour les corporations, les gardes ou jurés; cependant le Corps du Commerce serait présidé par le juge consul en exercice. Quant aux corps d'arts libéraux et aux communautés d'artisans, ils désigneraient chacun un délégué, et ces délégués se réuniraient chez le lieutenant général de police pour nommer un député. — De cette façon, les communautés d'artisans n'auraient pas la majorité dans le collège électoral.

dant qui le communiqua à l'autorité centrale : le roi s'en inspira dans la constitution municipale spéciale que, le 18 Décembre 1773, il octroya à la ville de Troyes.

§ 3. *Texte du Règlement du 18 Décembre 1773* (50)

« RÈGLEMENT POUR L'ADMINISTRATION MUNICIPALE
DE LA VILLE DE TROYES »

« De par le Roi,

« Sa Majesté s'étant fait rendre compte de plusieurs
« contestations et difficultés survenues dans la Ville de
« Troyes, relativement à l'administration Municipale de
« ladite Ville, a reconnu que des contestations et difficultés
« venoient de l'incertitude dans laquelle étoient les Offi-
« ciers Municipaux, et autres personnes chargées de
« l'administration de ladite Ville, sur la forme, suivant
« laquelle elle devoit être régie et administrée depuis l'Edit
« du mois de Novembre 1771, par lequel Sa Majesté a
« révoqué ses précédens Edits des mois d'Août 1764, et
« Mai 1765, à quoi voulant pourvoir Sa Majesté, après un
« mur examen, a ordonné et ordonne ce qui suit :

« *Article I.* Le Bureau ordinaire de l'Hôtel de Ville de
« Troyes sera composé d'un Maire, de quatre Echevins,
« d'un Procureur Syndic, d'un Secrétaire Greffier et d'un
« Receveur, sans toutefois que les Procureur Syndic,
« Secrétaire Greffier et Receveur puissent avoir voix délibé-
« rative dans les assemblées.

« *Article II.* Il sera en outre choisi Seize Notables Habi-
« tans, parmi les différens Corps et Communautés de la
« Ville, ainsi qu'il sera dit ci-après, lesquels, avec les
« Officiers qui composent le Bureau ordinaire, et le Maire
« sortant d'exercice, formeront le Conseil Général de ladite
« Ville.

« *Article III.* Le temps de l'exercice du Maire sera de
« trois ans, celui des Echevins de deux ans, et celui des

(50) *Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 6^e cart., 1^{re} liasse.

« Notables, de six ans ; afin cependant qu'il y ait toujours
 « dans l'Hôtel de Ville des anciens Echevins et Notables,
 « qui puissent instruire les nouveaux, Sa Majesté veut que,
 « pour cette fois seulement, deux des Echevins qui seront
 « nommés par la présente ordonnance, exercent leurs fonc-
 « tions pendant trois ans, et les deux autres pendant deux
 « ans à compter de la seconde Fête de Pâques de l'année
 « 1774, et que la moitié des Notables soit changée au bout
 « de trois ans ; les Maire, Echevins et Notables ne pourront
 « être continués ou nommés de nouveau, qu'après un temps
 « égal à celui de leur exercice, si ce n'est par une permis-
 « sion expresse de Sa Majesté.

« *Article IV.* Le Procureur Syndic, le Secrétaire Greffier
 « et le Receveur exerceront les fonctions de leurs places
 « pendant six ans, et pourront être continués et nommés de
 « nouveau, autant de fois qu'il sera jugé convenable pour
 « le bien et l'avantage de la Communauté.

« *Article V.* Les Notables seront choisis dans les diffé-
 « rens Corps, ainsi qu'il suit :

« Sçavoir :

« Un..... dans le Clergé.

« Deux.... dans les Gentilshommes, Officiers Militaires et
 « Particuliers pourvus de charges donnant la
 « Noblesse.

« Un..... dans le Bailliage et Siège Présidial.

« Un..... dans les autres Juridictions.

« Un..... dans les Commençaux et Bourgeois vivant
 « noblement.

« Deux.... dans les Avocats et Médecins.

« Quatre. dans les Négociants, Commerçans et Mar-
 « chands.

« Un..... dans les Officiers des Compagnies de l'Arque-
 « buse et de Milice Bourgeoise.

« Un..... dans les Notaires et Procureurs.

« Un..... dans les Chirurgiens, Imprimeurs-Libraires et
 « autres exerçant les Arts Libéraux.

« Un..... dans les Fabriquans et principaux Artisans.

« *Article VI.* Ceux qui seront proposés pour remplir la
« place de Maire, seront choisis parmi les principaux
« Habitans de la Ville, sans qu'il soit besoin qu'ils aient
« déjà exercé d'autres places dans le Corps de Ville, en
« ayant cependant égard, autant qu'il se pourra, aux ser-
« vices rendus par ceux qui auront rempli les places
« d'Echevins ; à l'égard des Echevins, ils ne pourront être
« choisis que parmi les Notables, tant anciens qu'en exer-
« cice, ou parmi ceux qui auront exercé déjà des places
« d'Echevins ; le Procureur Syndic, le Secrétaire Greffier
« et le Receveur pourront être pris dans toutes les classes
« d'Habitans.

« *Article VII.* Nul ne pourra être proposé pour la place
« de Maire, ni élu Echevin, Procureur Syndic ou Notable,
« s'il n'est né dans la Ville de Troyes, ou qu'il n'y réside
« depuis dix ans, sans interruption.

« *Article VIII.* Il y aura toujours parmi les Echevins,
« au moins un Officier de Judicature ou Gradué, et jamais
« plus de deux ; la même règle sera suivie pour les Négoc-
« cians, Marchands et Commerçans ; le Père et le Fils,
« et deux Frères ne pourront occuper en même temps des
« places dans le Corps de Ville, ni même parmi les No-
« tables.

« *Article IX.* A l'expiration du temps pour lequel le
« Maire, les Echevins, le Procureur Syndic, le Secrétaire
« Greffier, le Receveur et les Notables seront ci-après
« nommés, il sera procédé, le jour de la seconde Fête de
« Pâques, à la pluralité des suffrages qui seront donnés
« par scrutin, à la nomination des sujets qui devront les
« remplacer, et ce dans une assemblée composée des Offi-
« ciers du Bureau ordinaire de la Ville, et des seize No-
« tables ».

« *Article X.* Veut cependant Sa Majesté, que pour
« remplir la place de Maire, il lui soit présenté trois sujets,
« lesquels seront élus comme il est dit ci-dessus, et dont

« les noms seront envoyés, immédiatement après l'élection,
« au Secrétaire d'Etat, ayant la Province de Champagne
« dans son département.

« *Article XI.* Celui que Sa Majesté aura choisi pour
« remplir la place de Maire, ne pourra en exercer les fonc-
« tions qu'après avoir fait enregistrer l'Acte de sa Nomi-
« nation au Greffe de l'Hôtel de Ville, et après avoir prêté
« serment entre les mains du Maire sortant d'exercice, qui
« jusqu'à ce temps, continuera d'en remplir les fonctions,
« ou en cas d'absence, entre les mains de l'Officier qui
« présidera le Corps de Ville.

« *Article XII.* Les Echevins, Procureur Syndic, Secrè-
« taire Greffier, Receveur et Notables ne pourront pareille-
« ment exercer leurs fonctions qu'après avoir prêté serment
« à l'Hôtel de Ville, entre les mains du Maire, ou en son
« absence du premier Officier municipal qui le remplacera ;
« sera en outre le Receveur tenu de donner un cautionne-
« ment, tel qu'il sera réglé dans une assemblée générale des
« Officiers de Ville et Notables.

« *Article XIII.* Toutes les affaires qui intéresseront le
« général des Habitans, soit pour la demande de nouveaux
« Droits, ou Octrois, continuation de ceux qui sont déjà
« établis, reddition de compte du Receveur, dépenses au-
« dessus de cinq-cens livres ; délibération pour intenter ou
« défendre à aucunes instances en Justice, et autres affaires
« de conséquence, seront portées dans une assemblée
« générale, composée, comme il est dit ci-dessus ; et quant
« aux affaires courantes et d'administration ordinaire, elles
« seront traitées dans le Bureau ordinaire de la ville ; le
« Maire ou premier Officier Municipal, en son absence,
« présidera auxdites assemblées, tant générales que du
« Bureau ordinaire, et le Procureur Syndic y fera les
« réquisitions nécessaires, et exercera les fonctions du
« Ministère public, ainsi que dans les différentes parties
« des Juridictions qui appartiennent aux Maire et Eche-
« vins.

« *Article XIV.* Les assemblées générales des Habitans
« qui avoient lieu avant les Edits de 1764 et 1765 sont et
« demeureront supprimées, et il ne pourra en être convoqué
« aucune de ce genre, si ce n'est par les ordres exprès de
« Sa Majesté, qui veut, au surplus, que les délibérations
« prises dans les assemblées générales, soit pour entre-
« prendre des Procès, ou pour y défendre, ou autres cas
« spécifiés dans les Ordonnances et Règlements, ne puissent
« être exécutées qu'après qu'elles auront été approuvées,
« suivant qu'il est porté par lesdites Ordonnances et Règle-
« ments.

« *Article XV.* Toutes les assemblées, tant générales que
« du Bureau ordinaire, seront convoquées par le Maire, ou
« en son absence, par le Premier Officier Municipal, à la
« diligence du Procureur Syndic. Ne pourront cependant
« les assemblées générales être convoquées, sans qu'au
« préalable il en ait été délibéré dans une assemblée du
« Bureau ordinaire, à l'exception seulement de celles qui
« auront pour objet la nomination des Officiers et Nota-
« bles, dont le jour est indiqué par la présente Ordonnance.

« *Article XVI.* Les privilèges et exemptions accordées
« par les Règlements et Ordonnances aux Officiers muni-
« cipaux n'auront lieu que pour ceux qui composent le
« Bureau ordinaire de la Ville, et seulement pendant le
« temps de leur exercice, sans qu'ils puissent s'étendre aux
« anciens officiers, ou qui sortiront de places, ni aux
« Notables.

« *Article XVII.* Afin de prévenir les difficultés qui
« pourroient s'élever pour la première nomination des
« Officiers Municipaux et Notables, Sa Majesté a jugé
« convenable de nommer elle-même ceux qui doivent rem-
« plir lesdites places,

« *Sçavoir :*

« Le Sr Dereins, Lieutenant Criminel, pour remplir la
« place de Maire, jusqu'à la seconde Fête de Pâques de
« l'année 1777.

« M. Doé, Receveur des Tailles, M. Gouault-Jeanson,
« négociant, pour remplir deux places d'Echevin jusqu'à
« la seconde Fête de Pâques de l'année 1776.

« M. Huez, ancien Conseiller au Bailliage, M. Rapault,
« ancien Directeur de la Monnaie, pour remplir les deux
« autres places d'Echevin, jusqu'à la seconde Fête de
« Pâques de l'année 1777.

« Pour remplir la place de Procureur Syndic, jusqu'à la
« seconde Fête de Pâques de l'année 1780, le Sr Fromageot,
« Rapporteur du Point-d'Honneur.

« Pour remplir, pendant pareil temps, la place de Secrè-
« taire Greffier, le Sr Blanchart, et le Sr Finot pour remplir
« celle de Receveur.

« Pour remplir huit places de Notables pendant trois
« ans, à compter de Pâques 1774, les Srs Noël de Bûchères,
« Ecuyer ; Vaulthier, Maître Particulier des Eaux et
« Forêts ; Calabre, Avocat ; Nicolas Lemaire, Négociant ;
« Camusat de Belombre, Négociant ; Boilletot, Comman-
« dant de la Milice Bourgeoise ; Rondot, Orfèvre ; Gillain,
« Fabriquant de Draps.

« Pour remplir les huit autres places de Notables, pen-
« dant six ans, à compter du même temps : les Srs l'Abbé
« Eloy, Archidiacre de la Cathédrale ; Angenoust de Cer-
« vets, Ecuyer ; Bonnemain, Conseiller au Bailliage ;
« Pistollet, Bourgeois ; Carré, Avocat ; Mauroy-Vaulthier,
« Négociant ; Jeanson-Lejeune, Négociant ; Chastel, No-
« taire.

« *Article XVIII.* Veut au surplus Sa Majesté, que le
« présent Règlement soit exécuté selon sa forme et teneur,
« nonobstant tous autres Règlements, usages, et choses à
« ce contraires ; ordonne au Sr Intendant-Commissaire
« départi pour l'exécution de ses ordres dans la Province
« et frontière de Champagne, d'y tenir la main ; et dans
« le cas où il surviendrait quelques difficultés ou contes-
« tations pour l'exécution d'iceluy, Sa Majesté s'en est

« réservé la connoissance à soi et à son Conseil, et icelle
« interdite à toutes ses autres Cours et Juges.

« Fait à Versailles, le dix-huit Décembre mil sept cent
« soixante-treize. Signé : LOUIS, et plus bas, PAR LE ROI.
« Signé, Bertin, avec paraphe ».

§ 4. *Appréciation du nouveau Règlement*

Ce règlement, qui est la dernière en date des constitutions municipales de Troyes et qui devait rester en vigueur jusqu'en 1790, apparaît comme une application exacte de la politique traditionnelle de la Royauté. Le roi s'est efforcé de tenir compte des traditions, des privilèges de la ville et des requêtes qui lui avaient été présentées, mais en même temps, il a tenu à ce qu'aucune classe ou aucun clan n'accaparât le Corps de Ville et à ce que son recrutement ne donnât pas lieu, comme de 1765 à 1769, à des cabales et à des troubles.

C'est pourquoi, si le règlement du 18 Décembre 1773 s'inspire du projet adressé à l'intendant par le Corps de Ville en exercice ⁽⁵¹⁾, d'une part, le roi se réserve la nomination du maire parmi trois candidats ⁽⁵²⁾ et n'admet pas le retour à l'inamovibilité des conseillers de ville qui sont même supprimés ⁽⁵³⁾. D'autre part, pour prévenir les

(51) Le roi accordait, par exemple, la désunion entre les fonctions de receveur et de procureur syndic, dont la fusion opérée par l'édit de 1765 avait provoqué des protestations incessantes.

(52) Remarquer que l'élection des 3 candidats à présenter comme maire, ainsi que celles du procureur syndic, du receveur et du secrétaire greffier ont lieu maintenant à Pâques, au même moment que celles des échevins et des notables. A partir de 1774, la Saint-Barnabé cesse donc d'être une date dans la vie municipale de Troyes.

(53) En fait, ce furent les notables qui les remplacèrent et furent associés étroitement, au même titre qu'auparavant les conseillers de ville, aux délibérations du Corps de Ville (cf. *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 53^e et 54^e reg.). Une décision du secrétaire d'Etat du 13 Décembre 1779 leur accorda même la qualité de « conseillers « notables » (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 6^e cart., 1^{re} liasse). — Substitution entièrement conforme au principe de l'équilibre des classes, puisque, alors que jadis les conseillers de ville appartenaient souvent à la même famille et au même clan, les notables devaient être choisis parmi les différents états de la ville. — Dans le même ordre d'idées, le roi interdisait de nouveau la présence simultanée dans le Corps de Ville d'un père et d'un fils et de deux frères.

brigues occasionnées par les élections, le roi, plutôt que de se rallier au système de recrutement complexe proposé par le Corps de Ville d'alors, préfère adopter le mode de recrutement par cooptation, (en spécifiant à nouveau que les élections devront avoir lieu, non à haute voix, mais par scrutin). Certes cette dernière innovation a pour inconvénient de mettre fin à la traditionnelle intervention des corporations dans les élections municipales, mais le but de ce changement est d'éviter des troubles qui se sont produits si souvent, et dont, de 1765 à 1769, la ville venait encore d'être le théâtre ⁽⁵⁴⁾.

En résumé, il semble qu'un progrès certain a été accompli par le règlement de 1773. Certes le Corps de Ville restait entre les mains d'une « aristocratie » : du moins cette aristocratie était-elle formée par la réunion d'un certain nombre de corps de la ville, dont les intérêts souvent opposés devaient être pris en considération et conciliés. Ainsi les Commerçants, partie active de la population, voyaient leur représentation accrue et surtout assurée ; le Clergé, qui pendant plus de deux siècles avait été tenu à l'écart, obtenait la place qu'il était nécessaire et suffisant de lui accorder dans l'administration municipale ; aux « Fabriques quants et principaux Artisans », était également octroyé un siège de notable, rôle qui, si modeste qu'il fût, était

(54) *Boutiot* s'élève avec indignation contre le nouveau mode de recrutement de la municipalité : « La municipalité de Troyes fut, « pendant les seize dernières années de la monarchie, formée par la « voie de l'élection. Mais quelle élection ! vingt-cinq électeurs au plus « constituaient le bureau ordinaire et le Conseil général de la ville. « La représentation des intérêts généraux de la population existait-elle réellement ? Non. L'élection était entre les mains de quelques « familles, de quelques habitants seulement ! Il n'y a plus de place « pour la plus grande partie de ces derniers. Les corporations n'ont « plus voix même dans les élections. Les affaires communes sont « entre les mains d'une espèce d'oligarchie, dont les membres sont « choisis seulement dans quelques familles » (IV, ch. 26, p. 608). A quoi *Albert Babeau* réplique, non sans raison : « Si la municipalité « n'était pas comme autrefois nommée par les délégués ou portants-voix des corporations, elle n'était pas moins indépendante, parce « qu'elle se recrutait par elle-même et qu'elle devait faire ses choix « dans certaines catégories ».

cependant préférable à l'exclusion dédaigneuse longtemps lancée à leur égard par les « personnages notables » de la ville.

Aussi bien le roi prenait-il soin, pour constituer la nouvelle assemblée et « pour prévenir les difficultés qui « pourraient s'élever pour la première nomination » (55), de désigner lui-même les premiers officiers municipaux et notables. Ainsi les maire et échevins n'eurent-ils qu'à prendre connaissance du règlement et à installer le nouveau Corps de Ville de Troyes, le 3 Janvier 1774 (56).

(55) Art. 10 du règlement.

(56) *Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg., f^o 68 v^o.

CHAPITRE TROISIÈME

Les dernières années du Corps de Ville de Troyes

SECTION 1. — Le « bon ordre » retrouvé

L'application du Règlement du 18 Décembre 1773 ne donna lieu à aucun incident.

I. Régulièrement tous les trois ans, à Pâques, le « Conseil Général » de la Ville élisait 3 candidats qu'il présentait au roi pour que celui-ci désignât le maire. En même temps, d'ailleurs, il « suppliait » Sa Majesté de continuer le maire sortant d'exercice. Le roi acceptait de le continuer une fois ⁽¹⁾, mais seulement une fois ⁽²⁾. Il désignait toujours le premier des candidats présentés par le Corps de Ville ⁽³⁾, qui étaient tantôt des personnes de robe longue et tantôt des négociants ⁽⁴⁾.

(1) Ainsi Dereins en 1777 (*Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg.) ; Berthelin en 1783 (*Archives de Troyes*, Boutiot, AA, 1^{er} cart., 5^e liasse) Claude Huez en 1789 (*Ib.*).

(2) Le roi voulait éviter que le maire se perpétuât dans ses fonctions. Ainsi le 18 Avril 1786, le Corps de Ville, tout en désignant 3 candidats nouveaux, demanda au roi la continuation de Berthelin, maire depuis 6 ans. Le roi, par brevet du 23 Juin, nomma Claude Huez, l'un des 3 candidats présentés, se refusant ainsi à continuer une nouvelle fois Berthelin.

(3) En 1780, les 3 candidats présentés furent : Berthelin-Fromageot, négociant ; Claude Huez, ancien conseiller au Bailliage ; et Doé, receveur des tailles : le roi désigna Berthelin. En 1786, les 3 sujets furent présentés dans l'ordre suivant : Claude Huez, Doé et Rapault, ancien directeur de la Monnaie : Huez fut désigné par le roi (*Archives de Troyes*, Boutiot, Q, 8^e reg., et A, 54^e reg.).

(4) Ainsi se succédèrent à la mairie, de 1774 à 1789, Dereins, lieutenant criminel au Bailliage (1774-1780) ; Berthelin, négociant (1780-1786) ; Claude Huez, conseiller au Bailliage (1786-1789).

II. L'accord ne régna pas moins dans le Corps de Ville pour désigner les échevins. Le règlement de 1773 avait donné à cet égard une certaine supériorité aux personnes de robe longue, puisque, des 4 échevins désignés par le roi, seul Eustache Gouault était négociant. Non seulement les commerçants conservèrent leur siège en 1776, mais ils obtinrent en 1777 un deuxième poste d'échevin (5). Jusqu'à la fin, des 4 échevins, 2 furent membres de corps judiciaires et 2 commerçants : ces derniers regagnèrent donc dans le Corps de Ville une place que l'on peut juger à peu près proportionnelle, semble-t-il, à leur importance dans la cité.

La seule modification qui intervint fut la prolongation de la durée de la fonction d'échevin, qui fut portée de deux à quatre ans par une ordonnance de Louis XVI du 27 Mars 1781, rendue sur requête du Corps de Ville. Celui-ci avait en effet envoyé, le 19 Mars, au comte de Vergennes, secrétaire d'Etat, un mémoire où il expliquait que « les échevins » ont à peine le temps de se mettre au fait et ils quittent « leurs places au moment où les connoissances qu'ils » viennent d'acquérir les mettoient à la portée de se rendre « plus utiles... Aujourd'hui que l'administration est plus » concentrée dans le Bureau, les 4 échevins sont devenus « plus nécessaires, et il est indispensable qu'ils connoissent » parfaitement les affaires de la Ville ». A cet inconvénient, le Corps de Ville proposait le remède suivant : « prolonger » la durée de l'exercice des échevins, ordonner qu'ils resteront en place pendant quatre ans, et qu'au lieu de deux « qui sortent chaque année, il n'en sortiroit qu'un... ». Aussi « décidait-il que « les officiers municipaux s'adresseroient » à Monseigneur le Comte de Vergennes, suppleroient le « Ministre de vouloir bien autoriser le Corps de Ville à ne » nommer désormais qu'un Echevin chaque année et d'or-

(5) En 1776, en remplacement de Doé, receveur des tailles, et Gouault, négociant, Claude Collinet, avocat, et Louis de Mauroy-Vaulthier, négociant, furent élus. — En 1777, en remplacement de Claude Huez et Rapault, qui tous deux appartenaient à des corps judiciaires, furent nommés échevins : Camusat de Bonnemain, négociant, et Chastel, notaire. Désormais, il y avait 2 échevins commerçants (*Archives de Troyes*, Q, 8^e reg.).

« donner que la durée de l'exercice des Echevins seroit de « quatre années » ⁽⁶⁾. Satisfaction ne tarda pas à leur être donnée.

III. L'union des classes était donc réalisée dans le Corps de Ville de Troyes, qui pouvait ainsi poursuivre une œuvre plus utile. Les rapports entre les marchands et les officiers du Bailliage étaient excellents. Les relations entre le Corps de Ville et le Clergé s'améliorèrent aussi, et la ville accordait des secours pour permettre la création de plusieurs écoles d'Oratoriens ⁽⁷⁾. Enfin les contacts inévitables entre les maire et échevins et le lieutenant général de police, qui avaient été, durant tout le XVIII^e siècle, une cause fréquente de troubles, devenaient, à partir de 1780, de plus en plus cordiaux ⁽⁸⁾.

Un des témoignages de l'union qui régnait au sein du Corps de Ville est le désir manifesté par ses membres de montrer son homogénéité par le port d'un costume uniforme pour les maire et échevins dans les cérémonies publiques : une ordonnance de Louis XVI du 14 Juillet 1787 leur donna satisfaction :

« Sa Majesté, ayant égard aux représentations du Corps « de Ville de Troyes et à sa délibération du vingt-cinq Juin « dernier, a ordonné et ordonne que, sans s'arrêter à l'or-

(6) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 53^e reg., f^o 109 et suiv.

(7) *Chanoine Prévost*, Le Diocèse de Troyes, ouvr. cit., III, p. 259. — En 1777, la ville ouvrit, par exemple, une souscription pour la création d'une école sur la paroisse Saint-Madeleine. — L'école fut finalement bâtie sur la paroisse Saint-Pantaléon : pour son entretien, le Corps de Ville organisa une nouvelle souscription (1780).

(8) *Ricommard*, ouvr. cit., p. 287 et 476-488. — Il faut noter que les lettres patentes de Louis XVI du 30 Mai 1781 avaient « porté « désunion de l'office de lieutenant général de police de Troyes des « offices du Bailliage de ladite ville pour être dorénavant exercé par « un seul officier en titre », réforme que les marchands n'avaient cessé de réclamer sans succès durant tout le XVIII^e siècle, lorsqu'ils étaient les maîtres exclusifs du Corps de Ville (*Ib.*, p. 307). — Le nouveau lieutenant général de police, qui exerça sa charge de 1781 à 1790, fut le sieur Sourdat, dont la « collaboration et la bonne « entente » avec les maire et échevins produisirent « d'excellents « résultats », « augmentant l'autorité de l'un et des autres » (*Ib.*, p. 488).

« donnance du vingt-un Avril mil sept-cent-quatre-vingt-un,
« qui sera et demeurera comme non avenue, les maire et
« échevins et procureur du roi-syndic de la dite ville, porte-
« ront dans les cérémonies publiques une robe longue de
« satin de couleur violette avec une soutane appelée
« simarre et ceinture noire, et ceux des dits officiers qui
« seront gradués, le chaperon ordinaire des gradués.
« Ordonne pareillement Sa Majesté que les conseillers-no-
« tables de la dite ville porteront, dans les dites cérémonies,
« l'habit de cérémonie attaché à leur état et à leurs charges
« personnelles » ⁽⁹⁾.

Quand donc les maire et échevins, dans le mémoire qu'ils adressaient à Vergennes en 1781, déclaraient que « depuis
« sept ans... la paix, le bon ordre, la tranquillité ont régné
« sans interruption et le public a paru également satisfait
« de la manière dont la ville étoit administrée » ⁽¹⁰⁾, cette affirmation, peut-être proclamée par flatterie ou vanité, ne semble néanmoins pas exagérée.

SECTION 2. — L'esprit nouveau

§ 1. *Les progrès des idées nouvelles*

Cette stabilité matérielle apparente qu'avait enfin acquise le Corps de Ville de Troyes dissimulait en réalité un profond désordre moral. La bourgeoisie commerçante et la noblesse de robe, parmi lesquelles se recrutaient les administrateurs de la cité, étaient en général acquises aux idées nouvelles. Dans ces théories, exposées par les philosophes

(9) Chanoine *Prévost*, Le costume des officiers municipaux de la Ville de Troyes, p. 9-17. — Le problème avait été déjà soulevé en 1781, mais si tous les membres du Corps de Ville étaient d'accord sur le principe de l'uniformité, une discussion courtoise s'était élevée entre les commerçants et artisans, d'une part, partisans de l'habit noir court, et les membres des corps judiciaires, d'autre part, partisans de la robe longue. C'est à ce dernier avis que tous les membres du Corps de Ville de 1787 se rallièrent. Ces questions de costumes, comme celles de préséance, avaient, sous l'Ancien Régime, une importance qu'elles ne revêtent plus de nos jours.

(10) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 53^e reg., f^o 109.

et les écrivains du XVIII^e siècle, on trouvait à la fois un ardent désir de liberté, une certaine conception étroite de l'égalité, une aspiration à un « despotisme éclairé », inspiré d'exemples étrangers et d'ailleurs mal défini, et une hostilité contre toutes les traditions qui se manifestait notamment, dans l'ordre politique, par la désaffection à l'égard d'institutions séculaires, et, dans l'ordre religieux, par une attitude nettement anticléricale et parfois même anticatholique (11).

On retrouve partiellement ces idées dans les œuvres de l'historien et avocat troyen Grosley, surnommé par certains le « Voltaire Champenois », et qui, bien qu'attaché de cœur à toutes les traditions, éprouvait une grande admiration pour la constitution libérale anglaise, eut des relations fréquentes avec les encyclopédistes et ne dissimula jamais ses opinions jansénistes (12).

Aussi bien, le mouvement janséniste avait bénéficié, au XVIII^e siècle, d'une grande faveur parmi le clergé troyen, et les troubles multiples qu'il occasionna contribuèrent à hâter les progrès de l'athéisme (13).

(11) *Olivier-Martin*, Précis..., ouvr. cit., p. 387. — *Daniel Mornet*, Les Origines intellectuelles de la Révolution Française.

(12) Cf. *Morel-Payen*, La vie pittoresque et laborieuse de l'historien troyen Grosley, pl. 17, 25, 32.

(13) De 1716 à 1742, sous l'évêque Jacques-Bénigne Bossuet, neveu de l'écrivain, adversaire de la bulle Unigenitus, le Jansénisme avait fait beaucoup de progrès. Aussi Louis XV nomma-t-il en 1742, pour évêque, Poncet de la Rivière, à tendances nettement orthodoxes. Mais les progrès passés avaient porté leurs fruits, même parmi le clergé (les Oratoriens par exemple), et des conflits violents mirent aux prises le clergé orthodoxe et le Bailliage, à tendances jansénistes, ou du moins gallicanes, à propos notamment de l'affaire du refus des sacrements. C'est ainsi que, après avoir décrété de prise de corps le curé de Sainte-Madeleine, le Bailliage de Troyes n'hésita pas ensuite à frapper l'évêque lui-même, qui avait décidé de desservir la paroisse Sainte-Madeleine en personne. De tels incidents ne pouvaient que favoriser parmi les fidèles le développement d'un certain sentiment de scepticisme religieux. M. *Daniel Mornet* (ouvr. cit., p. 184) signale qu'« il y a... dès 1750 beaucoup d'impies » au collège des Oratoriens de Troyes. (Cf. Chanoine *Prévost*, Le Diocèse de Troyes, ouvr. cit., III, et *Carré*, ouvr. cit., p. 371-379). — Dans le domaine laïque, les progrès de la franc-maçonnerie à Troyes pendant la 2^e moitié du XVIII^e siècle parmi les classes aisées de la population (En

Au surplus, la résistance des gens de robe longue aux réformes que tentait d'opérer le pouvoir central fut, tant pour des raisons d'ordre local que par suite de cette transformation morale, accueillie à Troyes avec sympathie. Quand, en 1787, le Parlement fut exilé à Troyes, le « Bu-
« reau ordinaire de l'Hôtel de Ville », alors présidé par Claude Huez, exprima son adhésion à la conduite des parlementaires ⁽¹⁴⁾. De même lorsque, quelques mois plus tard, l'édit de Lamoignon remplaça le Parlement par une Cour plénière et fit dépendre le bailliage de Troyes du « grand
« bailliage » de Châlons, le Corps de Ville joignit sa protestation à celle du Bailliage ⁽¹⁵⁾.

§ 2. *Les cahiers des Etats-Généraux et la constitution municipale de Troyes*

Cet état d'esprit apparut encore dans le cahier de doléances rédigé pour les Etats-Généraux de 1789 par le tiers-état du bailliage de Troyes, qui, comme on le sait, avait pour base le cahier de la ville. Ce cahier manifeste, comme on a pu l'écrire de l'ensemble des cahiers du royaume ⁽¹⁶⁾ « un vif attachement aux anciennes libertés et

1773, un conseiller du roi au Bailliage, Chaperon, était secrétaire de la Loge de Troyes) (Cf. *Socard*, *La Franc-Maçonnerie à Troyes*) favorisa, dans le même sens que le Jansénisme, le progrès des idées nouvelles, en développant notamment « un certain esprit d'égalité » (*Daniel Mornet*, ouvr. cit., p. 377) incompatible avec les franchises et privilèges qui formaient la base des institutions traditionnelles de l'Ancien Régime.

(14) A. Babeau, *Histoire de Troyes pendant la Révolution*, I, p. 38.

(15) A. Babeau, *Troyes pendant la Révolution*, ouvr. cit., I, p. 51. — Quand, quelque temps après, le Parlement fut rétabli et de Lamoignon éloigné du pouvoir, le Corps de Ville de Troyes envoya à Paris une délégation « pour le féliciter sur son rétablissement » ; la délégation était composée du maire, d'un échevin et de deux notables : l'échevin était Lemuet, négociant (*Ib.*, p. 55). — Il est vrai que, du point de vue local, il était étrange de faire dépendre le bailliage de Troyes, capitale de la Champagne, d'un grand bailliage situé à Châlons : cette considération justifie en partie l'opposition de la ville et du Bailliage de Troyes à la réforme de Lamoignon, comme celle, qui s'était manifestée 17 ans plus tôt, à la réforme de Maupeou.

(16) *Bainville*, ouvr. cit., II, p. 29.

« aux privilèges locaux en même temps que le désir d'unifier les lois ».

D'une part, en effet, on y trouve des tendances « libérales », « égalitaires », « parlementaires », « jansénistes » (17). Mais, d'autre part, l'article 156 du cahier du tiers-état de la ville de Troyes, devenu, avec une simple modification de forme, l'article 182 du cahier du tiers-état du bailliage, demandait « que les maire et échevins fussent « à l'avenir élus dans une assemblée générale de ladite ville « en laquelle assisterait un député de chacun des corps et « communautés ». Il réclamait donc le retour à une tradition qui avait subsisté jusqu'aux réformes de 1764 (18).

SECTION 3. — Disparition du Corps de Ville de Troyes

§ 1. *Le décret du 14 Décembre 1789*

I. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, les membres du Corps de Ville de Troyes furent déçus par les événements de 1789. Cependant ils continuaient d'envisager avec confiance les suites de la réunion des Etats-Généraux. Le jour même du 14 Juillet, la municipalité écrivit à

(17) A. Babeau, *Troyes pendant la Révolution*, ouvr. cit., I, p. 133.

(18) Cf. Vernier, *Cahier de doléances du Bailliage de Troyes pour les Etats Généraux de 1789*, I, p. 287, et III, p. 207. — Il convient de remarquer que l'assemblée de la ville de Troyes chargée d'élire ses députés et de rédiger ses cahiers était composée conformément au système dont elle réclama le retour pour les élections municipales. Il est curieux de noter aussi que l'article 156 du cahier de la ville de Troyes avait été « omis » lors de la lecture de ce cahier, le 18 Mars. Il y fut réintégré à l'assemblée du 26 Mars, réunie pour nommer ses députés à l'assemblée du bailliage. De la sorte, alors que l'ensemble du cahier de la ville est suivi de 39 signatures, l'art. 156 est suivi de 54 signatures : cependant, certaines personnes de robe longue, qui ont signé le 18 Mars, n'ont pas signé la demande de réforme formulée dans l'art. 156 : tels Dereins, lieutenant criminel au Bailliage ; Babeau, conseiller au Bailliage ; Rapault, bourgeois, ancien Directeur de la Monnaie ; les corps aristocratiques et judiciaires paraissaient donc manifester une certaine hostilité contre ce retour à l'ancien système. — Par contre, le cahier du Clergé demandait aussi, dans son art. 72, que les officiers municipaux fussent nommés « progressivement par corporations » (*Ib.*, p. 121).

l'Assemblée Nationale pour « la complimenter de la réunion
« de ses membres, de ses soins et de ses travaux pour le
« bien public et la régénération du Royaume » (19).

Cependant l'émeute parisienne ne tarda pas à exciter les esprits, déjà agités par la cherté des grains et la crainte de la disette dont on avait tendance à rendre responsable l'administration municipale. Les troubles qui éclatèrent au mois d'Août et dont le point culminant fut, le 9 Septembre, l'assassinat du maire Claude Huez, avaient affaibli l'autorité du Corps de Ville de Troyes, qui avait dû admettre, le 29 Août, la collaboration méfiante d'un Comité de 64 commissaires élus, présidé par le conseiller au Bailliage, Truelle de Chambouzon, « homme violent et ambitieux, qui était « prêt à se mettre à la tête du parti de la Révolution » (20). Une fois l'ordre partiellement rétabli, une sentence du Bailliage du 29 Septembre déclara « illégal l'exercice du « Comité », et, le 30 Septembre, les échevins et notables purent reprendre régulièrement leurs fonctions sous la présidence de Denesles, conseiller du roi au Bailliage, 1^{er} échevin (21).

II. Ce ne devait pas être pour longtemps. Le 14 Décembre 1789, un décret pris par l'Assemblée Constituante (22) organisa l'administration municipale sur un plan uniforme : il « supprima et abolit... les municipalités
« actuellement subsistant en chaque ville, bourg, paroisse
« ou communauté, sous... quelque titre et qualification que
« ce soit ». Il les remplaça par des corps municipaux élus

(19) A. Babeau, Troyes pendant la Révolution, ouvr. cit., I, p. 191.

(20) A. Babeau, Troyes pendant la Révolution, ouvr. cit., p. 205-242. — A partir du 29 Août et pendant un mois environ, l'administration de la Ville fut en fait confiée à ce Comité, où les membres du Corps de Ville, au nombre de 21, n'étaient pas de force à résister à l'influence des 64 commissaires qui se refusaient à prendre des mesures énergiques pour faire cesser les troubles (*Ib.*, p. 243 et suiv.).

(21) A. Babeau, Troyes pendant la Révolution, ouvr. cit., p. 252 et suiv. — *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 54^e reg.

(22) *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée Nationale*, I, p. 196 et suiv.

par tous les citoyens « actifs » réunis en assemblées qui « ne pourront se former par métiers, professions ou corporations, mais par quartiers ou arrondissements » (23).

Bien que la nouvelle organisation fût loin d'être conforme à leurs désirs, les officiers municipaux ne manifestèrent aucune réticence pour appliquer le décret du 14 Décembre. Le 7 Janvier 1790, le « Conseil Général » de la ville fut réuni, et le premier échevin donna lecture à ses collègues des lettres patentes du roi et d'une instruction reçues de l'intendant de la généralité de Châlons « sur le « décret de l'Assemblée Nationale pour la constitution des « municipalités ». Après avoir « unanimement arrêté et « ordonné » que ces actes seraient « enregistrés au Registre « des Mandements de Sa Majesté », les officiers municipaux décidèrent d'informer « le Public qu'en exécution du décret « de l'Assemblée Nationale du 14 Décembre et des lettres « patentes du Roi données à Paris dans le même mois, il « serait procédé le lundi 18 janvier 1790, heure de sept du « matin, à la formation de la municipalité », et, en vue du scrutin, ils divisèrent la ville en sept sections (24).

§ 2. *La transmission des pouvoirs*

Les élections, commencées de fait le 18 Janvier, durèrent trois semaines (25). C'est donc le Vendredi 12 Février 1790 qu'eurent lieu la dernière séance de l'ancien Corps de Ville de Troyes et la première séance de la nouvelle municipalité (26).

Tout d'abord, les officiers municipaux encore en exercice s'assemblèrent à 11 heures du matin « à l'effet de procéder... à la proclamation des Officiers Municipaux et

(23) Art. 7. — La rupture avec la tradition était donc complète.

(24) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 54^e reg., f^o 71 v^o.

(25) A. Babeau, *Troyes pendant la Révolution*, ouvr. cit., I, p. 280.

(26) *Archives de Troyes*, Boutiot, A, 54^e reg., f^o 82 v^o et 83.

« Notables nommés par la Commune conformément aux
« décrets et lettres patentes » de Décembre, et « suivant le
« résultat des procès-verbaux de recensement par nous
« faits en présence des commissaires des sept sections, les
« 23 et 30 Janvier derniers, les 3, 5, 6 et 11 du présent
« mois ».

Ce fut ensuite la cérémonie de la proclamation des nouveaux élus : « Nous sommes sortis (porte le procès-verbal)
« de la Chambre du Conseil, précédés du Trompette, et des
« sergents de l'Echevinage, assistés du Secrétaire Greffier
« ordinaire, et nous étant avancés sur le perron au devant
« de la principale porte de l'Hôtel de Ville, où étant nous
« avons fait annoncer par le Trompette que la proclamation alloit être faite, et ensuite le Secrétaire Greffier ordinaire a lû à haute et intelligible voix la liste des Officiers Municipaux dans l'ordre où ils ont été élus... ».

Puis ce fut la prestation du serment « d'être fidèles à la
« Nation, à la Loy et au Roy, et de maintenir de tout leur
« pouvoir la constitution du Royaume décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le Roy ».

Le même jour, le nouveau Corps municipal fut installé dans ses fonctions. Réunis à une heure de l'après-midi, les nouveaux élus désignèrent d'abord le secrétaire greffier, qui resta Jean-Baptiste Olivier, puis il fut convenu « avec
« MM. les Officiers Municipaux sortants de procéder dès
« cet après-midy trois heures de relevée, à l'inventaire des
« titres et papiers concernant l'administration et comptabilité municipale ; et des Meubles et effets appartenant à
« la Commune ».

Ainsi se terminait le rôle du Corps de Ville de Troyes, qui disparaissait après trois siècles d'existence.

CONCLUSION

Les changements survenus dans la composition du Corps de Ville de Troyes sont étroitement liés à l'évolution historique. Au Moyen-Age, c'est la nécessité d'organiser la défense de la cité, de construire des fortifications pour la protéger contre l'ennemi, qui est à la base de son existence : aussi les chefs de la Milice Bourgeoise jouent-ils, tant dans les Conseils de Ville intermittents des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles que dans l'Echevinage organisé par les chartes de Louis XI, un rôle prépondérant. A partir du ^{xvi}^e siècle, la sécurité de la ville étant assurée, la constitution se modifie, et la représentation des citoyens dans le Corps municipal est réalisée par la participation des diverses corporations de la ville à sa nomination. Pendant plus de deux siècles, ce système se maintient, mais il fonctionne au profit exclusif des gros marchands, dont les liens familiaux se resserrent, et qui tendent ainsi à former une caste, à accaparer l'Echevinage et à exercer un pouvoir d'autant plus exclusif que la richesse s'accumule peu à peu entre leurs mains. Le règlement de 1773, après la courte réaction de 1765, semble avoir enfin réussi à établir, tant en fait qu'en droit, une représentation plus harmonieuse, mais son application ne tarde pas à être interrompue par la Révolution.

Toutes ces constitutions municipales sont l'œuvre, soit du roi, soit des juridictions auxquelles il a délégué ses pouvoirs. Le roi, en effet, exerce une surveillance constante sur l'application des chartes qu'il a octroyées, et son action s'est accrue en même temps que son autorité. Longtemps, il n'est intervenu que quand les intrigues venaient troubler la tranquillité de la ville. Mais à partir du xvii^e siècle, lorsqu'il eut à sa disposition, en la personne de l'intendant, un agent plus sûr et de tendances moins aristocratiques que le bailli et les autres juges royaux, il s'efforça de régulariser la vie municipale, de réaliser, autant que faire se pouvait, un équilibre entre les diverses classes de la cité : c'est par ces facteurs que s'explique le règlement du 18 Décembre 1773.



Porter un jugement sur l'organisation du Corps de Ville de Troyes est difficile, comme il est malaisé d'apprécier toute institution ancienne, parce que nous avons tendance, soit à dépeindre le passé « sous les couleurs de l'âge d'or », soit à prétendre le juger selon les idées du siècle auquel nous vivons. Certes nous avons vu que l'organisation municipale de Troyes n'était pas parfaite : l'instabilité et l'incertitude de certaines règles qui y présidaient heurtent nos conceptions modernes et l'idée qu'elles se font de l'égalité. Objection plus sérieuse : la puissance exclusive qu'a exercée pendant une longue période une sorte de ploutocratie montre que la constitution municipale présentait alors, tout au moins dans la pratique, de graves défauts. Mais nous ne devons pas exagérer l'importance d'abus, qui, s'ils ont été parfois trop flagrants, restaient cependant exceptionnels.

Au surplus, ce qui paraît indiscutable, c'est que l'organisation du Corps de Ville de Troyes était l'application des principes de notre ancien Droit public : son existence était basée sur des privilèges particuliers à la ville ; ses membres étaient choisis par et parmi les divers corps de la cité. A travers toutes les modifications que nous avons décrites, ces principes semblent être restés stables.

Cependant, selon plusieurs auteurs, ils seraient devenus en fait lettre morte à partir du xviii^e siècle. Ces historiens soutiennent que les « libertés » municipales ont alors été ruinées, et que Troyes a ainsi perdu une grande partie de sa vitalité. L'un d'entre eux s'exprime en ces termes : « Rien de plus terne que l'histoire de Troyes au xviii^e siècle. Les seuls événements qui viennent rompre la monotonie de cette ennuyeuse période sont les luttes du Jansénisme et de la magistrature contre l'autorité royale » (1). Époque ennuyeuse, peut-être, pour l'historien, mais non, à coup sûr, du point de vue des contemporains : car, si l'histoire est faite des luttes intestines « qui viennent en rompre la monotonie », les peuples heureux ne sont-ils pas ceux qui n'ont pas d'histoire ? Comme le remarque Albert Babeau (2), « la santé se décrit mal, parce qu'elle ne se sent pas comme la maladie, parce qu'elle est l'état normal et qu'il semble superflu d'en exposer les symptômes ».

Nous croyons en effet avoir démontré que, pas plus au xviii^e siècle qu'au xvii^e, les libertés municipales n'ont été étouffées à Troyes. Le roi, abstraction faite de sa politique fiscale (politique d'expédients, certes, mais d'expédients trop souvent répétés), n'a limité ces libertés que pour permettre un fonctionnement plus normal de l'administration municipale. Il apparaît qu'à cet égard, un progrès certain a été accompli par les réformes de la fin du xviii^e siècle.



Si les principes qui, depuis plusieurs siècles, présidaient à l'organisation du Corps de Ville de Troyes furent brusquement abandonnés en 1789, c'est parce que l'ancien système « cessa d'avoir sa raison d'être lorsque de nouvelles « maximes politiques furent adoptées » (3). Les conceptions alors en faveur étaient basées sur « un besoin de logique

(1) Carré, *ouvr. cit.*, p. 371-372.

(2) A. Babeau, *La Ville*, *ouvr. cit.*, p. VII.

(3) A. Babeau, *Histoire de la Révolution à Troyes*, *ouvr. cit.*, p. 24.

« pure, de symétrie et de froide simplification » (4). Elles posaient en effet pour principe que l'Etat est constitué par l'ensemble des individus considérés isolément, elles en déduisaient justement qu'il convenait de supprimer tous les privilèges et, d'une manière plus générale, tous les groupes intermédiaires entre l'individu et l'Etat. Ces idées nouvelles, dont l'abbé Sieyès fut le doctrinaire et surtout le vulgarisateur (5), furent mises en pratique par l'Assemblée Constituante et formèrent notamment la base du décret du 14 Décembre 1789 sur l'organisation municipale, qui décida que les corps municipaux seraient élus par tous les citoyens « actifs », sans que leur profession fût considérée.

Il ne semble pas exagéré de dire que cet individualisme politique, conservé pendant une partie du XIX^e siècle, est de nos jours périmé. D'une part, en effet, nombre de législations étrangères ont tendance à distinguer plusieurs catégories de communes auxquelles elles appliquent un régime différent (6). D'autre part, les groupements professionnels, reconstitués en grand nombre sous le nom d'associations ou de syndicats, jouent aujourd'hui un rôle important dans l'Etat.

(4) *Perrot*, ouvr. cit., p. 559.

(5) M. *Paul Bastid*, dans un ouvrage récent, « Sieyès et sa pensée », montre que l'abbé Sieyès fut « le prophète, le doctrinaire et le metteur « en scène initial de la Révolution » (p. 622). Sieyès, en effet, part « du principe qu'il faut à la France une législation et une administration communes et uniformes » (dans sa brochure sur « La Ville « de Paris ») (*Bastid*, ouvr. cit., p. 363) ; aussi juge-t-il, dans son « Essai sur les privilèges », que « tous les privilèges sont contradictoires à la fin suprême de toute société politique » (*Ib.*, p. 329). Par conséquent, selon lui, « entre l'individu et la nation, tous intermédiaires doivent être supprimés » (p. 570). Aussi Sieyès, dont l'esprit « est l'esprit même de la Révolution française » (p. 606), eut-il une grande influence sur celle-ci, en particulier sur la rédaction des cahiers aux Etats-Généraux et sur l'œuvre législative de l'Assemblée Constituante.

(6) Ainsi en Angleterre, en Italie et aux Etats-Unis (cf. *Maurice Hauriou*, Précis de Droit administratif et de Droit public, p. 222). En France, où Paris et Lyon ont toujours joui d'une organisation municipale spéciale, un décret-loi du 30 Octobre 1935 a institué un régime spécial pour certaines villes voisines de la capitale. Plus récemment, un décret-loi du 20 Mars 1939 a réorganisé l'administration municipale de Marseille.

C'est à ce titre que l'organisation du Corps de Ville de Troyes sous l'Ancien Régime revêt un intérêt actuel qu'il n'est pas inutile de souligner. De nombreux théoriciens contemporains ont posé le problème de la représentation professionnelle, faisant remarquer que l'Etat n'est pas un simple agrégat d'individus, mais un ensemble de groupements. S'il en est ainsi de l'Etat, à plus forte raison en est-il de même de communautés plus restreintes, telles que la commune. Il ne paraît pas douteux, en effet, que la représentation des « intérêts collectifs » d'une ville serait plus exacte, si elle avait pour base les divers groupements professionnels, et non les individus considérés isolément et artificiellement divisés selon leurs affinités politiques. Au reste, le problème de la représentation des intérêts, qui se heurte à de graves obstacles dans le cadre de l'Etat, présente une moins grande complexité dans le cadre local (7). L'histoire du Corps de Ville de Troyes sous l'Ancien Régime nous semble montrer à la fois la légitimité du principe et ses difficultés d'application.

VU le 23 Mars 1939.

Le Président de la Thèse,

OLIVIER-MARTIN.

VU : *Le Doyen,*

G. RIPERT.

VU et Permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

(7) MM. Joseph Barthélemy et Paul Duez, qui, dans leur « Traité « Elémentaire de Droit constitutionnel » sont hostiles à l'idée même de représentation des intérêts, paraissent cependant l'admettre dans le cadre régional et local (p. 290).

SOURCES

I. — Sources manuscrites

A) ARCHIVES MUNICIPALES DE TROYES. — Ancien Régime.

1) Fonds Dellion :

- a) Layette 1 : Grand cartulaire de la ville de Troyes.
- b) Layette 3 : Mairie et Echevinage (surtout 1^{re} et 2^e liasses, subsidiairement 7^e liasse).

2) Fonds Boutiot :

- a) Série A : 56 registres de délibération.
- b) Série B : 25.
- c) Série Q : 8^e registre (élections municipales).
- d) Série AA :
 - 1^{er} carton (Conseil de Ville et Echevinage) 5^e et 6^e liasses.
 - 4^e carton (Offices municipaux) 6^e et 11^e liasses.
 - 5^e carton (Administration générale).
 - 6^e carton (Administration générale) 1^{re} liasse.
 - 48^e carton, 9^e liasse.

e) Série BB :

- 15^e carton (Etats généraux) 2^e et 3^e liasses.

3) BB. — Supplément. « Election des Maires, Echevins, Conseillers de ville » (liasse non cotée).

B) ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE L'AUBE.

1) Série C : Intendance de Champagne :

- a) Liasses 1844 et 1845 (Administration municipale de Troyes).
- b) Liasse 1934 (Communauté des marchands).

2) Série E : Féodalité... :

- a) Liasses 1093 et 1094 (Commune et municipalité de Troyes).
- b) Liasses 1113 à 1138 (Titres et papiers de la Communauté des marchands réunis de la ville de Troyes) notamment liasses 1113, 1114, 1120, 1132, 1136.
- c) Liasse 1211 (Corporations d'arts et métiers).
- d) Liasse 3 E Troyes (Cartulaire de l'Echevinage).

3) Série G : Clergé :

- a) Evêché de Troyes : Rapports du Clergé avec l'Echevinage (liasses 907, 908, 909).
- b) Délérations du Chapitre de la Cathédrale : liasses 1273, 1286, 1287, 1288, 1290, 1293, 1294, 1295.

En outre, l'Inventaire sommaire des Archives départementales de l'Aube, par d'Arbois de Jubainville.

C) BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE TROYES.

- 1) Copie manuscrite, exécutée par Harmand, du Grand Cartulaire de la Ville de Troyes contenant les chartes de 1230 à 1493 (manuscrit 2249) (2 vol.).
- 2) Louis Duhalles : Mémoires historiques et chronologiques des Antiquités de la Ville de Troyes, Capitale de la Province de Champagne, copie manuscrite par Finot (manuscrit 2545) (2 vol.).

D) ARCHIVES DE LA SOCIETE ACADEMIQUE DE L'AUBE.

Nicole Pithou : Histoire séculière et ecclésiastique de la ville de Troyes.

II. — Sources imprimées

A) SOURCES GENERALES.

- 1) Ordonnances des Roys de France de la troisième race (de 1003 à 1514) recueillies par ordre chronologique par MM. de Laurière, Denis-François Secousse, de Bréquigny, le marquis de Pastoret et M. J.-M. Pardessus (21 vol.). — Paris, Imprimerie Royale, 1823-1829.
- 2) Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789, par MM. Jourdan, Decrusey et Isambert (29 vol.). — Paris, Belin.
- 3) Lettres de Louis XI, roi de France, publiées d'après les originaux, par la Société d'Histoire de France, par Joseph Vaesen et Etienne Charavay. 11 tomes. — Paris, Renouard, 1887.
- 4) Collection générale des Décrets rendus par l'Assemblée Nationale, avec la mention des sanctions et acceptations données par le Roi depuis le mois de Mai jusques et compris le mois de Décembre 1789 (9 vol.). — Paris, Baudoin.

B) SOURCES LOCALES.

- 1) Lettres missives de Henri IV conservées dans les Archives municipales de la ville de Troyes, publiées par Th. Boutiot. — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 21, 1857, Troyes, Bouquot, p. 285-363.

2) Bibliothèque municipale de Troyes :

« La Mairie et Eschevinage de Troyes. Sa Jurisdiction, pouvoir et forme de procéder à l'eslection des Maires et Eschevins, et autres officiers de l'Eschevinage ». — Troyes, 1665, cab. loc. 689.

« La Mairie et Eschevinage de Troyes, Capitale de la Province de la Champagne. Sa Jurisdiction. Pouvoir et Forme de procéder à l'élection des Maire, Eschevins et autres officiers de l'Eschevinage. Ensemble plusieurs Arrêts confirmatifs des Privilèges de laditte Ville ». — Troyes, Louys Blanchard, Imprimeur du roi et de la ville, 1679, E, Mitantier, 7-210.

Fonds Carteron, n°s 479, 481, 497, 498, 500, 501, 504, 507, 508.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux

BABEAU (Albert). — La Ville sous l'Ancien Régime. — Paris, Didier, 1880.

BAINVILLE (Jacques). — Histoire de France (2 vol. rel.). — Plon, 1933.

BARTHELEMY (Joseph) et DUEZ (Paul). — Traité Élémentaire de Droit constitutionnel. — Paris, Dalloz, 1926.

BASTID (Paul). — Sieyès et sa pensée. — Paris, Hachette, 1939.

BEAUMANOIR (Philippe de). — Coutumes de Beauvaisis. — Paris, Alph. Picard, 1899.

BECHARD (Ferdinand). — Droit municipal dans les temps modernes : XVI^e et XVII^e siècles. — Paris, Durand, 1860.

CHAMPION (Pierre). — Louis XI (2 vol.). — Paris, Champion, 1928, 2^e éd.

CHENON (Emile). — Histoire générale du Droit Français public et privé des origines jusqu'à 1815 (2 vol.). — Paris, Sirey, 1926.

CHERUEL (A.). — Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France (2 vol.). — Paris, Hachette, 1884, 6^e éd.

COMMINES (Philippe de). — Mémoires. — Nouvelle édition publiée avec une introduction et des notes, d'après un manuscrit inédit et complet ayant appartenu à Anne de Polignac, nièce de l'auteur, par B. de Mandrot (2 volumes). — Paris, Alph. Picard, 1901-1903.

- ESMEIN. — Cours élémentaire d'Histoire du Droit Français. — Paris, Sirey, 1925, 15^e éd.
- FUNCK-BRENTANO (Frantz). — L'Ancien Régime. — Paris, Fayard, 1932.
- GLASSON (E.). — Histoire du Droit et des Institutions de la France (8 vol.). — Paris, Pichon, 1887.
- HAURIUO (Maurice). — Précis de Droit administratif et de Droit public. — Paris, Sirey, 1933, 12^e éd.
- IMBART DE LA TOUR (Pierre). — Les Origines de la Réforme (4 vol.). — Paris, Hachette, Firmin-Didot, 1905-1935.
- JASSEMINE (Henri). — La Chambre des Comptes de Paris au XV^e siècle. — Paris, Aug. Picard, 1933.
- LAVISSE (Ernest). — Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution, publiée sous la direction de (9 tomes, 18 vol.). — Paris, Hachette, 1908-1911.
- Ouvrages consultés :*
- A. LUCHAIRE. — Les Premiers Capétiens.
- Ch. V LANGLOIS. — Saint-Louis. Philippe le Bel. Les derniers Capétiens directs.
- A. COVILLE. — Les Premiers Valois et la Guerre de Cent Ans.
- Ch. PETIT-DUTAILLIS. — Charles VII, Louis XI et les premières années du règne de Charles VIII.
- Henry LEMONNIER. — Les Guerres d'Italie. La France sous Charles VIII, Louis XII et François I^{er}. — La lutte contre la Maison d'Autriche. La France sous Henri II.
- Jean H. MARIEJOL. — La Réforme et la Ligue. L'Edit de Nantes. — Henri IV et Louis XIII.
- A. de SAINT-LEGER, A. REBELIAU, P. SANIAC, E. LAVISSE. — Louis XIV. La fin du règne.
- H. CARRE. — Le Règne de Louis XV.
- LEBER (C.). — Histoire critique du pouvoir municipal, de la condition des cités, des villes et des bourgs, et de l'administration comparée des communes en France depuis l'origine de la Monarchie jusqu'à nos jours. — Paris, Audot, 1828.
- LEROY (Maxime). — La Ville française. — Paris, Marcel Rivière, 1927.
- LONGNON (Auguste). — La formation de l'Unité française. — Paris, Aug. Picard, 1922.
- MARION (Marcel). — Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles. — Paris, Aug. Picard, 1923.
- MORIN (Louis). — Participation des artisans aux affaires publiques avant la Révolution. — Paris, Imprimerie Nationale, 1902.
- MORNET (Daniel). — Les Origines intellectuelles de la Révolution Française (1715-1787). — Paris, Colin, 1934.
- OLIVIER-MARTIN. — Précis d'Histoire du Droit Français. — Paris, Dalloz, 1934, 2^e éd.
- OLIVIER-MARTIN. — L'organisation corporative de la France d'ancien régime. — Paris, Sirey, 1938.

- OLIVIER-MARTIN. — Les intérêts collectifs et leur organisation dans l'ancien Droit public français. — Cours de doctorat 1937-1938. — « Les Cours de droit », 1938 (reproduction autographiée).
- PERROT (Ernest). — Les institutions publiques et privées de l'ancienne France jusqu'en 1789. — Paris, Sirey, 1935.
- THIERRY (Augustin). — Essai sur l'Histoire de la formation et des progrès du Tiers-Etat, suivi de deux fragments du recueil des monuments inédits de cette Histoire. — Paris, Farné et Jouvet, 1866.
- TOCQUEVILLE (Alexis de). — L'Ancien Régime et la Révolution. — Paris, Lévy, 1866.
- VIOLLET (Paul). — Histoire des institutions politiques et administratives de la France (3 vol.). — Paris, Larose, 1898.

II. — Ouvrages locaux

- ARBOIS DE JUBAINVILLE (d'). — Histoire des Ducs et Comtes de Champagne (7 tomes, 8 vol.). — Paris, Aug. Durand, 1859.
- BABEAU (Albert). — Le guet et la milice bourgeoise à Troyes. — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 42, 1878. — Troyes, Lacroix, p. 307-361.
- BABEAU (Albert). — Histoire de Troyes pendant la Révolution (2 tomes). — Paris, Dumoulin, 1873.
- BOURQUELOT (Félix). — Etudes sur les foires de Champagne, sur la nature, l'étendue et les règles du commerce qui s'y faisait aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles. — Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de l'Institut Impérial de France. — 2^e série. — Antiquités de la France. — Tome V, Paris, Imprimerie Impériale, 1865.
- BOUTIOT (Th.). — Histoire de la Ville de Troyes et de la Champagne méridionale (4 vol.). — Troyes, Dufey, 1873 (1).
- BOUTIOT (Th.). — Décentralisation administrative. Des mairies, des échevinages et des conseils de ville depuis le XII^e siècle jusqu'en 1789. — Mémoires de la Société Académique, tome 24, 1870. — Troyes, Dufour-Bouquot, p. 5-29.
- BOUTIOT (Th.). — Querelles entre le bailliage et l'échevinage de Troyes à l'occasion de la préséance. — Annuaire de l'Aube, 1864. — Troyes, Dufour-Bouquot, p. 47-78.
- CARORGUY (Jacques). — Mémoires publiées par Edmond Bruwaert (1582-1595). — Paris, Picard, 1880.
- CARRE (Gustave). — Histoire populaire de Troyes et du département de l'Aube. — Troyes, Lacroix, 1881.
- COURTALON-DELAISTRE. — Topographie historique de la Ville et du diocèse de Troyes (3 vol.). — Troyes, Veuve Gobelet, 1783.

(1) Cet ouvrage, le plus fréquemment cité de l'auteur, est rappelé par la seule mention : « ouvr. cit. ».

- DARE (Nicolas). — Mémoires et Livres de famille publiés d'après le manuscrit original par MM. Maurice Bailly de Barberey et le Vicomte René de Saint-Mauris, ses arrière-petits-fils. Collection de Documents inédits relatifs à la Ville de Troyes et à la Champagne méridionale, publiés par la Société Académique de l'Aube, tome 3. — Troyes, Lacroix, 1886, p. 5-162.
- DET (A.-S.). — Chanoines et Huguenots à Troyes en 1562. — Annuaire de l'Aube, 1887, Lacroix, p. 93-104.
- GROSLEY (P.-J.). — Mémoires historiques et critiques pour l'Histoire de Troyes (2 vol.). — Paris, Volland, 1811.
- GROSLEY (P.-J.). — Ephémérides (2 vol.). — Paris, Patris-Dubreuil, 1811.
- GROSLEY (P.-J.). — Vie de Pierre Pithou, avec quelques mémoires sur son père et ses frères (2 vol. rel.). — Paris, Cavelier, 1756.
- MONTROL (F. de). — Résumé de l'Histoire de Champagne depuis les premiers temps de la Gaule jusqu'à nos jours. — Paris, Lecointe, 1826.
- MOREL-PAYEN (Lucien). — Les délégués de la municipalité troyenne au sacre de Louis XVI et la question de la capitalité de la Champagne. — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 34, 1897. — Troyes, Nouel, p. 261-288.
- MOREL-PAYEN (Lucien). — La construction de l'Hôtel de Ville de Troyes au XVII^e siècle (1624-1670). — Troyes, J.-L. Paton, 1935.
- MOREL-PAYEN (Lucien). — La vie pittoresque et laborieuse de l'historien troyen Grosley. Conférence. — Troyes, J.-L. Paton, 1931.
- MOREL-PAYEN (Lucien). — Grosley et les Troyens de son temps, d'après son Farrago. — Troyes, J.-L. Paton, 1938.
- MORIN (Louis). — Un cas de pression électorale à Troyes en 1728. — Arcis-sur-Aube, Frémont, 1895.
- LA PERRIERE (Henri de). — Nicolas De Hault, Maire de Troyes, 1588-1592. Ses origines, sa parenté, sa descendance. — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 62, 1925-1926, Troyes, J.-L. Paton, p. 13-118.
- LA PERRIERE (Henri de). — Les Gouault (Une famille du grand Commerce troyen pendant quatre siècles). — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 92, 1929, Troyes, J.-L. Paton, p. 115-240.
- LA PERRIERE (Henri de). — Les d'Aubeterre. — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 93, 1930, Troyes, J.-L. Paton, p. 169-211.
- PIETRESSON DE SAINT-AUBIN (F.). — La juridiction consulaire de Troyes. — Troyes, J.-L. Paton, 1928.
- PREVOST (Chanoine). — Le Diocèse de Troyes. — Histoire et Documents (3 vol.). — Domols, Imprimerie de l'Union Typographique, 1923.

- PREVOST (Chanoine). — Les luttes religieuses en Champagne au XVI^e siècle. La Ligue. — Troyes, Frémont, 1911.
- PREVOST (Chanoine). — Le Costume des Conseillers municipaux de la Ville de Troyes. — Annuaire de l'Aube, 1913, Troyes, J.-L. Paton, p. 9-17.
- RICOMMARD (J.). — La Lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle. — Paris, Hachette, 1934.
- ROSEROT (Alphonse). — Le plus ancien registre des délibérations du Conseil de Ville de Troyes (1429-1433). — Collection de Documents inédits relatifs à la Ville de Troyes et à la Champagne méridionale publiés par la Société Académique de l'Aube, tome III, Troyes, Lacroix, 1886, p. 164-474.
- ROSEROT (Alphonse). — Episodes de la guerre de Cent Ans à Troyes et dans les environs (1431). — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 60, 1896, Troyes, Nouel, p. 119-129.
- ROSEROT DE MELIN (Joseph). — Antonio Caracciolo, évêque de Troyes (1515-1570). — Paris, Letouzey, 1923.
- SOCARD (Emile). — La Franc-maçonnerie à Troyes (1751-1820). — Mémoires de la Société Académique de l'Aube, tome 41, 1877, Troyes, Dufour-Bouquot, p. 119-147.
- VERNIER (J.-J.). — Cahiers de doléances du bailliage de Troyes (principal et secondaires) et du bailliage de Bar-sur-Seine pour les Etats Généraux de 1789 (3 vol.). — Troyes, Nouel, 1909.
-

ERRATA

Page 41, note 9 — lire *ch. 16* au lieu de *ch. 46*.

Page 47, note 32, 7^e ligne — lire *1523* au lieu de *1525*.

Page 48 — dans la note 48, lire *réforme* au lieu de *Réforme*.

Page 56 — dans l'énumération des diverses corporations, lire
2 égultiers (c'est-à-dire « aiguilletiers ») au lieu de *2 égoultiers*.

Page 62, note 36 — lire *1679* au lieu de *6179*.

Page 64, note 48 — lire *Delion* au lieu de *Delene*.

Page 81, 1⁴e ligne — lire *III* au lieu de *II*.

Page 84, ligne 12 — lire *eux-mêmes* au lieu de *elle-même*.

Page 93, ligne 8 — lire *juxtaposition*.

Page 102, note 27, 3^e ligne — lire *Sainte-Hoïlde* au lieu de *Saint-Hoïde*.

Page 134, note 30, 7^e ligne — lire *1737* au lieu de *1937*.

Table alphabétique des noms de Personnes

- Alberic, moine cistercien, 11.
 Alin (Antoine), conseiller au bail-
 liage, 117, 118.
 Angenoust (Jean), conseiller du
 roi en la Cour de Parlement,
 37, 38, 61, 67.
 Angenoust (Robert), conseiller de
 ville, 112.
 Angenoust de Cervets, notable,
 170.
 Angignart (Pierre), marchand, 19.
 Anne d'Autriche, reine de France,
 96.
 Ansegise, évêque, 9.
 Armenonville (d'), secrétaire
 d'Etat, 97.
 Aubeterre (Jean d'), maire, 100,
 107, 113.
 Auberchicourt (Eustache d'), 14.
 Aultruy (Jean d'), maire, 108, 114,
 115.
 Aultruy (Nicolas d'), échevin, 64.
 Aultruy (Vincent d'), maire, 64,
 120.
 Averdý (de l'), contrôleur général
 des finances, 154.
 Babeau, conseiller au bailliage, 163,
 180.
 Bastia (Nicolas), marchand, éche-
 vin, 31.
 Bauffremont (de), évêque, 112.
 Bazin (Jean), maire, 64, 98.
 Bazin (Joachim), maire, 116, 117,
 118, 119, 120.
 Berthier (Nicolas), échevin, 37.
 Berthelin (Jean), maire, 134, 140,
 142.
 Berthelin (Jean-Edme), maire, 174.
 Bertin, secrétaire d'Etat, 134, 146,
 148, 149, 153, 171.
 Bidault (Edme), « homme vivant
 et mourant », 131.
 Bierne (de), 73.
 Blampignon, conseiller de ville,
 123.
 Blampignon (Antoine), maire, 133,
 134.
 Blanchart (Jean), greffier de l'Hô-
 tel de Ville, 67.
 Blanchart (Jean-Baptiste), greffier
 de l'Hôtel de Ville, 67, 133, 170.
 Blanchart (Louis), greffier de l'Hô-
 tel de Ville, 67.
 Boilletot, commandant de la Milice
 Bourgeoise, 170.
 Bonnemain, notable, 170.
 Bossuet (Jacques-Bénigne), évê-
 que, 178.
 Bouillerot, libraire, notable, 154.
 Bourbon (Pierre), maire alternatif,
 128.
 Bûchères (Noël de), écuyer, no-
 table, 170.
 Calabre, avocat, notable, 170.
 Calvin, 47.
 Camusat (Antoine), maire, 134,
 140.
 Camusat (Claude), conseiller de
 ville, 65.
 Camusat (Henri), conseiller de
 ville, 65.
 Camusat (Nicolas), commandant de
 la Milice Bourgeoise, maire, 134.
 Camusat - Bonnemain, négociant,
 échevin, 175.
 Camusat de Belombre, négociant,
 notable, 170.
 Caracciolo, évêque, 47, 106.
 Carré, avocat, notable, 170.
 Cazin de la Vasserie, lieutenant
 général au bailliage, 152, 159.
 Caumartin (de), intendant, 85, 122.
 Chaperon, conseiller au bailliage,
 179.
 Charles V, roi de France, 14.
 Charles VII, roi de France, 15.
 Charles VIII, roi de France, 31, 32,
 33, 34, 95, 96, 101.
 Charles IX, roi de France, 77, 95,
 96.

- Charles, duc de Berry, frère de Louis XI, 18, 19.
 Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, 18, 25, 26, 96.
 Chastel, notaire, échevin, 170, 175.
 Chatouruy (Jean), échevin, 37.
 Chauvelin, secrétaire d'Etat, 141.
 Claude, duchesse de Bretagne, reine de France, 99, 100.
 Clerey (Denis de), maire, 112.
 Coiffart (Nicolas), maire, 40, 41, 43, 44.
 Coiffart (Nicole), chanoine, échevin, 31, 37.
 Coiffart (Noël), lieutenant général au bailliage, 40, 41, 43, 44.
 Colbert, contrôleur général des finances, 103, 136.
 Collinet, avocat, échevin, 175.
 Comparot de Bercenay, conseiller au bailliage, 152.
 Condé (Henri I^{er} de Bourbon, duc d'Enghien, prince de), 107.
 Condé (Henri II de Bourbon, duc d'Enghien, prince de), 98.
 Conti (Armand de Bourbon, prince de), 120.
 Coquart, conseiller au bailliage, échevin, 158, 159, 160, 161.
 Corlieu (Gérard de), ministre protestant, 106.
 Dare (Nicolas), échevin, 64.
 Darré, conseiller de ville, 65.
 Demontmeau - Legrin, marchand-mercier, conseiller de ville, 156, 159.
 Denesles, conseiller au bailliage, échevin, 181.
 Denise (Claude), lieutenant en la Prévôté, échevin, 79, 80.
 Denise (Nicolas), chanoine, 74.
 Denise (Nicolas), conseiller de ville, 64.
 Denise (Pierre), maire, 65, 121, 122.
 Dereins (Nicolas), lieutenant criminel au bailliage, maire, 154, 161, 163, 169, 174, 180.
 Derrey, échevin (voir Legras).
 Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois, 99.
 Doé, receveur des tailles, échevin, 170, 174, 175.
 Doret (Nicolas), conseiller de ville, 64, 65.
 Drouot (Michel), maire, 40.
 Dufour (Nicolas), marchand, échevin, 137, 140, 141, 142.
 Eloy (Abbé), archidiaque de la Cathédrale, notable, 170.
 Esclavolles (seigneur de), cf. Guesdon.
 Estouteville (Robert d'), prévôt de Paris, 24.
 Fagnier (Claude), trésorier général de France, 141.
 Finot, receveur, 170.
 Format (Guillaume), maire, 47.
 François I^{er}, roi de France, 40, 42, 43, 44, 47, 69, 95, 98, 100, 101.
 François II, roi de France, 95.
 Fromageot, procureur-syndic, 160, 170.
 Galien, conseiller de ville, 65.
 Galien (Claude), maire, 134, 135, 142.
 Gaulard (Pierre), conseiller de ville, 138.
 Gener (Pierre) (?), maire, 10.
 Gillain, artisan, « fabriquant » de draps, notable, 170.
 Gombault, conseiller de ville, 65.
 Gombault (Joseph), échevin, 64.
 Gouault (Eustache), maire, 134, 140, 142.
 Gouault (Gilles), conseiller de ville, 65.
 Gouault (Jacques), négociant, échevin, 154, 156, 159, 161.
 Gouault (Jean), échevin, 140, 141.
 Gouault (Nicolas), conseiller de ville, 65.
 Gouault (Toussaint), maire, 132, 133, 134, 142.
 Gouault-Jeanson (Eustache), négociant, échevin, 160, 170, 175.
 Grosley (P.-J.), avocat, 154, 178.
 Guesdon (seigneur d'Esclavolles), gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, 112.
 Guillaume, lieutenant criminel en l'élection, échevin, 79, 80.
 Guise (duc de), 63, 71, 72, 106, 107.
 Hault (Nicolas de), maire, 63, 107, 108, 113.
 Henault, président de Chambre au Parlement de Paris, 108.
 Hennequin (Jean) (l'aîné), marchand, échevin, 31.
 Hennequin (Jean) (le jeune), marchand, échevin, 31.
 Hennequin (Michelet), échevin, 37.

- Hennequin (Odard), archidiaque de l'Eglise de Troyes, puis évêque, 19, 31, 47, 71.
- Hennequin (Pierre), conseiller en la Chambre du Trésor de Paris, 30, 31, 35.
- Henri I^{er}, comte de Champagne, dit le Libéral, 10.
- Henri III, comte de Champagne, 12.
- Henri II, roi de France, 86, 95, 99.
- Henri III, roi de France, 61, 95, 113.
- Henri IV, roi de France, 52, 63, 72, 75, 87, 95, 105, 108, 113, 114, 115, 116, 123.
- Hérault de la Clôture, avocat du roi au bailliage, 152.
- Hué, conseiller de ville (1), 65.
- Huez (Claude), conseiller au bailliage, maire, 152, 170, 174, 175, 179, 181.
- Huez (Nicolas), lieutenant particulier au bailliage, 152, 159, 160.
- Hupproie (de la), conseiller de ville, 65.
- Huyart (Antoine), écuyer, maire, 47.
- Huyart (Guillaume), 19.
- Israël, 99.
- Jacquin, procureur du roi au bailliage, conseiller de ville, 155.
- Jacquiot-Festuot, maître-boucher, échevin, 31.
- Jean-Casimir, comte du Palatinat, 99.
- Jeanne, comtesse de Champagne, reine de France, 12.
- Jeanne d'Arc, 15.
- Jeanson-Lejeune, négociant, notable, 170.
- Labrun (Louis), 1^{er} président au Présidial, 152.
- Lamoignon (de), garde des sceaux, 179.
- Laurent, conseiller de ville, 65.
- Law, contrôleur général des finances, 130, 145.
- Le Bé (Jacques), maire, 115.
- Le Boucherat (Edmond), marchand, maire, 37.
- Le Boucherat (Etienne), échevin, 37.
- (1) Peut-être s'agit-il de Louis Huez signalé par *Boutiot* comme étant conseiller de ville en 1662 (ouvr. cit., IV, ch. 24, p. 417).
- Le Boucherat (Simon), maire, 116.
- Lefebvre, avocat, échevin, 154.
- Le Gras (Edme), échevin, 64.
- Legrin, conseiller de ville, 137.
- Léguisé (Jean), évêque, 15.
- Lejeune (Nicolas), maire, 117, 118.
- Le Maçon, ministre protestant, 106.
- Lemaire (Nicolas), négociant, notable, 170.
- Lemuet, négociant, échevin, 179.
- Le Musnier (Clément), conseiller au Parlement, 89.
- Lequeu (Jean), chanoine, 19.
- Liboron (Simon), président de l'Echevinage, 35.
- Louis XI, roi de France, 9, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 53, 58, 94, 96, 97, 185.
- Louis XII, roi de France, 95, 96, 97, 98, 99, 101.
- Louis XIII, roi de France, 73, 89, 96, 97, 98, 105, 117, 119.
- Louis XIV, roi de France, 64, 97, 99, 105, 110, 122, 123, 127.
- Louis XV, roi de France, 97, 131, 145, 171, 178.
- Louis XVI, roi de France, 97, 175, 176.
- Loyseau, jurisconsulte, 112.
- Lutel (Jean du), procureur des habitants, 19.
- Luxembourg (duc François de), 108.
- Lyon (Nicoas), maire, 127, 129.
- Macart, ministre protestant, 106.
- Machault (de), intendant, 64, 111.
- Maillet, conseiller de ville, 156, 159.
- Mallier (François), évêque, 74.
- Maupeou (de), chancelier, 179.
- Marceau (Pierre), maire, 89, 122.
- Marguenat, conseiller de ville, 117.
- Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie, 96.
- Marisy (de), conseiller de ville, 64.
- Marisy (Jean de), maire, 23, 31, 35, 65.
- Matagrin (Jean), conseiller de ville, 138, 140.
- Mauroy (Claude de), lieutenant du maire alternatif, 128.
- Mauroy (Louis de), maire, 134, 137, 140.
- Mauroy-Vauthier (de), négociant, échevin, 170, 175.
- Maximilien, empereur d'Autriche, 96.
- Meletaïre (Gérard), maire, 10.

- Merceau (Pierre), maire, cf. Marceau.
- Mesgrigny (Pierre-François de), comte de Villebertin, maire, puis grand bailli d'Epée, 154, 158, 159, 160, 161.
- Michelin (Elie), tanneur, échevin, 63, 64, 65, 121.
- Michelin (Hiérémie), marchand épicier, échevin, 53, 54.
- Mintrei, 99.
- Miromesnil (de), intendant, 122.
- Monteuc (Bernard de), maire, 11.
- Motet (Gaston-Jean-Baptiste), procureur du roi au bailliage, maire, 132, 134.
- Nevelet (Pierre de), maire, 47.
- Nevelet (Vincent de), maire, 47, 113.
- Nevers (duc de), gouverneur de Champagne, 96.
- Nevers (duchesse de), 87.
- Noël (Jacques), échevin, 37.
- Obretz (Georges), 99.
- Olivier (Jean-Baptiste), greffier de l'Hôtel de Ville, 67, 183.
- Paillot (Jean), conseiller de ville, 108.
- Paillot (Jean), subdélégué à l'intendance de Champagne, maire, 134, 141.
- Paillot (Pierre), conseiller de ville, 65.
- Paillot (Pierre), conseiller de ville, 111.
- Paillot (Pierre), maire, 133.
- Passerat (Jean), 108.
- Perricard, avocat, conseiller de ville, 65.
- Perricard (Nicolas), maire, 123, 127.
- Perricard (Odard), maire, 117, 118, 119, 120, 121.
- Petitpied, conseiller de ville, 121.
- Philippe IV le Bel, roi de France, 12, 13.
- Pinette (Claude), maire, 112.
- Pistollet, lieutenant en l'élection, 154, 170.
- Pithou (Antoine), maire, 97, 116.
- Pithou (Nicole), 47, 112.
- Pithou (Pierre), 47, 108.
- Place (Nicole de la), doyen de l'Eglise, échevin, 31.
- Poncet de la Rivière, évêque, 178.
- Puget (Pierre de), grand bailli d'Epée, 152, 159.
- Rabiat (Louis), marchand mercier, notable, 156.
- Raguier (Louis), évêque, 19.
- Rapault, directeur de la Monnaie, échevin, 154, 170, 174, 175, 180.
- Régnier (François), maire alternatif, 128.
- Rémond (Nicolas), maire, 134, 142.
- Richelieu (Cardinal de), principal ministre, 67.
- Riglet (Moyse), maire, 117.
- Robert de Vermandois, comte de Champagne, 9.
- Rolin (Pierre), maire, 134, 140.
- Rollin (François), maire, 123.
- Rondot, orfèvre, notable, 170.
- Saint-François-de-Sales, 89.
- Saint-Louis, roi de France, 95, 112.
- Saulnier (Simon), échevin, 37.
- Sibille (Edme), « homme vivant et mourant », 133.
- Sieyès, 188.
- Sourdât, lieutenant général de police, 176.
- Stanislas, roi de Pologne, 132.
- Taffignon, conseiller de ville, 137, 140.
- Tartrier (Jean le), maire, 99.
- Terray, contrôleur général des finances, 162.
- Tetel (Denis), avocat du roi, maire, 103, 122.
- Thibault IV, comte de Champagne, 10, 11.
- Thibault V, comte de Champagne, 12.
- Trouillet, ermite, 47.
- Truelle de Chambouzon, conseiller au bailliage, 181.
- Turgis (de), chanoine de Saint-Etienne, 112.
- Vanlay (Noël de), chanoine, échevin, 37.
- Vaulthier (Nicolas), maire, 122, 123.
- Vaulthier, maître particulier des eaux et forêts, 154, 161, 170.
- Vergennes (comte de), secrétaire d'Etat, 175, 177.
- Vignerons (Nicolas), avocat du roi en l'élection, maire, 64, 122.
- Villebertin (comte de), cf. Pierre-François de Mesgrigny.
- Villeprouver (de), échevin, 64.
- Voltaire, 178.

Table alphabétique des noms de Lieux

- Aix-la-Chapelle, 90, 123.
 Amboise, 19, 32, 85.
 Angers, 18.
 Angoulême, 99.
 Arras, 16.

 Bar-sur-Seine, 108.
 Beauvaisis, 13, 94.
 Belfroi (quartier de), 22.
 Berry, 18.
 Besançon, 47.
 Blois, 146.
 Bois (rue du) (actuellement rue Thiers), 90.
 Bordeaux, 18, 98, 140, 146.
 Bouilly, 159.
 Bourgogne, 9, 11, 13, 16, 18, 24.
 Bracq (Tripot de), jeu de paume, 90.
 Bretagne, 100.
 Brie, 18.

 Caen, 57, 62, 63, 83, 87, 88, 89, 109, 132.
 Calais, 119.
 Chaillouette (hameau de), 152.
 Châlons (sur Marne), 54, 82, 140, 179, 182.
 Champagne, 9, 10, 12, 13, 15, 18, 19, 20, 38, 39, 52, 71, 87, 96, 102, 106, 107, 120, 134, 141, 146, 179.
 Chaumont, 102, 140.
 Comporte (quartier de), 22.
 Cremieu, 44, 112.
 Croncels (quartier de), 22.

 Dijon, 93.

 Fontvannes, 159.

 Genève, 46, 47, 106.
 Grande Rue (actuellement rue G.-Clemenceau), 90.
 Guyenne, 19.

 Isle-Aumont, 11.
 Ivry, 108.

 Langres, 140.
 Liège, 19.
 Longjumeau, 99.
 Lyon, 19, 140, 146, 188.

 Marseille, 188.
 Meaux, 12.
 Moyenne (rue) (actuellement rue Urbain-IV), 90, 106.

 Naples, 98.
 Nemours, 87.
 Notre-Dame-aux-Nonnains (Abbaye de), 11, 68.

 Orléans, 19, 140.

 Paris, 14, 31, 72, 80, 87, 94, 100, 103, 108, 136, 146, 182, 188.
 Péronne, 18.
 Picardie, 11, 13.
 Plessis-du-Parc, 25, 27.
 Poitiers, 18.
 Provins, 12, 85, 140.

 Ratisbonne, 91.
 Reims, 12, 54, 97, 158.
 Rouen, 140.

 Saint-Antoine (Abbaye de), 152.
 Sainte-Hélène (Chapelle), 102.
 Sainte-Hoilde (Chapelle), 102.
 Sainte-Madeleine (Eglise), 176, 178.
 Saint-Etienne (Eglise Collégiale), 69, 112, 129, 151.
 Saint-Germain-en-Laye, 98, 107.
 Saint-Jacques (quartier de), 22.
 Saint-Loup (Abbaye de), 68, 151.
 Saint-Martin-ès-Aires (Abbaye de), 68, 151.
 Saint-Pantaléon (Eglise), 176.

Saint-Pierre (Cathédrale), 11, 69,
71, 72, 73, 87, 89, 102, 105,
129, 151, 163, 164.

Saint-Pierre-le-Vif (Abbaye de),
102.

Saint-Pouange, 159.

Saint-Urbain (Eglise), 69, 129,
130, 151.

Sens, 12, 29, 102.

Soissons, 85.

Tauxelles (hameau des), 152.

Toulouse, 140.

Tours, 18, 19, 29, 99.

Vermandois, 102.

Vitry-en-Perthois, 102.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Introduction.	5
1 ^{re} Partie	
La constitution du Corps de Ville de Troyes	
Chapitre préliminaire. — L'administration de la Ville avant 1470.	9
Section 1. Les chartes des Comtes de Champagne.	9
Section 2. L'administration aux XIV ^e et XV ^e siècles.	12
Chapitre 1 ^{er} . — La création de l'Echevinage de Troyes.	18
Section 1. Les lettres patentes de Louis XI en Mai 1470.	18
§ 1. Origine des lettres patentes de 1470.	18
§ 2. Analyse des lettres patentes de 1470.	19
Section 2. La suppression de l'Echevinage en 1474.	23
Section 3. Les lettres patentes de Louis XI en Mars 1482.	25
Chapitre 2 ^e . — La création de la Mairie de Troyes.	27
Section 1. Les lettres patentes de Louis XI en Février 1483.	27
Section 2. La mise en application des lettres royales.	29
§ 1. Les oppositions.	29
§ 2. La situation de fait dans la période d'attente	35
§ 3. L'arrêt du Parlement du 20 Juillet 1493 et son exécution.	36
Chapitre 3 ^e . — Les Réformes de 1535 à 1538.	39
Section 1. Changements survenus de 1535 à 1538.	39
§ 1. L'arrêt des Grands Jours de Troyes du 30 Octobre 1535.	39
§ 2. La réforme préconisée par l'Echevinage et les lettres de François I ^{er} (24 Avril 1538).	40
§ 3. L'arrêt du Parlement du 9 Avril 1538.	43
Section 2. Le système pratiqué à partir de 1538.	43
§ 1. L'application de l'arrêt du Parlement de 1538.	43
§ 2. Conséquences de l'intervention des Corps et Communautés.	45

2^e PartieLe Corps de Ville de Troyes aux XVI^e et XVII^e siècles

	Pages
Chapitre 1 ^{er} . — Composition du Corps de Ville de Troyes. . .	51
Section 1. Les Officiers municipaux.	51
§ 1. Rôles respectifs des Maire, Echevins et Conseillers de ville.	52
§ 2. Election des Maire et Echevins.	54
§ 3. Election des Conseillers de ville.	59
§ 4. Eligibilité des Maire, Echevins et Conseillers de ville : l'aristocratie municipale.	62
§ 5. Les autres Officiers municipaux.	65
Section 2. Prédominance des Marchands dans le Corps de Ville.	67
§ 1. Elimination du Clergé.	68
§ 2. Limitation du nombre des « gens de loi » admis dans le Corps de Ville.	76
Section 3. Les conflits entre Echevinage et Bailliage. .	82
§ 1. Les « entreprises » des conseillers du Roi au Bailliage de Troyes.	82
§ 2. Les conflits de préséance.	86
§ 3. Conclusion sur l'attitude des gens de justice	91
Chapitre 2 ^e . — Rapports entre le Roi et le Corps de Ville de Troyes.	94
Section 1. Nature des rapports entre le Roi et le Corps de Ville de Troyes.	94
§ 1. Le principe de l'intervention.	94
§ 2. La pratique du gouvernement à grand conseil.	97
§ 3. La politique du Corps de Ville de Troyes.	101
Section 2. Les interventions du Roi.	109
§ 1. Le Roi, arbitre des conflits entre les divers groupes de l'Etat.	109
§ 2. Les interventions du Roi dans le recrute- ment du Corps de Ville de Troyes.	110

3^e PartieLes réformes du XVIII^e siècle

Chapitre 1 ^{er} . — Le Corps de Ville de Troyes de 1692 à 1765.	125
Section 1. Les créations et rachats successifs des offices municipaux.	125
§ 1. Base fiscale de la politique royale.	125
§ 2. Les rachats des offices municipaux.	127

	Pages
Section 2. « Stabilité réelle » de l'organisation municipale de Troyes au XVIII ^e siècle.	133
§ 1. Maintien du système électif.	133
§ 2. La puissance accrue des riches marchands et les demandes de réformes.	135
Chapitre 2 ^e . — Les nouvelles constitutions municipales de Troyes dans la seconde moitié du XVIII ^e siècle.	145
Section 1. Application à la Ville de Troyes des édits de 1764 et 1765.	145
§ 1. Le « Code des municipalités ».	145
§ 2. L'arrêt du Parlement du 12 Août 1765.	148
§ 3. Elimination des « Commerçans » du Corps de Ville.	154
Section 2. Le Règlement du 18 Décembre 1773.	161
§ 1. Création et rachat des offices municipaux (1771-1772).	161
§ 2. Origines du Règlement du 18 Décembre 1773.	163
§ 3. Texte du Règlement du 18 Décembre 1773	165
§ 4. Appréciation du nouveau Règlement.	171
Chapitre 3 ^e . — Les dernières années du Corps de Ville de Troyes.	174
Section 1. Le « bon ordre » retrouvé.	174
Section 2. L'esprit nouveau.	177
§ 1. Les progrès des idées nouvelles.	177
§ 2. Les cahiers aux Etats-Généraux et la constitution municipale de Troyes.	179
Section 3. Disparition du Corps de Ville de Troyes.	180
§ 1. Le Décret du 14 Décembre 1789.	180
§ 2. La transmission des pouvoirs.	182
Conclusion.	185
Sources et Bibliographie.	191
Tables alphabétiques des noms de personnes et de lieux.	199
Table des Matières.	205

